David Thomson

LES REVENANTS

Ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France

LE LIVRE ÉVÉNEMENT



David Thomson

Les revenants

Ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France

Seuil
LES JOURS.FR

DU MÊME AUTEUR

Les Français jihadistes
Les Arènes, 2014

ISBN 978-2-02-134940-5

www.seuil.com

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Couvrir l'actualité jihadiste est un travail passionnant mais épuisant. Parfois dangereux, souvent ingrat. Au quotidien, il m'a fait pratiquer un journalisme d'anxiété qui ne prévoit et n'annonce que des mauvaises nouvelles. « David Thomson, ou la personne qu'on a envie d'inviter aux soirées, car il met une bonne ambiance », tweete ainsi une consœur, un jour, pour plaisanter. J'ai été confronté à cette idéologie fortuitement, à Tunis, fin 2011, en apercevant sur le bord d'une route un stand de prédication orné de drapeaux noirs. Je m'arrête, je discute. La radicalité décomplexée de ce discours au lendemain de la révolution m'interpelle. Son succès grandissant au sein d'une partie de la jeunesse tunisienne, de plus en plus violente, me frappe. Depuis, j'ai consacré un large pan de ma vie à essayer de comprendre ce courant de l'islam. Sans totalement y parvenir.

Ce journalisme est aussi une école de l'humilité. Un jeu d'équilibriste, un brin schizophrène. J'ai découvert de la complexité quand l'explication paraissait élémentaire. J'ai dû penser, souvent, contre moi-même. Me résoudre à accepter une part de mystère quand il devenait impossible de comprendre. Conserver la bonne distance, tenir la neutralité journalistique. Je n'ai jamais été autre chose qu'un simple observateur. Même lorsque je menais des entretiens avec une vieille source qui, en Syrie, retenait en même temps en otage, avant leur exécution, d'anciens compagnons de reportage. De James Folley, mon dernier souvenir n'est pas celui d'un supplicié en tenue orange dans une vidéo de l'État islamique. Mais celui d'un confrère que je vis prendre tous les risques en Libye, lors de la bataille de Syrte, pour aller sauver sous le feu kadhafiste un ami dont le corps venait d'être déchiqueté par les éclats d'une roquette RPG. De Steven Sotlooff, celui d'un talentueux reporter qui, en bon camarade de veillée, vidait généreusement mon cognac après la chute de Tripoli. De Ghislaine Dupont, assassinée sur un autre continent par Aqmi, avec Claude Verlon, celui d'une grande consœur courageuse, exigeante et acharnée, terreur des potentats africains, qui corrigeait mes premiers papiers à RFI, à la Maison de la Radio.

Couvrir l'actualité jihadiste, c'est aussi deviser avec une autre vieille source volontiers blagueuse, mais dont le travail est d'être bourreau au sein de l'État islamique. Et qui n'hésitera pas à

me menacer de mort ou à me tuer si nécessaire. Un travail d'échanges quotidiens depuis cinq ans, dans une impossible confiance, une méfiance permanente, entre des acteurs situés chacun dans un camp ennemi. Chaque interviewé pouvant décider de me tuer à chacune de nos rencontres. C'est une immersion dans la morbidité, avec des jeunes d'à peine 20 ans, dont le projet de vie est de tuer pour être tués. C'est aussi apprendre régulièrement qu'un contact de plusieurs années vient de mourir au combat, frappé par un drone ou dans un attentat. Apprendre au détour d'un push d'iPhone qu'un autre vient d'être arrêté par la police dans un « vaste-coup-de-filet-antiterroriste ».

Ces milieux sont parmi les plus difficiles d'accès. Ils sont de ce fait quasiment toujours traités par la lucarne de sources secondaires, émanant des services de police ou de justice : PV de gardes à vue, ordonnances de renvoi, écoutes téléphoniques, etc. Considérant ce prisme comme indispensable mais biaisé, j'ai fait le choix dès le départ de me couper de ce type de sources pour ne travailler qu'à partir de sources primaires, les jihadistes eux-mêmes.

Presque toutes ces sources sont anonymisées pour garantir une liberté de parole. Ma seule matière est constituée des reportages et des entretiens que j'ai réalisés depuis 2011 avec, au total, une centaine de jihadistes d'abord tunisiens puis français, belges et même suisses. Des jihadistes que j'ai pour la plupart suivis pendant cinq ans. Certains jusqu'à leur mort. Cela nécessite de convaincre des gens qui vous détestent à triple titre (comme français, chrétien et journaliste) d'accepter que vous passiez beaucoup de temps avec eux. Cela a été rendu possible grâce à mon travail de correspondant régional basé à Tunis pendant trois ans pour Radio France internationale au lendemain de la révolution.

C'est en effet à Tunis, en 2012, que, pour la première fois, je scelle des relations avec des jihadistes. Je suis alors totalement ignorant de leur univers mental. Je filme la réunion d'un parti salafiste discutant *charia* et jurisprudence islamique sur le droit des femmes. À la fin, deux jeunes à la longue barbe et à la moustache rasée m'abordent. L'un d'eux se poste devant moi, me fixe et fait du doigt un signe de refus. Je pense alors qu'il souhaite m'interdire de filmer. Mais non. « Eux, c'est pas les vrais salafistes, me dit-il en français, nous, on est les vrais salafistes. Nous, on est salafistes jihadistes. » Je ne le sais pas encore, mais ces deux jeunes de moins de 30 ans sont déjà très influents au sein du mouvement jihadiste tunisien.

Avant la révolution, ils avaient été emprisonnés pour leurs liens avec un groupe lié au GSPC algérien qui avait attaqué l'armée tunisienne sous Ben Ali près du village de Soliman. Après la révolution, ils ont bénéficié d'une amnistie. L'un d'eux occupe actuellement un poste important au sein de l'État islamique. Ils acceptent que je les suive pendant plusieurs mois, mais à la condition, au départ, de ne rien enregistrer ni filmer ou écrire. Au fil des mois, ils m'introduisent au sein du mouvement jihadiste Ansar al-Charia qui vient de se former et qui profite de l'instabilité post-révolutionnaire pour devenir très vite un mouvement de prédication jihadiste de masse, dans l'indifférence générale.

Je les suis quand ils apportent de l'argent aux familles des premiers « martyrs » tués en Syrie. Quand, se substituant à un État défaillant, ils apportent des packs de lait, des couvertures, des exemplaires du Coran et des niqab dans les montagnes de la frontière algérienne aux populations laissées pour compte. Quand leurs cadres, dont certains deviendront mufti de l'État islamique, prêchent inlassablement le jihad, tous les jours, dans les faubourgs tunisois. Quand ils attaquent l'ambassade américaine de Tunis. Et quand ils enterrent leurs premiers morts en affrontant les forces de l'ordre.

C'est ce mouvement qui explique que la Tunisie soit devenue le pays le plus touché au monde par le phénomène jihadiste. Près de 6 000 jeunes Tunisiens sont partis au jihad dès 2012, sur une population de 11 millions d'habitants. En l'espace d'un an, c'est la même jeunesse tunisienne qui cherchait initialement à rejoindre clandestinement l'Europe *via* Lampedusa sur des coquilles de noix en 2011 qui, par la suite, en 2012, a commencé à partir en masse vers la Syrie. Déçus de la révolution, leurs espoirs se sont déplacés, passant de l'idéal d'un pays de Cocagne matériel à celui d'un paradis céleste. D'une émigration économique à une émigration jihadiste.

Je réalise au printemps 2012 le premier reportage sur des Tunisiens qui partent combattre en Syrie. Dans ce reportage figure un jeune homme charismatique à la longue barbe et au regard vert perçant. Son nom ne me dit encore rien mais il devient très vite une figure du jihad international. L'année suivante il fera partie du commando qui assassinera l'opposant historique Chokri Belaïd et le député de Sidi Bouzid, Mohamed Brahmi. Son frère, qui est en Irak depuis 2003, est déjà un cadre jihadiste important. Il le rejoint en 2014 après un bref séjour en prison pour avoir participé à l'attaque du consulat américain à Benghazi en Libye et devient émir des frontières de l'État islamique. La tête de son frère, émir des opérations kamikazes, est mise à prix par les États-Unis pour 3 millions de dollars. Tous les deux finissent par être « dronés ».

En Tunisie, au bout de quelques mois, l'émir d'Ansar al-Charia, Abou Iyadh accepte que je filme ses partisans. C'est un vétéran du jihad en Afghanistan, ancien lieutenant de Ben Laden en Europe. Il était autrefois le leader du GCT, le groupe de combat tunisien, sous allégeance Al-Qaïda, qui a mené l'assassinat du commandant Massoud, le 9 septembre 2001. Lui aussi bénéficie d'une amnistie au lendemain de la révolution. Je suis, pendant un an, Ansar al-Charia pour leur consacrer un film, diffusé sur Arte.

À cette époque je diffuse au quotidien mon travail sur les réseaux sociaux, en particulier sur Twitter. De France et de Belgique, les jihadistes qui suivent cette ébullition en Tunisie s'abonnent à mon compte pour s'informer. Nous commençons ainsi à échanger, librement. Certains d'entre eux viennent en Tunisie pour assister aux cours dans les mosquées d'Ansar al-Charia, pour ensuite partir en Libye, puis, de Libye, en Syrie. Nous nous rencontrons alors dans ce cadre. Parmi ces Français, certains ont ensuite connu une trajectoire importante au sein de l'État islamique. C'est ainsi que je noue mes premiers contacts avec des dizaines de jihadistes français et quelques Belges. Des liens

forgés avant leur départ en Syrie que j'ai entretenus pendant leur séjour et que j'ai maintenus pour certains jusqu'à leur mort ou leur retour en France.

Les jihadistes tentent de donner l'impression qu'ils représentent une nébuleuse tentaculaire. C'est en réalité un petit monde où presque tout le monde se connaît et où tout fonctionne par recommandation. Un contact en amène un autre. Mon premier livre sort en mars 2014 après des entretiens menés durant plus d'un an avec une vingtaine d'entre eux, alors totalement galvanisés par leur projet. Ce second livre, issu de mon travail avec le site d'information Les Jours, est le fruit de deux ans d'entretiens, menés entre 2014 et 2016, chez eux en France, en prison, en Syrie et en Irak par téléphone, avec une vingtaine d'autres qui sont revenus déçus mais pas forcément repentis du jihad. Quelques-uns sont libres, beaucoup sont en prison. Des hommes, mais aussi des femmes.

Ce livre raconte leur histoire, et tente de déconstruire les mécaniques sociales, religieuses, politiques, familiales et psychologiques qui les ont fait basculer. Il raconte aussi leurs déceptions et la menace qu'ils continuent de représenter sur le territoire national. Une menace inédite que les autorités, littéralement submergées par les flux, ne savent pas encore gérer.

Couvrir cette actualité, c'est aussi avoir vu revenir en France, pour y mener les attentats les plus meurtriers de son histoire, des personnages connus et suivis à la trace depuis des années. Et rester stupéfait que cela ait seulement pu être possible, alors qu'ils avaient tout dit et tout écrit de leurs intentions terroristes. Depuis longtemps. L'ampleur de ce phénomène avait-elle été prise suffisamment au sérieux et à temps ? Certainement pas. Couvrir le jihadisme de la génération Syrie depuis son année zéro, 2011, c'est se heurter à un déni mondain et protéiforme, teinté d'ignorance et de vanité, sur les plateaux de télévision. Le déni de ceux que nous appellerons les « jihadosceptiques ».

En avril 2014, des tenants de ce « jihadosepticisme » m'incendient en chœur sur le plateau d'une émission tardive de service public, alors que je tente vainement d'expliquer que nombre de jihadistes français sont partis en Syrie, animés, dès le départ, de projets terroristes assumés. C'était un mois après la sortie de mon premier livre dans lequel certains éléments d'une unité jihadiste francophone basée à Alep, ceux-là mêmes qui allaient deux ans plus tard constituer la cellule souche du commando du 13 Novembre, me révélaient de façon anonyme, dès 2013, qu'ils ambitionnaient de revenir en France pour y tuer le maximum de civils.

Mais évoquer cette possibilité relevait alors du tabou. Le dire, en avril 2014, valait tous les anathèmes. Et ce soir-là, il n'en manqua pas un seul. Après avoir fait une distinction entre les groupes jihadistes, je commence à expliquer que, pour les Français d'une formation alors inconnue du grand public, l'EIIL, l'État islamique en Irak et au Levant, actuel EI, la logique est claire : « Lorsque vous leur posez la question des actes terroristes sur le sol français, dis-je alors, tous vont vous dire que c'est légitime, qu'il faut faire cela… » À cet instant, je suis interrompu par un sociologue : « Pas du tout ! » s'exclame-t-il. Il évoque un de ses collègues « qui travaille sur ces sujets depuis quinze ans et

qui n'est pas tombé là-dessus. » « Attendez, laissez terminer David Thomson », lance l'animateur dans le sourire satisfait de celui qui a devant lui l'olibrius dont le propos farfelu amuse autant qu'il réveille son plateau. Je tente de poursuivre. « Dans leur esprit, frapper la France serait légitime, parce que son armée est présente… » Nouvelle interruption unanime. Le plateau s'affole. Pétris de certitudes, l'universitaire réfute mes propos : « Je n'ai jamais entendu ça ! Alors pourquoi partent-ils si loin, si l'ennemi est déjà ici ? J'aimerais bien savoir ! » Il m'accuse de faire le jeu des extrêmes. « Vous êtes en train de diffuser la représentation qui motive un certain nombre de Français ici qui se représentent cette guerre comme étant un terrorisme potentiel contre le territoire européen et qui fait le jeu du populisme européen. » Une représentation ? Non. Une analyse factuelle sur la foi de deux années d'un travail de terrain, au contact de jihadistes tunisiens et français.

Un moment de solitude vertigineux, en direct. Et ce n'est pas terminé. Celle qui deviendra un an plus tard, du moins aux yeux des médias, la « pasionaria de la déradicalisation » à la française, abonde. « Leur fantasme, c'est de mourir là-bas, pas de revenir ici ! » Puis, une autre sociologue y va, elle aussi, de sa saillie, évoquant le risque de stigmatisation des musulmans. « Il y a un glissement dangereux ! Est-ce que ça ne va pas permettre de mettre en place des politiques qui vont encore cibler des populations musulmanes ? » Puis vient l'estocade finale, d'un célèbre avocat. « Qu'est-ce que dit Marc Trévidic ? me lance l'avocat médiatique, il ne dit pas du tout ce que vous dites. Je crois qu'il en connaît un peu plus que vous sur la question. C'est pas parce qu'on a fait un reportage et qu'on a rencontré quelques dizaines de jihadistes, qu'on est devenu un expert souverain sur la question. Je crois qu'il faut faire preuve de plus d'humilité. »

Très bien. Deux ans plus tard, près de 240 morts après et le triple de blessés, sans même compter les victimes françaises à l'étranger, le terrorisme fait partie du quotidien des Français. Il est dans tous les esprits. Pour longtemps.

Ce rappel de la teneur des débats qui précédèrent les attentats de 2015 donne la mesure du degré de déni et d'ignorance sur ce sujet au moment où il avait déjà bien émergé et où l'opinion commençait tout juste à découvrir son existence. Il permet aussi de comprendre pourquoi cette opinion est si mal informée sur le jihadisme. Et les sphères politiques également. Car, même si aucun des intervenants présents sur ce plateau ce soir-là n'avait mené le moindre travail empirique sur le sujet, tous se prévalaient de leur légitimité universitaire ou médiatique pour s'exprimer. Cette même prétendue légitimité qu'ils utilisent pour se vendre dans des institutions privées et publiques, des commissions parlementaires et des cabinets ministériels. Ces postures médiatiques orientent donc le débat public vers une compréhension erronée et ont, de ce fait, des conséquences politiques importantes.

On me reproche parfois d'humaniser les jihadistes. C'est une réalité que j'assume. Car la majorité ne sont pas nés jihadistes. Ils le sont devenus, souvent au sortir de l'adolescence. Même si cette réalité évolue. Aujourd'hui plus de 400 enfants français vivent en Syrie, conditionnés et

socialisés dans le jihadisme. Un tiers sont nés là-bas. Environ 1 100 Français sont partis en Syrie depuis 2012, souvent en famille. À l'été 2016, les départs se tassent, pour la première fois, mais quasiment 700 sont encore sur place dont la moitié sont des femmes. Un cinquième d'entre eux a été tué. Un autre cinquième a préféré rentrer.

Sur le site Les Jours, nous les avons appelés les « revenants » et ils ont donné son titre à ce livre. À la fois parce qu'ils se définissent parfois eux-mêmes comme tels, mais aussi parce qu'ils semblent revenir, comme dans la série française éponyme, d'un au-delà. Recueillir leur parole me permet de tenter d'expliquer, non pas pour justifier, mais pour comprendre et déconstruire ces petites histoires françaises qui ont fait basculer leur pays dans une nouvelle ère du terrorisme.

PREMIÈRE PARTIE

BILEL

Quitter l'État islamique

Cet appel téléphonique entre un Français lambda et une administration quelconque pourrait ressembler à n'importe quel autre. L'homme demande des renseignements. Le fonctionnaire lui répond. À une nuance près. Il s'agit d'une communication téléphonique entre un jihadiste membre de l'État islamique (EI) en Syrie et un fonctionnaire du consulat de France à Istanbul, en Turquie. Après plus d'un an au sein de ce groupe jihadiste, Bilel[1], 27 ans, a décidé de rentrer en France avec sa femme de 22 ans et leurs trois enfants, deux fillettes et un nouveau-né de trois semaines. Avant de passer la frontière turque, comme des dizaines de Français avant lui, il a préféré se rendre de lui-même aux autorités françaises, en contactant son ambassade. Pour préparer son retour, et tenter de les convaincre qu'il ne souhaite pas revenir en France pour y commettre un attentat. Aujourd'hui, Bilel est en prison en Turquie et il est le premier Français poursuivi sur le sol turc pour des faits de terrorisme. Sa femme et ses trois enfants ont été expulsés vers la France, comme attendu, après trois semaines passées dans un centre de rétention en Turquie.

Bien sûr, Bilel rentre avec sa version des faits. Malgré une longue période passée dans plusieurs groupes classés terroristes en Syrie, il jure ne pas avoir combattu et explique vouloir rentrer, une semaine après les tueries du 13 Novembre à Paris, par désaccord avec ces attentats de l'État islamique. C'est d'ailleurs pour attester de cette version qu'il a lui-même enregistré de Syrie ses communications avec les services consulaires français en Turquie, avant de les transmettre aux Jours. Au téléphone, aucune animosité ne transparaît entre deux hommes pourtant situés dans deux camps ennemis, en état de guerre. Le ton est courtois, paraît même bienveillant. Chacun fait mine de chercher une solution administrative à une situation peu banale.

BILEL. Allô ?

CONSULAT. Oui, allô, bonjour.

BILEL. Oui, bonjour, monsieur. Monsieur V. ?

CONSULAT. Oui. Monsieur Y. ?
BILEL. Ma famille vous a contacté à mon sujet…
CONSULAT. Je ne vous entends pas bien. Ça coupe tout le temps. Vous êtes où actuellement ?
BILEL. Là, actuellement, je suis en Syrie.
CONSULAT. Vous comptez passer quand ?
BILEL. Bah… Dès que j'ai le feu vert de votre côté, en fait.
CONSULAT. Bon alors le feu vert, on vous le donnera mais pas de manière précise. Parce qu'on ne peut pas prendre la responsabilité qu'il vous arrive quelque chose du côté syrien.
BILEL. Non, du côté syrien ça va…
CONSULAT. Mais on pourra vous le dire lorsqu'on aura confirmation, dès que les Turcs auront notre signalement concernant votre arrivée.
BILEL. Non, y a pas de risque. Moi, vous savez, monsieur, le risque que je crains le plus, c'est plus du côté turc. Du côté syrien, y a pas de risque.
CONSULAT. Y a personne à la frontière devant la gare ?
BILEL. Non, y a personne.
CONSULAT. Y a pas de contrôle Daesh ?
BILEL. Non. Mais moi, mon appréhension, c'est plus côté turc…
CONSULAT. Non, non. Je vous rappellerai. Je vous dirai quand les Turcs seront prévenus. Bon, par contre faut y aller de jour, hein, pas de nuit…
BILEL. Ah oui, moi, ma démarche, elle est claire… Je comptais y aller vers 9 heures ou 10 heures du matin…
CONSULAT. C'est parfait, c'est parfait. Bon, à la limite, en fonction des retours que j'aurai, vous pouvez prévoir ça demain matin ?
BILEL. Oui, dès que possible je peux venir, monsieur.
CONSULAT. OK… Bon, écoutez, je reviens vers vous. Restez à côté de votre téléphone, je vous rappelle dans la journée.
BILEL. D'accord.
CONSULAT. D'accord ? Voilà, à tout à l'heure donc.
BILEL. Et une dernière question ?
CONSULAT. Oui ?
BILEL. J'aurais aimé que vous leur demandiez la procédure que je dois suivre parce que j'ai des enfants en bas âge.
CONSULAT. J'ai bien compris, oui.
BILEL. Je vais sûrement avoir des sacs de vêtements avec moi, donc pour pas qu'il y ait de craintes ou quelque chose…

CONSULAT. Voyagez le plus léger possible quand même dans l'idéal, hein.
BILEL. Et j'ai un petit de trois semaines…
CONSULAT. Oui, à ce propos du petit, vous avez un certificat de naissance de l'hôpital ?
BILEL. Oui, c'était la question aussi. Est-ce qu'il y a quelque chose que je peux prendre comme papier ?
CONSULAT. Bah, un certificat de naissance, c'est déjà ça…
BILEL. En français, j'imagine ?
CONSULAT. Bah non, ça va être en arabe. Mais vous le prenez en arabe et vous le ferez traduire ici…
BILEL. Parce que je pense que je peux l'avoir en français aussi.
CONSULAT. Vous pouvez l'avoir en français, vous pensez ?
BILEL. Oui.
CONSULAT. Ben, faites-en un en arabe et un en français dans ce cas-là, c'est l'idéal. Les petites, elles n'ont rien, elles, par contre ?
BILEL. Si, elles ont encore leurs cartes d'identité.
CONSULAT. Ah, elles ont leurs cartes d'identité ? Ah, je savais pas, ça. Et la maman ?
BILEL. Aussi.
CONSULAT. Ah aussi ? Ben, ça, c'est une bonne nouvelle. Ça évitera trop de paperasse. Donc il faudrait un laissez-passer uniquement pour le petit ?
BILEL. Oui.
CONSULAT. Bon, c'est une bonne nouvelle. Essayez d'obtenir ce certificat pour le petit. Vous aviez d'autres questions ?
BILEL. Non, c'est bon.
CONSULAT. OK. Bon, ben je vois avec la police turque où ils en sont et je vous rappelle pour vous dire si c'est bon.
BILEL. D'accord, très bien, merci beaucoup.
CONSULAT. Au revoir.
BILEL. Au revoir.

Quelques heures plus tard, Bilel appelle de nouveau le consulat.

CONSULAT. Allô ?
BILEL. Oui, allô, bonjour. Monsieur V. ?
CONSULAT. Oui, monsieur Y. Bon alors, je suis allé à la pêche aux nouvelles, je sais que vous avez essayé d'appeler votre sœur. Euh, rien de neuf de votre côté ?

BILEL. Euh… Bah je suis allé à l'hôpital, j'ai essayé de prendre un papier pour mon fils, j'ai pas réussi.

CONSULAT. Ah. Bon. On verra comment on fait. Euh donc, pour l'instant, la seule information que j'ai, en fait j'en ai deux à vous donner. La première, c'est que les autorités turques ont accusé réception de votre signalement. Euh, un petit détail qui a son importance, ils disent : « On sait pas comment il va faire pour passer, la frontière est fermée. » Alors, je sais pas si vous avez repéré ?

BILEL. Ouais, j'ai repéré un petit peu les lieux, j'ai vu comment c'était. Ils ont mis une cloison, les Turcs, de leur côté. Une cloison en béton, un grand mur en béton. Je pensais pouvoir le longer en fait.

CONSULAT. Euh, écoutez… Vous voyez… En tout cas, euh… Voilà leur réponse. Si vous voulez, ils sont souverains dans leur pays, donc ils ont le droit de s'opposer à votre entrée. Maintenant, je ne pense pas qu'ils le feront. Maintenant, si vous arrivez à passer, écoutez, tant mieux, voilà, ils sont au courant.

BILEL. Mais est-ce que c'est possible ou ils vont me tirer dessus ?

CONSULAT. Non, je pense pas qu'ils vont vous tirer dessus. Je ne pense pas, mais on ne peut vous donner aucune garantie bien évidemment, on n'est pas à leur place. Maintenant, ça semble peu plausible qu'ils vous tirent dessus. Voilà, puisqu'ils sont au courant, ils nous ont répondu, donc c'est bon signe. Voilà, mais on ne peut évidemment vous donner aucune garantie.

BILEL. Vous pouvez me répéter ce qu'ils vous ont dit ?

CONSULAT. Ils ont dit qu'ils avaient bien noté votre possibilité d'arrivée, mais qu'ils se demandaient comment ça allait être possible puisque la frontière à cet endroit est fermée.

BILEL. Et même minée…

CONSULAT. Euh ça, je ne sais pas.

BILEL. Si, du côté syrien, elle est minée.

CONSULAT. D'accord. Euh… Y a pas un autre endroit pour passer ?

BILEL. Bah, c'est le chemin le plus court, hein, parce qu'après, plus loin, y a le risque que l'organisation, elle tente de me rattraper.

CONSULAT. Hum, hum. Pourquoi, vous êtes en fuite actuellement ?

BILEL. Oui je suis en fuite depuis plusieurs mois déjà.

CONSULAT. Oui, donc ils sont pas forcément à vos trousses actuellement, quoi.

BILEL. Non, j'ai réussi à me faire oublier en fait.

CONSULAT. Oui, c'est ça… Euh… Voilà en tout cas les informations que je peux vous donner, je sais pas si ça vous convient ? J'imagine, pas trop… Euh… maintenant, je sais pas, est-ce que vous conservez votre souhait de passer, éventuellement demain matin, c'est ça ?

BILEL. Oui, oui, ben oui. Je veux quitter le territoire de cette organisation.

CONSULAT. Voilà, donc *a priori* ils ne tireront pas. Vous savez dire « France » en turc ou pas ?

BILEL. Non.

CONSULAT. Ben, on dit « Fransa ».

BILEL. « Fransa », d'accord.

CONSULAT. Voilà, comme en arabe d'ailleurs, tiens. Donc vous n'avez qu'à dire ça, si vous êtes en face de militaires turcs.

BILEL. Parce qu'ils ont la gâchette facile sur la frontière quand même, hein.

CONSULAT. Oui, oui, je sais, maintenant, à cet endroit-là, ils savent qu'il y a une possibilité que vous passiez. Donc ils vous attendent.

BILEL. OK. Ils savent mon signalement. Ils savent que je viens en famille, ils savent que j'ai trois enfants ?

CONSULAT. Oui, oui. Ils ont toutes les identités, le nombre de personnes.

BILEL. Mais c'est déjà arrivé, ce cas ? Ils ont déjà été confrontés à une situation pareille ?

CONSULAT. Euh non, parce que là il n'y a pas de poste-frontière. La nouveauté, c'est ça. Mais qu'ils soient prévenus et qu'ils attendent, c'est déjà arrivé.

BILEL. Et ça s'est passé comment ?

CONSULAT. Bien. Y a pas d'antécédent négatif. Par contre, c'était à des postes-frontières. C'est ça la différence. C'est-à-dire qu'ils ont ouvert la porte, y avait une porte, quoi. Là, y a pas de porte.

BILEL. Oui, c'est un point que j'avais repéré depuis quelque temps déjà. Mais comme ça faisait longtemps que j'étais pas monté à la frontière, quand je suis remonté, j'ai vu les tranchées, j'ai vu les murs…

CONSULAT. Écoutez, essayez de longer, c'est peut-être la solution. Voilà. Donc, *a priori*, s'ils nous posent la question, vous tenteriez demain matin ?

BILEL. Oui. Ou ce soir, si je vois que ça commence à bombarder beaucoup vers chez moi.

CONSULAT. Il fait trop sombre déjà, là, non ?

BILEL. Ouais, c'est ça le problème, on avait dit en journée.

CONSULAT. Il vaut mieux être le plus à découvert possible dans ces cas-là hein. Enfin c'est vous qui voyez.

BILEL. Et vous savez comment ça va se passer après ?

CONSULAT. Ben après, c'est la procédure d'expulsion. Ça peut durer assez longtemps, en moyenne trois semaines.

BILEL. D'accord. OK. Et, pendant ces trois semaines, je serai en prison ?

CONSULAT. Incarcéré.

BILEL. Je serai avec ma famille ?

CONSULAT. Je ne sais pas. Non, généralement, hommes et femmes sont séparés.

BILEL. D'accord, écoutez, je vais tenter demain.

CONSULAT. OK, ben bon courage. Par contre, si ça se passe bien, même si ça se passe mal d'ailleurs, euh… vous me rappelez ?
BILEL. Et je fais comment s'ils me tirent dessus ? Je vous rappelle comment ?
CONSULAT. Non, évidemment, hors cette option. Si vous arrivez à passer de l'autre côté, demandez à passer un coup de fil et appelez-nous.
BILEL. D'accord, parce que moi, j'aurais voulu écarter cette possibilité définitivement, c'est pour ça que je suis entré en contact avec vous, que je vous ai expliqué ma démarche.
CONSULAT. Écarter quoi comme possibilité ?
BILEL. La possibilité qu'ils me tirent dessus.
CONSULAT. Oui, oui, on a bien compris, c'est un peu l'idée. Maintenant le fait qu'ils soient informés, ça limite un tant soit peu les risques, hein.
BILEL. D'accord.
CONSULAT. Voilà, donc bon courage.
BILEL. Merci.
CONSULAT. Et prévenez-nous.
BILEL. D'accord. Bah, écoutez, si tout se passe bien et que j'arrive à être réceptionné d'une bonne façon… Mais le problème, c'est qu'il y a personne qui parle français là-bas, c'est ça ?
CONSULAT. Ah non, y a personne, là. Vous ne parlez pas turc, vous ?
BILEL. Je parle pas du tout, pas un mot de turc.
CONSULAT. Vous aurez peut-être des arabophones avec un peu de chance.
BILEL. D'accord. Bah, écoutez, moi je vous mets au courant tout de suite, demain à 10 heures pétantes, je serai là-bas, inch' Allah.
BILEL. OK, c'est bien noté, bon courage, monsieur.

Le lendemain de cet appel, à 10 heures, comme convenu avec le consulat de France, Bilel, sa femme et les trois enfants passent la frontière ensemble, à pied. Malgré les mines antipersonnel et les risques de tirs des deux côtés, toute la famille parvient à traverser. Les Turcs, prévenus par le consulat de France de leur passage à cette heure et à cet endroit précis, les interpellent immédiatement. Longuement interviewé par Les Jours la veille de son départ, Bilel ne nourrit pas la moindre illusion sur ce qui l'attend en France : « Je me rends directement aux autorités turques. Après, le monsieur [du consulat, NdA] m'a expliqué que j'allais faire de trois à cinq semaines de détention dans un centre de rétention pour qu'on soit expulsés de Turquie. Après ce sera interrogatoire et je sais qu'en France je vais aller en prison. C'est quand même une faute ce que j'ai fait, c'est pas quelque chose de léger. »

---

1. Son prénom a été modifié.

L’arrivée en Syrie

La décision de quitter l’EI est venue progressivement. D’abord, dit Bilel, en raison de la spirale de violence dans laquelle le groupe s’est engagé. « Je suis pas venu en Syrie pour faire du mal, je suis venu faire du bien. Et je me rends compte qu’en fait, ici, je fais plus de mal que de bien. Maintenant je fais partie d’une organisation qui est devenue l’ennemie numéro 1 mondial. Moi, je suis pas venu pour être l’ennemi du monde et je me rends compte que c’est de pire en pire. »

« J’avais pas de projet à long terme en France »

En France, Bilel, titulaire d’un bac gestion, vivait du RSA, après avoir enchaîné les petits boulots d’intérim. « J’avais pas de projet à long terme en France. » Il explique avoir basculé dans l’idéologie jihadiste après un bref passage par le salafisme quiétiste. Ses parents, des ouvriers à la retraite nés au Maroc, pratiquent un islam traditionnel, très éloigné du jihadisme. « Ils ont eu peur et ils ont été choqués de mon départ, ils n’ont pas compris le but de ma démarche. Moi, quand je suis arrivé ici, j’étais un peu engrené dans le milieu jihadiste. En France, je suivais ça comme tout le monde, dans les reportages, sur Facebook. Facebook, à l’époque, ça marchait beaucoup parce que tout le monde avait un compte, tout le monde parlait de ce qui se passait en Syrie. J’avais des contacts de Jabhat al-Nusra[1], j’avais des contacts de l’État islamique. »

Bilel explique être arrivé seul en Syrie, grâce, donc, à un contact Facebook, au printemps 2014. De France, il se rend au Maroc, d’où il prend un vol Casablanca-Istanbul, puis un bus pour la ville frontalière d’Hatay, où il rejoint un contact qu’il n’avait pas encore rencontré physiquement. À son arrivée à Hatay, Bilel a été accueilli dans un appartement peuplé de blessés, des jihadistes, pense-t-il, évacués vers la Turquie pour y être soignés. Bilel reste deux jours dans cet appartement avant

qu'un passeur ne vienne le chercher et lui fasse traverser la frontière avec des civils. Trente à quarante-cinq minutes de marche dans une forêt avant d'être récupérés par une fourgonnette qui les emmène dans un *maqqar*, une maison où sont installés des blessés et des combattants. Ces derniers appellent alors leur émir pour vérifier l'identité de Bilel.

Cet émir est membre de la branche syrienne d'Al-Qaïda, Jabhat al-Nusra. Il décide d'envoyer Bilel « faire un *muaskar* », c'est-à-dire rejoindre un camp d'entraînement : « Maniement des armes, ils te donnent les bases. Ils t'apprennent à démonter, à remonter. Ils te font faire du footing, les bases. Ils te réveillent la nuit, ils font des attaques surprises, il faut vite que tu t'habilles, que tu te chauffes, tu vas dans le fossé, dans la tranchée, après il y a inspection générale pour voir si t'es bien habillé, si t'as bien monté tes armes… On t'apprend la vie militaire. On t'apprend une nouvelle hygiène de vie, des habitudes, ça a duré un mois, mais, moi, au bout de deux semaines j'ai voulu partir. » Ce camp est tenu par le groupe Harakat Sham al-Islam (HSI) composé de Marocains. « J'étais avec eux parce que je suis d'origine marocaine. Déjà pour la langue, c'était plus simple. »

Harakat Sham al-Islam est une unité jihadiste composée d'une majorité de Marocains et fondée par un ancien détenu de Guantánamo, Ibrahim Benchekroun, tué au combat en 2014, juste avant l'arrivée de Bilel. Dans la région de Lattaquié, ce groupe a activement combattu le régime syrien au printemps 2014, mais Bilel estime que ces volontaires étrangers sont davantage envoyés en première ligne que les Syriens. « Oui, ils se sont servis d'eux pour combattre notamment à Kassab, quand il y a eu la grande bataille. J'ai vite compris que, dans les combats, les Syriens, ils restent derrière et ils envoient les *muhajirin*, ceux qui ont fait la *hijra*[2], les étrangers quoi, ils les envoient au casse-pipe. C'est là que j'ai compris la mentalité. »

Al-Qaïda en guerre ouverte avec l'État islamique

À cette période, en Syrie, les brigades liées à Al-Qaïda sont déjà en guerre ouverte avec l'État islamique. C'est la discorde entre les groupes jihadistes. Cette *fitna*[3] a commencé progressivement, un an auparavant. Des dissensions sur la question de l'application de la *charia*[4] d'abord. Puis des enjeux locaux comme le contrôle des ressources pétrolières. Mais, surtout, en raison d'une concurrence pour le leadership mondial entre le numéro 1 d'Al-Qaïda, l'Égyptien Ayman al-Zawahri, et celui de l'EI, l'Irakien Abou Bakr al-Baghdadi.

Au printemps 2014, l'EI est ainsi chassé du front de Lattaquié où se trouve Bilel. « Déjà, il n'y avait plus l'EI dans cette région. Moi j'avais senti qu'ils avaient beaucoup la haine contre *dawla*[5]. Ceux avec qui j'étais, ils étaient très contre *dawla*. Moi j'étais neutre, je savais pas encore. J'avais entendu parler de l'EI, de Jabhat al-Nusra, des combats entre eux. Mais c'est vraiment une fois sur le

terrain que j'ai vu la scission, les problèmes, etc. » Bilel dit avoir rejoint Harakat Sham al-Islam par nécessité : « Il faut rentrer dans un groupe si tu veux pas rester seul. J'avais pas de sous pour payer un appartement, je connaissais personne pour m'aider ou m'héberger. »

Le ralliement à l'État islamique

Au sein d'Harakat Sham al-Islam, Bilel a fait la connaissance d'un autre Français arrivé un an avant lui, en 2013 : Abou Maryam. Kevin, de son vrai prénom, est un converti de 25 ans, originaire de Toulouse, connu en France pour son addiction à la fumette, des faits de petite délinquance, trafic de drogue et cambriolages.

Même s'il est alors encore actif au sein d'Harakat Sham al-Islam, mouvement pro-Al-Qaïda, Abou Maryam, élevé dans le quartier populaire du Mirail où il faisait aussi du rap dans son autre vie, rêve de rejoindre le camp rival, celui de l'État islamique (EI), et s'en ouvre vite à Bilel. Les deux hommes passent le ramadan ensemble, Abou Maryam héberge Bilel une quinzaine de jours et, peu à peu, le convainc : l'État islamique est mieux géré, dit-il, mieux organisé, il faut installer la *charia* et il faut l'installer maintenant.

« Dans le rif de Lattaquié, c'est le Far West »

Abou Maryam commence à être mal vu par les jihadistes marocains d'Harakat Sham al-Islam : « Ils savaient qu'il était pro-*dawla*. » Entre les deux tendances jihadistes, il y a des différences. « Dans la doctrine, ils sont semblables, mais dans la politique religieuse, dans le fait de vouloir appliquer la *charia* maintenant, ou après, ou graduellement, c'est pas pareil. » Côté Harakat Sham al-Islam, on reproche aussi à l'EI de tuer des musulmans. Mais, plaide Abou Maryam auprès de Bilel, l'EI prend soin des combattants étrangers et les installe. Un argument pour Bilel : « Parce que dans le rif de Lattaquié, c'est le Far West. Y a pas d'ordre, ils sont sans foi ni loi. […] Pour les étrangers, c'est difficile à vivre parce que, voilà, y a pas de sécurité, y a des kidnappings. » D'autant que, à l'en croire, les Syriens mettent la guerre sur le dos des étrangers, leur reprochant l'intervention de la coalition arabo-occidentale.

Une dizaine de jours après cette conversation entre Abou Maryam et Bilel, Abou Bakr al-Baghdadi se proclame calife de l'État islamique. « Donc nous, on a décidé de rejoindre l'EI. »

Chez les deux jeunes jihadistes français, la proclamation du califat dans une vidéo diffusée le 29 juin 2014 par Abou Bakr al-Baghdadi, du haut du *minbar* de la grande mosquée de Mossoul en Irak, fait l'effet d'un aimant. Dès lors, tous deux cherchent un moyen de rejoindre ce territoire rêvé. Et c'est d'un groupe de Tchétchènes, désireux eux aussi de rejoindre l'EI et rencontrés par hasard au kebab, que va venir la solution. « On a fait un convoi de voitures avec les Tchétchènes et on a rejoint l'EI. On était une douzaine de voitures, on devait être une soixantaine en tout. Y avait des checkpoints, mais on est passés quand même. Et on a tous rejoint Al-Bab. » Al-Bab est la plus grande ville contrôlée par l'EI dans la région d'Alep.

À leur arrivée, personne n'est là pour les accueillir. Mais Bilel décrit une atmosphère euphorique, de vacances. « On est un peu laissés "open". À Al-Bab, y a juste un *emni*[6]. Il nous a vus, il nous a demandé : "Qu'est-ce que vous faites là ?" Nous, on lui a dit : "On est là pour rejoindre l'EI." »

« C'était le ramadan, c'était convivial »

L'*emni* les envoie alors à Raqqa se « faire enregistrer ». Bilel et Abou Maryam y passent « une semaine de vacances » : « On allait se baigner dans l'Euphrate, au grand barrage à Tabqa, c'était le ramadan, c'était convivial, y a personne qui te restreint ou qui te questionne. Tu visites les villes. Nous, on n'est pas syriens, donc on visite. Et comme c'était l'annonce du califat, y avait des centaines et des centaines de personnes qui rentraient en foule, en masse ! C'était monumental, des milliers de personnes. Des Français, toutes les nationalités. »

Après quelques jours de baignades, de soirées ramadanesques et de détente dans ce pays pourtant en guerre civile depuis quatre ans, les deux compères vont donc s'enregistrer auprès de l'administration de l'EI, dans son fief syrien de Raqqa. Puis c'est la séparation.

Une fois enregistré à Raqqa, l'EI envoie à nouveau Bilel dans un *muaskar*, tandis qu'Abou Maryam se destine à d'autres projets. « On s'est séparés avec Abou Maryam et je suis retourné encore une fois au *muaskar*. Et lui, je sais pas du tout où il est allé ensuite. Je l'ai recontacté que y a quelques mois… Il m'a dit : "Je vais aller faire une *dogma* dans quelques jours en Irak." »

Dans le jargon jihadiste, une *dogma*, c'est une opération suicide. Marié à deux femmes, l'ancien délinquant toulousain venait d'être père d'une petite fille née en Syrie. Cela ne l'a pas empêché de se lancer au volant d'un camion chargé de plusieurs tonnes d'explosifs contre une base de l'armée irakienne. Avant son « opération martyr », l'EI lui a offert une semaine de vacances dans un grand hôtel de Mossoul. Sur Twitter, Abou Maryam a posté des photos de lui tout sourire baignant dans le

luxe, installé dans les canapés géants de cet hôtel désert, et d'autres avec des jihadistes français, à la fête foraine de Mossoul, entre auto tamponneuses et grande roue.

Abou Maryam est toujours en vie, selon ses proches

Abou Maryam avait participé aux côtés d'Al-Qaïda aux combats de Kassab contre le régime syrien, il avait été blessé à Kobané dans les rangs de l'EI au cours de la bataille contre les Kurdes et s'était fait connaître sur les réseaux sociaux pour ses *selfies* où, hilare, il posait avec une tête tranchée à la main. Dans une vidéo posthume, il a revendiqué avec son fort accent toulousain son action d'août 2015, drapé dans la bannière de l'EI, sur les bords de l'Euphrate, avec toute la symbolique visuelle qui a fait la réputation des branches médias du groupe.

Ce Français converti avait déjà accédé à la notoriété des JT et chaînes info en France quelques mois auparavant, avec une autre vidéo dans laquelle il brûlait son passeport avec un message très clair pour les Français, sabre et kalachnikov à la main : « Les moudjahidin n'hésiteront pas, chaque fois qu'ils en ont la possibilité, à trancher vos têtes. J'appelle mes frères en France qui n'ont pas encore fait la *hijra* : sachez que le combat est une obligation individuelle. L'ordre vous a été donné de combattre le mécréant, où que vous le trouviez. »

Sans preuve de son décès, ses proches continuent de penser qu'Abou Maryam est toujours en vie. Ils le soupçonnent d'avoir maquillé sa mort pour rentrer en France plus facilement et commettre un attentat. Depuis septembre 2014, l'EI a en effet donné ordre à tous ses partisans dans le monde de tuer, partout et par tous les moyens possibles, des ressortissants des pays membres de la coalition, en particulier des Français.

---

1. C'est la branche syrienne d'Al-Qaïda, active depuis un premier attentat revendiqué fin 2011. Cette unité a d'abord été envoyée d'Irak par l'État islamique d'Irak (actuel EI) qui s'en est séparé après avoir gagné en puissance militaire et territoriale en 2013 en Syrie. Son émir, le Syrien Abou Mohamed al-Jolani, accepte aujourd'hui de s'allier avec d'autres groupes rebelles, y compris non jihadistes, pour affronter le régime syrien et l'EI.

2. Signifie « émigration » en arabe courant. Dans l'imaginaire musulman, le mot fait référence à la période de l'hégire au VIIe siècle, lorsque le prophète Mohamed dut quitter La Mecque pour Médine. Pour les jihadistes, c'est une émigration vers la terre d'Islam et ceux qui font la *hijra* sont appelés les *muhajirin* (littéralement « ceux qui ont émigré »), contrairement aux locaux, appelés *ansar*.

3. En Syrie, la *fitna* décrit le clivage entre les groupes rebelles, pro-Al-Qaïda et l'État islamique. D'abord dogmatique, cette *fitna* a commencé au printemps 2013 et a pris progressivement une tournure véritablement militaire à partir de début 2014, avec des exécutions entre groupes et des combats meurtriers.

4. C’est la loi islamique, issue des textes scripturaires de la tradition musulmane et des écoles juridiques, qui s’interprète avec plus au moins de rigueur et de littéralisme en fonction du courant religieux dont ceux qui l’appliquent se revendiquent. Cette question a été l’un des principaux points de désaccord méthodologique entre la branche syrienne d’Al-Qaïda et l’État islamique en Syrie. Pour Jabhat al-Nusra, la priorité était et est toujours la chute du régime de Bachar el-Assad, l’application de la *charia* étant considérée comme la finalité, mais seulement une fois Damas vaincue ; pour l’EI, en revanche, dès 2013 la priorité a été la stricte application de la *charia* sur les zones conquises, sans attendre la chute de Damas.

5. *Dawla*, qui signifie « État » en arabe, est l’appellation utilisée par les membres de l’État islamique et ses partisans pour qualifier l’organisation.

6. C’est ainsi que sont désignés les services secrets de l’EI – ainsi que leurs membres – en charge du renseignement au sein du groupe et de la lutte contre les espions.

La vie quotidienne dans l'État islamique

Au sein de l'État islamique, Bilel habitait une maison dans un petit village près d'Al-Bab, la plus grande ville du gouvernorat d'Alep, sous contrôle de l'EI. Même s'il affirme n'avoir pas souvent assisté à des exécutions, certaines scènes de violence l'ont marqué, comme ces têtes coupées rapportées des combats contre les rebelles syriens et posées au milieu du village. Menaces ou trophées. « Les enfants jouaient avec, ça les fascinait complètement. Mais les grands, ça leur faisait plus peur. »

Bilel assure n'avoir jamais combattu. C'est d'ailleurs la ligne de défense qu'adoptent la plupart des jihadistes de retour de Syrie, une fois en France. « Moi, je me suis dit : "Je vais aller en Syrie pour pouvoir aider", répète-t-il. Donc quand je suis venu, j'avais dit à mon contact : "Voilà, je viens pas pour combattre, moi je viens pour aider." » Après avoir rejoint l'EI, Bilel a tout de même fait le *muaskar* une deuxième fois, après un premier passage du temps où il officiait chez les jihadistes marocains d'Harakat Sham al-Islam. « Mais c'était un *muaskar* religieux cette fois. Ils donnent des cours religieux, tu fais du sport le matin… »

À l'État islamique, Bilel dit qu'il conduisait des minibus

À la fin du *muaskar*, Bilel doit prêter allégeance au calife et décider de son orientation : « Ils te demandent où tu veux aller, si t'as des compétences particulières, etc. Donc moi, je voulais pas combattre et, à un moment, ils ont demandé des chauffeurs. Je voulais apporter ma contribution. » L'EI cherche alors des conducteurs de minibus pour déplacer ses partisans, hommes et femmes. Bilel est accepté. Parmi ceux qui ont fait le même *muaskar* que Bilel, certains, raconte-t-il, sont partis combattre en Irak, d'autres en Syrie, d'autres encore ont rejoint une *katiba* (une brigade), tandis que

certains jihadistes se destinent à faire des opérations kamikazes. « Moi, j'ai été pris avec l'équipe des bus », assure Bilel.

Au sein de l'EI, les membres se divisent, explique-t-il, en deux catégories : les *Idari*, le pôle logistique et administratif, qui distribue les salaires, loge les jihadistes, les aide à se meubler ; et les combattants qui sont dans les *katiba*.

Bilel, considéré comme un administratif, raconte avoir d'abord été chargé de la surveillance des camps d'entraînement. Sa mission, une fois la formation militaire terminée, est de convoyer par minibus les nouveaux soldats vers leur lieu d'affectation, en fonction des besoins. « On montait la garde pour ceux qui faisaient les *muaskar* et, après, on devait les transporter. On les dispatchait en Irak, en Syrie, ou on allait les chercher à la frontière. »

Bilel est alors basé à Raqqa, fief de l'EI en Syrie, et constate avec une déception croissante de quelle manière le groupe, qui se conçoit comme un État, impose son autorité sur la population syrienne. La *dawla*, elle, contrôle vraiment Raqqa. Elle a sa police, elle a sa *hisbah* (la police religieuse) et ses tribunaux. « En fait, j'ai été un peu naïf, mais j'ai dû venir ici pour m'en rendre compte. Parce que voilà : y a des Syriens, ils n'en veulent pas de l'État islamique. » Mais, à en croire Bilel, certains préfèrent tout de même l'État islamique au régime syrien ou à certains groupes rebelles, telle l'Armée syrienne libre qui, affirme-t-il, rackette au moindre checkpoint, tandis que d'autres collaborent totalement et donnent la *baya*[1].

« Après, raconte Bilel, certes, y a la *charia* : on va couper des mains, on va prélever la *zakat*[2], on va organiser, on va ordonner le convenable, on va interdire le blâmable, mais la plupart des gens n'en veulent pas. » Il assure que si, demain, un autre groupe administrait la zone et n'imposait plus la *charia*, « 90 % des femmes » ne porteraient plus le voile, « 60 % des hommes quitteraient la mosquée » et « les magasins rouvriraient pendant la prière, comme avant ».

« La *charia*, c'est pas juste couper une main ou couper une tête »

Il affirme que c'est là aussi l'une des raisons de son départ : « Moi, je ne suis pas venu pour imposer la *charia* ; je suis venu pour vivre sous la *charia*. Donc à partir du moment où tu vois que les gens, pas tous mais une grande majorité, n'en veulent pas, tu te dis : "Bah… Je vais retourner là d'où je viens et faites ce que vous voulez." »

Au sujet des exactions et de cette application de la *charia* par l'EI, Bilel se dit « mitigé ». La *charia* est légitimement appliquée, selon lui, mais l'EI, par sa politique internationale et ses attentats,

n'a pas su préserver des bombardements les populations qu'il administre. « J'avais vu des vidéos sur la *charia*, j'avais lu des livres, mais avec l'EI, j'ai pas reconnu les finalités de la *charia*. Parce que la *charia*, c'est pas juste couper une main ou couper une tête, lapider un homme, ou jeter un homosexuel du toit d'un bâtiment. Le principal but de la *charia*, c'est sauver la vie, préserver la vie. Du musulman, comme du mécréant. »

Bilel affirme ne pas avoir rejoint l'EI « dans une perspective de jihad global ». « On est venus ici parce qu'il y avait un État islamique et on s'est dit : "Si c'est l'État islamique qu'on a vu dans les livres, dans le Coran, dans la biographie du Prophète, ça va être quelque chose de positif." » « Mitigé », donc.

La proclamation du califat, coup de pub pour l'EI

Après un mois et demi à Raqqa, tout change en août 2014 pour Bilel, avec l'entrée en scène de la coalition internationale et les premiers bombardements en Irak. Tous les *muaskar* sont dissous et l'équipe de Bilel est envoyée à la frontière turque pour faciliter l'arrivée de nouveaux jihadistes, à l'ouest de Jarablus.

Avec son équipe, dirigée par un émir jordanien, Bilel doit réceptionner les nouveaux candidats à l'émigration jihadiste, pour les acheminer à l'intérieur du territoire de l'EI. Car la proclamation du califat a produit l'effet d'un gigantesque coup de pub pour l'EI, drainant des milliers de recrues venues du monde entier. Bilel croule sous le travail. « Au début, des centaines et des centaines par jour. Juste après l'annonce du califat, c'étaient des centaines. Après, par jour, c'étaient aux alentours de quatre-vingts, cent personnes, un truc comme ça pendant des mois. Mais une fois qu'il y a eu cette coalition, ça a fondu petit à petit. En un an, la frontière turque a fermé. Nous, quand on est arrivés, les Syriens rentraient en Turquie, ils sortaient, les marchandises rentraient, sortaient, c'était ouvert. Aujourd'hui, à l'heure où je parle [novembre 2015, NdA], la frontière est fermée fermée. »

La fermeture progressive de la frontière turque, ajoutée à la reprise de plusieurs postes frontières de l'EI par les forces kurdes, finit par mettre Bilel et son équipe au chômage technique. Bilel en profite alors, dit-il, pour se faire oublier de l'organisation. « Vu que la frontière a été fermée, on n'avait plus beaucoup de travail, donc l'émir a dispatché le surplus de notre groupe. Moi, on m'a donné une lettre et on m'a dit : "Bon ben, va voir le *wali*[3] de la région d'Alep et il te dira quoi faire." » C'est là que, tout en continuant à vivre près d'Al-Bab, Bilel disparaît : « Dès qu'ils te donnent le papier d'affectation, officiellement, tu n'es plus avec le groupe auquel tu appartenais, donc tu n'es plus lié à personne le temps que tu donnes ce papier à un autre. Je me suis fait oublier. Tout le

monde me voyait dans la rue, mais quand on me posait la question, je disais que je m'occupais toujours de la frontière. »

---

1. Cela signifie prêter allégeance. L'allégeance se fait de façon verbale, en public, au calife de l'EI considéré comme « l'émir des croyants », et implique une obéissance totale, jusqu'à la mort.
2. La *zakat* est un des cinq piliers obligatoires de l'islam. Il s'agit de l'aumône : chacun doit verser 2,5 % de ses biens et revenus annuels. Dans ses territoires, l'EI se charge de ce prélèvement et de sa redistribution.
3. Équivalent du préfet en arabe, le *wali* est le personnage le plus important dans la hiérarchie administrative régionale de l'EI.

Après les attentats de Paris, la rupture

« Le déclic, c'était les attentats de Paris. » Après le 13 Novembre, Bilel décide de quitter l'État islamique avec femme et enfants. Sa femme, Bilel l'a rencontrée *via* Facebook et l'a fait venir de France. C'est d'ailleurs également sur le réseau social que Nabia[1] a découvert l'État islamique : « Elle a voulu venir vivre ici. Parce qu'en France, interdiction du foulard à l'école, du niqab dans la rue… C'est une politique, ce sont des mesures qui sont islamophobes. » Cette jeune Française d'origine algérienne est âgée de 22 ans. Elle a déjà deux filles avec lesquelles elle a quitté la France pour rejoindre Bilel et l'EI. À son arrivée, elle est envoyée dans l'une des maisons pour femmes de Raqqa. Bilel, lui, a en main un papier signé de son émir l'autorisant à se marier avec Nabia et c'est devant un juge islamique, au tribunal, que se conclut le mariage. En Syrie, c'est une obligation religieuse faite à tout jihadiste, il faut accomplir « la moitié du *din* », c'est-à-dire se marier.

L'État islamique offre 1 500 dollars à chaque nouveau mariage

La fonction de Bilel au sein de l'EI lui assure une stabilité : logement, salaire (50 dollars par mois versés régulièrement), nourriture, etc. Une fois marié, Bilel a pu trouver un appartement. Au sein de l'EI, les combattants célibataires vivent en caserne, dans les *maqqar*. Les couples, eux, peuvent emménager dans des appartements privés, parfois fournis par l'EI. L'ameublement est à la charge des combattants et Bilel va payer le sien avec une prime de 1 500 dollars offerte par l'administration à chaque nouveau mariage. En Syrie, le couple de Français donne naissance à un petit garçon. Un bébé avec un certificat de naissance portant le tampon de l'EI, non reconnu ni par la France ni par la Syrie, et donc par définition apatride. « Et ça, c'est un problème parce que le petit

pour rentrer, il a pas de papiers. » La question est d'ailleurs évoquée dans la conversation entre Bilel et le consulat de France à Istanbul, qui précède son départ de l'EI.

Trois semaines après la naissance de leur fils, Bilel et Nabia prennent la décision de rentrer en France. La famille de Bilel entre alors en contact avec l'ambassade de France en Turquie, qui propose de faciliter leur retour, en liaison avec les autorités turques. L'État islamique interdit désormais les défections et les retours en France. Mais Bilel, inactif depuis plusieurs mois, à court d'économies, a su se faire oublier du groupe. Pour y avoir travaillé, il connaît parfaitement la frontière et a repéré une zone, près de la ville de Jarablus, peu contrôlée par l'EI. C'est là qu'il choisit de traverser un matin, pour fuir l'EI, avec sa femme et leurs enfants.

Les attentats de Paris l'ont décidé, affirme donc Bilel. Des attentats qui ont divisé au sein de l'EI. Bilel décrit trois courants, « au minimum ». Il y a les « exagérateurs », les *ghulat takfir*[2] ; il y a la doctrine officielle de l'EI et il y a « des gens qui sont beaucoup plus soft ». Parmi ceux-ci, des émirs de l'EI qui pensent prioritaire de combattre le régime syrien plutôt que les rebelles. « En général, ils se font punir, ils se font envoyer au charbon. Certains auraient ainsi été dépêchés sur le front de Deir ez-Zor[3], pour crever à l'aéroport. »

À l'autre extrême de l'EI, les *ghulat takfir*, eux, s'en sont pris au calife Abou Bakr al-Baghdadi, qu'ils ont tenté, raconte Bilel, de « rendre mécréant ». L'équivalent d'un putsch en langage politique, mais qui a tourné court : les « frères exagérateurs » ont été envoyés en prison, où l'EI leur a laissé trois jours pour revenir sur leur position. Sitôt le délai expiré, ils auraient refusé et plusieurs dizaines d'entre eux ont été exécutés.

« Je suis venu pour la vie et c'est la mort qui règne »

Bilel le répète, ce sont les attentats de Paris qui le décident à rentrer en France. « Moi, je ne suis pas venu ici pour ça. » Les Français qu'il fréquente à l'EI voient les attentats « comme une réponse à l'aviation de la coalition qui bombarde et qui tape des civils : voilà, tu attaques l'islam donc tu t'exposes à des représailles ». Et Bilel d'insister : « Je ne pense pas que ce soit mérité. Je ne pense pas que, parce que tu fais un dessin ou que tu dis quelque chose, il faut forcément te tuer. Je ne suis pas pour tuer à tout-va, je ne suis pas venu ici pour vivre dans un monde où on tue. Au contraire, je suis venu pour la vie et je me retrouve dans un milieu où c'est la mort qui règne. »

Pour Bilel, l'État islamique « va aller de pire en pire ». Il décrit une espèce de « spirale » : l'EI commence par ne pas s'en prendre aux rebelles syriens, puis les décrète mécréants et se met à les combattre. L'État islamique ne mène pas d'attaque à l'étranger, puis se met à multiplier les attentats à travers le monde. « Un cercle vicieux », selon Bilel : « Je ne suis pas dans le cercle vertueux dans

lequel je voulais évoluer avec ma famille. C'est pas ça. L'État islamique, ils veulent aller jusqu'au bout. »

Depuis qu'il a quitté l'EI, Bilel est toujours emprisonné en Turquie, où il est le premier Français poursuivi pour des actes de terrorisme (un autre l'est également désormais). Nabia et ses enfants, eux, sont de retour en France.

---

1. Son prénom a été modifié.
2. Chez les jihadistes aussi, on peut s'accuser d'extrémisme. *Ghulat takfir* est une expression utilisée uniquement par les jihadistes qui signifie littéralement « les exagérateurs dans le *takfir* », « ceux qui accusent d'autres musulmans de mécréance de façon excessive ».
3. Depuis plus d'un an, l'EI a chassé les autres groupes rebelles de Deir ez-Zor dans l'est de la Syrie et n'affronte plus que le régime dans cette ville stratégique et riche en pétrole. Plusieurs milliers de soldats syriens et de civils sont toujours encerclés par l'EI et tentent de résister autour de l'aéroport et d'une partie du centre-ville qu'ils contrôlent encore. Coupée du monde, sans accès terrestre avec l'extérieur, cette poche de résistance pro-Bachar est uniquement ravitaillée de nuit depuis Damas, par hélicoptère et par avion. L'aéroport est un enjeu vital pour les deux camps et le théâtre d'une bataille acharnée et meurtrière. De nombreux Français sont morts dans ces combats.

DEUXIÈME PARTIE

YASSIN

Une balle dans le ventre

Son jihad aura été de courte durée. Trois semaines après son arrivée en Syrie en septembre 2014, Yassin[1] gît au sol dans un hôpital de guerre, une balle logée dans le ventre. En fait d'hôpital, c'est une baraque abandonnée, transformée en maison de repos à Mayadin, ville garnison de l'État islamique (EI), dans l'une de ses zones les plus reculées, à l'est de la Syrie, à une soixantaine de kilomètres de la frontière irakienne.

Une centaine de blessés sont entassés là avec ce jeune Français, dans des conditions rudimentaires. Beaucoup sont mutilés ou amputés. « C'est un univers de douleur. Tout le monde a mal. Tout le monde se plaint. Certains pleurent, crient et s'énervent. Mais un autre, qui avait perdu un bras et une jambe, ne disait rien. Il avait l'os qui sortait, ça s'était infecté, ils ne pouvaient pas l'opérer correctement. Il lui manquait le bras et il était tranquille. Il parlait normalement. Peut-être que c'était la foi, ou la résignation. »

Yassin, lui, vient d'être opéré en urgence par des hommes dont il ignore s'ils étaient médecins avant d'intégrer l'EI. Une partie de ses intestins a été arrachée. Sa hanche est brisée. Il perd beaucoup de poids. « Je restais allongé. Je pouvais pas m'asseoir. Je sentais plus ma jambe parce que le nerf avait été abîmé. Le nerf me brûlait. » Plus d'un an après les faits, rentré en France, cet étudiant de 23 ans, en jeans, basket et polo, les cheveux courts, le visage juvénile, anguleux et imberbe, nous raconte son histoire.

Un récit de plusieurs heures qui laisse seulement entrevoir un étonnement rétrospectif. Comme si Yassin lui-même ne trouvait pas encore d'explication rationnelle. Il se tient droit sur le canapé de la spacieuse maison familiale, dans un quartier résidentiel d'une grande ville française de province. Yassin a encore au pied le bracelet électronique imposé par son contrôle judiciaire, mais il vient de lâcher ses béquilles et retrouve peu à peu son allure athlétique. Au calme, il se refait une santé physique et psychologique. Il revient de loin. Sa famille aussi.

« Bah non, pourquoi ce serait interdit ? »

Un an auparavant, au fin fond de la Syrie. Les médecins administrent du Tramadol à Yassin pour atténuer sa souffrance. Cet antidouleur, que l'EI finira par interdire, génère une addiction et certains combattants l'utilisent à des fins récréatives. « Il y avait beaucoup de disputes pour le Tramadol », témoigne Yassin. Mais quel que soit leur état, tous les blessés doivent s'acquitter de leurs cinq prières quotidiennes, à l'heure dite. Malgré la souffrance physique et sa mobilité réduite, Yassin n'échappe pas à la règle. À son arrivée dans cet hôpital de fortune, il ne parvient pas à se hisser jusqu'au point d'eau. Alors, à chaque appel du muezzin, un homme lui apporte une assiette de sable pour faire ses « ablutions sèches » avant de prier. « Je ne pouvais pas marcher jusqu'à la salle de bains, alors on faisait comme ça nos ablutions. Le gars vient avec son assiette de sable, il me dit "Fais ta prière !" J'étais obligé de pratiquer. » Il soupire. « Je suis né musulman, mais, trop de règles, ça n'amène que des mauvaises choses. »

Dans cet ersatz d'hôpital, des blessés de toutes nationalités font connaissance, se racontent leurs parcours respectifs et tuent le temps en jouant à des jeux vidéo. « La maison de repos était archipleine. On était beaucoup de gamins, tous à peu près le même âge. Il y avait une Xbox, on jouait à Fifa. Les plus religieux nous disaient : "Mais c'est interdit les jeux vidéo en islam !" Alors d'autres disaient : "Bah non, pourquoi ce serait interdit les jeux vidéo ?"»

Peu après son arrivée en Syrie, Yassin, qui ne parle pas arabe, a fait la connaissance de trois autres Français qui viennent de Lunel[2]. Par la suite, il apprendra leur décès sur Twitter, dans les combats autour de l'aéroport de Deir ez-Zor. Le jeune homme hausse les sourcils. « Avec le recul, c'est n'importe quoi. Quand vous êtes là-bas, avec que des blessés qui parlent de ce qui leur est arrivé, vous comprenez que quelque chose ne va pas. Dans la même matinée, parfois, trois ou quatre avions bombardaient la même zone. C'était acharné des deux côtés. Avec beaucoup de pertes chez l'EI, mais aussi beaucoup du côté du régime. C'était vraiment un carnage. »

Le Stalingrad de l'État islamique

Cette féroce bataille, c'est celle de Deir ez-Zor, une grande ville située à une quarantaine de kilomètres au nord de Mayadin, loin à l'est de Damas. Au fil d'interminables combats, c'est un peu devenu la bataille de Stalingrad de l'EI, celle qui s'éternise et que les combattants préfèrent éviter. L'un des affrontements les plus meurtriers du conflit syrien. Début 2014, l'EI a progressivement chassé Jabhat al-Nusra et d'autres groupes rebelles de cette ville pour prendre le contrôle de ses riches exploitations pétrolières. Depuis, il y combat le régime syrien dont les forces sont assiégées

tout en conservant une partie du centre-ville et l'aéroport, enjeu vital de cette bataille sanglante, à partir duquel il peut bombarder et être ravitaillé de Damas.

C'est sur ce front, en première ligne, que Yassin est catapulté avec d'autres nouvelles recrues, dix jours à peine après son entrée en Syrie. « On était beaucoup de même pas 20 ans. Et ils nous disent : "Tant que vous n'avez pas fait allégeance, vous bougez pas et vous faites ce qu'on vous dit !" Même ceux qui disaient : "Mais on sait pas faire la guerre et vous nous envoyez au front !" ils répondaient : "T'as pas ton mot à dire pour l'instant, tu te tais !" Quand je disais aux gens que j'avais pas encore fait l'allégeance, ils me disaient : "Ah ! Mais t'es pas encore un vrai frère en fait." » Aucun de son groupe n'a encore fait son *muaskar*, le camp d'entraînement obligatoire pour tout nouveau candidat au jihad, ni prêté allégeance au calife de l'État islamique, l'Irakien Abou Bakr al-Baghdadi. La veille de leur déploiement, une formation militaire sommaire leur a simplement été dispensée. Des combattants sont venus avec des camions chargés de kalachnikovs. Chacun a reçu un fusil d'assaut et un chargeur plein. Deux jours pour apprendre à tirer en position assise, debout et allongée. Avant d'être envoyé au front.

Des combattants exultent, d'autres paniquent

L'EI a besoin d'hommes, mais, en réalité, il s'agit aussi d'un test. L'émir de cette zone, un Libyen, veut évaluer la « sincérité » et la combativité de ses nouvelles recrues. « L'État islamique, c'est vraiment très décentralisé. Chaque émir fait un peu ce qu'il veut. Le nôtre a décidé que ça se passerait comme ça, et ça s'est passé comme ça. » À Deir ez-Zor, les combats sont acharnés depuis plus de trois ans. « À l'époque, un Libyen disait : "Deir ez-Zor, c'est pire que Kobané[3], sauf qu'il n'y a pas les caméras." » Le test ne tarde pas à faire ses premières victimes. Yassin et son groupe reçoivent l'ordre de tenir une position du centre-ville, tout juste conquise, donc fragile. Les deux premiers jours sont calmes. Les novices en profitent pour creuser des tranchées dans la boue et s'y cacher. « On ne voit pas l'ennemi au loin parce qu'il y a trop de maisons détruites. On ne sait pas où on est. On ne sait pas ce qui se passe autour. On entend que ça pète, que ça tire, mais on voit rien. »

La situation se dégrade à partir du troisième jour. Le régime syrien tente de reprendre la position et commence à bombarder avec intensité. « C'était violent. C'est monté très vite en guerre. On se faisait bombarder tous les jours. Soit par des avions, soit par des mortiers. Ça tirait de partout. » Dans les rangs de l'EI, à en croire Yassin, les sentiments sont alors partagés. Certains, galvanisés, venus pour mourir, exultent : « C'est des combats de fous, c'est super, faut y aller ! » D'autres paniquent : « C'est n'importe quoi de mettre n'importe qui n'importe où, pour se faire massacrer. »

Sans expérience, les débutants sont rapidement décimés. Yassin relativise : « Ceux qui ont voulu partir là-bas pour mourir ont trouvé ce qu'ils voulaient. » Sous ses yeux, un Tunisien et un Jordanien perdent chacun une jambe dans les frappes. Le jour suivant, un Libanais est tué par une roquette. Le surlendemain, c'est lui qui s'écroule à son tour, fauché dans le bas du dos par une balle de sniper qui lui traverse les intestins. C'est la fin de son jihad : le Français, plongé dans un quasi-coma, est transféré dans la maison de repos de Mayadin.

En convalescence, dans ses moments d'égarement, Yassin se souvient qu'il espérait presque mourir. Plus pour soulager sa douleur que pour accéder au plus haut degré de paradis, comme le croient les jihadistes. « La foi, quand vous êtes là-bas, que ça pète de partout, que ça bombarde vraiment tous les jours, c'est plus du "on fait avec" que de la foi. C'est plus de la résignation qu'autre chose. Dans mon cas, ce n'était pas de la foi. Je me disais : "Tant pis, même si je me fais bombarder et que je meurs, au moins je n'aurai plus mal." »

20 dollars de prime pour sa blessure

Plus prosaïquement, les combattants blessés de l'EI continuent de toucher leur salaire. « Normalement, c'est une fois par mois, mais, en fait, c'est quand ils peuvent. Mais c'est quelque chose qu'ils respectaient. C'était 100 dollars pour nous, pour les combattants. S'ils vous le donnent pas un mois, ils vous le donnent en double le mois suivant. » Lorsqu'un membre de l'EI meurt, ses parents, s'ils appartiennent au groupe, reçoivent une prime de 800 dollars. Pour une blessure au combat, un bonus est également prévu dans le barème. » Yassin sourit : « Ils m'ont donné une prime parce que j'étais blessé. 20 dollars. Truc de fou. Ça fait même pas un Nutella. »

Yassin a tout de même de quoi se payer de la recharge pour aller sur internet. Sur les territoires syriens de l'EI, en dehors des zones proches de la frontière couvertes par le réseau turc, ce sont les cybercafés qui diffusent du wifi en vendant des cartes prépayées. En France, sa famille n'a plus de nouvelles de lui. Depuis son hôpital de Mayadin, Yassin décide de la prévenir par Skype. C'est leur premier contact visuel depuis son arrivée en Syrie.

---

1. Pour des raisons de sécurité, son prénom a été modifié et sa région de résidence en France ne sera pas indiquée.
2. Au moins une vingtaine de personnes ont quitté cette petite ville de l'Hérault (25 000 habitants) pour partir faire le jihad en Syrie. La moitié y aura trouvé la mort.
3. Pendant quatre mois, la ville kurde de Kobané a été le théâtre d'une des plus meurtrières batailles pour l'EI, qui y avait engagé toutes ses forces. Symboliquement, la coalition l'avait massivement bombardée pour casser l'élan de victoire

des jihadistes. La stratégie a fonctionné avec la défaite de l’EI en janvier 2015, date à partir de laquelle le groupe a progressivement reculé sur tous les fronts.

« Tout faire pour le ramener »

En France, à 4 000 kilomètres de Mayadin, en Syrie, et de l'hôpital de fortune où il gît le ventre troué d'une balle, les parents de Yassin ne dorment plus. Dans un souffle, sa mère résume la situation : « C'était terrible. Un vrai cauchemar. » La famille entière vit suspendue au moindre appel, à la moindre notification WhatsApp venue de Syrie. Juste après son départ, une des sœurs de Yassin avait reçu un coup de téléphone d'une femme l'informant que son frère était en Syrie. L'indicatif était celui de la Grande-Bretagne. Les jihadistes utilisent souvent des applications permettant de générer de faux numéros.

Sa mère, Nadia, ne peut contenir ses larmes. « On se dit, c'est pas possible. C'est comme tomber du seizième étage. Vous le voyez mort. Tous ceux qui partent en Syrie, ils meurent. Donc pour moi, j'ai perdu mon fils à jamais. Je pensais à ne plus vivre… » Elle s'interrompt, émue, respire profondément, puis reprend. « Je retenais tous les numéros, j'envoyais des messages : "S'il vous plaît, par pitié, dites à mon fils de me contacter, par pitié." J'essayais de les attendrir pour qu'il me contacte. Et bon, après, le lendemain, des fois, il envoyait un message sur WhatsApp. » Les nouvelles arrivent au compte-gouttes. « Notre vie, c'était le téléphone. Même pour aller aux toilettes, c'était à tour de rôle pour que, toujours, l'un de nous décroche rapidement. Une fois, il a appelé, on était en voiture, on rentrait dans un tunnel et il a appelé. Oh… Allô ? Et ça a coupé. Et il n'a pas rappelé après. C'était terrible. »

Les parents de Yassin sont musulmans pratiquants. Son père, Fayçal, discret, la silhouette élancée, fréquente une de ces mosquées françaises que les jihadistes considèrent comme apostate. Sa femme Nadia termine souvent ses phrases à sa place. Chaleureuse, expressive et énergique, elle ne porte pas le voile.

Dès le départ de leur fils, ils prennent un avocat, alertent les autorités françaises et se demandent quoi faire. La famille vit en province, installée dans une belle et imposante maison dans laquelle ses membres nous racontent leur histoire, un après-midi d'hiver, au milieu d'un quartier pavillonnaire moderne et cossu. À l'intérieur, de grands volumes, de vastes canapés et une

décoration soignée. De larges baies vitrées ouvrent sur un jardin verdoyant et une balançoire plantée dans la pelouse. Leur fils et ses sœurs n'ont pas grandi dans un quartier populaire. Les enfants ont été poussés à réussir à l'école et font des études. Leurs parents, nés en Algérie, installés en France depuis longtemps, sont médecins libéraux. Ils gagnent bien leur vie. Inconnu des services de police, Yassin n'a rien d'une Cosette.

« Tout faire pour le ramener »

Lorsqu'ils le voient apparaître pour la première fois sur leur écran Skype, cinq mois après son départ, ses parents ne le reconnaissent pas. Leur fils a réussi à se connecter depuis la maison de repos de l'État islamique où il tente de se remettre de sa blessure. Il n'est pas seul. Ils supposent qu'il ne peut pas parler librement. Ce jeune, d'habitude blagueur, vif et tonique, apparaît dans le noir, très affaibli, il s'exprime péniblement, d'une voix basse. Il tente de dissimuler ses plaies dans l'obscurité. La communication dure plusieurs minutes. Les questions fusent. Les réponses se veulent rassurantes, mais restent évasives. Elles ne dupent pas un père et une mère médecins. Sa perte de poids est manifeste. Sa mère en frissonne encore. « Il était blessé. Il ne pouvait pas se lever tout seul. Moi, j'ai senti, j'ai dit non, il a besoin d'aide. Notre fils a besoin de nous. Et je culpabiliserai toute ma vie si jamais il a besoin de moi et que je ne fais rien. Il faut que j'aille voir ce qu'il a. C'était terrible. Si je reste ici, je deviens folle. Je vais péter les plombs, je ne peux pas. »

Il s'agit de son seul fils. Elle parle fort puis tout doucement, avec chaleur, autorité et assurance. Au sein de la famille, sa voix porte. À la fin de l'échange Skype émergera chez elle une unique obsession, non négociable : partir en Syrie pour aller chercher Yassin et le ramener en France. « J'étais obnubilée, obsédée par l'idée de revoir mon fils. Et essayer de l'extraire. Tout faire pour le ramener. » Face à elle, Fayçal, son mari, se montre plus effacé, mais pas moins décidé à secourir leur fils. Un moment de réflexion. Elle rit et plisse les yeux : « La pression venait de moi. » Le couple a pris sa décision : ils iront chercher leur fils en Syrie.

Dès lors, Nadia et Fayçal réfléchissent aux moyens de mener à bien ce projet hautement périlleux. En France, parmi le millier de familles confrontées au même drame, beaucoup ont envisagé ce scénario. Presque aucune n'a osé franchir le pas. Un père s'est déjà rendu à Raqqa pour convaincre son fils de revenir. Mais une fois sur place, son enfant a refusé de rentrer. Quelques mois plus tard, il a été tué pendant la bataille de Kobané. Une autre mère a aussi rejoint son fils en Syrie. Celui-ci est parvenu à la convertir à l'islam et à la rallier à la cause de l'État islamique, lui faisant porter sitar [1] et ceinture explosive. Elle est aujourd'hui emprisonnée en France, doyenne des détenues poursuivies pour terrorisme en lien avec la Syrie.

D'autres parents sont également aux prises avec la justice française pour avoir envoyé de l'argent à leurs enfants en Syrie. Début 2015, le contexte géopolitique ne facilite pas non plus le projet de Nadia et Fayçal. Depuis l'été 2014, la coalition internationale bombarde l'État islamique en Irak. En représailles, l'organisation a décapité au couteau cinq otages occidentaux, dont deux journalistes américains, James Foley et Steven Sotloff. Les vidéos de ces assassinats, filmés et diffusés par la propagande de l'EI, ont fait le tour des médias du monde entier. Le groupe a basculé dans une stratégie terroriste globale. Son porte-parole, le Syrien Abou Mohamed al-Adnani[2], a ordonné à tous ses soldats ou sympathisants de tuer « par tous les moyens possibles » des ressortissants des pays membres de cette force internationale qualifiée de « croisée ». La France, traumatisée, vient d'être frappée par les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher. Les autorités françaises sont aux abois. L'EI se méfie plus que jamais des infiltrations. Les *emni*, ses redoutables services de renseignement, mènent des enquêtes pour tout savoir des recrues venues de l'étranger. En arrivant, Yassin a rempli une fiche sur tous les membres de sa famille. « Ils prennent tous les renseignements quand vous rentrez, nous explique-t-il. La personne à contacter au cas où, vous laissez un numéro de téléphone, votre niveau d'instruction, tout un CV… »

« Je me suis dit : "La seule solution, c'est de faire semblant" »

Nadia passe ses nuits d'insomnie à scruter la « jihadosphère » sur internet. C'est là que lui vient l'idée. « Au début, on s'est dit : "On va essayer de partir avec une ONG." Mais il n'y avait rien. Rien du tout. Aucun espoir de ce côté-là. Je ne dormais plus la nuit. Je passais mon temps à regarder s'il était sur la liste des morts. Je regardais sur internet, si jamais je pouvais le voir sur une vidéo… Je ne sais pas, c'est l'espoir d'une maman. Une fois, je suis tombée sur un truc de propagande où ils disaient qu'ils avaient besoin de médecins. Donc je me suis dit : "La seule solution, c'est de faire semblant." On vient travailler avec vous, on est médecins. Vous avez besoin de médecins, on est là. Et, en même temps, une fois sur place, on essaie de trouver une solution pour l'extraire. »

Conscients que l'EI sait déjà tout d'eux, les parents doivent rendre leur émigration crédible aux yeux des jihadistes. Se pose alors un dilemme de taille. Celui de leurs deux filles. Deux brindilles longilignes, des collégiennes de 14 et 15 ans. Partir sans elles serait suspect, estiment-ils. Partir avec elles serait les mettre en danger. « Quand on leur en a parlé, elles ont dit : "On ne veut pas rester. S'il vous arrive quelque chose, nous, qu'est-ce qu'on va devenir ? Imaginez si vous arrivez et qu'après, il meurt ? On a envie de le voir aussi, c'est notre frère. Vous n'avez pas le droit de nous priver de voir notre frère. Ni de nous priver de nos parents." »

Le saut dans l’inconnu

Décision est donc prise, malgré le danger : toute la famille partira en Syrie, un pays plongé dans une guerre civile qui a fait plus de 250 000 morts en quatre ans, et qui plus est au sein d’une organisation terroriste, ennemie du monde entier et en particulier de Paris. « Vous partez pour l’inconnu. On s’est dit : “Allez, hop ! On prend tout le monde et on verra bien.” Si on part que tous les deux et qu’on laisse les deux petites ici, l’EI va se poser des questions. » Un départ organisé dans le secret. Aux proches et à leur environnement professionnel, ils prétextent un remplacement médical de quelques mois aux Antilles. « On ne savait pas pour combien de temps on s’absentait. Pour que ça fasse vrai, il fallait qu’ils pensent que l’on venait vraiment pour travailler et pour la *hijra*. »

Alors ils apportent dans leurs bagages du matériel médical. Là encore, pour crédibiliser leur intention d’exercer en tant que médecins, au service de l’État islamique. Ils contactent leur fils par WhatsApp et lui demandent de les recommander auprès de son émir pour faciliter leur passage. Le lendemain, ils réservent leurs billets d’avion et s’envolent pour la Turquie. Un saut dans l’inconnu. Une plongée dans un autre siècle.

---

1. Voile intégral qui couvre les yeux et auquel sont ajoutés des gants pour couvrir les mains.
2. L’État islamique a annoncé sa mort le 30 août 2016, vraisemblablement tué par une attaque de drone américain.

« Salam alaykoum, j’ai mon fils à Mayadin »

La prise en charge des émigrés par l’État islamique commence dès la Turquie. Ce service d’émigration jihadiste est bien rodé. À son atterrissage à l’aéroport, la famille de Yassin, qui a pris la décision inouïe d’aller chercher le fils et frère blessé, est déjà attendue par un agent de l’État islamique. Un Égyptien. D’ordinaire, les candidats étrangers au jihad sont rassemblés dans des *madafa*, des maisons de transit, à Istanbul. Un étage est réservé aux femmes, un autre aux hommes. Mais la famille refuse, préférant séjourner dans un hôtel avant de rejoindre la frontière syrienne. L’Égyptien accepte et les y conduit. « Il ne vous lâche pas. Il voit où vous êtes, dans quel hôtel. Il vérifie tout. Il voit tout. Il a une mission. Il vous emmène d’un endroit à un autre. Après, il rend ses comptes à quelqu’un d’autre. Ils communiquent comme ça. C’est tout un réseau. »

La famille ne s’inquiète pas de l’intrusion de ce cornac barbu dans son huis clos. Elle en profite pour faire un brin de tourisme à Istanbul, emmène ses filles au bowling. Fayçal, le père, prend sur lui pour banaliser la situation. « Les petites, il fallait les rassurer. Il fallait qu’elles ne se sentent pas en danger. Elles ont un petit peu senti le danger, mais on les a tellement protégées qu’elles n’ont pas vraiment été effrayées. Elles sont avec papa et maman. Je pense à mon fils. Franchement, rien ne me faisait peur. Quand vous êtes comme ça, vous vous êtes fixé un objectif, tout ce qui est à côté, c’est secondaire. »

L’Égyptien les conduit dans une gare routière d’Istanbul et leur donne pour consigne de rejoindre la ville de Gaziantep, toute proche de la frontière syrienne, où d’autres agents de l’EI les attendent. À la descente du bus, deux Syriens de l’EI d’une trentaine d’années les réceptionnent. « Ils étaient très contents. Pour eux, deux médecins, c’était une aubaine. » Les deux hommes les conduisent à l’hôtel, les prennent en photo pour confectionner de fausses cartes d’identité syriennes. Tous leurs vêtements leur sont retirés, remplacés par des habits syriens, de façon à passer plus discrètement la frontière où ils sont convoyés en minibus. « Ils nous ont amené des vieux cabas moches, raconte

Nadia. Nous, on avait de beaux sacs, on était partis avec une valise achetée à Dubai. Ils l'ont prise ! Il a même voulu me prendre mon sac. Là, j'ai dit non, c'est à moi ! »

Autre surprise, à la frontière, les émissaires de l'État islamique annoncent qu'il faut débourser une forte somme d'argent pour le bakchich des douaniers turcs. « On avait déjà payé 600 euros pour les fausses pièces d'identité. Il faut aussi payer le capitaine turc 1 000 euros par personne pour qu'il ne nous tire pas dessus et qu'il arrête la surveillance du passage pendant une heure. On était quatre, ça fait 4 000 euros. Et on a une heure pour passer en courant. » La famille, qui est partie avec 10 000 euros de liquide en poche, n'a guère le choix et s'acquitte du droit de douane clandestin. Un no man's land d'environ un kilomètre reste à parcourir en courant. Le passage est boueux. Un passeur de l'État islamique les accompagne et les aide à porter leurs bagages. « Comme on est médecins, on était privilégiés. Ils ont envoyé un jeune de 20-22 ans pour nous faire passer. »

Après cet effort, un large drapeau noir frappé du sceau du prophète Mohamed est en vue. La famille s'approche du premier poste-frontière de l'État islamique, côté syrien. « Un accueil froid, c'est bizarre. » Le checkpoint est tenu par un jeune combattant en kamis[1] camouflage, armé d'une kalachnikov. Pendant que les premières questions sont posées à Fayçal, sa femme et ses deux filles doivent chacune revêtir un sitar noir, ce voile intégral qui, à la différence du niqab, couvre également les yeux et auquel sont ajoutés des gants, pour cacher les mains. Nadia en rigole aujourd'hui. « C'est impressionnant. C'est comme si vous étiez catapultés dans un autre siècle. Une machine à remonter le temps. Un autre monde. »

« C'est des barbus, ils parlent bien l'arabe. Mais bon, moi et l'arabe, ça fait deux »

À cet instant, un véhicule tout-terrain de combattants armés s'arrête au checkpoint. Fayçal prend la parole : « Voilà, je me présente : Salam alaykoum. J'ai mon fils à Mayadin. Je lui explique la situation. C'est des barbus, ils parlent bien l'arabe. L'arabe littéral. Mais bon, moi et l'arabe, ça fait deux. » Sa femme maîtrise mieux la langue, mais elle n'a pas le droit de s'adresser aux hommes. L'EI considère qu'il est illicite en islam d'entendre jusqu'au son de la voix d'une femme qui n'est pas la sienne. Nadia se moque gentiment de son mari. « C'est un Berbère. L'arabe littéral, il ne le maîtrise pas du tout. » Peu importe. Les jihadistes sont bien au courant de leur arrivée. Ils ont pour mission de les récupérer et de les conduire auprès de l'administration de l'EI pour leur enregistrement. La famille est séparée. Fayçal monte dans une voiture, Nadia et ses filles montent dans une autre. Direction la maison pour femmes de Mayadin, « la maison de l'horreur ».

Au sein de l'État islamique, les *madafa*, également appelées *maqqar*, sont un passage obligé pour toutes les femmes. Les nouvelles arrivantes, les célibataires, les veuves et les divorcées y sont toutes regroupées avec leurs enfants. Pour les premières, la durée du séjour correspond au temps que met leur mari à rejoindre l'EI et trouver un appartement. Les célibataires doivent attendre de trouver un mari ou que l'homme qui les a fait venir en Syrie vienne les chercher, avec l'autorisation de son émir. Les veuves doivent observer un délai de viduité de quatre mois et dix jours, tout comme les divorcées. Car il est interdit de sortir seule de la *madafa*.

Là aussi, toutes les nationalités se croisent. Une vie entre femmes jihadistes recluses avec de simples matelas posés à même le sol, dans de grandes pièces communes. Des esclaves yézidies capturées en Irak font le ménage. Ces maisons sont réputées insalubres. Dans chacune, une centaine de femmes sont regroupées dans la promiscuité, coupées du monde extérieur, sans accès à internet. Parfois, des écrans de télévision diffusent en continu les vidéos d'exécutions de l'État islamique. Des conditions volontairement spartiates pour inciter au mariage. L'union religieuse avec un membre de l'EI est en effet la seule option pour quitter la *madafa*.

Chaque jour, des jihadistes désireux de trouver une femme ou une épouse supplémentaire frappent à la porte des *madafa* pour participer à des *mouqabala*. Un équivalent du speed-dating. Une rencontre de quinze minutes suffit pour faire connaissance et arrêter son choix. C'est l'unique occasion durant laquelle une femme est autorisée à découvrir son visage et à parler devant un homme. Le tout sous l'œil inquisiteur de la responsable de la *madafa*. La principale maison pour femmes de Raqqa est tenue d'une main de fer par une Marocaine, la très redoutée Oum Adam. Très influente au sein de l'EI, parfaitement francophone, cette intellectuelle jihadiste est la veuve d'un terroriste d'Al-Qaïda très connu. Un vétéran franco-marocain des jihads en Bosnie, en Afghanistan, auteur de plusieurs attentats, et qui a été tué avec leur fils Adam, 8 ans, dans l'assaut de leur maison par les forces saoudiennes à Ryad, en 2005.

« L'ennemi de la femme, c'est la femme »

Nadia et ses filles n'ont pas séjourné dans cette *madafa* de Raqqa, mais dans celle de Mayadin. Cinq jours durant lesquels les demandes en mariage pour ses filles, âgées d'à peine 14 et 15 ans, sont permanentes. Nadia raconte : « Tout le problème, c'est les *madafa*. C'est là où tout se passe, là où les femmes se découvrent le visage. L'ennemi de la femme, c'est la femme. Les femmes, elles sont terribles. C'est les femmes qui viennent, qui repèrent les nouvelles recrues, les nouvelles arrivées. Elles voient si la fille est mignonne et, après, elles vendent la mèche aux hommes. Et ils viennent. J'ai eu plein de demandes. Je trouvais toujours une excuse : "Attendez, elles vont faire des études,

attendez, nous on va partir à Raqqa donc je ne peux pas marier mes filles.” Il faut surtout pas dire non catégoriquement. Parce qu’à la longue, si vous refusez deux ou trois fois, après c’est louche, ça peut nous retomber dessus. »

Pendant ces cinq jours, le plus insoutenable est encore l’attente. Car Nadia n’a plus de contacts avec son mari, parti chercher leur fils à l’hôpital. Elle se persuade alors que Fayçal l’a trouvé mort, et qu’il n’ose pas lui annoncer le décès de Yassin.

---

1. Le kamis ou qamis, signifiant « chemise » en arabe, est un vêtement religieux masculin actuellement privilégié en France par les individus se réclamant des différents courants du salafisme et du jihadisme, mais pas exclusivement (les tablighs ou d’autres musulmans conservateurs le revêtent également, en particulier le vendredi). Considéré dans ces milieux comme conforme à la Sunnah, il a largement remplacé la djellaba d’antan, moins tendance. Il se compose d’une large tunique et d’un pantalon court s’arrêtant aux chevilles.

« Il pesait moins de 40 kilos »

Sous la férule de l'État islamique, chaque province est administrée par un *wali*, chaque ville par un émir. Un combattant, souvent irakien ou syrien, âgé en général d'une trentaine ou d'une quarantaine d'années, occupe ce poste. En arrivant, après enregistrement de son identité complète, le père de Yassin est donc conduit dans le bureau de l'émir de Mayadin. « Donc, raconte-t-il aux Jours, je me présente, j'explique : "Voilà, je viens voir mon fils." Il a appelé quelqu'un, il lui a dit : "Vous l'accompagnez voir son fils." »

L'insurrection jihadiste se perçoit et se vend dans sa propagande comme un État. Dès sa prise de contrôle, le groupe a imposé sur ses territoires, par la force et la terreur de son armée, une administration proto-étatique rudimentaire, mais efficace. Une autorité à hiérarchie pyramidale, divisée en provinces avec, dans chaque chef-lieu, un *wali*, équivalent d'un préfet. Lui-même s'appuie sur les *marqama*, les tribunaux islamiques qui appliquent une *charia* littéraliste avec une police en forme d'hydre tricéphale en grande partie composée d'étrangers : la *hisbah* pour les petits délits, la *shorta* pour ceux passibles, selon l'EI, de la peine de mort, et les *emni*, son service de renseignement chargé de traquer les espions, instaurant la peur au sein même de l'organisation.

Les *wali* s'appuient aussi sur la jurisprudence islamique de la « maison des fatwas », basée à Raqqa. C'est cet organe, dirigé par un Égyptien, qui a notamment rendu licite sur le plan religieux le fait de brûler vif dans une cage un pilote jordanien dont le F16 s'était écrasé. Le tout filmé en multi-caméras avec ralentis, gros plans, effets sonores, et mise en scène inspirée des films d'horreur hollywoodiens. Mais en vrai.

« Là-bas, c'est pas comme ici : il n'y a rien »

Sur ordre de l'émir, des jihadistes conduisent Fayçal jusqu'au centre de convalescence. Il pousse la porte et, au milieu des autres blessés, allongé sur un matelas, il retrouve enfin son fils. Dans un piteux état. Les deux hommes ne se sont pas vus depuis des mois. « Il est fatigué, amaigri, pas bien. Il a reçu une balle au niveau du ventre, avec fracture du bassin, pas mal de choses, des lésions importantes. Il n'est pas mobile, il pesait moins de 40 kilos pour 65 kilos d'habitude. Là, je suis inquiet. Je me demande d'abord quel est son problème et surtout comment le faire sortir dans cet état. Là-bas, c'est pas comme ici : il n'y a rien. Pas de chirurgiens, pas de soins appropriés, pas de système de santé… »

Yassin, lui, n'en revient pas d'avoir entraîné son père, sa mère et ses petites sœurs dans une galère si dangereuse, un endroit si éloigné de la France, hostile et finalement improbable. Il raconte : « Qu'est-ce qu'ils font là ? Je suis content parce qu'on a eu beaucoup de chance, mais très inquiet pour eux. J'étais dans un tel état que je n'avais plus conscience des réalités. Quand ils sont venus, c'était peu après une opération qui avait raté. J'étais mal, très mal. Le simple fait de lever la tête me donnait des vertiges. Grâce à leur venue, j'ai recommencé à manger. Rapidement, je suis allé mieux. » Son père entreprend de le soigner, s'occupe de ses bandages, de sa nourriture, de sa rééducation.

Au bout de cinq jours, l'EI lui fournit un appartement. « Comme on était médecins, on a eu rapidement le logement. C'est offert. C'était un appartement avec le strict minimum. Un frigo, une plaque électrique pour cuisiner, des matelas par terre, c'était propre. Y avait pas de problèmes d'électricité, on n'a rien payé. » Cet appartement lui permet d'aller délivrer sa femme Nadia et ses filles de la *madafa*. Un soulagement pour elles. « Cinq jours de torture morale. Aucune nouvelle, j'étais comme une folle. Quand j'ai vu mon fils, je ne l'ai pas reconnu. »

La famille est réunie, mais désormais coincée au beau milieu du bourbier de l'EI. Comment s'extirper sains et saufs de cette matrice jihadiste ? À cette période, le groupe, gagné par la paranoïa, interdit tout retour en « terre de mécréance ». Les accusations d'espionnage sont permanentes. Nombreux au sein même de l'EI sont envoyés dans ses prisons, certains sont exécutés pour ce motif ou pour « sorcellerie ». Il faut donc ruser. Très diminué physiquement, Yassin n'est pas en état de franchir la frontière clandestinement. La première étape est de le remettre sur pied. Pendant un mois, sa famille s'y emploie, à Mayadin. Mais Yassin a besoin de soins qu'il ne peut recevoir dans cette petite ville reculée, régulièrement bombardée, où les premières lignes de front ne sont qu'à quelques kilomètres. Il faut donc partir pour « la capitale », Raqqa, car, « en Syrie, pour la santé, ce qu'il y a de mieux, c'est Raqqa. Au moins, il y a un hôpital ».

Fayçal explique avoir demandé à l'émir un document officiel l'autorisant à se rendre à Raqqa et lui avoir fait, en contrepartie, une proposition : travailler pour l'État islamique. « Eux, ce qu'ils souhaitent, c'est des médecins. Comme Raqqa, c'est leur capitale, il y a le grand hôpital, avec pas mal de soins, et il y a l'université avec la fac de médecine. Ils ont besoin de nous. Donc j'en parle à


l'émir qui s'occupe de Mayadin. Je lui dis que c'est pour le soigner et aussi pour travailler à l'hôpital là-bas. » L'émir accepte ce marché.

Les médecins français de Raqqa

Dans ses vidéos de propagande, l'État islamique ne fait pas seulement étalage publicitaire de son ultraviolence. Dans sa prétention à incarner un véritable État, le groupe abreuve aussi les réseaux sociaux d'images d'infrastructures déjà fonctionnelles, accaparées par la force durant sa phase de conquêtes entre 2013 et 2015 : services d'urbanisme, usines de pain, pâtisseries, boucheries, réfection des routes, installations électriques, éboueurs, mais aussi hôpitaux. Les branches médiatiques de l'organisation présentent régulièrement ces services de santé comme des technologies de pointe, gratuites pour tous les musulmans et dans lesquelles travaillent des médecins spécialistes venus du monde entier, en particulier d'Occident, pour mettre leur savoir-faire au service du califat de Baghdadi. Les parents de Yassin, partis chercher leur fils blessé, y ont travaillé et l'ont vécu de l'intérieur. Ils ont découvert, expliquent-ils, une réalité bien différente de ces images d'Épinal de l'EI.

L'EI emploierait des chirurgiens venus en bus de Damas

Le grand hôpital de Raqqa, en plus de ses instruments médicaux vétustes, est d'abord confronté à une pénurie de médecins qualifiés. La plupart des Syriens qui y travaillaient ont fui lorsque l'EI s'est progressivement emparé de la ville, entre fin 2013 et début 2014. Pour remédier à ce déficit de main-d'œuvre, l'EI aurait recours, selon le récit de la famille de Yassin, à une pratique surprenante. L'organisation emploierait des chirurgiens venus en bus de Damas, le camp pourtant ennemi, contre une forte rémunération, sans pour autant être membres du groupe. « On ne comprenait pas comment ils pouvaient passer. Ils sont payés très cher. Ce sont des Syriens qui ne font pas partie de l'État islamique, mais ils aident, ils opèrent, ils se chargent des blessés, mais il faut les payer. C'est

donnant-donnant, mais c'est pas du bon boulot. S'ils étaient de l'EI, ils n'auraient que les 50 dollars. » Nadia et Fayçal, eux, touchaient en revanche cette somme de 50 dollars mensuels, en tant qu'administratifs.

Le groupe a plusieurs fois annoncé l'instauration de sa propre monnaie, le dinar-or, sans jamais encore parvenir à le faire. Ironie du sort, tous ses salaires, toutes ses transactions sont versés en devise américaine, un des pays au monde les plus honnis des jihadistes. Cette dollarisation de l'économie et l'afflux de combattants étrangers auraient même fait augmenter le coût de la vie à Raqqa. « La vie est chère. Pourquoi ? Parce que les gens de l'EI sont payés en dollars, donc ils peuvent s'offrir ce qu'ils veulent. Alors que le Syrien, le pauvre, avec sa livre syrienne, il peut pas. »

« Abou Noël », un père Noël à la sauce EI

En arrivant à Raqqa, les parents de Yassin passent sous l'autorité de l'émir de la santé, l'équivalent d'un ministre de l'EI. Comme la plupart des hauts cadres du groupe, c'est un Irakien. Un homme d'une soixantaine d'années, médecin de formation, facilement reconnaissable avec ses cheveux et sa barbe blanche. Par dérision et pour dédramatiser, Fayçal et Nadia lui trouvent vite un surnom : « Abou Noël. Parce qu'avec sa longue barbe blanche, on aurait dit le père Noël. » Un père Noël à la sauce État islamique. Dans de nombreuses vidéos d'exactions, c'est lui qui supervise les amputations, les lapidations et les décapitations en place publique. Fayçal et Nadia assurent avoir été épargnés du spectacle de ces violences commises au nom de la loi islamique. « Abou Noël » leur demande non seulement de travailler à l'hôpital, mais aussi de donner des cours à l'université de Raqqa, de façon à former de nouveaux médecins du califat. « On a dit oui, bien sûr. On n'allait pas dire non. À tout ce qu'il nous disait, on répondait : "Oui, pas de souci." »

Quatre jours après leur arrivée à Raqqa, les voilà donc médecins et professeurs pour l'État islamique. Le matin, ils exercent à l'hôpital ; l'après-midi, ils enseignent. Cette activité suscitera d'ailleurs des interrogations des services de renseignement français. Mais ils assurent n'avoir soigné que des femmes, des enfants et des personnes âgées, jamais des jihadistes blessés, à l'exception de leur fils. « Les jihadistes, c'est de la chirurgie de guerre. Des balles, des fractures, etc. C'est pas ma spécialité. Nous, on n'est pas chirurgiens. Les blessés, il leur faut des chirurgiens. On a travaillé là-bas, c'est vrai. Ça faisait partie du plan. » Leur plan pour évacuer leur fils de Mayadin, trop proche des combats, et le soigner à Raqqa, en proposant de travailler pour l'État islamique.

Dans cet hôpital flotte une atmosphère particulière. Une partie du bâtiment est strictement réservée aux hommes, une autre aux femmes. Les parents de Yassin sont, disent-ils, les seuls Français parmi le personnel, au sein duquel règnent méfiance et suspicion. Nadia ne se sépare à aucun moment

de ses deux filles qui la suivent partout, revêtues de leur sitar. « Je me méfiais des infirmières, je me méfiais de tout le monde. Les filles, je les surveillais. C'est un état de guerre. Vous ne pouvez faire confiance à personne. » Leur crainte est aussi celle du kidnapping pour être ensuite revendus aux forces du régime syrien. « Vous faites partie de l'EI, vous êtes un *muhajir*, c'est-à-dire quelqu'un qui vient de l'étranger. On vous revend à leurs soldats. Et un médecin en plus, ça se monnaye très cher. Donc vous avez peur des gens de Bachar, vous avez peur que l'État islamique découvre qu'on veut repartir. On a peur de tout le monde. Donc aucun contact avec personne. »

Cette méfiance vaut également chez eux le soir, où ils vivent dans un immeuble habité par des Syriens. Même si de nombreux locaux ont rejoint l'EI, la majorité des habitants, selon eux, le perçoivent comme une force d'oppression. « La plupart détestent l'État islamique. Surtout les femmes. C'est comme s'ils vivaient une invasion. Ils les voyaient comme un étranger qui vient et qui prend votre place. Ils ne l'acceptent pas. Même nous, en tant que *muhajirin*, on était mal perçus. On avait très peur d'habiter avec des Syriens. » La famille ne sort quasiment pas. Les jihadistes patrouillent en armes partout dans la ville. Tout est surveillé.

« On avait France 2, on regardait Nagui »

En tant que médecins français, leur accueil est facilité. La famille se voit rapidement fournir une voiture – de marque Kia – et un appartement. Leur premier réflexe est de faire installer une parabole. L'EI vient d'édicter une fatwa interdisant les chaînes satellitaires, mais Nadia insiste pour capter les chaînes françaises. « L'installateur a dit : "On n'a pas le droit, faut le mettre sur les chaînes arabes." Nous, on a dit : "Si, si." Donc il nous a mis Hotbird [le satellite qui permet de recevoir les chaînes françaises, NdA]. On avait France 2, on regardait Nagui, raconte la mère de Yassin. La première fois qu'on a allumé, j'étais contente de voir François Hollande. Ça faisait bizarre parce qu'on est restés un mois et demi sans télé, sans voir la France. Et les émissions où on pouvait voir la campagne, la France profonde, c'était incroyable, on avait la nostalgie, ça nous procurait un plaisir immense de voir la France. » C'est à ce moment-là que la famille commence à échafauder son nouveau plan : fuir l'État islamique.

Fuite en arrière

Depuis son arrivée, la famille n'a pas éveillé les soupçons. Aux yeux des jihadistes, ils font figure, avec leurs deux filles, d'émigrés modèles et méritants. Malgré cette bonne image, encore faut-il trouver un bon prétexte pour obtenir une autorisation officielle de sortie du territoire. Car tout départ est désormais interdit. Tout désir de retour en arrière peut être assimilé à de l'espionnage. Or, une condamnation pour espionnage au sein de l'EI peut déboucher, en dernier ressort, sur la peine de mort.

L'excuse, expliquent les parents de Yassin, sera d'aller chercher à la frontière turque leur troisième fille, enceinte et prétendument désireuse, elle aussi, de rejoindre le califat. Pour ce déplacement, Fayçal obtient l'autorisation de son émir, « Abou Noël ». L'assistant de l'émir établit le document officiel ; il propose même de les accompagner. La route est dangereuse et une simple erreur de direction à une intersection risquerait de les conduire dans les bras du camp ennemi, derrière les lignes pro-Bachar. Fayçal décline poliment.

Ce premier document permet d'en obtenir un second, auprès cette fois de l'« office de l'émigration et de la *hijra* du *wali* de Raqqa ». Ce nouvel organe, dernier-né de la bureaucratie de l'EI, est notamment chargé de lutter contre les désertions, de plus en plus nombreuses. Plus de 200 déçus français du jihad en Syrie ont fait le chemin inverse, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, soit quasiment un jihadiste sur cinq. L'instance d'émigration du califat fournit un papier officiel, un laissez-passer pour franchir le poste-frontière de Tal Abyad. Située à 90 kilomètres au nord de Raqqa, cette petite ville est, à ce moment-là, le principal point de passage entre l'EI et la Turquie. Tout y passe : marchandises, combattants et réfugiés.

À l'heure de la prière, les gardes baissent leur vigilance

La famille prévient son avocate en France. « On lui dit : “On part demain.” Elle contacte Monsieur V. Il dit : “OK, on vous retrouve à 11 heures à la frontière, à Akçakale”. » « Monsieur V. » est un fonctionnaire[1] du consulat de France à Istanbul avec lequel, depuis la France, l’avocate de la famille de Yassin est en contact, et ce depuis plusieurs semaines. Il souhaite faire son possible pour les aider et propose de les attendre de l’autre côté de la frontière, avec les militaires turcs, à Akçakale. La ville est située en face de Tal Abyad, le poste-frontière. Le lendemain matin, à Raqqa, toute la famille monte en voiture. La Kia prêtée par l’EI est pleine. Mais rien ne se passe comme prévu.

Arrivés au poste-frontière de l’EI, première difficulté. Devant la barrière, Fayçal présente son laissez-passer à un jihadiste. Mais nous sommes samedi et la frontière turque est fermée le week-end. Dans la voiture, sous son sitar, Nadia sent une première poussée de stress. « Oh, purée ! Il n’y a pas d’hôtel et on avait fui. Il ne fallait surtout pas revenir chez eux. » Un retour à Raqqa serait forcément suspect. Car Fayçal n’avait aucune raison d’emmener à la frontière sa femme, ses deux filles et son fils blessé. Pas d’autre choix, « il fallait partir ». Fayçal insiste auprès du jihadiste et fait croire qu’un passeur est censé ramener sa fille enceinte côté turc le jour même. « Il me dit : “C’est pas possible, donne-moi le numéro du passeur.” » Fayçal prétend ne pas avoir de téléphone. Le jihadiste lui demande de se ranger sur le côté. Il s’exécute. Patiente. Puis vient l’heure de la prière. Les gardes se regroupent dans une baraque et baissent leur vigilance. Fayçal tente alors sa chance. Il en profite pour passer à leur insu. « Allez, on monte. Je roule doucement, je passe à travers eux. Ils ne se rendent pas compte. »

Sauf que, derrière un ultime virage, une dizaine de mètres à peine avant la porte turque, apparaît un deuxième point de contrôle de l’EI. « Là, je vois un portail énorme de dix ou vingt mètres. Très haut et fermé. Et deux types viennent en courant avec des kalachs. “Oh, oh, vous allez où, là ?” Alors je leur montre mon fameux papier. Il regarde et il me dit : “Qui vous a laissé passer ?” “Bah, c’est votre collègue du premier barrage.” “Attendez, je vais l’appeler.” Oh là là… » Dans la voiture, c’est la panique. Mais au même moment, un réfugié syrien tente d’escalader le mur de la frontière, chute et se blesse. La famille lui doit son salut. « Le garde le voit, il raccroche, il dit : “Attendez ici !” Et il part vers lui. S’il avait contacté le premier barrage, on était foutus, on aurait été emprisonnés. » Fayçal n’attend pas son retour et fait immédiatement marche arrière. Vers l’État islamique.

« On ne pouvait pas revenir à Raqqa. Fayçal et Yassin auraient été mis en prison, peut-être tués. Moi et les filles aurions été mariées »

La famille tourne en rond dans Tal Abyad, change de rue en permanence. « C'est une toute petite ville, explique Fayçal. On vous remarque facilement, surtout un étranger avec trois femmes. » Ils appellent Monsieur V., du consulat de France. « Et là, il explique que les autorités turques vont contacter le barrage de l'EI pour nous laisser passer. Alors je lui dis : "Surtout pas ça ! On va signer notre arrêt de mort !" » Nadia ne voit qu'une solution. Elle dit à Fayçal : « Tu suis le mur, le long de la frontière, y a sûrement une sortie. » Sur le chemin, un vieux berger syrien leur indique une ancienne porte-frontière fermée depuis longtemps, utilisée par les clandestins. En fin d'après-midi, ils finissent par la trouver. Nadia est « à la limite psychologiquement. On ne pouvait pas revenir à Raqqa. Fayçal et Yassin auraient été mis en prison, peut-être tués. Moi et les filles aurions été mariées. On ne voulait même pas y penser. Il fallait absolument partir ce jour-là ». Il y a urgence.

Ils rappellent Monsieur V. Le représentant consulaire se déplace en personne avec les militaires turcs. « Il finit par trouver cette grande porte fermée, entourée de barbelés, et il essaie de voir par où passer, se souvient Fayçal. Il me rappelle, il me dit : "Vous êtes où ?" Je lui dis : "À cinq minutes de cette porte en voiture !" Yassin était au téléphone pour nous diriger. "Vas-y, papa ! Vas-y, papa !" On roule doucement, on voit la porte et là, j'accélère. Hop, on arrive à deux ou trois mètres des fils barbelés pour rapprocher Yassin le plus possible. On arrête la voiture. Les Turcs et Monsieur V. écartent les barbelés. On fait passer les filles et Nadia. Un militaire porte Yassin sur son dos et, après, c'est mon tour. Et là, ouf ! Les filles criaient. C'est une renaissance. »

En Turquie commencent les interrogatoires. La famille doit s'expliquer. Fayçal, qui avait arrêté de fumer, reprend la cigarette. Après quelques jours, ils sont expulsés de Turquie avec interdiction d'y remettre les pieds. En France, dès l'arrivée à l'aéroport, Yassin est interpellé par la police. Passage obligé par les cases DGSI[2] et prison.

---

1. C'est le même fonctionnaire qui a négocié le passage de Bilel en Turquie (lire plus haut la première partie, « Bilel »).
2. La Direction générale de la sécurité intérieure a été créée en 2014. Elle reprend les attributions de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) créée en 2008, elle-même issue de la fusion des Renseignements généraux et de la Direction de la surveillance du territoire (DST).

« Tu vas nous raconter ce qui s'est vraiment passé »

Il était en Turquie pour les vacances, a pris un taxi à Istanbul, s'est endormi sur la banquette arrière puis s'est réveillé quelques heures plus tard dans la ville d'Akçakale, à la frontière syrienne… À son retour en France, les premières explications de Yassin font sourire les enquêteurs. Les versions des jihadistes revenus de Syrie sont souvent farfelues, mais le jeune homme a mis la barre un cran plus haut avec cette histoire d'enrôlement dans l'État islamique à son insu. Dans son récit, Yassin concède aujourd'hui que cette comptine ne tenait guère la route. « C'était pas terrible terrible. J'avais pas l'inspiration à ce moment-là. »

Yassin reconnaît maintenant avoir cédé aux sirènes de l'État islamique. C'était « une énorme bêtise ; le mot est faible. Je suis très reconnaissant, j'ai conscience d'avoir mis tout le monde en danger. C'est difficile à assumer ». Pourquoi la propagande jihadiste a-t-elle fonctionné dans l'esprit de ce jeune Français ? Les ressorts de ce phénomène sont protéiformes, multifactoriels et touchent des profils variés, aux origines sociales diverses, pas toujours pour les mêmes raisons. Le jihadisme propose à des ego froissés de devenir des héros de l'islam sunnite. L'EI s'inscrit dans la prophétie eschatologique musulmane[1] et vend un statut valorisé au sein d'une utopie, celle d'une cité idéale pour tous les musulmans.

À l'époque, Yassin souffre d'un sentiment d'échec et de frustration. « C'était un moment où je n'étais pas super bien dans ma peau. » Après un parcours scolaire sans accroc et l'obtention d'un bac S avec mention bien, il se lance dans des études de médecine, sur la trace de ses parents. Mais il rate à deux reprises le concours d'entrée en deuxième année. Il tente alors des études de pharmacie. Là aussi, il abandonne rapidement pour se rabattre sur une autre formation où ses résultats le déçoivent. À cela s'ajoutent des tensions au sein d'une cellule familiale de tradition arabo-musulmane, insérée dans la société française. Sa sœur, avec laquelle il entretient une relation fusionnelle, vient de se marier et attend un bébé. Il le vit mal, ne s'entend plus avec ses parents, cesse

de sortir et passe de plus en plus de temps rivé à son ordinateur, à consulter les vidéos de l'État islamique sur les réseaux sociaux.

« C'est différent d'être chez soi en train de manger des chips derrière l'ordinateur et être là-bas dans une tranchée »

« C'est un ensemble de choses qui attire les gens, avance Yassin. Pour moi, c'était le fait d'avoir une situation, de devenir quelqu'un et même plus. Vous venez, vous avez une voiture, vous avez tout. C'est participer à quelque chose d'énorme. Ils vous montrent des vidéos de chevaliers qui sauvent le monde. J'étais pas très religieux à l'époque. J'allais rarement à la mosquée. Je faisais la prière avec mon père de temps en temps. Au niveau foi, j'étais en bas. Je ne lisais pas. Mais c'était quelque chose d'un peu mystique, une prophétie que les gens attendaient. C'est un peu une folie, presque une transe collective, qui fait qu'il faut le faire et que tout va bien se passer. Je regardais beaucoup les vidéos de propagande qui présentaient une vie normale. Il y avait beaucoup de gens là-bas qui disaient : “Mais c'est trop bien, on va à la pêche, on mange tous ensemble le soir. Après, on va à l'hôpital donner des choses aux malades ; après, on fait la police tranquillement.” Plus c'est gros, plus ça passe. Quand on est en France et qu'on entend parler de ça là-bas, c'était vraiment le pays imaginaire qu'il fallait découvrir. Mais c'est deux réalités différentes que d'être tranquillement chez soi en train de manger des chips derrière l'ordinateur et être là-bas dans la boue, dans une tranchée, avec les bombes qui pètent de partout. »

Aujourd'hui, sa nouvelle version des faits laisse encore les enquêteurs de la DGSI dubitatifs. Car Yassin assure avoir été échangé de force avec l'EI par la Turquie. « En France, les premiers mots à l'interrogatoire, c'était : “Tes histoires d'échange, on n'y croit pas du tout, c'est des conneries. Donc tu vas nous raconter ce qui s'est vraiment passé.” » À l'été 2014, l'État islamique vient de s'emparer presque sans résistance de Mossoul, la deuxième ville d'Irak. L'Occident est tétanisé. Dans cette conquête triomphale, l'EI s'empare de toutes les richesses financières et militaires de la ville, mais prend également en otage une quarantaine de diplomates turcs du consulat. Ankara entame alors des négociations qui aboutissent rapidement à un échange de prisonniers. À la fin du mois de septembre, les services de renseignement libèrent 46 citoyens turcs contre 180 jihadistes détenus en Turquie. Selon le quotidien britannique *The Times*, deux Suédois, deux Macédoniens, deux Anglais, un Suisse et trois Français figurent sur cette liste de jihadistes. Yassin, qui avait été arrêté peu après son arrivée par la police turque, avec sa valise à roulettes, près de la frontière syrienne, fait partie de ces trois Français échangés, assure-t-il.

Il prétend aujourd'hui que des policiers turcs sont venus le chercher au commissariat où il était détenu avec d'autres jihadistes. Ces policiers lui auraient fait croire qu'ils le ramenaient dans la ville d'Urfa pour faire l'objet d'une procédure d'expulsion vers la France. Yassin explique qu'il ne souhaitait alors plus rejoindre l'EI, qu'il voulait au contraire rentrer en France. Du commissariat turc, il a passé plusieurs appels à ses parents et à l'ambassade de France en Turquie. Il ne se serait rendu compte de ce jeu de dupes qu'au moment de franchir la frontière, avec des dizaines d'autres jeunes, dans des bus turcs, en voyant le drapeau noir de l'EI apparaître. « À ce moment-là, je comprends ce qui se passe. »

Bracelet électronique au pied, papiers d'identité confisqués

Cette version est-elle crédible ? Contacté par Les Jours, un autre jihadiste français, détenu à la même période mais dans un autre centre de rétention turc, assure que cet échange s'est déroulé sur la base du volontariat. Lui-même explique avoir refusé. Mais la Turquie semble bien avoir échangé des jihadistes avec l'EI contre leur gré. Au début de l'année 2016, le Belge Abou Saïf a ainsi été livré à l'EI par la Turquie contre des otages, alors même que la Belgique, où il avait été condamné à vingt ans de prison pour terrorisme, demandait à Ankara son extradition. La rumeur de son exécution par l'EI, qui l'accusait d'avoir aidé des déserteurs à fuir ses rangs, avait ensuite couru au sein du groupe, sans confirmation à ce jour.

Après sept mois en Syrie et quatre jours de garde à vue en France, Yassin a ensuite été placé en détention provisoire au sein de l'hôpital pénitentiaire de Fresnes (Val-de-Marne). Bracelet électronique vissé au pied, ses papiers d'identité confisqués, il tente aujourd'hui de reprendre une vie normale entre famille et obligations judiciaires, notamment « aller voir un psy pour lutter contre [s]a radicalisation ». Il pratique toujours un peu sa religion, « pour faire plaisir aux parents », a repris des études et continue sa rééducation chez le kiné, trois fois par semaine. Il ne connaît pas encore la date de son procès pour « association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme ». Yassin encourt jusqu'à dix ans de prison.

Pour lui, ses parents – accompagnés de ses sœurs – ont risqué de tout perdre. À leur retour en France, ils n'ont pas échappé aux soupçons policiers de complicité avec l'EI. Pourquoi sont-ils partis en Syrie sans prévenir les autorités ? Pourquoi sont-ils restés près de trois mois en acceptant de travailler pour l'État islamique ? Pourquoi ont-ils pris le risque de mettre leurs deux filles en danger, de les exposer à la possibilité d'être endoctrinées, mariées à un jihadiste ou même tuées dans un bombardement ? À toutes ces questions, Nadia et Fayçal apportent la même réponse : l'objectif

était de sauver Yassin. Finalement, eux ne sont pas poursuivis, mais savent qu'une longue épreuve judiciaire les attend. Ce n'est rien à côté de ce qu'ils ont déjà enduré. « Profiter, c'est notre devise maintenant. Du jour au lendemain, votre vie peut basculer d'une façon si rapide et cruelle qu'il faut savoir en profiter. Quand il s'agit d'un de vos enfants, vous ne comptez sur personne d'autre que vous. C'est un passé tellement noir et douloureux qu'il ne faut pas replonger dedans. Maintenant, c'est l'avenir », dit Nadia.

« Rester les bras croisés sans rien faire et attendre qu'on me le ramène ? Non »

Elle ne regrette rien. Elle est allée jusqu'au cœur de l'État islamique pendant près de trois mois, a préféré mettre sa famille en péril. « On revit. Quand je me réveille le matin, je me dis : "Ah, mon Dieu, il est là." Parfois, je fais des cauchemars, je me réveille. Je n'aurais pas pu vivre sans lui. Je ne voyais pas la vie sans mon fils. Ça s'appelle le "syndrome du nid vide". Vous ne l'acceptez pas. Rien ne me consolait. J'avais un seul objectif : revoir et retrouver mon fils. Je me disais : "Même si je dois partir et le trouver mort, je dois me recueillir sur sa tombe." Il me fallait quelque chose de concret. "Il faut que je touche mon bébé, il faut que je touche mon fils. Rester les bras croisés sans rien faire et attendre qu'on me le ramène ? Non. Ce n'est pas nous." C'était notre problème et notre douleur à nous, personne ne pouvait vivre à notre place ce que nous vivions. Personne ne pouvait ressentir cette douleur inimaginable. »

---

1. L'une des forces de la propagande jihadiste est de s'inscrire dans le récit de l'eschatologie musulmane, celle du retour du Mahdi (le Messie attendu), de l'Antéchrist et de Jésus à Damas avant la fin des temps. Pour les jihadistes, les signes de cette apocalypse sont aujourd'hui nombreux, en particulier dans la société occidentale, en proie à la fin des idéologies et au libéralisme. Et, selon eux, cette fin des temps aura lieu en Syrie. Dans ses productions médiatiques, l'État islamique (mais aussi Jabhat al-Nusra) fait souvent correspondre cette prophétie avec des événements de l'histoire immédiate et surtout avec chacune de ses actions, de manière à se présenter comme le seul groupe authentiquement musulman.

TROISIÈME PARTIE

ZOUBEIR

Zoubeir, 20 ans, repenti du jihad

C'est une rencontre en petit comité, sans micro ni caméra, dans un centre éducatif de quartier, en région parisienne. Ce matin de printemps 2016, Zoubeir sait qu'il se met en danger en témoignant contre ceux qu'il considère désormais comme ses « ennemis », après un an passé dans leurs rangs, en Syrie. « Je n'ai pas envie d'avoir une *fatwa* sur ma tête », dit-il, inquiet. À l'intérieur, timidement, le jeune homme s'assoit à une table où l'attendent café et croissants chauds. Grand, mince, le cheveu court, quelques poils au menton, Zoubeir affiche toujours la même mine juvénile, mi-souriante, mi-renfrognée. Il vient d'avoir 20 ans. Voilà deux ans, il était encore en Syrie, kalachnikov en bandoulière, et côtoyait quelques-uns des Belges et des Français qui allaient perpétrer les attentats du 13 Novembre. Voilà six mois, il croupissait dans une cellule de Fleury-Mérogis après avoir choisi lui-même de rentrer en France, « dégoûté » de son expérience. « Une énorme connerie », dit-il aujourd'hui. En liberté conditionnelle, « fiché S »[1] et sous contrôle judiciaire, il est venu volontairement ce matin raconter sa désillusion devant des jeunes au parcours cabossé.

Face à Zoubeir[2], deux garçons et deux filles âgés de 14 à 17 ans, en décrochage scolaire, ont été sélectionnés par des éducateurs pour écouter son récit. En buvant un Coca, les deux collégiens aux visages et voix d'enfants plaisantent entre eux, parlent d'une moto-cross YZ qu'ils rêvent d'acheter et des places pour le concert de David Guetta à la tour Eiffel, que l'un d'eux a préféré revendre dans son collège par peur d'un attentat à la veille de l'Euro de football. Les garçons n'inquiètent leurs éducateurs que pour leurs résultats scolaires et leurs absences répétées. Par contre, l'une des deux jeunes filles a été conviée parce qu'elle présenterait des « signes alarmants » aux yeux d'une éducatrice. Celle-ci tempère immédiatement, comme pour se dédouaner d'avoir « donné l'alerte » : « Faut pas tomber non plus dans une psychose, hein. Après les attentats, on a beaucoup entendu : "C'est bien fait, ils ont eu ce qu'ils méritaient." Mais c'est pas parce qu'on n'est pas Charlie qu'on soutient les terroristes. »

Il y a peu, ces « signaux faibles » seraient sans doute passés inaperçus

Ces dernières semaines, cette adolescente souriante au regard clair, dont le père est d'origine algérienne et la mère italienne, s'est mise à revêtir de longues robes et un turban noirs. Elle fréquente plus assidûment la mosquée et tient des propos plus conservateurs qu'à l'habitude. Cette France sans « aucun projet », qui ne lui propose que « de laver les chiottes des autres » ou d'être « caissière à Carrefour l'été », « je peux plus me la voir », dit-elle. Deux ans, même un an plus tôt, ces « signaux faibles » seraient sans doute passés inaperçus. Mais après le départ de plus d'un millier de jeunes Français en Syrie depuis 2012 et les attentats de janvier 2015, les services sociaux, pétrifiés à l'idée qu'un futur Kouachi ou Coulibaly ait pu passer par leurs structures, y sont plus attentifs.

Florence, une mère présente aussi ce matin-là, en sait quelque chose. Un jour, sa fille de 14 ans a fui le pavillon familial de banlieue pour rejoindre l'État islamique en Syrie avec son compagnon, qui menace aujourd'hui la France à coups de vidéos postées sur internet. En deux ans, la mère n'a eu droit qu'à trois échanges téléphoniques avec sa fille, qui a déjà accouché deux fois. Comme des centaines de parents français, Florence n'avait rien décelé. Aucun signe. Elle en veut aujourd'hui aux services scolaires de ne pas l'avoir prévenue de la conversion de sa fille et de son voile, qu'elle enlevait juste avant de rentrer chez elle, le soir après l'école. « Nos enfants ont réussi à nous berner en vivant sous notre toit », admet-elle. C'était en 2013, année des premiers départs de Français vers les rangs jihadistes, avant que les renseignements et les médias réalisent l'ampleur de cette lame de fond. Et ce, jusqu'au début 2014.

« Je ne me retrouve plus dans ces gens-là »

« Bonjour, je m'appelle Zoubeir. En 2013, j'ai pris le chemin de la Syrie… » Dès ses premiers mots, les regards se figent sur lui. Silence. Il parle doucement, en baissant légèrement les yeux vers la table. C'est une première pour lui. C'est une première tout court à l'échelle nationale : après leurs gardes à vue, les « revenants » de Syrie se voient souvent proposer par les services de renseignement intérieur de raconter leur histoire pour construire une argumentation antijihadiste que les autorités appellent le « contre-discours ». Or, jusqu'à maintenant, le refus est quasi systématique. « En rentrant, la plupart sont déçus peut-être, mais repentis, pas du tout, explique Zoubeir. Ils sont encore partisans du jihad. C'est pour ça que la plupart ne sont pas prêts à témoigner contre ces gens. Ils ont des gros dossiers sur les gens de l'EI, mais ils veulent pas aider parce qu'ils considèrent la France comme une force mécréante, ennemie de l'islam, qui lutte contre leurs frères. »

Jusqu'ici, Zoubeir est une exception. Il a non seulement accepté, mais a lui-même demandé à raconter son parcours pour dissuader d'autres jeunes de partir. « Parce que moi, je ne me retrouve plus dans ces gens-là. Je suis complètement en lutte idéologique contre eux. Je veux aider ceux que je considère plus justes. Je considérerai toujours la démocratie comme plus juste que ces gens-là. »

Son récit résolument hostile aux jihadistes ne tombe pas, pour autant, dans les travers habituels de la contre-propagande institutionnelle. Chez lui, pas d'intox glanée dans les médias. Pas de Captagon[3], régulièrement présenté à tort par la presse comme « la drogue des jihadistes ». « Si encore ils étaient drogués, on pourrait les excuser, mais non, même pas. Par contre, ils sont cons », plaisante-t-il face aux adolescents, sans pour autant sous-estimer son nouvel ennemi.

Zoubeir déconstruit les grandes lignes de la réalité vendue par les vidéos de l'État islamique ou d'Al-Qaïda qui l'ont lui-même poussé à partir, en racontant ce qu'il a vu ou entendu en Syrie, et dans les prisons françaises. Ses anecdotes, kafkaïennes, sur ceux qu'il appelle « les cas soc' du jihad », évoquent parfois le film parodique *We are four lions*[4].

Pour illustrer la paranoïa au sein de l'EI, Zoubeir narre par exemple la mésaventure d'un Belge rencontré en Syrie, chez Al-Qaïda. Après avoir décidé de quitter Jabhat al-Nusra pour l'EI au moment de la proclamation du califat, fin juin 2014, ce Belge a la mauvaise idée de se plaindre de la nourriture qui lui est servie. « Il a juste fait une critique sur le repas, il a dit : "On mange très mal chez vous, je préfère le Front al-Nusra ! Ils l'ont mis trois semaines en prison ! » Éclats de rire autour de la table. Une fois libéré, le jeune jihadiste a tout de même pu ouvrir un restaurant à Raqqa, avec une carte écrite en français pour une clientèle jihadiste venue de France et de Belgique, majoritairement non arabophone.

On voit moins de sourires à l'évocation du cas « de centaines de membres de l'EI qui ont disparu, qui ont été apparemment exécutés sans que leur mort ne soit jamais annoncée. Le pseudo-califat où les gens sont libres, c'est une dictature en fait. Dès lors qu'on critique Baghdadi, on va en prison. Y a des chances qu'on revienne pas et qu'on meure là-bas, mais plus d'une balle d'un jihadiste que d'un soldat de Bachar ».

Zoubeir décrit une « ambiance de cité » entre Français

Chez les partisans d'Al-Qaïda, Zoubeir dit avoir rencontré des émirs français qui donnaient des leçons sur le Coran sans parler un mot d'arabe, qui se sentaient plus légitimes militairement que des vétérans d'Afghanistan, « alors qu'en France, tout ce qu'ils avaient fait, c'était des braquages ». Chez l'EI, il décrit « une ambiance de cité, des embrouilles pour rien », entre des Français qui cultivent

l'entre-soi. « Ils se battent entre eux, des fois il y a des bagarres, ils se sentaient fiers d'avoir des armes. »

Il raconte aussi avoir vu arriver des adolescentes de 14 ans « qui pensent rejoindre le prince charmant, mais tout ce qu'elles vont faire c'est rester dans une maison H-24 et quand leur mari sera mort, c'est l'EI qui va leur proposer un autre mari. Elles n'auront pas le choix : si elles disent non, elles devront rester dans un QG rempli de femmes ». Zoubeir décrit ces groupes « comme une mafia de brigands jihadistes. Leur notion de la religion, c'est de rendre tout le monde mécréant sauf eux ». Zoubeir poursuit : « Les chefs vivaient dans le luxe, avec des belles voitures, des belles maisons, pendant que le reste de la population crevait de faim. L'idée que j'avais de ce groupe, c'était des gens unis, mais ils étaient pas unis du tout. Ils disaient tous combattre le régime de Bachar avec un meilleur modèle de vie qu'en France. En fait, la plupart se battaient souvent pour du pétrole et contre des rebelles sunnites. Ils s'en foutaient du mode de vie des Syriens, c'était que des belles paroles. »

En Syrie, Zoubeir explique s'être progressivement laissé gagner par un sentiment de dégoût au contact d'un projet jihadiste qui constituait pourtant un rêve pour lui, lorsqu'il était encore en France. Cette sortie de l'idéologie n'est que le fruit d'un processus personnel. À ses yeux, aucun contre-discours délivré par une institution n'aurait pu produire le même effet. Le jeune homme ne croit donc pas à ce que les autorités françaises ont appelé « la déradicalisation », et dont certains ont fait un véritable business sans pour autant obtenir de résultats probants. En France, plus d'un million d'euros de fonds publics ont été dépensés entre fin 2014 et fin 2015 dans différents programmes. « De l'argent jeté par les fenêtres, lâche-t-il lors d'un entretien avec Les Jours. Je ne vois pas comment on peut déradicaliser ces gens, sachant qu'eux ne se considèrent pas comme des radicaux, mais comme des musulmans en conformité avec ce qu'ils suivent, c'est-à-dire le Coran et la Sunnah[5]. Et on ne va pas déradicaliser ces gens-là avec des imams qui se disent républicains, alors que la religion s'oppose complètement à la République. »

Après deux ans d'expérimentation en France, les pouvoirs publics semblent également se résigner à l'idée d'une impossible déradicalisation d'État. Peu à peu, un glissement sémantique s'opère dans le discours institutionnel : le mot « déradicalisation », de plus en plus contesté, est remplacé par celui, moins ambitieux mais peut-être plus réaliste, de « désembrigadement violent » ou de « désengagement ». Après plusieurs tentatives infructueuses, l'idée n'est plus tant d'espérer faire sortir un individu de sa radicalité religieuse en lui présentant une vision normative de l'islam que, plus modestement, de tenter de l'extraire d'une radicalité violente avec des programmes d'accompagnement et d'évaluation.

Dans cette logique, après un échec médiatisé révélé par Europe 1, le premier programme de déradicalisation confié sans évaluation indépendante par le ministère de l'Intérieur au CPDSI[6], en 2014, n'a pas été reconduit en 2016. Une jeune fille, confiée par la justice à ce centre après avoir projeté un attentat contre une synagogue à Lyon en 2014, et rapidement présentée dans de nombreux médias français et internationaux comme un modèle de déradicalisation à la française, a en effet été

arrêtée sur le chemin de la Syrie alors qu'elle tentait de rejoindre l'État islamique fin 2015. Elle est actuellement en détention.

« Stop Djihadisme », une goutte d'eau face à la force de frappe de l'EI

Quant au contre-discours, il est, à ce stade, homéopathique. En 2015, le gouvernement lançait le programme « Stop Djihadisme », confié notamment à Publicis. Une goutte d'eau dans un océan quotidien de contenus viraux sur les réseaux sociaux. Cette année-là, l'État islamique à lui seul revendiquait la diffusion de 800 vidéos, 15 000 photos, 18 magazines en 11 langues et des dizaines de milliers de tweets quotidiens. En face, le contre-discours du gouvernement français se résumait à 2 clips et 1 compte Twitter.

Malgré les attentats, les exactions, les bombardements et la dégradation de la situation militaire, le renforcement des contrôles aux frontières, les départs de Français vers la Syrie n'ont jamais cessé d'augmenter de 2012 à 2016. Selon les chiffres officiels des autorités, en juillet 2016, 689 ressortissants (dont 275 femmes et 17 mineurs combattants) sont encore en Syrie ou en Irak, chiffre auquel il convient d'ajouter celui des 420 enfants dont un tiers nés sur place, sans aucune existence administrative, élevés et socialisés dans un conditionnement jihadiste. En France, près d'un millier d'individus sont considérés par les services de renseignement comme ayant montré des « velléités de départ », au sein d'une population de sympathisants estimée à environ 3 000 personnes plus ou moins surveillées ; 195 Français ont été annoncés tués sur zone et environ 203 ont choisi de rentrer en France.

Après un an passé en Syrie, et autant en prison, Zoubeir se présente comme un « repenti » du jihad. Pour autant, son acception peu consensuelle de la religion musulmane reste empreinte de radicalité. Le jeune homme se considère désormais comme un apostat ou un ex-musulman. Car, à ses yeux, le rejet du jihadisme, l'acceptation de la démocratie et de la République passent nécessairement par un rejet de l'islam. « La religion n'a jamais été compatible avec la démocratie. Alors c'est pas en leur apportant des gens qui disent que si, qu'on va réussir à les déradicaliser, à leur faire croire que le bon islam est républicain et démocrate, alors que les textes démontrent le contraire. Ce n'est ni avec cela ni en proposant des logements que l'on va réussir à déradicaliser. Il faut avouer que quand les gens sont dedans, c'est très compliqué de les en faire sortir. »

En revanche, en diffusant son contre-discours, Zoubeir estime qu'il serait possible d'agir en amont pour empêcher le basculement de certains individus. « Oui, il y a des moyens. Déjà, leur donner l'amour du pays. Les gens qui sont dedans n'ont pas l'amour du pays, ils dénigrent le pays

dans lequel ils vivent. Ils sont déjà très antisystème, très complotistes. Ils voient l'État islamique comme un État bon, un État juste qui applique les lois, alors que c'est complètement le contraire. Ils voient la France comme un pays qui a colonisé, qui continue de coloniser et qui fait la guerre aux pauvres, aux Arabes et aux Africains. Ils voient la France comme un pays raciste. Donc le contre-discours devrait déjà leur redonner l'amour du pays. » Comment ? Ni Zoubeir ni l'État français n'ont encore trouvé la recette.

---

1. Les fiches « S », pour « sûreté de l'État », sont attribuées par les services de renseignement français à ceux qu'ils considèrent comme jihadistes, hooligans, d'ultragauche ou d'extrême droite radicale. C'est un moyen de tracer discrètement les déplacements de quelqu'un, sans pour autant organiser une filature. Lorsqu'une personne fichée est contrôlée par la police dans la rue ou lors d'un passage de frontière, un code indique à l'agent le comportement à tenir : contrôler l'identité des personnes qui l'accompagnent, prévenir tel service de police, etc. ; 20 000 personnes environ sont « fichées S » en France, la grande majorité ne le sachant pas.
2. Pour des raisons de sécurité, son prénom ainsi que certains lieux ont été modifiés.
3. Parmi la trentaine de Français de retour de Syrie ou d'Irak interrogés, tout comme des dizaines de jihadistes interviewés sur zone depuis 2013, tous affirment n'avoir jamais vu circuler la moindre pilule de Captagon au sein de l'EI. En revanche, la plupart admettent un usage parfois récréatif du tramadol, un antidouleur distribué aux combattants blessés, surnommé « la cocaïne du pauvre ». Certains Français ont d'ailleurs été punis de prison par l'EI pour en avoir utilisé sans avoir été blessés. Le Captagon est une drogue amphétaminique qui existe dans la région, très présente et produite notamment au Liban. Dans ses communiqués de propagande, l'EI annonce régulièrement en détruire des stocks importants, photos à l'appui.
4. *We are four lions* est une comédie britannique de Chris Morris sortie en 2010 qui raconte le parcours désastreux de cinq amis – dont deux sont passés dans un camp d'entraînement au Pakistan – qui veulent commettre un attentat en Grande-Bretagne.
5. Les deux socles fondamentaux de l'islam sunnite sont le Coran et la Sunnah, qui lui a donné son nom. Source législative, théologique et politique du sunnisme, le terme, qui pourrait se traduire par « la règle » divine, est la somme de milliers de *hadith* qui reconstituent la biographie, les paroles, les actes et les recommandations du prophète Mohamed, transmis oralement par ses compagnons, après sa mort, puis rapportés par des imams médiévaux.
6. Le Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'islam est une association controversée et adossée à la SARL Bouzar Expertises dirigée par l'anthropologue Dounia Bouzar et sa fille, Lylia Bouzar, à laquelle le ministère de l'Intérieur a confié, fin 2014, le principal programme de déradicalisation de jeunes – presque exclusivement des femmes – tentés par le jihadisme ou de retour de Syrie et d'Irak. Critiqué pour son fonctionnement jugé opaque et ses résultats contestés, le CPDSI a reçu près d'un million d'euros de subventions publiques selon le *JDD*. Plusieurs parlementaires, dont la sénatrice UDI Nathalie Goulet, ont demandé une évaluation indépendante de son bilan et de son fonctionnement, qui n'a encore jamais été menée. Début 2016, sa directrice annonçait le non-renouvellement de son mandat public, tout en poursuivant ses activités dans le secteur privé.

Jihadiste, pour devenir quelqu'un

La première rencontre avec Zoubeir après sa libération a lieu dans sa cité, au pied de son immeuble, à l'automne 2015, mais nous échangions avec lui sur internet depuis 2013, avant même son départ en Syrie. Ce garçon grand et discret, qui ne sort jamais sans sa petite sacoche, tient à nous faire goûter son kebab préféré. C'est dans sa ville, selon lui, qu'on déguste les meilleurs de toute la région parisienne : il refuse d'en manger ailleurs. Justement, dit-il, son premier plaisir en sortant de prison fut un sandwich grec, sauce samouraï. « Plus sérieusement », ce fut surtout de revoir sa famille, qu'il avait choisi de quitter brusquement pour partir en Syrie, deux ans plus tôt. Derrière une dégaine nonchalante, il se montre plein d'humour, extrêmement vif d'esprit, s'exprime avec précision et recul critique, capable de matérialiser, d'expliquer avec distance la mécanique qui l'a poussé à devenir jihadiste pour exister.

Adolescent, il est plutôt bon élève

À ses yeux, son origine sociale n'est pas une clé de compréhension. Zoubeir se définit comme un enfant de la « classe moyenne supérieure ». Il a pourtant grandi en Seine-Saint-Denis, dans le béton d'une cité HLM bordée par les huit voies d'une autoroute. Ses parents, originaires du Maghreb, exercent des professions intermédiaires, en indépendants. Avec leurs enfants, ils vivent dans un appartement F4 de 80 mètres carrés. Chez eux, tout le monde n'a pas sa chambre. Au moment de son départ en Syrie, il est mineur, en terminale technologique, plutôt bon élève. « J'avais jamais vu un commissariat de ma vie, jamais eu de blâme à l'école, jamais eu de sanctions. » C'est un adolescent discret et solitaire, l'air parfois bougon malgré son éternel petit sourire en coin. Il sort peu, n'a encore jamais eu de relation amoureuse. Il passe beaucoup de temps seul. « J'avais pas une vie

vraiment géniale. J’avais juste deux ou trois potes, on jouait à la console, à *Call of Duty* [une série de jeux vidéo à succès, NdÉ]. Je lisais des mangas, j’écoutais du rap. » La France l’ennuie. Profondément. Il aspire à autre chose.

Depuis sa sortie de prison, il y a un peu moins d’un an, Les Jours l’ont suivi en le rencontrant deux fois par mois dans son quartier, dans des cafés, des fast-foods, en l’accompagnant au tribunal ou lors de ses tentatives de réinsertion. Des dizaines d’heures d’entretiens, pour comprendre et raconter cette histoire française.

À la différence de nombreux jihadistes francophones, Zoubeir parle arabe (le *darija*, le dialecte marocain) ainsi que l’arabe littéral et il a de vraies connaissances en sciences islamiques. Son enfance a été rythmée par une éducation religieuse très structurée. De 6 à 15 ans, comme d’autres vont au catéchisme, lui fréquente l’école coranique une à deux fois par semaine pour apprendre par cœur le Coran. Ses parents sont musulmans pratiquants, sans se revendiquer d’un courant particulier de l’islam. Zoubeir a grandi dans un environnement religieux, intégrant les valeurs qui vont avec. « Le musulman doit être fort. Il doit toujours être numéro un partout. Il doit pas s’abattre, il doit toujours être fier. Ne pas imiter les déviants. Une vision loin de l’extrémisme mais plutôt conservatrice. » Chez lui, par exemple, on ne fête pas les anniversaires car « c’est de l’“innovation religieuse” ». Cette terminologie désigne toute invention humaine inconnue du Prophète, absente du Coran et de la Sunnah, donc illicite. Le jour de ses 20 ans s’est déroulé comme chacun de ses anniversaires : sans fête ni cadeaux. Zoubeir n’a rien fait d’autre que se promener seul dans les rues de Paris, profitant d’un allégement de son contrôle judiciaire. « C’est pas que ça me rend triste mais ne jamais le fêter, des fois, j’oublie carrément la date de ma naissance. C’est pas normal d’oublier sa date de naissance. »

« On nous pousse à consommer, consommer… Mais ça ne donne pas une raison de vivre »

Passé le cap des 16 ans, Zoubeir est dans une quête d’absolu spirituel à laquelle ne répond pas la société contemporaine. « On nous pousse à consommer, consommer, consommer plus. Mais au bout d’un moment, consommer, ça ne donne pas une raison de vivre. Certains ont besoin d’un autre projet. Quand on voit que le seul projet des démocraties occidentales aujourd’hui, c’est d’offrir du pouvoir d’achat aux gens, c’est vide, ça donne pas envie de vivre. Consommer, ça génère de l’ennui aussi, on dirait qu’on est morts. Des robots. » L’adolescent se perd entre ses valeurs familiales et celles d’une France sécularisée en proie au désenchantement du politique. « Je ressentais un manque, j’avais un vide spirituel à combler et je l’ai comblé avec la religion. »

À cette période, dans une mosquée de son quartier, le jeune garçon se pique d'admiration pour un groupe affichant ostensiblement sa piété, portant fièrement le kamis. Leur barbe prophétique, longue à moustache rasée, lui paraît correspondre à la description des compagnons du Prophète qu'il a lue dans les textes scripturaires. « En regardant les fidèles de la mosquée, j'ai commencé à voir des gens qui n'étaient pas comme les autres. Ils avaient un mode de vie très particulier. J'ai commencé à leur poser des questions et j'ai découvert qu'eux, leur projet, c'est de revenir à la vision pure de l'islam. "Le Prophète, il était comme ça, donc nous on fait comme lui." Ça m'a intéressé. Si on pratique une religion, autant la pratiquer de la façon la plus pure. Il faut se mettre dans la tête des gens qui pensent comme ça. Ils pensent au paradis et à l'enfer. Ce qu'ils veulent, ces gens, c'est pas l'islam de France, c'est l'islam tout court. Eux, ce qu'ils veulent, c'est la porte pour aller au paradis. »

Ce groupe de fidèles, que Zoubeir intègre en quelques semaines, est salafiste quiétiste[1]. Contrairement à une idée reçue, ce courant aussi prosélyte que rigoriste est ennemi des jihadistes. D'abord du fait de ses liens tutélaires avec l'Arabie saoudite. Les *mufti* saoudiens liés à la monarchie des Saoud lui dictent sa conduite. Or, les jihadistes haïssent ce pouvoir qui, selon eux, usurpe les lieux saints de l'islam en vivant dans l'opulence et la corruption.

Autre raison de cette détestation mutuelle, la coopération de Ryad avec les États-Unis, d'abord économique mais aussi sécuritaire, dans une lutte antiterroriste de plus en plus resserrée depuis les attentats du 11 septembre. Leur socle doctrinaire est certes commun, comme certains de leurs savants, mais ils sont en désaccord notamment sur la question du jihad armé. Selon les quiétistes, qui ont théorisé une soumission au pouvoir temporel, la guerre ne peut être décrétée que par le « gouverneur ». En France, les quiétistes jouent souvent les auxiliaires de police en dénonçant les jihadistes qu'ils appellent *takfiristes* ou *khawarij*. Régulièrement, ils signalent aussi leurs pages sur Facebook pour les faire disparaître.

Dans le débat sur la question salafiste en France, Zoubeir a désormais une opinion tranchée. À ses yeux, dans son parcours, cette idéologie rigoriste prônant des valeurs fondamentalistes de rupture, en opposition complète avec celles de la République française, a clairement été une étape déterminante dans son processus de radicalisation religieuse. Certes, ces deux branches du salafisme s'opposent donc violemment, mais Zoubeir considère aujourd'hui que, pour lui comme pour une majorité de Français rencontrés en Syrie, le quiétisme a préparé le terrain et constitué un marchepied vers son basculement dans le jihadisme. « Ça a eu une grande influence parce que c'était le premier reflet que j'avais du salafisme. Petit à petit, je pensais que ce n'était jamais assez, et que le stade le plus élevé, c'était le jihadisme. C'est celui où tu coupes tous les liens, c'est celui où ils te disent que tu peux pas vivre tranquillement, donc il faut que tu meures vite, faut que tu combattes, en fait c'est la souffrance. Je pense pas qu'il y ait quelque chose au-dessus. Au niveau humanité, l'idéologie la plus déshumanisée au monde, c'est celle-là. Je voulais toujours plus donc je suis arrivé à ce stade-là. »

1. Il est d’usage de distinguer deux branches au sein du salafisme : le quiétisme, majoritaire, et le jihadisme, minoritaire en France. Ces deux courants partagent une charpente doctrinaire et des idéologues communs dont le théologien du XIII[e] siècle Ibn Taymiya ou le prédicateur du XVIII[e], Mohamed ibn Abdelwahhab (qui a donné son nom à la doctrine saoudienne du wahhabisme). Ce dogme fondamentaliste entend revenir à la pureté des premiers siècles de l’islam, celle des *salaf salih*, les « pieux prédécesseurs ». Beaucoup refusent de suivre le rite d’une des quatre écoles jurisprudentielles sunnites, souvent considéré comme de l’innovation religieuse humaine dénaturant l’islam originel. Pour autant, quiétistes et jihadistes se détestent, s’accusant mutuellement de ne pas être des salafis authentiques, d’être des *khawarij*, c’est-à-dire des déviants égarés. Parmi leurs principaux points de discorde figure la question du jihad armé. Les quiétistes ont théorisé une soumission au pouvoir temporel même lorsqu’il s’agit de la République française, dont ils rejettent pourtant en bloc les valeurs. En ce sens, les quiétistes sont non violents, contrairement aux jihadistes qui vont jusqu’à considérer la lutte armée comme une obligation religieuse pour imposer la loi de Dieu. Cependant, beaucoup de salafistes jihadistes sont passés par le quiétisme avant de rompre avec celui-ci.

La bascule

Comme souvent, le premier échange entre Zoubeir et un sympathisant jihadiste ne se fera ni dans une mosquée ni dans son quartier, mais sur internet. « C'était sur un forum qui n'avait d'ailleurs rien à voir avec le jihadisme. Je cherchais un renseignement sur l'islam politique et je suis tombé dessus complètement par hasard. Une personne m'a parlé de sa vision de l'islam et du jihad pour la première fois. C'était un jihadiste de France. » Cette première discussion a lieu en avril 2013, Zoubeir n'a que 16 ans et se réclame du salafisme quiétiste. Il part en Syrie à peine sept mois plus tard, en octobre.

À mesure qu'il s'intéresse à la jihadosphère, il rompt très rapidement avec les milieux quiétistes. Sur Facebook, Zoubeir s'abonne à des pages prônant la *hijra*, le départ de France et l'émigration en terre de jihad, comme *Wake Up Ouma* qui n'existe plus. Selon le jeu de l'enfermement algorithmique, il noue des premiers contacts jihadistes sur cette plateforme grand public. Puis d'autres sur un réseau social dédié aux initiés, sorte de Facebook jihadiste en français aujourd'hui disparu, *Ansar Ghuraba*.

Après les échanges virtuels viennent les premières rencontres

Dans les onglets favoris de Zoubeir, pour lire des textes des grands référents idéologiques, figure également le forum francophone historique *Ansar al-Haqq*, désactivé à l'été 2015. « Je les ai connus en cherchant des réponses à mes questions : est-ce que le jihad fait partie de l'islam ? S'il fallait le faire ? Etc. Quand j'étais dans cette logique salafiste, je cherchais beaucoup sur internet tous

leurs savants, leur idéologie. Ce n’est plus : tu fais 3 000 kilomètres pour qu’un savant réponde à tes questions, maintenant le truc ça se fait sur internet. Tu poses des questions, ils te répondent. »

Viennent ensuite les premières rencontres physiques. Après des échanges sur les réseaux sociaux, Zoubeir rencontre pour la première fois « IRL », *in real life* comme on dit sur internet, celui avec lequel il partira en Syrie. C’est dans une manifestation destinée à dénoncer des agressions de femmes en niqab, en région parisienne. « Ils étaient arrivés avec le drapeau noir de la *shahada*[1], le même que celui des talibans. Ils étaient là, posés, ils faisaient les beaux. Je le connaissais que depuis quelques jours sur Facebook, on s’était parlé une ou deux fois. À ce moment-là, j’étais pas encore dans l’idéologie jihadiste. Il m’a dit : “Faut aller manifester, montrer notre colère.” Il faisait des sessions de prédication, il distribuait des tracts, il appelait ça la “*street dawa*”. Ça m’a plu et je lui ai proposé mon aide. »

À partir de cette première rencontre, son réseau d’affinité idéologique initialement virtuel se constitue en un petit groupe d’une quinzaine de personnes, qui prend l’habitude de se retrouver au moins une fois par semaine dans une des seules mosquées que les jihadistes fréquentent à Paris, même si celle-ci est tenue par le mouvement tabligh[2]. Les membres du groupe ont tous entre 17 et 25 ans et sont originaires pour la plupart de différentes villes de banlieue parisienne.

« On avait l’impression de se retrouver dans un pays musulman »

Dans cette mosquée qui leur sert de lieu de rassemblement sans pour autant diffuser leur idéologie, leurs discussions tournent beaucoup autour du jihad en Syrie et des moyens de s’y rendre. « On avait l’impression de se retrouver dans un pays musulman quand on allait à la mosquée. On n’était même plus à Paris. Y avait un restaurant, un fast-food à côté. Ça nous permettait de manger et après on allait prier. On savait qu’ici on n’allait pas être embêtés par la police. Chaque fois qu’on parlait avec quelqu’un, on avait l’impression qu’il était comme nous, les gens parlaient ouvertement du jihad en Syrie. »

Le groupe se convainc progressivement de son obligation de partir dans ce pays en guerre, mais hésite encore entre Al-Qaïda et l’État islamique en Irak et au Levant, l’EIIL (l’actuel EI). Sur les réseaux sociaux, l’équipe est déjà en contact avec deux leaders charismatiques très influents dans la jihadosphère, basés à Nice et à Lyon. Le groupe s’est abreuvé de leurs vidéos appelant à l’émigration jihadiste sur fond d’eschatologie musulmane, diffusées sur internet. Celles-ci ont largement préparé le terrain. Le déclic, raconte Zoubeir, c’est la guerre civile en Syrie et la répression menée par Bachar el-Assad : « Je me suis posé beaucoup de questions après avoir vu leurs vidéos sur YouTube

expliquant que la *hijra* est une obligation pour tout musulman. » Ces deux hommes sont considérés comme les principaux recruteurs français pour la Syrie. En juin à Paris, dans un petit appartement, ils rencontrent Zoubeir et son groupe pour la première fois, cinq mois avant le départ. L'un des recruteurs part en éclaireur le mois suivant rejoindre l'EIIL. C'est lui qui ouvre la voie et qui facilitera l'accès à tous les autres en Syrie.

À l'école, il se met à décrocher

À ce moment-là, Zoubeir commence à se faire remarquer par les services de renseignement. Les rencontres répétées de son groupe autour de leur mosquée préférée ont attiré l'attention de la police. Ce lieu de culte est connu depuis les années 1990 lorsqu'il était encore un bastion du GIA [Groupe islamique armé, NdÉ]. C'est l'un des plus surveillés de France. Le père de Zoubeir est même convoqué au commissariat. Un fonctionnaire l'alerte sur les fréquentations de son fils. De retour au domicile familial, une vive discussion s'ensuit et son père décide de lui confisquer ordinateur et tablette. Ce qui n'aura que peu d'effet.

Au lycée, l'élève sans histoire se met à décrocher. Zoubeir ne peut pas faire ses prières à l'heure. Il est donc de moins en moins assidu. Mais surtout, il ne supporte plus les propos de ses professeurs sur les questions liées à l'islam. Des propos qui, pour échapper aux amalgames, visent à l'occasion de chaque attentat dans le monde à distinguer islam et jihadisme, mais produisent sur lui l'effet contraire à celui recherché en le renforçant dans ses convictions. « Plus ils me disaient c'est pas ça l'islam, plus j'étais convaincu du contraire. Pour les gens de cette idéologie, plus leurs ennemis, c'est-à-dire l'Occident, leur disent que c'est pas ça l'islam, plus ils sont convaincus du contraire. Ils disent que c'est un discours pour endormir les gens, pour vous encourager à rester ici, à être complètement passif par rapport à ce qui se passe dans le monde. Moi, j'avais lu à ce moment-là une parole d'un livre d'Ibn Talib, c'était un des premiers califes. Il disait : “Si vous voulez savoir où est la vérité, regardez dans quelle direction vont les flèches des mécréants.” »

Un jour, en cours de philosophie, inspiré par l'actualité, son professeur évoque un attentat très meurtrier commis par les shebab somaliens au Kenya : l'attaque contre le centre commercial Westgate de Nairobi[3]. « Il a commencé à en parler en disant : “Voilà, ça, ça n'a rien à voir avec la religion, c'est plus une guerre contre les valeurs occidentales.” Moi, j'en pouvais plus d'entendre toujours ce même discours, voilà ça n'a rien à voir avec l'islam, non y a pas de motivation religieuse… » Ce jour-là, Zoubeir décide de claquer la porte de sa classe et de ne pas passer son bac.

« Je soutenais toujours les gens et les partis antisystème, le Front national ou l'extrême gauche »

Aujourd'hui encore, il reste allergique au discours de ceux que le journaliste Jean Birnbaum a surnommé les rien-à-voiristes, qui répètent en boucle « cela n'a rien à voir avec l'islam ou avec la religion ». Car, à ses yeux, ce paradigme médiatique et politique, destiné à éviter tout amalgame avec les musulmans, est vain et contre-productif. « J'aime pas ces discours qui cherchent à les décrédibiliser en disant : "Non c'est pas ça, il n'y a pas écrit ça dans le Coran." Un jeune, même si tu lui dis "non y a pas écrit ça", il va aller se renseigner le type, il est pas con. Il va chercher s'il y a bien écrit ça et il va voir qu'il y a bien écrit ça. Il va prendre l'exégèse du Coran, il va prendre Ibn Kathir ou Ibn Abbas, un compagnon du Prophète, c'était le cousin du Prophète, et il va voir que oui, il légitime le combat contre des gens qui nous ont combattus, et ça aura servi à rien de dire qu'il n'y a pas écrit ça et que ça n'a rien à voir avec l'islam. Ces gens-là, ils attirent du monde en parlant avec des arguments religieux, ils parlent avec le Coran, ils parlent avec des *dalil*[4]. Pour ceux qui voient ça comme une secte en dehors de l'islam, c'est de l'endoctrinement. Pour ceux qui voient cela comme une partie intégrante de l'islam, c'est juste quelqu'un qui veut se conformer à ce à quoi il croit. »

Zoubeir confesse avoir toujours eu un penchant pour la radicalité politique. « J'avais toujours ce côté révolutionnaire, j'aspirais à être un homme politique, je soutenais toujours les gens et les partis antisystème, le Front national ou l'extrême gauche. Après, en y ajoutant l'islam, je me disais : "J'ai l'islam, j'ai ce côté révolutionnaire et, aujourd'hui, dans l'islam, qui essaie de changer les choses ? Bah pour moi, c'était clair que c'était Al-Qaïda. C'était les seuls à proposer une alternative et à s'attaquer à tout le monde. C'est le retour à des valeurs saines. En France, y a le mariage homo, tout ça, nous, on est contre ça. C'est ça qui m'a attiré, ils avaient un discours différent des autres. »

Sans même s'en rendre compte, Zoubeir incarne le concept d'« islamisation de la révolte radicale », théorisé par Alain Bertho, au lendemain des attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher. Un mouvement favorisé, selon l'anthropologue de l'université Paris-VIII, par la disparition des idéologies du XXe siècle et « l'effondrement de la figure moderne de la politique qui faisait de la conquête du pouvoir le levier des transformations collectives ». Dans cette phase de sa vie, Zoubeir pense rétrospectivement qu'il avait besoin d'un projet. Or, la modernité séculière, dans certaines franges de la jeunesse, ne fabrique plus cet espoir en l'avenir. Pour certains, le projet jihadiste propose en revanche une réponse à ce vide idéologique contemporain, et ce besoin de radicalité.

En ce sens, Zoubeir incarne aussi le besoin de transcendance évoqué par l'anthropologue américain Scott Atran[5]. « On s'ennuie, y avait rien à faire, c'était la routine, ça manquait un peu de piquant. Je me disais qu'on n'a pas été créés juste pour travailler et avoir des loisirs. Je voyais plus une vie où on devait endurer, une vie compliquée. Pour moi, il fallait une vie avec des complications, des dangers, parce que, dans le Coran, y a écrit que l'être humain n'a été créé que pour une vie

endurante, avec des épreuves. Pas une vie où on travaille, on boit, on mange tranquillement et on regarde pas les gens qui se font massacrer, la pauvreté dans le monde, etc. » Sans éducation religieuse, sa quête de sens aurait pu le pousser vers un engagement différent, comme l'ont fait d'autres Français avec les Kurdes du PKK par exemple ou, à une autre époque, vers une pensée communiste révolutionnaire. « J'ai pas cherché des raisons de vivre dans le communisme parce que ce n'était pas dans l'éducation qu'on m'avait donnée. On m'a inculqué des valeurs religieuses, donc je me suis tourné vers la religion. »

Au sein de la jihadosphère, Zoubeir acquiert une petite notoriété

En épousant les thèses du jihadisme, l'adolescent solitaire n'est plus invisible. Il gagne une estime de lui-même, relève la tête et retrouve une fierté. Auparavant, peu le remarquaient dans son quartier, dans son lycée. Et, au fond, il n'était ni heureux ni épanoui dans cette existence. Ses récentes convictions lui offrent un environnement social nouveau, perçu comme fraternel, et l'extirpent de son isolement social et existentiel. Sur les réseaux sociaux, à coups de messages provocateurs et vindicatifs, Zoubeir acquiert rapidement une petite influence. Il comble ainsi son angoisse de solitude et répond à son besoin de reconnaissance. « Dans le passé, je voulais devenir quelqu'un de célèbre, c'est pour ça que j'aimais bien me montrer sur Facebook. » Sa notoriété au sein de la jihadosphère[6] vaut reconnaissance et lui donne peut-être pour la première fois de sa vie, à lui qui oubliait jusqu'à sa date de naissance, le sentiment d'exister, d'être quelqu'un. « C'est en rentrant dans cette idéologie que j'ai eu une communauté qui s'est créée. Chaque fois que je mettais un post sur Facebook, j'avais 30 "j'aime" de gens que je connaissais pas et qui venaient me parler. Je sentais qu'il y avait un cocon qui se formait autour de moi, j'avais le sentiment de ne plus être seul. Ça m'a sorti de cette vie où je vivais comme un ermite. » Cette nouvelle communauté génère une logique mimétique d'effet de groupe, dans un huis clos idéologique où la remise en cause du projet vaut apostasie. Et qui pèse également, dans un mouvement collectif et communautaire, dans le fait de partir en Syrie.

Une fois prise la décision de quitter la France, reste la question du financement du voyage. Zoubeir est lycéen, sans revenu. Comme de nombreux jihadistes, son binôme, un converti, tente d'abord de faire une demande de crédit à la consommation. Sans emploi, sa demande est rejetée. Finalement, à sa grande surprise, la solution va lui tomber du ciel, grâce au réseau social jihadiste Ansar Ghuraba. Un correspondant anonyme vient lui parler, lui demande s'il a l'intention de faire sa *hijra*. Il répond que oui, mais sans argent, comment faire ? Pas de problème : son interlocuteur propose de lui en offrir. Car pour ceux qui ne partent pas au jihad, financer la cause est également

considéré comme un moyen de gagner des « points » pour le paradis. Plusieurs idéologues jihadistes comme Anouar al-Awlaki, vitrine médiatique d'Aqpa[7], ont théorisé cela et ont été traduits en français.

« C'était le jour où j'étais le plus beau gosse de toute ma vie »

Rendez-vous est pris à Paris. Le lendemain de la conversation sur internet, dans un kebab, un homme barbu d'une trentaine d'années, qu'il n'a jamais rencontré, lui remet une enveloppe. À l'intérieur, plusieurs milliers d'euros en liquide. Pour Zoubeir et son groupe, c'est un signe de la providence. « C'est hallucinant. Le type, je ne lui avais parlé qu'une fois sur internet, il est venu, j'y croyais même pas. Mais ça, on se dit que c'est des signes, parce que ça n'arrivera pas à n'importe qui. C'est incroyable : un mec que tu connais pas, il vient, il te donne plusieurs milliers d'euros. Ça veut dire que c'est écrit que tu dois partir. Il y a un verset dans le Coran qui dit que celui qui craint Dieu trouvera toujours une issue favorable. Et là, je me suis dit que c'est parce que je suis sur la vérité que Dieu m'a facilité. Ça nous mettait à l'esprit que c'était des signes, que c'est à nous que Dieu a demandé d'aller sauver la communauté. » Une fois la somme remise, le kebab avalé, le bienfaiteur inconnu repart. Il ne le reverra jamais. Plus déterminé que jamais, Zoubeir se rend dans la première agence de voyages venue et achète deux billets pour la Turquie.

Son départ en Syrie se produit sept mois à peine après son premier contact virtuel avec un jihadiste. Personne dans sa famille n'est évidemment au courant de son projet, mené en secret. Le jour du départ, dans un souci de discrétion, il s'habille comme pour un grand événement. « C'était le jour où j'étais le plus beau gosse de toute ma vie. Belle chemise, beau cardigan, beau pantalon, beau sac, valise… Au top, quoi. » Son binôme de départ a, lui, choisi une tenue plus hip-hop, troquant son turban et son kamis contre un baggy et une casquette. Zoubeir n'a que 17 ans, mais la France vient de lever l'obligation d'autorisation parentale de sortie du territoire pour les mineurs. Face aux flux de départs, elle a été rétablie deux ans plus tard. Tout se passe comme prévu. Après avoir live-tweeté leur périple et géolocalisé leur position sur Facebook, ils arrivent en Syrie, le surlendemain, au sein d'une organisation liée à Al-Qaïda, où une partie du groupe les accueille. Pendant toute son année en Syrie, il n'aura pas le moindre contact avec ses parents.

---

1. La *shahada*, premier des cinq piliers de l'islam, est la profession de foi musulmane : « Il n'y a de dieu que Dieu et Mohamed est son messager. »

2. La Jamaat Tabligh est un mouvement de prédication fondamentaliste et missionnaire fondé en 1920 en Inde, introduit en France sous forme d'associations dès les années 1960. Ce courant très prosélyte se présente comme apolitique et pacifique. Ses membres se donnent pour mission d'aller au contact des non-croyants dans un but affiché de réislamisation, notamment des quartiers populaires. Même si celles-ci ne diffusent pas d'appel au jihad, en France, les mosquées tenues par le mouvement tabligh, adepte d'une lecture littéraliste des textes, sont parfois fréquentées par des salafistes quiétistes et des jihadistes.

3. Le 21 septembre 2013, l'insurrection jihadiste somalienne, le groupe Al-Shabaab, mène une attaque contre le centre commercial Westgate de Nairobi, faisant 68 victimes et blessant plus de 200 personnes. L'armée kényane mettra trois jours à sécuriser la zone.

4. Dans la terminologie musulmane, un *dalil* est une « preuve » religieuse. En l'absence de clergé, pour trancher les débats qui animent la communauté musulmane, les croyants demandent souvent à leurs contradicteurs de « ramener des *dalil* » pour fonder religieusement l'orthopraxie de tel ou tel fait, acte ou pratique du quotidien. Les jihadistes, par leur littéralisme scrupuleux, sont ainsi soucieux d'accompagner chacune de leurs actions d'un *dalil* de façon à légitimer leurs actes islamiquement. Un *dalil* est une sourate ou un verset du Coran, un *hadith*, la parole d'un compagnon expliquée par un cheikh.

5. À lire (en anglais) sur le site de la revue américaine *Aeon*, l'article de Scott Atran qui développe sa thèse sur la « dynamique révolutionnaire » de l'EI. Disponible en français sur le site de *L'Obs* (article payant).

6. Le concept de « jihadosphère » est employé pour la première fois dans le livre *Les Français jihadistes* (Les Arènes, mars 2014), écrit par l'auteur des *Revenants*. Il désigne cet univers médiatique parallèle très codifié, où tout le monde se connaît et au sein duquel les jihadistes capitalisent sur le huis clos prosélyte de l'enfermement algorithmique des réseaux sociaux. Cette jihadosphère permet de contourner les médias traditionnels considérés comme mensongers. Des réseaux d'affinités idéologiques, géographiquement éloignés, s'y constituent d'abord virtuellement avant de se structurer physiquement, que ce soit pour nouer des unions maritales religieuses, pour partir en Syrie ou fomenter des attentats en France. La jihadosphère émerge véritablement en France à partir de 2012 quand les premiers selfies sont postés de Syrie par des Français en armes sur leur page Facebook. Dès lors, entre les éléments actifs des organisations terroristes à l'étranger et leurs partisans en France, toutes les barrières sautent, leurs échanges sont quotidiens, y compris en prison. L'apologie du terrorisme prend une dimension virale et sort les jihadistes du confinement des forums des années 1990-2000, pour toucher et radicaliser une population plus large, néophyte, jeune et non arabophone. De 2012 à 2014, la jihadosphère francophone est essentiellement active sur des plateformes grand public, Facebook et YouTube. Au fil des désactivations de comptes, sur Facebook puis sur Twitter, et alors que tombent les premières condamnations pour apologie, la jihadosphère s'adapte. Elle est aujourd'hui encore présente sur l'ensemble du web social, mais concentre ses contenus et échanges les plus agressifs sur la messagerie chiffrée russe Telegram, à laquelle les services de renseignement ont un accès très limité.

7. Al-Qaïda dans la péninsule Arabique est la branche yéménite de l'organisation d'Oussama ben Laden, née en Arabie saoudite et formée après l'allégeance et l'union des factions yéménite et saoudienne en 2009. Aqpa a revendiqué l'attentat contre *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015. L'organisation est également présente au Yemen sous le nom d'Ansar al-Charia. Ses cibles privilégiées à l'international sont la monarchie saoudienne, les États-Unis et la France.

Jihadiste rech. JF pour mariage

Étrange sensation de puissance que vit Zoubeir à son arrivée en Syrie : le jihad l'aurait-il subitement rendu beau gosse ? En France, il n'a jamais vraiment été le « swaggeur » du quartier. À 17 ans, il n'a jamais eu de relation intime avec une femme. « J'étais quelqu'un de très faible, je tombais souvent malade. » Depuis qu'il a intégré l'EIIL, après un passage par Al-Qaïda, les demandes en mariage s'accumulent dans sa messagerie Facebook. « Elles voyaient mes photos. J'avais des propositions tous les jours. »

Un Français, figure connue parmi les jihadistes, arrivé quelques mois avant lui dans le groupe, avait expliqué sa technique à Zoubeir. « Il m'avait dit : "Les gens qui veulent se marier, vous prenez une photo avec deux kalachs comme moi", et il a dit : "Vous allez voir, vous allez pécho." Lui, il s'est marié comme ça avec quatre femmes là-bas. Trois Françaises et une Tunisienne. Comme il avait quatre femmes, il avait deux appartements. C'était l'EIIL qui les lui avait fournis. Il s'affichait beaucoup sur Facebook. C'était soit pour faire le beau gosse et montrer à ses potes en France qu'il était là-bas, soit pour narguer les services antiterroristes en France, soit c'était pour attirer des femmes en Syrie. » Cette figure charismatique du jihad français a depuis été tuée en 2014 dans les combats opposant l'EI à Jabhat al-Nusra, dans le nord de la Syrie.

Selon le témoignage de Zoubeir, l'une des activités principales des combattants étrangers est alors la drague sur internet, dans des cybercafés syriens. « Ils étaient tous connectés H-24 sur ça. H-24 à chercher des femmes. Ils ont tous réussi, ils se sont tous mariés à la fin. » À ses yeux, la dimension religieuse de l'engagement jihadiste est fondamentale dans la plupart des cas, mais le facteur sexuel est également un élément de motivation, souvent entouré d'un certain tabou. « Ils ne le disent pas, mais beaucoup sont partis dans cette optique. Quand t'as des mecs, dès qu'ils arrivent, ils te parlent de mariage, c'est qu'ils sont partis juste pour ça. Mais ils ne te le disent pas comme ça. Parce que, dans leur esprit, s'ils font une émigration pour autre chose que pour Dieu, celle-ci n'est pas acceptée au paradis. Donc ils te diront jamais qu'ils ont fait l'émigration pour des femmes. Mais c'est par cet aspect-là que Daesh a réussi à attirer beaucoup de gens. »

L’attractivité des *houris* du paradis

Selon lui, l’attractivité des *houris* du paradis[1], « aux yeux noirs, débordant de blanc », compte également fortement pour les candidats au martyre et aux opérations kamikazes. « Il y avait cette obsession pour les *houris*. Il y en a beaucoup, quand ils pensent à mourir, ils pensent à ça en arrivant là-bas. Ils disent que c’est pas interdit de mourir pour ça puisque c’est mourir pour aller au paradis. Sur une échelle de motivation qui va de un à cinq, je mets les *houris* en troisième position. »

Dans un rire désabusé, Zoubeir se souvient d’ailleurs d’une anecdote que lui avait racontée un Français de l’État islamique après la mort d’un de leurs camarades. « Il disait qu’il avait vu des traces blanches sur ses sous-vêtements. Il disait qu’il avait éjaculé après sa mort parce qu’il avait vu les *houris*. Il a dit : “*Hashakoum*[2], les frères, il a éjaculé, *soubhanallah*, ça veut dire que c’est la vérité ! Il y a bien des *houris* au paradis, les frères !” Et les gens, ils y ont cru à cette histoire. » L’auteur de cette anecdote a depuis été « droné » par les États-Unis en décembre 2015 dans sa voiture à Raqqa en Syrie, en raison de ses liens présumés avec le commando du 13 Novembre.

Un jour, une jeune aspirante à l’émigration met à l’épreuve la piété revendiquée par les Français en Syrie. Dans leurs rangs, toute mixité est formellement interdite. Hommes et femmes ne se croisent jamais. Lorsque l’un d’eux se marie, il quitte les casernes et doit emménager dans un appartement individuel avec son (ou ses) épouse(s) religieuse(s). À l’extérieur, les femmes ont l’obligation de revêtir le sitar. Dans certains groupes, leur voix ne doit même pas être entendue par un autre homme que leur mari. Cette règle est censée prévaloir également pour les échanges privés sur les réseaux sociaux. Or, en réalité, il n’en est rien.

Parmi ses nombreuses prétendantes, Zoubeir fait la connaissance d’une jeune femme plus entreprenante que les autres. À sa grande surprise, elle n’hésite pas à lui envoyer des photos d’elle intégralement nue. « Elle faisait du charme aux jihadistes. Elle envoyait des photos d’elle en petite tenue, voire totalement à poil. Autour de moi, les gars à qui elle envoyait ça, ça leur faisait tourner la tête. Elle m’en a envoyé aussi. Beaucoup de filles envoyaient des photos d’elles, mais celle-ci, c’est la seule qui envoyait des photos d’elle complètement nue. Les autres non. Y avait des femmes qui se lâchaient un peu, mais elle, c’était la seule à faire ça. Ce qui me surprend, c’est qu’avec tout ce qu’on savait sur elle, elle a quand même pu trouver un mari sur place. Alors que tout le monde était au courant de ce qu’elle faisait sur internet. » Zoubeir n’est en effet pas le seul à recevoir ces photos osées. Décidée à partir en Syrie, la jeune femme a également pris contact avec d’autres hommes.

Une révélation au cours d’une passe atypique

Et son histoire est pour le moins singulière. Âgée d'à peine 18 ans, elle explique être une ancienne prostituée. Dans le passé, elle a également subi des violences sexuelles. Française de culture catholique, elle raconte avoir eu une révélation au cours d'une passe atypique et se serait convertie à l'islam dans la foulée. « C'était une *escort girl*. Au début, j'étais choqué, je me disais : "Mais c'est qui, elle ?" Après, je lui ai dit d'arrêter de m'envoyer ses photos. Et je voulais savoir pourquoi. Elle m'a expliqué son histoire, comme quoi c'est une ancienne *escort girl*, elle s'est convertie. Et qu'au début elle était du *minhaj salafi*[3]. Et puis elle a commencé à s'intéresser au jihad, tout ça, à la "vraie idéologie", et disait qu'elle voulait un jour émigrer. Elle m'a raconté qu'un jour elle avait un client, c'était un peu bizarre parce que ce client s'était refusé à elle. Apparemment, c'était un mec barbu, très pudique. Un client très croyant qui fait appel à une prostituée et qui ne fait rien sous prétexte de pudeur, c'est un peu bizarre, mais bon. Et elle m'a dit que ça a été un déclic, quand elle a vu sa pudeur en lui, elle a voulu se renseigner sur l'islam. »

Pas très fier de lui, Zoubeir avoue avoir espéré l'épouser en Syrie. Mais lorsqu'elle arrive sur place avec son frère deux mois après leur conversion commune, il n'est pas en mesure de la réceptionner à la frontière. La jeune femme se contente donc du statut de coépouse d'un autre jihadiste français. Mais quelques semaines après, la mort de ce dernier est annoncée. Passé son délai de viduité, la jeune femme se remarie ensuite avec un combattant local de l'État islamique. « Elle en avait marre des Français. Elle disait que c'était des obsédés avec des mauvais comportements. Elle voulait un Arabe pur. » En Syrie, elle a depuis accouché d'un enfant. Son frère, lui, combat en Irak.

Zoubeir place alors ses espoirs sur une adolescente française. « On échangeait tous les jours, elle me laissait pas respirer, elle était en surkif sur moi. Chaque fois que je mettais une photo de moi, elle mettait des "j'aime", des cœurs sur mes photos. J'ai l'impression que ces personnes sont très naïves. Elle avait 15 ans. C'est des Bisounours, elles rêvent du prince charmant, du conte de fées. Elle a contacté le groupe en avril et, un mois après, elle nous a rejoints. Elle disait qu'elle avait pas envie de faire le ménage, qu'elle voulait combattre, mais elle avait pas compris que les femmes, elles combattent pas en Syrie. La pauvre, elle s'est retrouvée dans une situation délicate. À la fin, elle voulait plus rester en Syrie, mais ils l'ont obligée à rester. » L'émir du groupe décide finalement de la marier à l'un de ses proches, qui souhaitait une seconde épouse. Elle était arrivée sur place par ses propres moyens malgré ses 15 ans ; son mari en avait 30. « Ça, ça dérange tout le monde sauf les jihadistes. Ils t'expliquent que Mohamed s'est marié avec Aïcha alors qu'elle n'avait que 9 ans. »

---

1. Les *houris* sont les 72 vierges promises aux martyrs accédant au *firdaws*, le plus haut degré de paradis. Parmi les autres bénéfices figurent la possibilité d'intercéder en faveur de 70 personnes pour les faire entrer au paradis en les lavant de leurs péchés, mais aussi le fait d'être transformé en oiseau vert volant autour du trône d'Allah.

2. Intraduisible en français, le mot est issu de l'arabe marocain (le *darija*). Il est utilisé avant d'évoquer un propos susceptible de choquer et pourrait correspondre idiomatiquement à « sauf votre respect » ou « sans vouloir vous

offenser ».

3. *Minhaj salafi* ou salafisme quiétiste.

C’était le temps du « LOL jihad »

Les premiers mois de l’arrivée de Zoubeir en Syrie, fin 2013, les jihadistes français participent encore peu aux combats. L’EIIL, qui vient tout juste d’officialiser sa présence en Syrie, n’a pas vraiment installé son autorité ni ses administrations. Le quotidien des premiers jihadistes français n’est pas encore celui des lignes de fronts actifs. Ou très peu. Tout au plus quelques *ribat*, ces tours de garde sur les checkpoints marquant les territoires respectifs de chaque belligérant. La plupart des jihadistes français sont alors installés dans les mêmes villes, parfois les mêmes quartiers, dans la banlieue d’Alep. Ils occupent de grandes maisons laissées vacantes par des Syriens fortunés qui ont fui la guerre. Après le passage de chacun au camp d’entraînement pendant deux semaines à un mois, le quotidien des Français est alors, selon Zoubeir, celui d’une bande de potes rythmé par les « balades », le cybercafé, le fast-food et les cinq prières quotidiennes en groupe.

Grâce aux nombreuses arnaques aux crédits à la consommation, certains sont arrivés avec de grosses sommes en liquide, parfois même avec des voitures de luxe achetées en *leasing* en France. Plusieurs *choyoukh* – cheikh au pluriel – jihadistes ont rendu cette pratique « licite en islam ». Car, pour financer le jihad sur le sentier d’Allah, voler les mécréants n’est plus considéré comme du vol mais devient du *ghanima*[1], c’est-à-dire du butin de guerre. Dans le groupe de Zoubeir, deux Français ont ainsi gagné la Syrie avec 80 000 euros en liquide en poche. Traversant toute l’Europe, ils ont fait le trajet par la route depuis la France en Audi Q7. Un véhicule passé par un poste-frontière officiel turc sans difficulté, puis revendu en Syrie pour acheter un pick-up monté d’une arme automatique gros calibre pour le groupe. À cette période, il n’est d’ailleurs pas rare de voir des jihadistes en armes, poser comme dans un clip de rap, devant des véhicules de luxe immatriculés en France.

La première « vedette » française du jihad 2.0

C’est l’époque du « LOL jihad » et des selfies postés par des jihadistes hilares, en armes, depuis la Syrie. C’est le moment où la mise en scène feuilletonnée du quotidien des Français en Syrie est suivie sur Facebook comme une émission de téléréalité, où la photo d’une glace vanille à Raqqa fait le même nombre de « j’aime » qu’un selfie avec une tête décapitée. Leurs spectateurs affichent la même fascination, la même addiction, les mêmes processus d’identification. Tous sont invités à rejoindre ce loft syrien dont on sort moins par un vote éliminatoire des autres participants que par la mort, et la certitude d’accéder non pas à la gloire relative des magazines people, mais à une félicité céleste.

C’est en 2012 qu’un premier Français, Abou Tamima, d’une vingtaine d’années, poste des selfies de Syrie en survêtement Lacoste et kalachnikov sur sa page Facebook qui compte près de 2 500 abonnés. Souriant, beau gosse, adepte d’un humour de quartier mâtiné de culture jihadiste, son influence sur internet à coups de photos et de vidéos en a fait la première vedette française héroïsée du jihad 2.0. Ses vidéos le montrent tantôt en train de faire les poches d’un cadavre du camp ennemi en état de décomposition pour récupérer une liasse de dollars, tantôt s’adonnant en Syrie à des rodéos au volant d’une berline de marque. Parfois, il s’amuse à taguer à la bombe de peinture en gros lettrages DAWLA BAQIYA[2] sur un wagon laissé à l’abandon, comme il aurait pu grapher « Nique la police » dans une autre vie sur un train SNCF. D’autres fois, en guise d’hommage au tueur de Toulouse, il écrit au sol avec des douilles de kalachnikov le nom de Mohamed Mehra ou pose dans sa chambre, entouré d’armes automatiques et de grenades, en train de planifier un attentat contre la tour Eiffel dessinée au mur, attaquée à l’explosif. Il lui arrive aussi d’apparaître fièrement en armes, en compagnie du Belge Abdelhamid Abaaoud, coordinateur des attentats du 13 Novembre à Paris et de Verviers en Belgique, en janvier 2015. Régulièrement, il tweete des photos de ses journées shopping à Raqqa, tout sourire, en lunettes Ray-Ban et chemise Vuitton, holster et pistolet Glock sous le bras. Ses fans n’ont rien manqué non plus de ses sorties plage sur les bords de l’Euphrate, ni de ses copieux repas dans des grands hôtels squattés avec d’autres jihadistes. Même son enterrement sera mis en scène avec une dernière photo de lui, jusque dans sa tombe. Depuis l’annonce de sa mort, qui n’est pour autant que présumée, en 2015, ses photos continuent de fasciner et de se partager au sein de la jihadosphère. À partir de 2012, sur les réseaux sociaux, c’est cette image déjà ouvertement terroriste, mais très attractive, d’un « jihad cinq étoiles », comme le dit Zoubeir, qu’ils renvoient à leurs amis restés en France.

Souvent au bas de l’échelle sociale en France, ils intègrent le groupe au pouvoir en Syrie

Comme lui, chacun devient ainsi auprès de son réseau de Français un VRP de cette nouvelle terre d'émigration, perçue comme un exutoire aux ambitions contrariées de la modernité. La Syrie jihadisée prend les atours d'un pays de cocagne matériel et spirituel où les dominés deviennent dominants, où les rapports de classes sont inversés, où des jeunes Français en majorité issus des minorités s'approprient le monopole de la violence physique légitime d'État, au prix d'un aller simple pour la Turquie. Souvent au bas de l'échelle sociale en France, ils intègrent en Syrie le groupe qui est au pouvoir. Soumis à une législation dont ils s'estiment victimes en France, ils deviennent les garants de l'imposition ultraviolente de leur propre législation en Syrie. C'est la revanche sanglante des humiliés, le remède à toutes les frustrations, générant dès 2013 des départs exponentiels alors que le phénomène est encore inconnu des médias et mésestimé par les services de renseignement. Le jihad en Syrie est alors vendu et vécu comme une expérience de jouissance individualiste et collective, légitimée religieusement, offrant un statut de chevaliers de l'islam et l'effacement de tous les péchés.

Tout ce qui n'était pas possible en France devient possible en Syrie. Nike Air aux pieds, fusil d'assaut dans une main, smartphone dernier cri dans l'autre, le consumérisme capitaliste n'a en rien disparu chez ces Français. Tout ce qu'ils ne pouvaient pas posséder en France est à portée de main en Syrie au titre du « butin de guerre ». Cela au nom d'une cause présentée par la propagande comme ontologiquement noble, valorisante et rédemptrice : défendre les musulmans en créant une cité idéale avec, à la clé, la promesse pour cette poignée d'élus du plus haut degré de paradis dans l'au-delà. « On voit les vidéos où ils sont dans des piscines, ils s'amusent, ils mangent des glaces, du Nutella. Ils prennent des photos avec des chats, ils vont dans des parcs d'attractions. Du coup, ils s'éclatent vraiment et ils se sentent libres. Plus aucune contrainte, plus de soumission à un système, comme ils disent, corrompu, explique Zoubeir. Ils sont dans le meilleur des systèmes, libres de profiter, sans culpabiliser. Quand ils s'amusaient en France, ils se disaient : “Ah oui, mais ce qu'on fait ici, ce n'est pas bien, on s'amuse alors que des gens sont en train de se faire tuer dans le monde.” Mais le fait que maintenant eux aussi sont partis combattre les gens qui opprimaient leurs frères, ça ne leur pose plus de problème de profiter de la vie. »

Une ambiance de colonies de vacances

Le jihad se conçoit comme la réponse la plus radicale à la détermination sociale, à des failles psychologiques, familiales ou identitaires, au travers d'une expérience libératoire, magnifiée par un projet à la fois ludique et transcendantal. Sur place, Zoubeir confesse lui-même s'être « amusé » et ce, dans un certain confort. « Par moments, c'était troublant. On n'avait plus l'impression de se

retrouver dans un pays en guerre. On avait l'impression d'être en train de s'amuser, comme si on était partis à la plage, en vacances. C'est bien le terme "LOL jihad", c'était bien ça. On est à la cool, on est là, sur internet, on fait des blagues. On fait du troll, on s'amuse avec des chats, c'est exactement ça. C'est le jihad des chats, c'est un peu bizarre. Tu manges vraiment très bien, c'est hallucinant, y a des jus de fruits, j'arrivais tous les matins à commander un café cappuccino. Y a des moments où je mangeais mieux là-bas qu'ici. » Zoubeir fait état d'un « contraste surréaliste par rapport à ce qu'on voit à la télé. Des fois on roulait à 200 kilomètres-heure sur la route en pick-up entre amis, en train de manger des glaces. On rigolait. C'était pas du tout l'ambiance jihad. C'était plus une ambiance de colonie de vacances. C'est un jihad de confort, un jihad luxueux. Un jihad cinq étoiles. Un jihad où on peut tirer sur les gens et manger une glace en même temps. »

Au fil des mois, Zoubeir a de plus en plus le sentiment que le « LOL jihad » des Français est l'importation en Syrie d'« une culture de cité ». Certes, le phénomène touche aussi les classes moyennes, voire, dans certains cas beaucoup plus rares, supérieures de la société française. Près d'un tiers des cellules familiales dont ils sont issus sont également chrétiennes, parfois même juives. Mais les convertis proviennent eux-mêmes très souvent de foyers chrétiens issus de minorités : de l'immigration portugaise, asiatique ou d'Afrique subsaharienne, en passant par la communauté des gens du voyage et de nombreux cas originaires des Antilles françaises et des territoires d'outre-mer. Les zones rurales ne font pas exception. Ces dynamiques ne se résument pas uniquement à l'équation immigration-délinquance-banlieue. Mais la sociologie jihadiste française concerne dans une large majorité des jeunes affichant un faible niveau d'études, socialisés dans la culture musulmane et dans les quartiers populaires français.

Zoubeir estime que seule une minorité est animée d'une logique de piété, de combat authentiquement religieux, rejetant toute ostentation sur internet. À ses yeux, derrière un vernis fondamentaliste, la plupart conservent en Syrie un comportement similaire à celui qui était le leur en France. Ils ne modifient pas tant leur mode de vie qu'ils l'islamisent, tout en prenant une revanche sur un passé français de frustrations, en exerçant sans entrave leur volonté de puissance, par la force des armes. « Cette ambiance de cité existe vraiment chez l'EI. Les habitudes de cité n'ont pas trop changé en vérité. Le langage est le même. Les jihadistes ont islamisé le vocabulaire qui caractérise la délinquance. Avant ils auraient dit "tapettes", aujourd'hui ils disent "*murtad*", apostat. Mais c'est exactement pareil que quand ils insultaient les gens avant dans leur période d'égarement, la *jahilya*[3]. Les mots s'arabisent, s'islamisent, mais les comportements restent les mêmes. Ils s'insultent, ils font des *punchlines* comme dans le rap, mais à la gloire de Daesh. Même là-bas, ils étaient toujours attirés par tout ce qui est or, femmes, armes… C'est les mêmes centres d'intérêt qu'ils avaient en banlieue, c'est les mêmes plaisirs. » Sauf que, détaille Zoubeir, « ce qu'ils ont volé, ils vont dire qu'ils l'ont pris en butin. Ils ont fait une *ghanima*. Quand ils vont mentir à des gens qui ne sont pas comme eux, ils vont pas dire que c'est du mensonge, ils disent que c'est de la ruse. Quand ils parlent

d'insulter, ils vont dire que Dieu les a autorisés à médire sur les mécréants. Ils font leurs mêmes conneries, mais avec un peu plus d'islam, d'islamité dedans ».

Quand la coalition entre en guerre

À partir de 2014, le jihad est de moins en moins LOL. Au début de cette année commence la *fitna*, la discorde, c'est-à-dire les combats fratricides entre rebelles sunnites et entre jihadistes. Des Français partis ensemble en Syrie se retrouvent subitement dans des groupes ennemis. Dès l'entrée en guerre de la coalition internationale, en août 2014, les bombardements et l'apparition des frappes ciblées de drones américains et britanniques, les usages jihadistes d'internet se modifient profondément. Pour des raisons militaires, les émirs donnent aux combattants des consignes de silence. Les selfies jihadistes trop riches en renseignements stratégiques pour l'ennemi sont interdits et disparaissent peu à peu. Seules les branches médiatiques officielles de l'État islamique sont autorisées à communiquer sur le groupe en public. Les contenus diffusés par les jihadistes eux-mêmes doivent être validés par la hiérarchie des brigades médiatiques. C'est la fin du « LOL jihad ». Les discours d'apologie du terrorisme tenus ouvertement sur Facebook de 2012 à 2013, puis sur Twitter à partir de 2014 disparaissent peu à peu des plateformes publiques qui désactivent au quotidien des milliers de comptes, pour migrer à partir de 2016 dans des sphères plus anonymes et discrètes du web social comme Telegram[4], la messagerie russe aux échanges chiffrés.

Sur le terrain, de plus en plus, les Français sont amenés à combattre et à mourir. Souvent dans des opérations suicides. Zoubeir se souvient d'avoir vu débarquer deux amis de Martinique. En arrivant, ils avaient comme tout le monde rempli leur fiche de renseignements sur laquelle est notamment demandé de cocher la case combattant (*muqatil*) ou kamikaze (*inghimasi*). Eux ont choisi la seconde. « Ceux qui font les opérations martyres, ils sont mis dans un *maqqar* [une maison pour combattants, NdA] particulier. Ils y restent jusqu'à ce qu'on vienne les chercher pour se faire exploser. C'est le cas des deux Martiniquais. Ils ont vu sur YouTube un truc sur la Syrie. Ils se sont convertis et, hop, ils sont partis rejoindre quelqu'un en Belgique et ils sont partis directement en Syrie. Les types, ils sont arrivés en Syrie, ils savaient même pas prier, ils savaient rien de l'islam. Ils ont appris à prier au moment où ils sont venus en Syrie. Un des deux s'est fait exploser, une opération suicide en Irak avec Daesh. Ils étaient très sympathiques, les pauvres. Ça m'a fait pitié. »

Zoubeir décide à ce moment-là de quitter l'EIIL avec d'autres Français et de rejoindre une brigade pro-Al-Qaïda. Dégoûtés par l'ultraviolence du groupe et le comportement des Français qui le composent, ils espèrent trouver plus d'orthodoxie religieuse chez Jabhat al-Nusra[5]. Mais très vite, la déception est identique, sa cellule, composée de Français et de Belges, se disloque et les frappes

aériennes s'intensifient. Zoubeir se retrouve isolé dans une petite ville frontalière avec la Turquie, risquant d'être arrêté pour avoir déserté. « Quand on est en France, on a envie de partir, mais quand on est en Syrie, on se fait bombarder tous les jours, la France nous manque et on se dit que notre quotidien en France, il était pas si terrible que ça. Je peux remercier Daesh parce que ce qu'ils ont fait, ça m'a dégoûté. »

Avant de partir, il avait magnifié le projet jihadiste. À son contact, il a progressivement déchanté. La piété revendiquée par la propagande ne lui semble plus qu'un prétexte, la situation militaire est de plus en plus complexe. Zoubeir ne se voit pas mourir exécuté dans une vidéo de l'EI, vêtu de la tenue orange de leurs prisonniers, et son pays d'origine finit par lui manquer. Au bout d'un an en Syrie, il contacte un membre de sa famille. Il explique qu'il souhaite rentrer en France. Les autorités françaises et turques sont alertées de son retour. De Syrie, il n'a que quelques kilomètres à franchir à pied pour passer côté turc. Il passe la frontière et se présente au premier poste douanier turc. Il décline son identité, son nom figure parmi les personnes recherchées par Interpol. Les douaniers sont en train de regarder un match de foot. À cette époque, l'accueil turc est encore très chaleureux vis-à-vis des combattants étrangers. « Ils m'ont proposé du thé, des gâteaux, j'ai regardé le match de foot avec eux. J'ai utilisé leur ordi et je me suis connecté sur Facebook. » Son « LOL jihad » est terminé.

---

1. Le ou la *ghanima* signifie « butin ». L'acception de cette notion par les jihadistes est assez large. Suivant les interprétations de plusieurs cheikhs, quasiment tous considèrent qu'en temps de guerre les « biens des mécréants sont licites ». Autrement dit, il est permis de les voler, car cela n'est plus considéré comme du vol si le but est de financer le jihad. Cela vaut aussi pour les braquages ou les crédits à la consommation, même si un débat existe au sujet des crédits. Le crédit, fruit d'une spéculation sur le temps, est illicite en islam, car le temps n'appartient qu'à Dieu. Par conséquent, le cheikh bahreïni Abou Sufyan al-Sulami, un des leaders religieux les plus influents de l'État islamique, a fini par déconseiller le recours à ce type d'arnaque, même pour financer la cause.

2. « *Dawlat al islam baqiya Wa tatamaddad* » est le slogan en forme de cri de guerre de tous les partisans de l'État islamique. Signifiant « L'EI s'étend et demeure », il a été popularisé à l'été 2013, lorsque le numéro 1 d'Al-Qaïda intime aux hommes d'Al-Baghdadi de quitter la Syrie et de rentrer en Irak. À partir de 2015, les reculs militaires de l'EI mettent à mal ce slogan.

3. Littéralement, le mot signifie « l'époque de l'ignorance » en arabe. Dans la tradition musulmane, il fait référence à la période préislamique, celle des polythéismes avant l'arrivée de l'islam en Arabie au VIIe siècle. Les jihadistes se réfèrent souvent à ce terme dans la mesure où presque tous ont vécu une vie avant l'islam. Leur *jahilya* est, dans la plupart des cas, récente et très éloignée de toute piété.

4. Appli de messagerie russe très prisée des jihadistes, Telegram sert à communiquer directement avec une personne, y compris dans des tchats secrets et chiffrés, et à participer à des groupes de discussion. C'est en infiltrant cette messagerie que les forces de l'ordre françaises ont pu récemment procéder à plusieurs interpellations parmi les contacts Telegram du jihadiste français Rachid Kassim.

5. Signifie « émigration » en arabe courant. Dans l'imaginaire musulman, le mot fait référence à la période de l'hégire au VIIe siècle, lorsque le prophète Mohamed dut quitter La Mecque pour Médine. Pour les jihadistes, c'est une émigration vers la terre d'Islam et ceux qui font la *hijra* sont appelés les *muhajirin* (littéralement « ceux qui ont émigré »), contrairement aux locaux, appelés *ansar*.

« J’ai retrouvé Daesh à Fleury-Mérogis »

Zoubeir retrousse son jean avec embarras, légèrement honteux. Laisse discrètement entrevoir au-dessus de sa basket un cercle de plastique noir vissé au mollet : son bracelet électronique. Les premiers mois de sa libération, en 2015, le contrôle judiciaire de Zoubeir est relativement contraignant : obligation de ne pas quitter la Seine-Saint-Denis, pointage une fois par semaine au commissariat. Certaines nuits, les souvenirs des bombardements troublent encore son sommeil. Un suivi psychologique, inclus dans ses obligations judiciaires, l’aide à extérioriser et à mieux dormir. « En Syrie, j’ai vu des gens en train de traverser la rue et, bim, y a un baril de TNT qui leur tombe dessus. Tu retrouves le bras d’un côté, la jambe de l’autre, au bout de la rue. C’est dégueulasse. J’en fais des cauchemars, mais psychologiquement, je suis pas traumatisé. »

Zoubeir n’est pas mécontent de bénéficier d’une libération conditionnelle, après un an d’incarcération dans la plus grande prison d’Europe, Fleury-Mérogis, dans l’Essonne. « Vraiment, c’est le pire moment de ma vie. Pire que la Syrie. Pourtant, les prisons françaises, c’est le luxe par rapport aux prisons marocaines ou tunisiennes. » Zoubeir reconnaît que la privation de liberté a eu un effet bénéfique sur lui, le forçant à l’introspection. « Je serais pas allé en prison, j’aurais été pire. Ça m’a permis d’être tranquille pendant un moment, comme quand tu pars en vacances. C’était une période de repos, sans stress. Au début, je comprenais pas ce qu’on me reprochait, et ça m’a permis de comprendre. » Zoubeir est convaincu que cette étape a achevé de le sortir de l’idéologie jihadiste. Mais il reste persuadé que son cheminement est plutôt à contre-courant de celui des autres.

L’euphorie générale lors des attentats contre *Charlie Hebdo*

Par effet de groupe, en prison, la majorité des détenus qu'il a croisés ont solidement fixé leur radicalité religieuse violente. Dans certains cas, ils se sont même endurcis dans leurs convictions et dans leur intention de passer à une action terroriste à l'extérieur de la maison d'arrêt, voire dans ses murs. Zoubeir se souvient notamment de cette euphorie générale lors des attentats contre *Charlie Hebdo*, alors qu'il est incarcéré. « Ils ont crié, ils ont fait des *takbir*[1], on entendait des "Allahou Akbar" partout. Y a un bâtiment complet, on entendait que ça. C'était incroyable. C'est pour ça que je pense qu'ils sont vraiment nombreux. J'avais l'impression qu'ils étaient partout. Ils étaient tous à l'unisson, contents, fiers, ils revendiquaient. Moi, je me disais : "Ces gens-là, c'est des fous." »

Au début de sa détention, il nous avait envoyé une lettre manuscrite. Écriture soignée, aucune faute d'orthographe. Détails assez rares dans les milieux jihadistes pour être notés. Sur le fond, le propos pouvait paraître inattendu. « La barbarie du groupe EI et la lutte inutile d'Al-Qaïda, tout ça c'était de trop. J'en avais marre de troller sur Facebook en direct de la Syrie, j'étais bien mieux confortablement assis sur mon canapé LOL [en France, NdA], écrivait-il de sa cellule. Je suis ce qu'on appelle un repenti du salafisme, jihadisme, islamisme radical et tout le lexique qui suit pour désigner la doctrine d'Ibn Abdelwahab, de Saïd Qutb et d'Oussama ben Laden. Pour être honnête, je ne pratique plus, j'ai "apostasié", j'y crois plus à l'islam. »

Pour qui a connu le jeune homme en 2013, ardent propagandiste tantôt d'Al-Qaïda, tantôt de l'État islamique, au gré de son nomadisme entre groupes rebelles en Syrie, ses mots avaient de quoi surprendre. Zoubeir avait plutôt laissé l'image de lui posant sur Facebook en kamis et turban, index levé et sourire satisfait avec ses armes et son chat, dans une base de jihadistes français, dont certains ont depuis perpétré des attentats dans l'Hexagone. Une impression qui tranche nettement avec celle qu'il renvoie aujourd'hui.

Au bout d'un an, il a quitté la Syrie par rejet de l'État islamique. Mais de retour en France, dit-il, « j'ai retrouvé Daesh à Fleury-Mérogis ». Zoubeir est regroupé avec des détenus de retour des zones de jihad ou ayant tenté de s'y rendre. À l'écouter, la majorité de ces « PRI » – pour « personnes radicalisées par l'islamisme », selon le jargon de la pénitentiaire[2] – restent très ancrés dans l'idéologie jihadiste. En prison, il retrouve plusieurs visages croisés en Syrie et revenus, comme lui. Des réseaux noués là-bas, ou plus tôt, se reconstituent derrière les barreaux. Les liens de quartier, les réputations, les faits d'armes et les galons obtenus sur zone continuent d'opérer et de structurer la hiérarchie des groupes jusque dans les cellules, la cour de promenade et les ailes du bâtiment où les jihadistes sont rassemblés. Si certains ont été piégés par des proches venus leur rendre visite en Turquie et d'autres arrêtés sur le chemin du retour alors qu'ils avaient l'intention de commettre un attentat, la plupart sont rentrés en France volontairement. Déçus de l'État islamique ou d'Al-Qaïda. Mais pas du jihadisme.

« Y en a même qui disent qu'ils feront le jihad tout seuls »

La majorité ne sont pas « repentis », selon Zoubeir. Entraînés par le huis clos idéologique propre à l'univers carcéral, beaucoup se confortent même dans leurs convictions. « La majorité, ils sont encore dedans. Y en avait peut-être deux ou trois qui étaient contre, mais la plupart étaient pour. Il y en a certains qui étaient contre l'EI en Syrie-Irak, et qui sont pour l'EI en Libye[3], par exemple. Y en a qui disent qu'ils sont dégoûtés de l'EI, mais qui sont pour Al-Qaïda. Y en a même qui disent qu'ils sont pour personne, ni EI ni Al-Qaïda, et qu'ils feront le jihad tout seuls : ils prendront une arme, ils fonceront et ils disent qu'ils feront des attentats en sortant. Y en a d'autres qui disent que s'ils arrivent pas à quitter la France, ils feront des attentats aussi. Ils étaient tous chauds. Quitte à ne tuer qu'une personne, mais ils veulent mourir en martyrs. C'est pour ça qu'ils veulent frapper la France, ils veulent juste le martyre. Ils en ont marre de cette vie. »

---

1. Intraduisible en français, le mot *takbir* est un cri de ralliement lancé à un groupe de musulmans auquel celui-ci est censé répondre en chœur : « Allahou Akbar ! »
2. Cet acronyme de « personne radicalisée par l'islamisme » est utilisé dans l'administration pénitentiaire de façon informelle, sans pour autant être considéré comme une terminologie officielles de l'AP. Les détenus enfermés pour des faits de droit commun et radicalisés en prison sont appelés les « DSCR » pour « détenus droit commun susceptibles de radicalisation ». Ceux entrés pour des faits de terrorismes sont également appelés les « TIS » pour « terroristes islamistes » ou « détenus terros » dans le langage usuel quotidien.
3. Il s'agit d'une excroissance de sa cellule mère irako-syrienne. Son premier embryon apparaît au printemps 2014 après qu'en Syrie l'une de ses brigades les plus réputées, la brigade Al-Batar, dirigée par des Libyens (et par laquelle sont passés des Français et des Belges, dont Abdelhamid Abaaoud, coordinateur des attentats du 13 Novembre), a reçu un ordre de dissolution pour retourner en Libye. Elle doit s'installer dans la ville de Derna, dans l'Est, fief historique du jihad libyen. L'unité prête allégeance à l'EI et devient en novembre 2014 sa filiale officielle.

L'État islamique, section prison

Pendant un an, nous avons mené des entretiens avec sept détenus dits « PRI » – dont Zoubeir – incarcérés dans différentes prisons. L'un d'entre eux, emprisonné après un retour de Syrie, raconte notamment son quotidien avec un jeune ayant tenté de s'y rendre plusieurs fois, sans jamais y parvenir. Les premiers mois, il est seul en cellule. Ensuite, « ils m'ont mis avec l'autre zozo, là. C'était un champion du monde, lui ». La vie avec ce codétenu se passe mal, pour des raisons idéologiques. « Il me disait : "Non, regarde pas la météo, c'est une prédiction sur l'avenir donc c'est du *shirk*[1]." Les infos, il voulait pas regarder parce qu'il disait : "C'est pas vrai ce qu'ils disent. La présentatrice, faut pas la regarder, elle est à poil." Il enlevait le câble de la télé. Quand il entendait de la musique dehors, il fallait que je ferme la fenêtre. La cellule au-dessus demandait que je passe des cigarettes par la fenêtre, lui il voulait pas que je le fasse. Il me rendait fou. Je lui ai dit : "Prends le lit et étouffe-toi avec l'oreiller STP. Toi, tu veux mourir en martyr, c'est ça ton objectif ? Bah meurs tout de suite et laisse-moi tranquille." »

Le codétenu sort de l'anonymat à Saint-Étienne-du-Rouvray

À l'époque, ce « champion du monde » a tout juste 18 ans. Originaire de Normandie, près de Rouen, il n'est jamais allé en Syrie, mais a tenté de s'y rendre à plusieurs reprises (seules deux d'entre elles ayant donné lieu à des poursuites), sans succès, avant d'être arrêté en Turquie, expulsé en France et incarcéré. Son codétenu, qui, lui, en revient, estime que son niveau de radicalité est encore plus élevé que celui constaté en Syrie. « En prison, j'ai vu des gens comme lui, pires que ceux que j'ai vus en Syrie. Y en a certains, ils ont jamais mis un pied en Syrie mais ils sont pires que Daesh. Ils sont un niveau au-dessus. » Chaque matin, notre témoin est réveillé vers 4 heures par son codétenu pour sa prière de l'aube (*salat fajr*). La nuit, il sort parfois de son sommeil en pleurs et se met à psalmodier. « Il parlait tout seul, il disait : "Il faut que j'arrête de pécher, il faut que j'arrête de pécher." »

Au moment de cet entretien, ce codétenu n'est encore qu'un inconnu. Un « PRI »[2] lambda parmi près de 250 autres en région parisienne. Des mois plus tard, en juillet 2016, il sort de l'anonymat dans une église de Saint-Étienne-du-Rouvray. En pleine célébration d'une messe, il surgit avec un

complice, se jette sur le prêtre Jacques Hamel, âgé de 86 ans, le force à s'agenouiller devant l'autel et l'égorge au couteau sous les yeux horrifiés de quelques sœurs et de fidèles. C'est Adel Kermiche. Lorsque son identité est annoncée dans les médias, ceux qui l'ont connu en prison ne cachent pas leur étonnement. Comment ce détenu, dont la radicalité était à ce point connue en détention, est-il parvenu à se dissimuler et à duper plusieurs magistrats qui ont décidé, malgré l'avis défavorable du parquet, de le libérer sous bracelet électronique ?

« Beaucoup de frères préféreraient avoir Trévidic comme juge »

L'ex-juge antiterroriste Marc Trévidic avait placé le terroriste en détention avant d'être muté contre sa volonté en raison d'une règle obligeant les magistrats spécialisés à changer de poste tous les dix ans. Un juge dont la compréhension du phénomène jihadiste avait même fini par lui faire paradoxalement gagner une forme d'estime de certains d'entre eux, comme l'explique cet autre détenu : « Beaucoup de frères préféreraient avoir Trévidic comme juge, explique-t-il, contacté en détention par téléphone. Il comprend mieux les choses et il est en mesure de juger en conséquence. C'est comme si tu mets un juge spécialisé dans des escroqueries sur une affaire de pédophilie. Ça n'a pas de sens, il faut connaître la psychologie et tout ce qui va avec. »

Un avis que semble partager, sans doute sous le coup d'une certaine amertume, Marc Trévidic. Neuf jours après cet attentat sur lequel l'État islamique est venu apposer son estampille, dans une interview à la RTBF, la télévision publique belge, il ne s'est pas privé d'égratigner subtilement ses anciens collègues : « J'avais en face de moi quelqu'un qui voulait à tout prix partir faire le jihad au sein de l'État islamique. Il y avait dans ses yeux la petite lueur qui fait qu'on détecte qu'il ne reviendra pas en arrière. Chaque juge est libre de ses décisions. Je dis quand même une chose : il faut de nombreuses années pour commencer à pouvoir, grâce à une certaine expérience, repérer ceux qui sont dans la dissimulation, des autres. »

Et pourtant, sur les réseaux sociaux, Adel Kermiche n'a jamais fait mystère de ses intentions. Après la mort de 86 personnes fauchées par un camion de 19 tonnes sur la promenade des Anglais à Nice le 14 juillet, au nom de l'État islamique, il postait ce commentaire sur Twitter : « Ça me "Nice" le moral mdr. » La veille, il tweetait aussi ceci : « W'Allahi si tout les kouffar était à m'a portée je les égorgerais tous fussent-t'ils des milliards ! Ya Allah. » Sur sa chaîne privée Telegram, où il a rencontré virtuellement son complice Abdel Malik PetitJean quatre jours avant, il avait d'ailleurs annoncé la veille « un gros truc à venir, à partager en masse […]. Les frères on est ici, la hijra vous savez qu'elle est assez complexe donc on dit bonjour à Hollande, on lui fait la bise ici, tac, tac, on

fait ce qu'il y a à faire ici bi idnillah ». Ses 140 abonnés auront tous bien compris le message : la France nous empêche de partir en Syrie, frappons-la donc ici.

« Même quand ils prient, ils essaient de se dissimuler »

Ce discours clairement terroriste ne serait tenu ouvertement qu'entre prisonniers. Un visage tout autre serait réservé à l'administration pénitentiaire et surtout aux CPIP[3], réputés chez les détenus pour cultiver à leur endroit une certaine empathie humaniste. Or, ce sont justement sur les rapports et les évaluations de ces CPIP que les magistrats se fondent en grande partie pour décider d'une remise en liberté. À en croire les témoignages, ruse et dissimulation seraient particulièrement prononcées parmi les détenus de droit commun entrés en prison pour autre chose que des faits de terrorisme, qui se seraient radicalisés en détention, sans être détectés par l'administration. « Y a un type, il était depuis quelques années en prison pour un homicide, et il était déjà dans le délire Daesh alors que quand il est rentré en prison, y avait même pas de Daesh encore ! se souvient de son côté Zoubeir. Il m'a dit le procédé qu'ils utilisent en prison. On se cache, on se masque, on devient des monsieur Tout-le-monde pour pas être fichés. Coulibaly[4], il a pu faire ce qu'il a fait parce qu'il s'était dissimulé dans la masse comme monsieur Tout-le-monde, et bam ! il a tapé. Eux, ils appelaient pas ça faire la *taqya*, ils disent pas ce mot-là, mais ils disent juste "on ruse". » Et cette ruse, poursuit Zoubeir, passe par divers stratagèmes : « En promenade, tu les vois fumer, mais c'est des vrais jihadistes. Ils sont habillés normal, en jogging, comme tout le monde. Même quand ils prient, ils essaient de se dissimuler pour pas que les surveillants les voient. Eux, la plupart, ils ont jamais posé un pied en Syrie. J'en ai vu une dizaine quand même, qui attendent juste de sortir de prison pour taper. Y en a pas énormément, mais parmi ces dix, y en a peut-être deux ou trois qui vont faire des actes de terrorisme. »

Certains chiffres forçaient jusqu'ici à relativiser l'idée, par trop caricaturale, d'une prison perçue comme une « université du jihad ». À leur arrivée, plus de 70 % des « PRI » n'avaient encore jamais été incarcérés. Ce n'est donc pas en prison que la majorité a rencontré cette idéologie. En revanche, de nombreux témoignages de détenus laissent à penser que ceux, de plus en plus nombreux, qui sont incarcérés pour des faits de terrorisme ont plutôt tendance à s'enraciner dans leur idéologie au cours de leur détention. Et l'augmentation constante de cette population carcérale menace à terme de transformer les prisons en réels incubateurs jihadistes. À l'été 2016, les « détenus terros » sont 325 en France, près de 250 sont incarcérés en région parisienne, dont 25 femmes. Et parmi les 68 800 détenus à l'échelle nationale, près de 1 400, entrés pour des délits ou crimes de droit commun, sont considérés comme étant « en voie de radicalisation » par l'administration pénitentiaire.

Contactés par téléphone, plusieurs autres « détenus terros » confirment cette analyse. Comme celui-ci, incarcéré à Fleury-Mérogis après un retour de Syrie : « Ce qui est sûr, c'est que, de toutes les personnes qui vont sortir, je peux te garantir que sur les 300 qui sont incarcérées, plus des trois quarts vont partir en Syrie ou faire des trucs ici. Les gens qui vont se réinsérer, ce sera vraiment une poignée. On leur ferme toutes les portes, la seule porte qu'on va leur laisser ouverte, c'est celle-ci. Ils nous mettent à l'isolement, on est des cobayes en expérimentation pour eux. Avant, j'étais jamais allé en prison, j'avais jamais connu la voyoucratie, le banditisme. Pourquoi ils s'acharnent sur nous ? C'est eux qui font de nous des gens radicaux. »

Malgré l'interdiction, la plupart des détenus ont un téléphone portable. Lors des fouilles de cellules ou corporelles, souvent à nu, les appareils sont très régulièrement confisqués, mais finissent toujours par réapparaître. Il s'agit de mobiles miniatures, dits « oreillettes », ou de smartphones avec accès à internet.

Sur sa chaîne privée de la messagerie Telegram, Adel Kermiche, l'un des assassins du prêtre Jacques Hamel, explique ainsi avoir étudié « la *aqida* et le *fiqh* » (la croyance et la jurisprudence islamiques) du fond de sa cellule, avec un cheikh basé en Mauritanie. Il n'est pas rare de voir, sur Twitter ou Facebook, des échanges publics entre un jihadiste français actif en Syrie ou en Irak et un jihadiste détenu en France. Dans les prisons françaises, tout se sait de la Syrie et de l'Irak en temps réel, comme tout se sait au sein de l'EI de la vie dans les prisons dans lesquelles ses partisans, voire ses soldats, sont détenus. Incarcérés, certains vont même jusqu'à donner des cours de religion aux sympathisants à l'extérieur, sur Facebook ou sur des chaînes Telegram privées qu'ils animent, là encore, de leur cellule. Le téléphone permet aussi à certains détenus de contracter des mariages religieux avec des femmes également détenues pour des faits de terrorisme ou partageant leur idéologie, à l'extérieur.

« Même les détenus qui sont là pour drogue ou braquage, tu les entends crier “Allahou Akbar !”»

Contactés par Les Jours de cette façon, plusieurs confirment ces pratiques. Et livrent quelques anecdotes du quotidien, qui témoignent d'une administration en partie dépassée par l'ampleur du phénomène, par ses mutations comportementales rapides et ses nouveaux usages d'internet.

Un détenu d'une autre maison d'arrêt envoie par exemple une vidéo le montrant installant des enceintes sur le bord de sa fenêtre, tournées vers l'extérieur. Poussés à fond, derrière les barreaux, les haut-parleurs diffusent dans toute la cour et aux bâtiments alentour les *anashid*[5] les plus connus de l'État islamique, ces fameux chants de guerre *a cappella*. « Ah ! Ah ! Ah ! Tu l'entends résonner

dans toute la prison. Même les détenus qui sont là pour drogue ou braquage, tu les entends crier "Allahou Akbar !", s'esclaffe ce détenu emprisonné pour une affaire de jihad très médiatisée. C'est une ambiance superbe, franchement. Des fois dans les *anashid*, ça tire, y a des explosions, t'as l'impression que c'est la guerre ici ! Les gardiens, ils sont trop cons pour comprendre le sens des *anashid*. Ils comprennent pas ce que c'est, mais les musulmans eux, ils savent », s'amuse-t-il. Certains de ces chants sont pourtant très explicites, même pour un non-arabophone. Ce détenu pro-EI accepte aussi de diffuser des *anashid* d'Al-Qaïda faisant distinctement résonner le nom de l'organisation terroriste dans la prison. « Alors là, celui-là, c'est le summum. Le *nashid* répète "Al-Qaïda, Al-Qaïda !" Le son à fond ! On a toute la compil ici ! Y a que les surveillants, je crois, qui ne comprennent pas. »

---

1. Le péché de *shirk* correspond à tout ce qui associe une divinité à Dieu. Plus largement, il pourrait se comprendre comme toute marque de polythéisme. Tout ce qui est adoré en dehors de Dieu est un signe de *shirk*. Les jihadistes répètent souvent que « la démocratie, c'est du *shirk* ». Le régime, considéré comme « la religion de l'Occident », est perçu comme une adoration idolâtre reposant sur la souveraineté populaire et non divine, et de ce fait, polythéiste. Chez les catholiques, par exemple, le concept de Trinité est perçu comme du *shirk* majeur, de même que le courant soufi est vu comme particulièrement « coupable » de *shirk* en raison de sa pratique consistant à adorer des saints dans ses mausolées. C'est pour cette raison que les jihadistes les détruisent systématiquement sur les territoires qu'ils contrôlent.
2. Cet acronyme de « personne radicalisée par l'islamisme » est utilisé dans l'administration pénitentiaire de façon informelle, sans pour autant être considéré comme une terminologie officielles de l'AP. Les détenus enfermés pour des faits de droit commun et radicalisés en prison sont appelés les « DSCR » pour « détenus droit commun susceptibles de radicalisation ». Ceux entrés pour des faits de terrorismes sont également appelés les « TIS » pour « terroristes islamistes » ou « détenus terros » dans le langage usuel quotidien.
3. Les CPIP, conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, travaillent pour le SPIP, Service pénitentiaire d'insertion et de probation. Rattachée au ministère de la Justice, cette administration a pour mission de surveiller les personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire et de favoriser leur réinsertion sociale.
4. Le tueur de l'Hyper Cacher (janvier 2015) a fait plusieurs séjours en prison, où il s'est lié à Djamel Beghal, figure de l'islam radical.
5. À l'origine, les *anashid* (*nashid* au singulier) sont une forme ancienne de poésie musulmane. Ils sont aujourd'hui utilisés comme chants de guerre *a cappella* par l'État islamique.

La prison, terre de jihad

Tout comme la mort rapide, la prison constitue un des éléments du *cursus honorum* de tout jihadiste. « Certaines personnes, ils disent que c'est une *ni'ma*, un bienfait, explique Zoubeir, lui-même passé par la prison en France à son retour de Syrie. C'est le régime qui les emprisonne et ils détestent le *taghut*[1]. Pour eux, il les emprisonne pourquoi ? Parce qu'ils disent la vérité. Soit ils sont tués, soit ils sont enfermés. Donc en restant encore plus dedans, ça va les déterminer encore plus. Ils auront encore plus la haine contre ce qu'ils appellent le "*taghut*". »

La prison, une épreuve positive

La plupart des grands idéologues internationaux du mouvement sont passés par la détention. De nombreuses organisations jihadistes sont nées dans les prisons. C'est le cas d'Ansar al-Charia[2], dont les chefs en Tunisie ont pensé leur projet dans les cellules de Ben Ali, avant de bénéficier d'une amnistie générale au lendemain de la révolution de 2011. C'est le cas de l'actuel État islamique, dont une bonne partie de l'état-major, à commencer par son émir Al-Baghdadi, était dans les prisons américaines en Irak, tel Abou Ghraib et le Camp Bucca. Dans la prison de Sednaya en Syrie séjournait, avant la révolution, Abou Loqman al-Sury, actuel *wali* de Raqqa – et peut-être aussi Abou Mohamed al-Jolani[3], l'émir de l'ex-Jabhat al-Nusra. Dans ces sphères, cette étape peut ainsi devenir un label de qualité et un élément de structuration. C'est une épreuve, certes, mais une épreuve positive pour un esprit jihadiste. D'abord, l'incarcération par l'ennemi est vécue comme une réponse naturelle à un discours de vérité qui se voit ainsi conforté. Ensuite, le fait d'être « éprouvé par les mécréants » est perçu comme bénéfique, donnant également des « points » pour le paradis.

La plupart des détenus jihadistes, interrogés un an durant par nos soins, minimisent l'idée d'un prosélytisme accru en détention. Mais ils reconnaissent pourtant appeler les autres à la religion. Un détenu explique même avoir donné des cours de religion alors qu'il faisait l'objet d'une sanction au mitard, le quartier disciplinaire. Lors d'une fouille, après les attentats du 13 Novembre, les gardiens trouvent un téléphone dans ses affaires. Mais le détenu en a un second : « Quand ils m'ont fouillé, le téléphone, un S3 mini, il était pourtant dans ma cellule. J'ai invoqué Allah, j'ai dit à Allah de les aveugler. J'ai fait quatre *rakat* [prosternations, NdA] et ils l'ont pas trouvé. » En prison, les téléphones se vendent entre 300 et 400 euros. Ils sont introduits *via* les colis des proches, parfois avec la complicité de certains gardiens. Ils sont aussi jetés de l'extérieur par-dessus les murs d'enceinte de la prison et atterrissent dans la cour de promenade où ils sont récupérés. « Ils ont un téléphone et ils disent : "Oui, c'est bon, jette le colis avec un surnom dessus." »

« Est-ce qu'on peut voler les biens des *kuffar* ? »

Ce détenu converti profite donc de ses cinq jours au mitard pour relire *Le Nectar cacheté*[4], l'édition de la biographie du Prophète privilégiée dans les milieux conservateurs. Et le soir, lorsque les surveillants baissent la garde, à travers les murs, il affirme donner à voix haute « des cours aux isolés ». Mais la réception du message déçoit parfois l'enseignant. « Je les appelle à l'unicité d'Allah avant tout, au désaveu de la démocratie, je prêche surtout contre la démocratie. Ils écoutent un peu, mais, le problème, c'est qu'ils sont pas sincères. C'est eux qui doivent venir à la science et c'est pas la science qui doit venir aux gens. Je leur explique clairement, je vais pas leur mentir, je leur dis : "Vous êtes des mécréants." Al hamdoulillah [louange à Allah, NdA], y en a qui le reconnaissent. Je leur dis : "Vous faites pas la *salat*[5], vous connaissez rien au Coran ni à la Sunnah." Ils sont trop attachés à la *dunya*[6]. Je suis dans un bâtiment où y a que des charognards, comme on dit, des petits voyous de cité. Ils sont là pour des petites affaires, des petits jeunes de 18-22 ans. Ils sortent, ils rentrent. Je leur faisais *dawa* [littéralement l'« appel », le fait de faire acte de prédication au quotidien en incitant les non-croyants à l'islam, NdA], mais je galérais un peu parce que la fenêtre, elle est toute petite. Mais la plupart, ils me posaient des questions bêtes du genre : "Est-ce qu'on peut voler les biens des *kuffar* ?" Je leur dis : "Écoutez, pour moi, leurs biens, ils sont licites. Allah, il le dit dans le Coran." »

Il explique que ces détenus de droit commun cherchent une légitimation religieuse à leurs comportements délinquants. « En fait, les gens, ils veulent juste savoir si c'est hallal parce qu'à la base c'est des voleurs, résume le prédicateur jihadiste improvisé. Je leur dis : "Déjà, apprenez votre

religion. Vous, vous volez juste comme ça, par délinquance.” Ils prennent des versets ou des *hadith* pour aller juste dans leur sens. Ils veulent juste savoir si c’est licite pour continuer à voler. »

Au-delà du prosélytisme, l’autre facteur rendant insoluble l’équation de la détention jihadiste est qu’elle est également ressentie comme un vecteur d’approfondissement des connaissances idéologiques. « C’est pour ça que je kiffe ma détention, explique un autre “détenu terro” par téléphone. Ce qui me manque, c’est juste ma famille et ma femme. Mais sinon, ça permet de me mettre dans un certain recul. Tu sais, pour comprendre pourquoi les gens se radicalisent, pose-toi la question : quels loisirs ici peuvent nous occuper complètement l’esprit ? À part le sport, rien du tout. Donc la majorité des détenus lisent, font la prière et apprennent le Coran. Et ça vient tout seul. C’est Allah qui fait les choses. Un frère ici m’a dit : “Plus ils seront durs avec nous en nous emprisonnant, plus ça nous confortera dans notre voie.” La preuve avec les prisonniers qui sortent de Guantánamo après avoir subi les pires sévices et qui retournent au jihad en Syrie après. »

On s’échange un livre du numéro 1 d’Al-Qaïda

Dans sa cellule, ce détenu est d’ailleurs en train de lire un livre traduit en français du numéro 1 d’Al-Qaïda, dont la couverture a été arrachée pour plus de discrétion, afin de pouvoir se l’échanger au sein de la prison. Dans cet ouvrage, l’idéologue et intellectuel égyptien Ayman al-Zawari, ancien bras droit de Ben Laden, théorise parfaitement cette idée : « Oui, la détention peut être extraordinairement fructueuse, lorsque celui qui est animé d’une cause, ou un moujahid, réussit à en tirer parti, pour obéir à Dieu, pour se vouer à Lui, retenir Son livre par cœur, étudier et prêcher, tirer une leçon de ses épreuves, et en sortir plus fort, plus attaché à sa foi, encore plus résolu à accomplir le jihad. » Sans oublier un dernier élément : pour ceux qui seraient tentés de passer à l’action terroriste une fois libérés, la détention permet de nouer des relations avec les milieux du banditisme, parfois utiles pour trouver des armes à l’extérieur.

En détention, l’opposition commune à l’État français atténue les frontières idéologiques, créant des passerelles entre des univers que tout semble pourtant *a priori* opposer. Bien souvent, les jihadistes se disent ainsi en bons termes avec les autres « détenus terros ». « Ici, en prison, on s’entend bien avec les Basques et les Corses, explique l’un d’eux, comme plusieurs autres. Quand on se retrouve sur le terrain de foot, on joue ensemble. Ils sont “déter”, les Basques. Même après huit ou dix ans ici. Depuis des années, ils font leurs revendications politiques tous les mois en promenade avec des affiches et des écriteaux. J’admire leur patience. On les respecte et ils nous respectent, mais on sait que dehors, un jour, nous serons peut-être des ennemis. Ça nous empêche pas de nous respecter pour nos combats et nos valeurs. » Cette osmose terroriste semble aussi fonctionner dans le

quartier des femmes. « Les Basques, elles sont trop gentilles, elles m'ont fait un gâteau surprise pour mon anniversaire », confiait ainsi aux Jours une jeune Française revenue de Syrie.

L'hostilité jihadiste envers les symboles de l'État peut aussi s'exprimer contre l'administration pénitentiaire. Cela passe par des petits riens du quotidien. « Y a des frères, ici, ils font le jihad de l'eau et du courant, raconte un détenu sur le ton de la demi-blague. Ils font grave couler l'eau et le courant pour faire dépenser le plus à l'administration pénitentiaire. Moi perso, pour l'eau, j'ai un peu de scrupules, je suis un peu écolo sur les bords. »

Moins dérisoire, l'hypothèse d'un attentat en prison ou celle d'une prise de contrôle concertée d'une partie d'un bâtiment par des détenus jihadistes organisés et mutinés en masse paraît crédible. En juin, dans sa vidéo de revendication de l'assassinat de deux policiers à leur domicile de Magnanville (Yvelines), Larossi Aballa, lui-même ancien « détenu terro », appelait à tuer les surveillants de prison, au même titre que les policiers à l'extérieur. « Les gardiens sont des cibles légitimes pour eux, confirme Zoubeir. Il se pourrait très bien un jour qu'ils s'attaquent à eux. Je pense notamment à des gens qui prennent des lourdes peines. Au bout d'un moment, ils vont péter un câble, ils vont tuer un gardien en se disant : "Tant qu'on y est, faisons le jihad en prison." »

L'appel d'Aballa, diffusé en direct *via* l'application Facebook Live du domicile même de ses victimes quelques minutes après les avoir tuées, a instantanément fait le tour des prisons. Et ce qui n'était encore qu'une crainte est devenu réalité moins de trois mois plus tard, le 4 septembre 2016. Ce jour-là, un « détenu terro » de la maison d'arrêt d'Osny (Val-d'Oise) se jette sur un surveillant avec une arme artisanale et la nette intention de le tuer. Et pourtant, à Osny, sont rassemblés les jihadistes considérés comme les moins dangereux, tandis que les cas estimés irrécupérables par l'administration sont envoyés au centre pénitentiaire de Lille-Annœullin (Nord). Muni d'une tige de fer d'une vingtaine de centimètres, arrachée aux barreaux de sa cellule, le jeune homme de 24 ans porte plusieurs coups au surveillant qui venait d'ouvrir sa cellule à l'heure de la promenade, le blessant notamment au cou, jusqu'à ce qu'un deuxième surveillant parvienne à le secourir en effectuant un tir de Flash-Ball. Originaire de Trappes (Yvelines), l'une des villes les plus touchées en France par le phénomène jihadiste, au point d'être surnommée le « trappistan » par ses partisans, l'assaillant avait été condamné à cinq ans de prison pour avoir tenté de se rendre en Syrie, où deux de ses frères avaient déjà été tués dans les rangs de l'État islamique.

Le détenu qui a attaqué des gardiens à Osny

Cette attaque est la première de nature jihadiste dans une prison française. Selon des détenus qui fréquentaient l'assaillant, contactés par téléphone, il aurait agi après l'annonce d'une séparation avec

sa femme qui attendait un « bébé parloir » de lui. Même précipitée par une situation de détresse psychologique, elle conserve néanmoins une motivation politico-religieuse. Après son acte, il a d'ailleurs dessiné un cœur avec le sang de sa victime dans sa cellule et en attendant l'intervention d'une unité spécialisée pour l'immobiliser. « Il a craqué, il faisait une petite dépression, il était faible et influençable, explique un détenu d'Osny qui le connaissait bien. Il a voulu provoquer un suicide assisté. Manque de pot, ce n'est pas le Raid qui est intervenu et il n'a pas été tué. » Si ce détenu utilise l'expression « manque de pot », c'est parce que, dans la logique jihadiste, le terroriste espérait obtenir les faveurs du martyre dans l'au-delà en se faisant tuer par la police. Cette attaque, qui s'est produite dans une aile de la maison d'arrêt où sont rassemblés une vingtaine de détenus jihadistes, n'a pas manqué de relancer le débat sur ces unités.

Depuis 2014, le flux de retours de Syrie et d'Irak est en constante augmentation et l'incarcération est désormais systématique pour les hommes. Ces enjeux d'une ampleur inédite vont donc se faire de plus en plus sensibles. Face à cela, l'administration pénitentiaire expérimente, dans l'urgence, des solutions. Mais les options, dans un contexte de surpopulation carcérale et de manque de moyens humains et matériels, ne sont pas nombreuses. Pour contrer le prosélytisme, l'initiative de Fresnes (Val-de-Marne) de regrouper les « détenus terros » a été élargie en 2015 à trois autres maisons d'arrêt : Osny, Lille-Annœulin et Fleury-Mérogis. Environ un tiers des « PRI » font l'objet de cette mesure de regroupement dans des « unités dédiées ». Les plus dangereux, les figures médiatiques, restent à l'isolement total. Les autres, sous le régime de la « dilution », sont disséminés parmi les détenus de droit commun. Souvent critiquée, cette mesure permet une surveillance et un suivi beaucoup plus soutenus de ces détenus si particuliers. Des groupes de parole leur sont proposés, des intervenants viennent leur parler de géopolitique ou de religion, des binômes formés par un éducateur et un psychologue sont à leur écoute et tentent d'évaluer en permanence leur degré de radicalité. Certains ont ainsi le sentiment d'être devenus des « rats de laboratoire », mais d'autres ne se disent pas mécontents de bénéficier d'un « traitement de faveur », avec notamment des cellules individuelles.

Mais les regroupements dans certaines ailes des prisons offrent aussi la possibilité aux détenus jihadistes de s'organiser, de se structurer et donc de se renforcer. Comme en Syrie, des émirs ont ainsi été nommés derrière les barreaux avec des organisations parallèles structurées hiérarchiquement de façon pyramidale. Parfois, malgré les sanctions, des prières en groupe sont organisées. Mais avec ou sans unités dédiées, ces phénomènes se produiraient de la même façon.

Pour Zoubeir, que les détenus jihadistes soient regroupés ou dilués parmi les « droit commun », le problème reste identique. « En prison, il y a beaucoup de repli sur soi. Les gens qui commencent à se tourner vers la religion, ils vont aller chercher un milieu qui se rapproche du leur. Alors ils vont se diriger vers qui ? Tout de suite chez Daesh, parce que Daesh, c'est des gens qui leur ressemblent, ils sont pas si différents d'eux, ils ont parfois presque le même parcours, un milieu violent, entre jeunes avec les mêmes délires, ils parlent le même vocabulaire. » Et Zoubeir de citer les vidéos de

l'État islamique inspirées des codes visuels hollywoodiens : « Ça, ça les atteint, les gens, en prison. Et quand ils voient que Daesh est seul contre une coalition qui est incapable de vraiment le combattre, eux, ça les atteint aussi. En plus, tu rajoutes à ça le fait qu'ils sont en prison, déjà qu'ils ont une haine contre la justice française, c'est le cocktail explosif. En prison, les gens se retrouvent seuls en situation de faiblesse. Le plus déterminé va toujours inciter les autres à rester fermes. Et il va les inciter à faire le jihad en sortant. »

---

1. Dans la tradition musulmane, *taghut* correspond aux idoles, tout ce qui est « adoré » en dehors de Dieu. Dans la bouche des jihadistes, le terme renvoie à toute autorité étatique ou ennemie, par nature « idolâtre », car procédant d'une autre autorité que celle de Dieu.
2. « Les partisans de la *charia* » sont une organisation jihadiste fondée en Tunisie en 2011, quatre mois après la chute de Ben Ali, par d'anciens cadres d'Al-Qaïda vétérans d'Afghanistan, tout juste libérés de prison et directement impliqués dans l'assassinat du commandant Massoud le 9 septembre 2001. En 2013, le mouvement contrôle plus de 10 % des mosquées tunisiennes et finit par être classé terroriste après l'attaque meurtrière de l'ambassade américaine de Tunis en 2012 et deux assassinats politiques en 2013.
3. Ce trentenaire syrien est l'émir de l'ex-Jabhat al-Nusra, apparu en Syrie dès 2012. Ce groupe rebelle originellement issu de l'État islamique d'Irak (actuel EI) a rompu avec celui-ci au printemps 2013, devenant la branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie. Le 28 juillet 2016, Abou Mohamed al-Jolani se montre pour la première fois à visage découvert pour annoncer, dans une vidéo, sa rupture avec Al-Qaïda central et le nouveau nom de « Jabhat Fath al-Sham », désormais « affilié à aucune entité extérieure ».
4. Cet ouvrage de plus de 600 pages a été écrit par le cheikh indien Safiur Rahman Mubarakpuri dans la seconde moitié du XXe siècle. C'est l'un des livres préférés des jihadistes, et des musulmans conservateurs en général.
5. La prière selon le Coran.
6. La *dunya* (*Hayat al-dunya*) est la vie terrestre et matérialiste d'ici-bas. Par nature tentatrice, la *dunya* fait appel aux passions humaines pour détourner des impératifs religieux. Les jihadistes appellent donc à devenir des *ghuraba*, des étrangers à ce monde terrestre, pour ne chercher que la « vraie vie », celle de l'au-delà, à travers la mort. D'où l'expression répétée comme un mantra : « Nous aimons la mort comme vous aimez la vie. »

« J'ai peur que les gens aient peur de moi »

La cheville baguée d'un bracelet électronique, Zoubeir comparaît libre devant le tribunal de grande instance de Paris. Nous sommes deux ans après son départ pour la Syrie, il a choisi volontairement de se rendre aux autorités consulaires françaises en Turquie et vient de passer un an en prison, en France. Tout son groupe, soit une quinzaine de personnes, est également cité à comparaître. Certains sont présents, d'autres encore en Syrie d'où ils suivent le procès sur internet. Le jeune avec qui Zoubeir était parti est présumé mort dans une opération kamikaze pour l'État islamique en Irak. Sans preuve, sa mort, non documentée, n'est pas reconnue par l'administration. Il est donc jugé lui aussi par défaut.

À la barre, tous ne sont pas au même niveau de radicalité. Dans le box, un des prévenus annonce d'entrée qu'il ne reconnaît que la justice de Dieu. Pas celle du juge. Il révoque son avocat et choisit d'assurer seul sa défense. Lorsque le président l'interroge, il prête allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi, émir de l'État islamique. Quand le procureur l'interpelle, il l'interrompt. C'est l'heure de la prière. Alors il se met à prier dans le box. « C'est parfait, il va faire paratonnerre », souffle l'avocat de Zoubeir à la pause. À côté, son client, en effet, fait figure de Bisounours. Malgré un contexte sécuritaire très tendu en France, son dossier plaide en sa faveur. Il est très jeune, affiche le profil d'un repenti crédible, s'est montré coopératif avec les autorités. Le tribunal le condamne à une faible peine. Soulagé, il ne repart pas en détention.

« On n'est jamais fier d'avoir fait une connerie »

La première fois, ses amis ont été surpris de revoir sa longue silhouette se promener à nouveau dans le quartier, emmitouflée dans une grosse doudoune d'hiver. « Ils ont été choqués de me revoir,

ils étaient contents. » Aux autres, ceux qui ne savent pas, il préfère taire son passé. « C'est quelque chose dont je ne suis pas fier. On n'est jamais fier d'avoir fait une connerie. Je suis dégoûté de l'avoir fait. J'ai peur que les gens aient peur de moi pour rien. » Zoubeir tente depuis un an de « reprendre une vie normale ». Il frappe à la porte de son ancien lycée, espérant réintégrer une classe de terminale. Refus du proviseur, qui connaît son passé. Il a finalement trouvé une formation professionnelle pour la rentrée prochaine.

Avec ses parents, passé l'euphorie des retrouvailles, les relations se crispent et deviennent conflictuelles sur la question de la religion. Aujourd'hui, Zoubeir la rejette en bloc. Pour ses parents, comme pour de nombreux musulmans, Daesh n'a rien de religieux, c'est plutôt un complot sioniste. « Ils sont toujours dans le déni. C'est jamais la faute des musulmans, c'est toujours la faute de l'Occident. Toujours la faute des juifs, des sionistes. C'est toujours les juifs qui financent. »

Lui ne supporte plus cette antienne du « ça-n'a-rien-à-voir-avec-l'islam » martelée dans les médias et dans le champ politique (voir plus haut). À ses yeux, le jihadisme a tout à voir avec l'islam. « Cette religion, pour moi, c'était l'émigration, la lutte armée, le jihad et vivre sous la *charia* dans un État islamique. Et j'ai eu un dégoût. Je me suis résolu à abandonner cette religion parce que le jihad, pour moi, fait partie intégrante de cette religion. Donc j'ai tout abandonné. Ça n'a rien à voir avec la religion, ça n'a rien à voir avec rien du tout. Alors qu'il y a un lien logique entre l'islam et ça. Quand on est réaliste, il y a bien un lien. »

Las, Zoubeir cite encore cette rhétorique du « pas d'amalgame » : « Ça n'a rien à voir, la religion ne nous a jamais dit de faire ça, la religion ne nous a jamais dit d'être violents comme ça. Donc ils pensent que c'est soit un problème d'éducation, ce qui est vrai dans certains cas, soit un problème de mauvaise compréhension. Oui, ils ont tué, ils ont combattu. Les références islamiques des sunnites prônent le jihad armé, la lutte contre les mécréants, l'instauration de la *charia* partout. C'est clairement pas quelque chose qu'ils ont inventé. Même le fait de brûler des gens, l'État islamique ne l'a pas appris de nulle part, c'est dans les textes. Il y a des compagnons, un des "califes bien guidés", qui a déjà brûlé des personnes, c'était Abou Bakr al-Sidiki, le premier calife de l'islam et ami intime du Prophète, et Ali Ibn Abi Talib, le neveu du Prophète. Si ce n'était inscrit nulle part, ils ne l'auraient pas fait. » Zoubeir évoque le massacre du camp Speicher à Tikrit, au cours duquel l'État islamique a exécuté 1 500 prisonniers de l'armée irakienne par balle et jeté le corps de certains dans les eaux du Tigre : « Il y a une référence à ça. C'est pas quelque chose qu'ils ont inventé. Le fait de tuer des gens et de les jeter dans un lac, dans de l'eau, ça fait référence à un événement. Le fait d'égorger des gens, ils ne l'ont pas pris de nulle part. Ils prennent leur justification d'un verset coranique qui dit de frapper les cous. Dans une guerre, frapper les cous, c'est couper les têtes. »

Convaincu de ce constat, Zoubeir ne prie plus, ne fréquente plus la mosquée et se cache pour ne pas respecter le jeûne, durant le ramadan. « Je suis très discret. J'en parle à personne. » Dans une famille conservatrice, ça ne passe pas. « Ils me disent qu'il faut que je fasse attention parce que

l'enfer… C'est toujours ça, l'enfer c'est chaud, en enfer on va être tout seul, en enfer y aura personne pour m'aider. Il y a aussi la menace de savoir qu'il n'y a pas d'autre vérité que celle-là. Même si ça paraît bizarre des fois, faut l'accepter, faut pas la discuter. Toujours des menaces. » Fatigué de cette pression religieuse au sein de sa cellule familiale, Zoubeir rêve d'indépendance. Mais ce n'est pas pour tout de suite.

Zoubeir n'arrive pas à décrocher

Libre, de retour de Syrie, sorti de prison, il retrouve sa famille, sa chambre et sa solitude. Il passe encore beaucoup de son temps derrière un écran, ne quitte jamais son Samsung ni son fil Twitter – « Hé, t'as vu ce qu'il vient de se passer à Alep ? C'est chaud. » Il suit encore chaque soubresaut militaire, chaque mouvement des fronts, au millimètre. « C'est pour avoir des arguments pour le contre-discours », dit-il. Impossible pour lui de décrocher de la Syrie. Son passé, pas si lointain, le rattrape en permanence. Il y a peu, alors qu'il sortait du métro dans le quartier de Belleville à Paris, un homme l'interpelle en arabe et lui tape dans le dos. « Ho, Abou Zoubeir, salam alaykoum ! » Il se retourne et n'en revient pas de tomber nez à nez avec un Syrien qu'il a bien connu là-bas. Ce père de famille l'avait accueilli en Syrie lors de son arrivée, quand il était encore jihadiste. Rencontre surréaliste en plein Paris entre cet ancien jihadiste français et ce réfugié syrien qui, après avoir traversé l'Europe à pied, demande aujourd'hui l'asile politique en France. Ironie d'une histoire où les rôles sont inversés. Le Syrien, devenu migrant, a fui le régime Assad et fait le chemin inverse de celui de Zoubeir, deux ans plus tôt.

QUATRIÈME PARTIE

LES REVENANTES

Après le jihad,
Safya a repris les cours, « tranquille »

Safya fume. Sur le quai de la gare d'une grande ville française de province, où elle nous a donné rendez-vous, elle enchaîne même les cigarettes. Le tabac fait pourtant partie des grands interdits à Raqqa, ville du centre de la Syrie administrée par l'État islamique, où la jeune femme vient de passer huit mois[1]. « Je fumais déjà avant. Et je fumais un peu en Syrie. Beaucoup même. Je passais la journée à fumer. Un paquet en Syrie, il me tenait un après-midi. On fumait en cachette avec une sœur. Une autre sœur l'aurait su, ça aurait été une catastrophe : elle m'aurait dénoncée direct. » Pour dissimuler son vice, elle aspergeait son sitar de parfum, plusieurs fois par jour. Car Safya connaissait la « peine légale » pour les fumeurs : 40 coups de fouet. Une sanction néanmoins théorique pour les maîtres de la ville. L'indulgence serait plus grande, dit-elle, pour les membres de l'EI que pour les Syriens. « Un jour, j'ai assisté à une interpellation par un frère français d'un Syrien qui fumait. Il pleurait, il le suppliait de le relâcher. Il lui disait : "Je te jure, je recommencerai plus, excuse-moi." »

Safya n'a pas de voile. Cette ronde et jolie jeune femme de 23 ans porte ses cheveux longs et détachés. « Je n'avais plus envie de me faire contrôler », justifie-t-elle. Aucun signe religieux, donc. Elle porte même un piercing au menton. « C'est une petite folie, dit-elle amusée, je suis passée devant mon perceur et j'ai dit : "Allez, on y va !" C'est joli, non ? J'aime trop les tatouages aussi, mais c'est grave *haram*. » Une coquetterie adolescente, peu compatible avec l'univers de l'État islamique dans lequel elle évoluait voilà à peine six mois.

Libre après 96 heures de garde à vue

Safya sourit. Elle dit qu'elle vient de s'offrir une matinée shopping. Dès son retour en France, la jeune femme a repris une vie étonnamment banale, avec une facilité et une rapidité déconcertantes. Malgré son séjour au sein d'une organisation terroriste qui mène régulièrement des attentats meurtriers en France, malgré des convictions jihadistes toujours bien ancrées, Safya est libre et ne fait même l'objet d'aucune poursuite en justice. Elle a simplement subi, dès sa descente d'avion en France, 96 heures de garde à vue dans les locaux de la DGSI à Levallois-Perret. L'interrogatoire des policiers l'a d'ailleurs passablement irritée. « Ils m'ont demandé de reconnaître des gens. Ils se foutaient de ma gueule en me posant des questions sur la religion. Ils m'ont dit : "C'est quoi le jihad, c'est quoi les cinq piliers de l'islam, c'est quoi mourir martyr ?" C'est pour voir si t'es partie pour la religion ou pour autre chose, parce qu'ils veulent prouver que la plupart des gens qui partent là-bas sont paumés religieusement. Donc je lui ai dit : "Les trois conditions du martyr en islam : mourir au combat, mourir mangé par une bête sauvage ou mourir à cause d'une maladie du ventre." Et là, ils ont explosé de rire, ils se foutaient de ma gueule. J'étais choquée. Ils pensaient qu'ils connaissaient mieux la religion que moi. »

Devant la police, Safya ne se montre guère coopérative. « Un matin, ils m'ont dit : "On trouve que tu t'ennuies un peu, ça te dit d'aller sur internet ? Si tu veux, tu peux aller sur Facebook." Mais j'ai voulu rigoler. Ils ont vraiment cru que j'allais me connecter sur Facebook à la DGSI ! Ils sont complètement débiles. Je pense qu'ils me prenaient vraiment pour une conne. Mais vraiment. Ils m'ont demandé si je voulais donner mes mots de passe Facebook, adresse mail, j'ai dit : "Ça va pas, non ?" Tu te dis : "C'est la DGSI quoi !" Ils ont pas juste le brevet des collèges, ils ont fait des études ! »

Au bout de sa garde à vue, Safya s'attend à être présentée à un juge pour, au minimum, un placement sous contrôle judiciaire. Même pas. « À la fin, l'enquêtrice est venue me voir dans ma cellule, elle m'a dit : "Tu prends tes affaires, t'as aucune poursuite, t'es libre." J'étais super contente, j'étais choquée, mais je me suis dit c'est cool. » Elle estime du reste qu'une incarcération aurait été une injustice. « Bah, j'ai rien fait », lance-t-elle spontanément. Avant de la relâcher, la police lui demande tout de même si elle accepterait de rencontrer des jeunes femmes désireuses de partir en Syrie pour les en dissuader. Encore très liée à l'EI, elle refuse catégoriquement. « Franchement, j'ai pas que ça à faire, c'est bon, ça me saoule. De toute façon, ça servirait à rien. Je me mets à leur place, elles diraient que je suis une apostate. »

Jusqu'ici, les autorités françaises sont plutôt clémentes

Comme la plupart des femmes revenues de Syrie, Safya semble bénéficier d'un biais de genre. Un préjugé sexiste qui pousse les autorités françaises à envisager l'engagement jihadiste féminin avec plus de clémence, le considérant davantage comme le résultat d'une soumission victimaire à la domination masculine. Comme un endoctrinement qui procéderait essentiellement d'un engagement sectaire, dans lequel le libre arbitre féminin aurait disparu. Les motivations féminines et masculines dans l'émigration jihadiste sont pourtant relativement comparables. Dans les cercles institutionnels, cette radicalisation est souvent appréhendée comme une forme de pathologie psychiatrique, étrangère à tout choix rationnel. Les femmes jihadistes seraient donc des victimes.

Pour Safya, cette grille d'analyse, trop psychiatrisée et genrée, élude d'autres vecteurs objectifs, les mêmes que ceux qui sont à l'œuvre chez les hommes. Et elle déresponsabilise des femmes pourtant bien souvent actrices à part entière de ces dynamiques. « Une fille qui veut partir en Syrie, c'est elle qui l'a voulu. C'est pas un frère qui va l'attraper dans la rue pour lui dire : "Vas-y, tu pars en Syrie, sinon je te défonce la tête." Non. C'est elles qui sont parties en Syrie, c'est elles qui l'ont voulu. Une fille en France qui ne veut pas partir, elle ne partira pas. Mais il y a beaucoup de filles qui partent pour retrouver leur mari. La plupart des filles, elles partent pour ça, c'est vrai. Y en a une, elle m'a dit : "De toute façon, moi je suis venue ici pour la belle gueule à mon mari." Parce que ce frère, il est magnifique, faut dire la vérité : il est superbe, super beau. Elle m'a dit ça comme ça : "Je suis partie pour sa belle gueule." J'étais choquée. Enfin, ça m'a fait rire sur le coup. »

Avant de se décider à rebrousser chemin vers la France, Safya s'est renseignée sur le traitement réservé aux femmes revenant du jihad. « Quand j'étais là-bas, j'en avais un peu parlé à ma mère. Je lui ai dit que si c'était pour revenir et pour être enfermée, c'était pas la peine. Et elle m'avait dit qu'elle avait vu l'association de Dounia Bouzar et qu'ils lui avaient dit que je risquais pratiquement rien. »

Jusqu'au printemps 2016, les femmes jihadistes n'étaient en effet pas perçues comme une menace pour la sécurité nationale. Notamment parce qu'en Syrie, contrairement aux hommes, elles n'avaient pas le droit de combattre. À moins d'éléments de preuves sur une activité de propagande en ligne ou de recrutement d'autres femmes pour la Syrie, la plupart ne sont pas poursuivies. En outre, pour ces jeunes femmes souvent instables psychologiquement, parfois traumatisées par leur expérience et qui n'ont pour la plupart aucun passé carcéral ni délinquant, la détention a tendance à être perçue par les autorités judiciaire et pénitentiaire comme un facteur aggravant dans leur parcours de radicalisation. En prison, elles risquent par ailleurs de se livrer à un prosélytisme jihadiste auprès de détenues de droit commun susceptibles d'y être sensibles.

Sans mari ou tuteur, impossible de fuir l’État islamique

Sur environ 200 retours de Syrie, seule une vingtaine sont des femmes. Pour elles, quitter les rangs jihadistes est infiniment plus compliqué que pour les hommes. Sans l’accompagnement et l’autorisation d’un mari ou d’un tuteur, il leur est en effet quasiment impossible de fuir. Restent quelques rares exceptions : quelques-unes ont été exfiltrées par des groupes rebelles hostiles à l’EI, présents et actifs sur ses territoires, et résistant sous forme de cellules opérationnelles clandestines. Parmi cette vingtaine de femmes qui sont parvenues à s’enfuir, là aussi, contrairement aux hommes pour lesquels l’incarcération en France est aujourd’hui systématique, jusqu’en août 2016, seules trois ont été placées en détention, dans un quartier dédié, à Fresnes. La doyenne, surnommée « mamie jihad », est âgée d’une cinquantaine d’années, elle a été convertie et radicalisée par son fils, figure connue de l’EI. Une autre, beaucoup plus jeune, baptisée la « marieuse de Daesh » par les médias, a été libérée sous contrôle judiciaire. La troisième n’est autre que Oum Hafs, la femme de « Bilel », dont ce livre a raconté le parcours.

Pour autant, cette doctrine judiciaire est en train d’évoluer, face à la multiplication d’attentats déjoués qui avaient été conçus par des femmes, souvent très jeunes, parfois mineures. En août dernier, le parquet antiterroriste de Paris a d’ailleurs annoncé davantage de sévérité à leur encontre[2]. Et ce discours commence à changer avec le premier attentat raté à la voiture piégée de bonbonnes de gaz, par trois femmes, dans le centre de Paris, en septembre 2016.

Pendant ce temps, le quotidien de Safya est celui d’une étudiante, peu assidue. « J’ai repris les cours tranquille, dans ma fac d’avant. » Quand elle estime en avoir le temps, elle suit le master en sciences de l’éducation qu’elle avait interrompu en partant en Syrie. Titulaire d’un bac technologique, elle se doute pourtant que son passé risque fort de compliquer l’exercice d’une activité professionnelle dans ce secteur. Au cours de sa garde à vue, une enquêtrice du renseignement intérieur n’a d’ailleurs pas manqué de le lui rappeler. « À la DGSI, ils connaissent mon parcours scolaire et tout. Ils m’ont dit : “Ah, vous êtes en éducation ?” J’ai dit “ouais”. Ils m’ont dit : “Vous pensez que vous allez trouver du travail en éducation avec ce que vous avez fait ?” Et là franchement, ils m’ont démoralisée. » Elle se rêvait éducatrice spécialisée. Elle a fini par faire son deuil de tout projet professionnel. « Travailler, ça m’intéresse pas. Peut-être travailler à domicile, mais pas aller travailler avec des hommes. Après, ça va être dur financièrement, c’est sûr, mais je sais m’adapter avec peu d’argent. » Actuellement, elle vit du RSA et du soutien de ses parents et habite seule, dans un petit appartement en centre-ville. Seule avec son bébé de quelques mois, conçu et porté en Syrie, mais dont elle a accouché en France. Pour le garder lorsqu’elle est à l’université, elle s’adjoint les services d’une nounou.

Son enfant présente des troubles psychologiques qui l’inquiètent. Elle a d’ailleurs consulté un psychologue pour nourrissons. « J’avais pris rendez-vous avec parce que ma fille, elle se réveille

d'un coup, elle devient toute dure et elle hurle, elle hurle, elle hurle, sans s'arrêter. Donc je suis allée voir un psychologue parce que j'avais trop peur, et le psychologue il m'a demandé comment s'était passée ma grossesse, si j'avais eu des choses qui m'avaient perturbée et moi je lui ai dit : "Non, ça s'est super bien passé", parce que j'allais pas lui dire… Je voulais pas. Mais bon, après, j'ai compris que c'était à cause de ça. Un bébé ça ressent tout. Je m'en veux grave. » Et pourtant, les premières semaines, Safya pense avoir commis une énorme erreur en rentrant en France. Dans un premier temps, elle va jusqu'à en vouloir à ses parents de l'avoir poussée à revenir dans ce pays qu'elle déteste. Depuis, elle a évolué. Mais aujourd'hui, elle ne regrette toujours pas son passage au sein de l'État islamique qu'elle considère avec autant de légèreté qu'une année Erasmus à l'étranger.

---

1. Pour des raisons de sécurité, son prénom, ainsi que certains lieux, ont été modifiés.
2. « On a peut-être été trop scrupuleux au début en se disant que les femmes suivaient leur mari. » Lire l'interview du procureur de Paris, François Molins, parue dans *Le Monde* du 2 septembre 2016.

« La *charia*, c'est la *charia*, point barre ! »

Safya a quitté l'EI pour des motifs matériels et familiaux, plus que par rupture idéologique. Son bébé est la principale raison de son retour en France. Un jour, venue dans un hôpital de Raqqa pour une échographie, elle assiste à un accouchement. Au détour d'un couloir, elle aperçoit une jeune femme soutenue dans la douleur par sa mère, contrainte de mettre son enfant au monde sans péridurale. Safya a comme un flash. Elle ne s'imagine pas accoucher dans de telles conditions, sans sa mère et sans péridurale. « Franchement, j'admire les femmes qui accouchent en Syrie. Y a plein de femmes qui accouchent là-bas. Elles sont pas toutes mortes. Mais là-bas ils savent pas trop faire les péridurales. Tout le monde le déconseille, donc elles accouchent sans péridurale, moi c'était pas possible. J'avais peur. Niveau hygiène, c'est loin d'être la France. Et, psychologiquement, c'est trop dur d'entendre sa mère pleurer, te supplier de revenir. J'attends un enfant, elle me disait que j'allais la priver de tout ça, que j'avais pas le droit. Des paroles qui touchent forcément. »

Dès cette prise de conscience, Safya s'en ouvre à son mari, un combattant français, et lui enjoint de trouver une solution pour rentrer en France le plus vite possible. « On avait demandé à partir à la *dawla*, on a voulu jouer vraiment la carte sincérité, sauf qu'ils nous ont dit non. Donc là je me suis dit : “Je suis une femme libre, je fais ce que je veux. Si je veux partir, je pars, je suis pas en prison.” Donc on a décidé de se cacher et de partir. Mais, sinon, c'est interdit et c'est super dur de quitter la *dawla*. »

Son mari vient de faire une vidéo se félicitant des attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, appelant à commettre de nouvelles attaques en France. Au sein de l'EI, il a fréquenté certains des éléments français considérés comme les plus dangereux et les plus recherchés. À Raqqa, le couple a vécu en colocation avec un Belge, très proche d'Abdelhamid Abaaoud, le coordinateur des attentats du 13 Novembre à Paris. Un jihadiste connu pour ses vidéos, notamment de décapitations de prisonniers. « Il était trop gentil, il faisait trop rire, raconte Safya, C'est un malade dans sa tête. Franchement quand tu parles avec lui, tu te dis c'est quelqu'un de trop tranquille. Mais il est vraiment dans *dawla*. Mais quand tu parles avec lui, ça se voit pas. Il avait décapité, égorgé un *murtad* dans

une vidéo, et il disait à la Belgique : “Oui on va vous faire ça.” Mais quand tu parles avec lui, il est super gentil. Il est posé, tranquille. »

Le mari de Safya sait qu’au retour les autorités françaises l’attendent de pied ferme, mais le jeune homme s’exécute. Le couple parvient à fuir en se fondant dans le flot des réfugiés, avec un groupe de migrants. En Turquie, après quelques jours de tourisme dans un hôtel à Istanbul, tous deux se présentent au consulat de France, qui les fait arrêter par la police turque, plutôt bienveillante à leur égard. « Les flics turcs, ils étaient tellement cools, on a paniqué. Ils nous ont pas mis les menottes, y en a un il nous dit : “Oui, *dawla* ils ont raison.” Il disait que la France c’étaient des gros pourris. On s’est regardés, on s’est dit : “Putain, merde, c’est quelqu’un de *dawla*.” » En fait, ce sont bien d’authentiques policiers turcs, qui les conduisent vers un centre de rétention administratif avant leur renvoi en France, où la police les attend. Contrairement à Safya, son mari est actuellement incarcéré en France, vraisemblablement pour plusieurs années.

« J’avais tout ce qui est vêtements, parfums, donc c’était parfait »

Safya culpabilise d’avoir fait souffrir sa famille mais ne regrette pas son engagement jihadiste. Si elle n’était pas tombée enceinte, sans doute n’aurait-elle même pas songé à rentrer. D’abord parce que « franchement, dit-elle, ouais j’étais bien chez l’État islamique. J’étais avec mon mari, on avait notre appartement, on manquait de rien. En tant que femme, j’avais tout ce qui est vêtements, parfums, donc c’était parfait. J’avais des sœurs françaises à qui je pouvais parler. J’étais jamais seule ». À Raqqa, elle loge avec son mari dans un appartement spacieux qui appartenait à une famille de la classe supérieure syrienne avant l’arrivée des jihadistes, nouveaux maîtres de cette ville dont ils ont fait leur capitale début 2014. Safya le sait parce que les propriétaires ont fui si rapidement qu’ils ont laissé derrière eux la plupart de leurs photos et de leurs effets personnels. « Ils avaient laissé tous leurs papiers. Ça se voyait qu’ils étaient partis en speed. Y avait les vêtements dans les placards. En fait ça se voyait qu’ils avaient pris le strict minimum et qu’ils étaient partis en urgence. C’était un super appart, trop grand, immense. Y avait un grand salon, une grande cuisine hyper moderne, genre cuisine américaine, salle de bains, deux chambres avec douche dans la chambre. »

En investissant ce logement cossu encore imprégné de ses anciens occupants, Safya ne se pose pas de question. « Bah non, puisqu’on m’a dit que l’ancien propriétaire c’était un *murtad*, un apostat. » Quelques mois plus tard, au moment de fuir l’EI, un passeur, qui avait connu les anciens propriétaires au moment de leur exode, lui livrera une autre version. « Il s’avérait que c’était pas un apostat en fait, c’était un professeur en sciences islamiques mais qui supportait pas la *dawla*, qui

disait que c'était pas le vrai islam et il a été exproprié. Ils lui ont dit de quitter sa maison, de partir. Et sa maison ne lui appartenait plus. Le passeur m'a dit qu'il s'était réfugié en Turquie avec sa famille. »

Côté nourriture, Safya ne se plaint pas non plus en Syrie. Mis à part son bref passage en Irak, à Falloujah, beaucoup plus frugal. « En deux mois, j'avais perdu huit kilos. Je mangeais rien. Ils nous servaient des oiseaux qu'ils tuaient dans le ciel, c'était dégueulasse. Donc je me suis dit : je mange plus, je m'en fous. Quand je suis arrivée en Syrie j'étais trop contente, je me suis bien rattrapée. Quand on est revenus d'Irak, ils avaient pratiquement tous les produits de France : lasagnes, pâtes Barilla, Snickers, Kinder, y avait du choix. »

Safya est remise en liberté

Au moment de sa garde à vue, quelques semaines après avoir quitté la Syrie, Safya, rentrée en France avant tout pour revoir sa famille et pour accoucher, est encore ouvertement favorable à l'État islamique. Elle va jusqu'à regretter d'être revenue. Même devant les enquêteurs, elle assure ne pas avoir dissimulé ses convictions. « Niveau *charia* tout est bon chez eux parce qu'ils appliquent vraiment la *charia*, explique-t-elle sans vaciller, et ça, aucun musulman ne peut dire le contraire, sinon c'est pas un musulman. Nous, en Syrie, on avait toutes les vidéos en avant-première. Donc j'ai tout vu. Genre *Salil Sawarim 4*[1], celle où ils décapitent tous les pilotes, c'est trop bien fait, t'as l'impression que c'est un film. Genre, y a les frères qui passent avec la musique de *dawla*, ils prennent chacun un couteau et après ils les font s'agenouiller et après y a le mec toujours en noir qui parle et après il décapite. Je me disais : "Ils ont du courage de faire ça parce que moi je pourrais pas." J'ai expliqué ça à la DGSI parce qu'ils voulaient pas comprendre. Je leur ai dit, la *charia* c'est la *charia*, c'est pas moi qui la fais. La *charia*, c'est dans la religion musulmane donc je changerai pas mon discours. Et ils me demandaient si j'étais d'accord avec ces actes et s'il fallait les tuer. Je leur ai dit : "Mais c'est dans la *charia*, j'ai pas à être d'accord ou pas d'accord, la *charia*, c'est la *charia*, point barre !" Voilà ! Tu veux que j'y fasse quoi ? Ça, par contre, quand je leur ai dit ça, ils ont tiqué… Mais bon, je sais pas, ils sont cons. »

Des propos sans ambiguïté, qui n'ont pas empêché sa remise en liberté, mais qui lui valent de rester sous surveillance policière. Safya est régulièrement convoquée au commissariat. Elle se pense sur écoute téléphonique, et suivie par une voiture des renseignements territoriaux. Ses parents, qui ne partagent aucunement ses idées, la surveillent également de près.

Six mois plus tard, quand nous rencontrons Safya pour un nouvel entretien, la jeune femme ne tient plus tout à fait les mêmes propos. Entre-temps, il y a eu le 13 novembre 2015, les commandos qui ont ensanglanté Paris, et fait 130 morts. Elle explique désormais rejeter l'État islamique et être revenue à une approche salafiste quiétiste de l'islam, doublée d'un puissant ressentiment contre la France en se rapprochant de « sœurs de la *salafya* ». Certes, Safya maintient des échanges quotidiens, par messagerie internet, avec les sœurs françaises en Syrie. Ses relations avec les plus déterminées sont parfois électriques. « Quand je suis rentrée en France, j'étais une grosse merde pour elles. » Mais beaucoup d'autres la contactent parce qu'elles aussi veulent fuir l'EI. « Oui, y en a énormément. La plupart c'est parce qu'elles s'imaginaient pas que la vie, elle serait comme ça là-bas. Mais c'est quasiment impossible de rentrer maintenant. »

Ses copines d'avant le jihad lui ont tourné le dos. « Elles m'appellent "la terroriste". Y en a une, j'étais très proche d'elle mais elle m'en veut parce qu'elle a vu dans quel état était ma mère quand je suis partie. Elle m'a dit : "Une personne normale, elle peut pas faire ça à ses parents, t'es pas quelqu'un de fréquentable." » Safya la comprend. Elle passe son temps, plongée dans des livres religieux du courant salafiste quiétiste. « Même dans l'amphi à la fac, je me mets au fond, et j'étudie. Pour l'instant, je suis sur le *Tawhid* de Ibn Qayyib[2], traduit en français. » Toujours en autodidacte, non arabophone, elle refuse de mettre un pied dans une mosquée en France. « Ils sont paumés, dans les mosquées françaises. Ils mettent le drapeau français. Non mais allô ! N'importe quoi. Ils sont dans un délire. Y a pas de démocratie en islam. Aller voir un imam de France pour qu'il me dise de devenir citoyenne ? Non ! »

Son rejet de la République et des mosquées françaises reste intact. Elle n'imagine toujours pas son avenir en France. Son mal-être n'a pas disparu. Elle parle désormais d'un nouveau désir de *hijra*, plus en Syrie mais au Yémen cette fois, une destination prisée de longue date par les salafistes quiétistes. « Y a des sœurs qui m'en ont parlé. Y a déjà un groupe de sœurs qui veulent partir. J'arrive pas à rester en France. Je déteste la France. Je me sens pas à ma place en France. »

---

1. *Salil Sawarim*. C'est le titre – le « tintement des épées » en français – d'une série de vidéos diffusées par les organes de propagande de l'État islamique. Son numéro 4, teasé comme un blockbuster américain sur les réseaux sociaux, reprend les codes cinématographiques du genre. Mais il ne s'agit pas de fiction. C'est une succession de plus d'une heure d'images d'assassinats ciblés en Irak, de prisonniers humiliés avant d'être exécutés ou d'embuscades à l'explosif. Le tout scénarisé et tourné en multicaméras avec ralentis, effets sonores sophistiqués, sur fond de chants jihadistes. L'objectif est double : terroriser et recruter. Élément central de la guerre psychologique, la publicité de la sauvagerie vise à démoraliser l'ennemi, à donner une illusion de surpuissance militaire dont l'EI ne dispose pas en réalité. *Salil Sawarim 4* a été diffusé quelques jours avant l'offensive sur Mossoul en juin 2014. De nombreux experts estiment que cette vidéo explique en partie la fuite de l'armée irakienne dès l'entrée des jihadistes dans la ville. Cette mise en scène de la terreur doit aussi offrir à ses partisans l'image attractive d'un groupe invincible, malgré son infériorité numérique,

car porté par la providence et inscrit sur la voie de la prophétie musulmane.

2. *Tawhid*. Les jihadistes insistent particulièrement sur ce socle fondamental de la religion musulmane, l'unicité d'Allah, qui est au cœur de sa profession de foi et affirme son monothéisme. Les jihadistes utilisent cette notion pour disqualifier les autres musulmans. Car contrevenir au *tawhid*, en associant une autre divinité à Dieu, c'est sortir de l'islam. Pour les jihadistes, la simple acceptation de la démocratie remet en cause le *tawhid*, de même que le refus de quitter ou de combattre les non-musulmans, c'est-à-dire le fait de ne pas appliquer les dogmes du *kufr bi taghut* – le rejet de l'idolâtrie (tout ce qui est adoré en dehors de Dieu) – et du *al-wala wa al-bara* – l'alliance (avec les musulmans) et le désaveu (des non-musulmans).

Lena, les femmes et l'envie de tuer

C'est une « revenante » de l'État islamique qui rêve encore d'État islamique et même d'attentats en France. Lena[1] a passé près d'un an en Syrie avant de revenir, déçue, mais toujours attachée à cette idéologie. « Si c'était à refaire, je prends ma valise et je repars », lance-t-elle sans hésiter. En France, où elle vient d'un milieu populaire issu de l'immigration algérienne, cette étudiante, qui ne porte le niqab que depuis deux mois, quitte ses études et rejoint en Syrie un jihadiste français qu'elle a connu sur internet quelques semaines avant son départ, fin 2014. Au début, malgré des difficultés matérielles, elle dit vivre un vrai bonheur et file « le grand amour ».

Mais au bout de six mois, les complications commencent avec la mort de son mari au combat. Veuve, elle se retrouve seule, sans protecteur, placée contre son gré dans une maison pour femmes. Ses biens lui sont retirés, elle finit par être emprisonnée, soupçonnée d'espionnage. Et dans des conditions confuses, elle parvient à s'enfuir au bout de quelques mois. Au sein de l'EI, elle explique avoir subi des violences physiques et psychologiques, et « vu les pires injustices ». Et, pourtant, elle garde une image émerveillée de l'organisation et de son projet.

Car, selon elle, les problèmes viendraient de la base et notamment des combattants français qui « ont importé leur *jahilya* de cité », tandis que la haute hiérarchie conserverait toute sa pureté. D'ailleurs, après son expérience au sein de la cellule mère en Syrie, elle nourrit de nouveaux projets de départ, au sein cette fois de la branche libyenne de l'EI, installée dans l'ex-bastion kadhafiste de Syrte. Là-bas, les Français, réputés pour leurs mauvaises habitudes, sont moins nombreux, peut-être une trentaine à peine. Cette nouvelle franchise de l'EI aurait, selon elle, tiré les enseignements des erreurs commises au Levant. Mais l'offensive lancée en mai 2016 par les forces libyennes de Misrata, soutenues par les bombardements américains, a douché ses espoirs de seconde *hijra*. Ses papiers d'identité confisqués, elle est actuellement libre sous contrôle judiciaire, dans une France contre laquelle elle rumine sa haine, dans l'attente de son procès pour « association de malfaiteurs en vue de commettre des actes de terrorisme ».

Jilbeb, gants noirs, maquillage et petit sac Chanel

Enveloppée dans son long jilbeb[2] et ses gants noirs, cette petite femme enrobée ne passe pas inaperçue dans les rues de Paris. Du haut de ses 22 ans, elle aimerait porter le niqab, mais la loi française l'en empêche. Elle s'autorise en revanche du maquillage et un accessoire beauté : un petit sac Chanel en cuir noir matelassé porté à l'épaule avec une anse dorée. « C'est un cadeau », précise-t-elle, en montrant son certificat d'authenticité. Derrière sa coquetterie, son visage poupin et sa voix claire, Lena ne fait pas longtemps mystère de son penchant très affirmé pour le terrorisme. « Faire des attentats ciblés comme *Charlie Hebdo*, c'est la meilleure des choses à faire, l'attentat de *Charlie Hebdo*, ah c'était l'un des plus beaux jours de ma vie, s'enthousiasme-t-elle dans un large sourire et un ton soudain rageur, j'aimerais tellement que ça se repasse. Et j'espère que la prochaine attaque ciblée, ce sera une sœur qui la fera. » Lors de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, pourtant revendiqué par la branche yéménite d'Al-Qaïda, rivale de l'État islamique, Lena se trouvait à Raqqa, le fief de l'EI. « Tout le monde était content, ça klaxonnait dans les rues. C'était Al-Qaïda, mais le lendemain il y a eu l'Hyper Cacher fait par l'EI[3] et, tout d'un coup, on était unis, plus de différences », raconte-t-elle.

En Syrie, elle a vécu au quotidien durant des mois au contact des Françaises de l'État islamique. Elle connaît parfaitement leur détermination guerrière. Les anecdotes qu'elle raconte en disent long. Elle se souvient notamment d'une rencontre avec la mère d'une famille nombreuse partie à onze – dont son mari, sa fille et ses trois fils – dans un camping-car de location de Strasbourg pour rejoindre l'EI par la route. Ce jour-là, cette mère française qui, depuis l'arrivée de la famille, a déjà perdu son époux et un enfant de 12 ans dans les combats (le plus jeune Français annoncé tué en Syrie) vient d'apprendre la mort d'un autre de ses fils, âgé, lui, de 14 ans, et reçoit pour cela une prime de 800 dollars de l'EI. « Quand on s'est vues, on a enlevé nos sitars. Elle essuyait ses larmes. Elle disait “al hamdoulillah, al hamdoulillah”, plein de fois… Et moi je lui dis : “Ça va aller, tiens le coup”, etc. Et elle me dit : “Non, au contraire, al hamdoulillah, je suis tellement heureuse.” En fait, elle pleurait de joie parce que son fils s'était fait tirer une balle dessus en *razoua* [une attaque, NdA], au combat. Je suis sûre qu'elle avait quand même un côté triste aussi, son mari était plus là, ses fils étaient plus là, il lui restait plus qu'un fils de 11-12 ans et elle avait marié sa fille de 13 ans à un combattant de 22 ans. Mais elle pensait sûrement bénéficier du martyre de son fils », pour se faire absoudre de ses péchés.

La mission principale des femmes

Selon les chiffres des autorités françaises, sur les 700 Français actifs en Syrie et en Irak à l'été 2016, 280 sont des femmes, et il faut y ajouter environ 420 enfants français actuellement sur zone. Un tiers d'entre eux seraient nés là-bas. Élever la prochaine génération du jihad est la mission principale des femmes au sein de l'EI. Cette situation est inédite. C'est en effet la première fois dans l'histoire du jihadisme contemporain que des enfants naissent et sont socialisés dans cette idéologie. Des enfants élevés pour tuer, dans l'amour du jihad.

Selon Lena, ces enfants sont entraînés militairement dès l'âge de 7 ans. « J'ai beaucoup vu d'enfants en bas âge, des bébés, 6 ans, 5 ans. Ils sont toujours avec la mère. Les écoles normales, c'est-à-dire histoire, géo, maths, tout ça, y en a pas du tout. Mais ils ont commencé à ouvrir des madrasa, c'est-à-dire des écoles coraniques. Les petits ne combattent pas tout de suite, mais ils font le *muaskar*, c'est-à-dire l'entraînement, le maniement des armes, ils le font parfois à 7 ans, mais plutôt dès 10 ou 11 ans. »

Passé l'entraînement, certains de ces petits Français jihadistes, surnommés les « lionceaux du califat », sont utilisés pour exécuter des prisonniers dans des vidéos et envoyés au front. Safya a, elle aussi, connu certains de ces enfants français tués au combat. « Ils les mettent sur la liste *inghimass*[4] où ils les envoient en premier. L'émir, il leur dit : "Vous, c'est *inghimass*, vous inquiétez pas, vous allez aller au paradis. J'espère que vous allez pas mourir mais, si vous mourez, vous inquiétez pas vous allez aller au paradis direct." » Pour les femmes, la mort d'un mari, d'un frère ou d'un fils est souvent vécue comme une bénédiction divine. D'abord, elles sont persuadées qu'il accédera au rang de martyr et donc à des faveurs célestes, mais aussi parce qu'elles espèrent qu'il les absoudra de leurs péchés, en leur ouvrant les portes du paradis au titre de l'intercession promise pour 70 personnes de leur choix, une fois dans l'au-delà.

En moyenne, de 2014 à 2016, l'État islamique a revendiqué entre 60 et 80 attentats suicides par mois. Depuis la première attaque kamikaze française menée par un converti toulousain en Syrie en 2013, sur les 200 Français présumés morts en Syrie et en Irak, au moins une quarantaine ont fait ce choix. Selon les mots d'un autre Français, un converti d'origine antillaise, interrogé en février 2015 peu avant la réalisation d'une attaque suicide en Irak, ces opérations sacrificielles toujours très meurtrières sont vécues comme « une consécration » par les jihadistes. Il s'explique : « Je suis impatient parce que j'ai l'envie de rencontrer mon seigneur, de tuer un maximum de *murtadin*, de me faire tuer et ainsi d'ajouter des *kuffar* (des mécréants) à mon compteur de tués, dit-il. On est les seuls à faire ça, car nous nous sacrifions pour notre religion. Les *kuffar* et les *murtadin*, ils savent au plus profond d'eux qu'ils combattent pour leurs passions. Ils jouissent de cette vie en attendant de brûler dans les flammes en enfer. Les Français, ils ont une détermination telle. C'est simple, parmi les Européens, c'est eux qui font le plus de *dogma*[5]. Moi ma mission, c'est d'ouvrir une zone avec un Hummer chargé de trois tonnes d'explosifs. C'est pour permettre aux frères d'avancer en infligeant la peur et d'énormes pertes. Mais ce qui nous pousse à faire ça, c'est notre foi. C'est pas parce qu'on a

une mauvaise vie ici. Pourquoi est-ce que j'aurais peur ? C'est bi'idnillah [« par la volonté d'Allah », NdA], une clef du paradis. »

Des kamikazes sur liste d'attente

Ces sourires funestes des kamikazes avant leur attentat suicide, c'est cette conviction fanatique de faire le bien en tuant ceux qu'ils considèrent comme ennemis de leur religion. Et cette assurance d'accéder au paradis, eux et tous leurs proches. Et lorsqu'un membre de leur famille s'apprête à mener une opération suicide, leurs femmes leur rappellent parfois de ne pas oublier d'intercéder en leur faveur auprès de Dieu dans l'au-delà. Ces demandes sont pourtant mal perçues dans les milieux jihadistes. Car pour être valide, le sacrifice de sa vie doit se faire uniquement pour Dieu, non pour soi ou ses proches. C'est l'intention qui compte, au risque d'annuler les faveurs du martyr.

Selon plusieurs témoignages de « revenants » et de jihadistes sur place, il existe ainsi, au sein de l'État islamique, des listes d'attente de plusieurs mois de candidats aux opérations kamikazes. Tous sont volontaires et sélectionnés par l'organisation. Réunis dans des *maqqar*, des casernes, qui leur sont réservés, ils suivent un entraînement spécifique. L'État islamique s'assure notamment de leur détermination, de façon à ne pas choisir un candidat susceptible de flancher au moment de se faire exploser. En plus de l'échec de l'opération, cela risquerait de décrédibiliser le groupe dans sa stratégie de terreur jusqu'au-boutiste.

Quand, depuis n'importe quel territoire de l'EI, un émir cherche un kamikaze, les candidats se voient souvent offrir une semaine de détente dans un grand hôtel de Mossoul ou de Raqqa avec leurs proches pour un dernier adieu. Certains choisissent d'enregistrer une vidéo qui fera l'objet d'une diffusion posthume et le tour d'internet après leur mort. D'autres, assurant rejeter toute forme d'ostentation, préfèrent aller à la mort dans le secret, parfois sans même prévenir leur famille en France.

Les femmes revendiquent le droit à l'attentat suicide

Toujours interdites de combat pour le moment, les femmes n'ont pas encore le droit de faire des *dogma*. Et beaucoup d'entre elles désespèrent de ne pas pouvoir bénéficier de ce qu'elles perçoivent

comme une inestimable opportunité, celle d'accéder au paradis en menant un attentat suicide. « La liste d'attente des *dogma*, elle est énorme, confirme Safya, plusieurs sœurs ont demandé à s'inscrire, mais les émirs ont refusé. » De son côté, Lena se souvient qu'au moment de l'annonce de la mort de son deuxième fils, la mère de Strasbourg avait même écrit une lettre de plusieurs pages à l'émir de l'EI en personne, Abou Bakr al-Baghdadi, pour l'implorer de l'autoriser, à titre exceptionnel, à mener un attentat kamikaze. « Elle me disait que vu que sa famille, ses fils et son mari sont tombés, que sa famille est bien réputée, qu'elle pourrait avoir l'accord de Baghdadi, alors que les femmes ne sont pas autorisées à faire ça. Elle pensait qu'elle pourrait avoir son accord pour faire une opération martyre près de la ville de Baghdadi, en Irak. C'est ce qu'elle voulait. Le lendemain elle est partie. Après, plus de nouvelles. »

Au sein de l'EI, presque aucune activité n'est prévue pour les femmes. Les Françaises, en majorité non arabophones, restent donc entre elles avec les Belges. Comme elles le feraient en France, elles font parfois du shopping à Raqqa, se rendent mutuellement visite dans leurs appartements pour boire le thé lorsque leurs maris sont au combat, souvent pour plusieurs jours ou semaines. Dans leurs discussions revient souvent le thème des attentats en France. Et beaucoup d'entre elles rêveraient d'avoir la possibilité d'en perpétrer dans leur pays d'origine. La plupart portent d'ailleurs une kalachnikov et une ceinture explosive en permanence sous leur sitar. « Elles sont fières de leurs armes, elles soutiennent à fond leur mari, quand il y a des attentats, c'est les premières à crier, à être heureuses, raconte Lena. Y a une sœur, elle disait : “Je rentrerai en France bi'idnillah par la Grèce, et je viendrai tous les égorger.” C'est interdit de rentrer, de retourner, mais elle me disait : “Si je leur dis mes intentions, ils me laisseront rentrer par la Grèce”, j'attends que l'ordre de Baghdadi pour aller combattre. »

Le soir, se souvient de son côté Safya, certaines « se faisaient carrément le scénario d'un attentat. On rentre en France avec des faux papiers pour le 14 Juillet, on rentre dans la foule, on enlève nos jilbeb et on tire, y en a une qui disait qu'elle allait mettre un faux coussin pour faire croire qu'elle est enceinte et qu'elle allait dissimuler du TNT dedans pour se faire exploser en France au moment où François Hollande allait passer pour saluer une foule ».

Safya et Lena en conviennent, si les femmes n'ont pour le moment pas le droit de combattre, cela ne sera pas toujours le cas. Lena explique d'ailleurs que des camps d'entraînement pour femmes ont été mis en place, au moment de son départ de l'EI, fin 2015. « Les femmes sont entraînées. Quand j'ai quitté l'État islamique, ils étaient en train de créer un *muaskar*, c'est-à-dire un camp d'entraînement pour les femmes. Ça commençait à se faire. Armement et religion. C'est sûr qu'elles vont avoir l'autorisation. Il va manquer de plus en plus d'hommes, les frontières commencent à être bien fermées, beaucoup se font arrêter à la frontière ou même à l'aéroport avant de partir. Et beaucoup d'hommes tombent. Il faut pouvoir les remplacer, ces hommes. » Safya confirme également cette tendance. « Toutes les sœurs de *dawla*, elles ont envie de combattre. Moi, quand je suis arrivée en

Syrie, j'avais envie de prendre les armes. Je sais pas, c'était peut-être bête, hein, mais j'avais ce sentiment de puissance. »

Une préfiguration du commando aux bonbonnes de Paris

Plusieurs mois après ces propos, l'actualité leur donne raison. En septembre 2016, le rôle des femmes commence à évoluer au sein de l'État islamique. D'abord en France, un commando de trois femmes est interpellé par la police antiterroriste après avoir échoué à faire exploser, en plein Paris, une voiture chargée de bonbonnes de gaz. Elles avaient été incitées à agir ainsi par un Français basé à Mossoul en Irak et appliqué à la lettre ses consignes terroristes, à travers la messagerie Telegram. Lors de leur arrestation, la plus jeune, âgée de 19 ans, fonce sur des policiers en civil qui les surveillaient, blessant au couteau un fonctionnaire. Les autorités judiciaires, qui les considéraient pour une large part comme des victimes, comprennent à ce moment que les femmes jihadistes ont bénéficié à tort d'un biais de genre.

Qualifiées de « fanatisées » par le procureur de Paris François Molins, elles sont au moins aussi déterminées que les hommes, sinon plus. Peu après, signe d'un changement de stratégie de l'État islamique, l'organisation revendique officiellement et pour la première fois une attaque ratée, menée par trois femmes, contre un commissariat de Mombassa au Kenya. Présentées comme « sympathisantes » par son organe de propagande Amaq, ces femmes avaient simplement elles aussi été incitées à agir au nom de l'EI, sans pour autant avoir été militairement formées. Cette revendication officielle prouve que la hiérarchie du groupe ne s'oppose plus à ce que des femmes mènent des attentats en leur nom. L'époque où les femmes de l'État islamique ne combattaient pas est désormais révolue.

Pour autant, à ce jour, le seul exemple connu d'une unité paramilitaire féminine à l'EI est celle de la police islamique des femmes. Fin 2014, dans le souci de faire appliquer la *charia* aux femmes en évitant toute mixité, l'organisation décide de mettre sur pied une brigade des mœurs exclusivement féminine, la « *hisbah* des femmes ». Ce bras armé féminin du proto-État jihadiste est composé majoritairement d'étrangères, essentiellement chargé de faire respecter l'obligation du port du voile intégral aux femmes syriennes. Mais au bout de quelques mois, en raison de son degré de violence, les plaintes d'habitants locaux s'accumulent. L'EI décide finalement de mettre fin à l'expérience pour ne pas s'aliéner la population locale. « La *hisbah* des femmes avait été créée pour que les femmes puissent corriger les femmes et pas les hommes, explique Lena. Mais les femmes étaient trop

violentes justement, alors les hommes ont dit stop. C'étaient des Tunisiennes généralement qui faisaient le travail. Elles battaient les Syriennes. Coups de pied par terre, claques dans la rue. Par exemple, une Syrienne qui met un niqab avec plein de maquillage ou des grosses bosses dans les cheveux, des fleurs plastifiées qu'elles mettent derrière pour donner un effet cheveux longs, elles se faisaient frapper. Les Tunisiennes sont un peu réputées comme les Tchétchènes. Chaque fois qu'y avait un problème, on disait : "On va vous ramener les Tunisiennes." C'était les méchantes. Il y a eu des plaintes comme quoi ça frappait trop. Normalement c'est un petit coup, tu la corriges : "Enlève ta fleur ou rabaisse ton niqab, mets-le en sitar ou fais quelque chose", mais tu ne frappes pas la fille jusqu'à la mettre par terre. Donc la *hisbah* des femmes a été dissoute. »

En France, les femmes adhérant à l'idéologie jihadiste en sortent tout aussi difficilement que les hommes. De retour de Syrie, Lena, libre mais toujours animée par sa radicalité violente, ne croit pas un instant aux programmes de « déradicalisation » du ministère de l'Intérieur que ses obligations judiciaires lui imposent pourtant de suivre. « J'y suis allée une fois seulement. Je n'y suis plus retournée, dit-elle. Je n'ai jamais été alcoolique de ma vie. Mais ça se présente un peu comme tel. On arrive dans une pièce, quand la personne arrive avec un niqab ou un jilbeb, on nous lance un "salam alaykoum". On nous parle un peu comme à des anciens alcooliques avec des petits yeux, une voix toute douce, et on nous dit : "Qu'est-ce qui t'a fait basculer dans Daesh ?" C'est marrant, c'est vraiment comme ça. On nous parle un peu comme si on était des perdues de la vie, du genre : "Toi, ta famille ne s'occupait pas de toi ?" Et après pour moi ça a été : "Steuplé, tu peux témoigner sur BFMTV avec nous ?" Je me suis sentie comme un petit rat de laboratoire. Pour moi, la déradicalisation, c'est un néologisme inventé de toutes pièces. Ça veut dire quoi ? »

Ces programmes n'ont manifestement eu aucun effet notable sur le niveau de radicalité de cette jeune femme, revenue de l'État islamique, mais pas de son idéologie.

---

1. Pour des raisons de sécurité, son prénom ainsi que certains lieux ont été modifiés.
2. Le jilbeb est un voile intégral qui ceint le visage tout en le laissant découvert, à la différence du niqab qui laisse apparaître les yeux et le sitar qui les cache. C'est le voile le plus couvrant que la loi française autorise.
3. L'attentat contre *Charlie Hebdo* (qui a fait 12 morts et 11 blessés) a été revendiqué le 14 janvier par Al-Qaïda dans la péninsule Arabique. Amedy Coulibaly, l'auteur de la prise d'otages de l'Hyper Cacher (qui a fait 4 morts), s'est réclamé de l'État islamique.
4. Pour autoriser les attaques kamikazes, les jihadistes se fondent sur un *hadith* racontant l'histoire d'un compagnon du Prophète qui s'était jeté dans une mêlée d'ennemis pendant une bataille. L'opération *inghimass* est vouée à la mort, mais, à la différence de l'opération *shahid* (martyre), la mort n'est pas certaine dans cette attaque. Il s'agit de foncer vers l'ennemi avec une arme à feu et non dans un véhicule bourré d'explosifs, pour donner la mort en espérant la recevoir, « tuer, pour être tué ». L'*inghimassi* peut exceptionnellement revenir vivant de cette attaque.
5. Cette expression, qui désigne un attentat suicide, a été spécifiquement popularisée par les jihadistes en Syrie et en Irak. Selon le chercheur Romain Caillet, elle découlerait du terme « bouton » en arabe dialectal, car c'est un appuyant sur le

bouton de mise à feu que l'on se fait exploser en faisant, donc, une *dogma*. Tous les jihadistes utilisent désormais cette expression qui a même donné lieu à un *nashid* d'Aqpa, un chant jihadiste, célébrant les opérations suicides et dont le refrain n'est autre que « dogma, dogma, dogma, wallah je ne peux plus attendre le paradis ».

« Je me sentais puissante, supérieure à tout le monde »

Avant de rejoindre l'État islamique, elles étaient étudiantes en France, comme des milliers d'autres. Elles sont revenues, mais continuent de vouloir quitter ce pays et de considérer le projet jihadiste comme positif. Comment en sont-elles arrivées là ? Safya et Lena ont accepté de nous rencontrer et de nous raconter leur trajectoire, pendant plusieurs mois. Elles ne se connaissent pas, mais affichent des profils sociologiques et des motivations similaires. Elles ont à peu près le même âge, moins de 25 ans, et ont grandi dans un quartier populaire de province, « en cité », avec des familles non divorcées, entourées de plusieurs frères. Nées en France, chacune est issue de l'immigration maghrébine, titulaire du bac, technologique pour l'une, général avec mention pour l'autre. Elles étaient plutôt bonnes étudiantes en master à la faculté, avant de rejoindre l'EI. Lena se montre d'ailleurs passionnée de littérature classique. Toutes deux ont reçu une éducation religieuse, notamment Lena, à l'école coranique dès l'enfance, avant de s'en éloigner à l'adolescence pour y revenir de façon radicale et précipitée, tout juste passé les 20 ans.

« À un moment, on a toutes vécu un traumatisme », confesse Lena pour expliquer la bascule féminine dans le jihad. Avant de se reprendre et de nuancer. La majorité peut-être pas, mais beaucoup de femmes croisées en Syrie affichaient des parcours chaotiques. « Pas toutes, mais beaucoup, oui. J'ai connu des filles qui ont eu de lourds passés. Une, des attouchements sexuels et des viols par son père, une autre c'était des embrouilles avec ses parents qui l'ont menée à plusieurs séjours en hôpitaux psychiatriques, des violences, ses parents qui la battaient. Après il y a beaucoup de converties qui s'embrouillaient avec leurs parents qui ne supportaient pas l'islam. Tout simplement. » Elle-même a-t-elle adhéré à cette idéologie après un événement émotionnel particulier ? « Non, non, dit-elle hésitante, après j'ai eu un problème durant mon adolescence mais

c’est pas un truc qui va faire que je prends mes bagages et que je me barre. On s’en remet très vite. C’est rien, c’est une petite épreuve de Dieu. » Elle n’en dira pas davantage.

Safya, qui assure n’avoir subi aucun traumatisme, se montre moins convaincue par cette grille de lecture. « Après, une fille qui s’est fait violer et qui arrive à en parler, bravo. Surtout à un homme », concède-t-elle cependant. En l’absence de toute statistique, impossible de dresser de loi générale, nos multiples entretiens confirment pour autant ce constat empirique : les femmes ayant connu directement ou dans leur entourage des cas de violences domestiques ou sexuelles, d’abandon parental, de prostitution ou de toxicomanie, paraissent fortement représentées dans le jihadisme. Dans ces cas d’espèce, l’idéologie promettant paradis et expiation des péchés pour soi et ses proches après une vie terrestre d’épreuves offre l’espérance d’une rédemption.

Le port du voile intégral comme une « libération »

Le jihadisme féminin ne saurait s’appréhender sous ce seul prisme. Les facteurs d’engagement sont multiples et souvent identiques à ceux des hommes. Néanmoins, des récits de Safya et de Lena transparaît tout de même un rapport douloureux à l’altérité masculine et à la position que leur confèrent leur genre et leur appartenance ethnique dans la société française. Chacune dit avoir vécu le port du voile intégral comme une « libération ». « Tu ne peux pas comprendre si t’es pas musulman et si t’es pas une femme, explique Safya, tu te couvres et tu sens plus libre. Tu as l’impression que personne ne peut rien te dire. » Pour expliquer ce choix, elles le présentent d’abord comme un antidote à un mal-être existentiel, avant d’évoquer une prescription religieuse.

Le voile intégral est une frontière posée en réaction au jugement masculin dont elles souhaitent s’extraire. « Les clichés quand on va voir une fille blonde avec une minijupe, on va se dire direct : “Elle, c’est quoi c’te fille ? Pourquoi elle s’habille comme ça ?” Forcément, il y aura un jugement. Et ça pour moi, ça casse les barrières du jugement. En France, on va toujours vous juger selon votre apparence physique. Je me suis dit dans un État islamique où on est toutes voilées de la tête aux pieds, où on ne regarde pas comment la personne est foutue, quels vêtements de marque elle porte, on est tous égaux par ce vêtement-là. Moi, oui, ça me plaisait, ça. C’est trop lourd pour moi à l’heure actuelle de me faire juger par mon physique. »

Safya partage exactement le même avis. « C’est vraiment religieux. Quand tu mets le niqab, les gens vont pas te juger, ils vont dire “t’es une extrémiste”, mais ils vont pas dire “elle, c’est une fille facile”. »

Avant le jihadisme, chacune fait part de sa timidité, de son manque de sociabilité. « J'étais une fille assez simple, comme on peut trouver partout, j'ai envie de dire, dit Lena. Mais j'ai jamais fréquenté tout ce qui est boîtes de nuit, chicha, etc. À côté de mes études, depuis l'âge de 17 ans je travaillais au McDonald's. Même boire un verre comme ça avec des copines, c'était rare. J'ai toujours été un peu réservée à ce niveau-là. » Comme Safya, Lena explique avoir adhéré au jihadisme et revêtu le voile intégral quelques mois à peine avant de partir en Syrie, alors que sa propre mère ne se voile pas. « Mes parents n'étaient pas de bons musulmans. Quand j'ai suivi l'EI, là je me suis dit, ma place elle est pas ici en France. Tout d'un coup, j'ai eu un dégoût de tout. Même avec ma mère, du fait qu'elle priait pas, c'est moi qui lui ai fait le rappel sur la prière, elle se voilait pas. Elle fume. Pour moi c'était une Occidentale, elle sort au bistrot avec ses amies. Elle touche des hommes au travail. Son métier me dégoûtait. Je lui avais demandé d'arrêter et elle m'a dit : "Oui, c'est toi qui vas nous nourrir ?" Elle partait en voyage à Dubaï toute seule. Je lui disais : "Tu pars sans ton mari, sans ton *mahram*[1]. Tu me dégoûtes." Je lui parlais vraiment mal. » Elle se met à porter le jilbeb quatre mois avant de partir en Syrie et le niqab deux mois avant. Même chose pour Safya qui commence à se couvrir la tête et le corps à peine six mois avant de partir en Syrie.

Au contact de la propagande, Lena et Safya se convainquent que, dans le jihad, la femme serait une pierre précieuse entourée d'une communauté protectrice, tandis qu'en Occident, son image et son statut seraient dégradés. « Comment est-ce qu'on considère la femme avec la venue des émissions de téléréalité ? Qu'est-ce que vaut la femme en Occident ? Moi je suis une femme musulmane et chez nous les femmes musulmanes, elles sont respectées, honorées. Elles donnent la vie. On nous voit plus comme des vraies femmes qu'en Occident où la femme, c'est un bout de viande. Même entre copains, les *kuffar* ils disent "elle est bonne ta meuf". Nous, les frères, ils nous diront pas ça. » En Syrie, ainsi que nous le raconterons plus loin, elle a pourtant découvert que si.

Une « terre d'humiliation »

Issue d'un quartier populaire, sensible au matérialisme consumériste auquel elle n'a pas forcément accès, Lena a le sentiment que le voile intégral pulvérise tous les rapports de classe. « Oui, dit-elle, plus je m'habille, plus je suis voilée, plus j'ai l'impression d'être égale à la personne en face de moi. Avec les filles qui se voilent, c'est de la pudeur, ça casse les barrières, on va parler en tant que musulmane à musulmane. Pas en tant que fille de bourge qui a un jean de marque et l'autre qui n'a pas trop de moyens. On se parle d'égale à égale. L'islam nous met tous sur le même piédestal. Que tu sois fils de riche ou fils de Noir, de pauvre ou d'Arabe, c'est la même chose. »

À la question « pourquoi l'EI ? », deux mots reviennent comme des gimmicks dans leurs bouches : « fierté » et « humiliation ». À leurs yeux, la France est « une terre d'humiliation » où les musulmans sont exclus du pouvoir politique, économique et médiatique, et où l'injonction permanente d'assimilation au nom du mythe universaliste républicain ne se conjugue pas avec de vraies perspectives d'ascension sociale pour tous. « J'ai toujours eu l'impression d'être inférieure du fait que j'étais musulmane », dit Lena, qui répète détester la France. Une détestation entretenue par un ressentiment postcolonial. Elle va jusqu'à en vouloir à sa famille d'avoir émigré d'Algérie. « Je me suis dit que, clairement, je n'avais pas ma place et que mes parents étaient esclaves de la société française. Je refusais d'être comme eux. Moi étant d'origine algérienne, j'ai mon grand-père qui est mort durant la guerre [d'Algérie, NdA]. J'aime pas dire guerre parce que c'était pas à armes égales, moi je dis souvent le “génocide français”. Le jihad, c'est se battre pour retrouver notre dignité qu'on a perdue, qu'on a voulu écraser. Voilà c'est ça qui m'a séduite aussi, on va dire. »

La laïcité, présentée depuis 1905 comme une garantie de la liberté de culte et de la neutralité religieuse de l'État français, est en fait comprise comme un instrument dirigé contre l'islam. Fortes de ce rejet de la France et de la conviction que la *hijra* serait une obligation pour tout musulman, la proclamation du califat leur est apparue comme un rêve à portée de main. Enfin, un État où les humiliés de « l'islam authentique » passeraient du statut de dominés à celui de dominants.

« C'était pour la première fois un espoir de dire il y a un État pour les musulmans, ça y est, y a un califat, ça y est on va récupérer notre *izza*, notre dignité, notre fierté. Les juifs, après la Shoah, ils ont voulu une terre et ils l'ont eue. Ça fait combien d'années que nous, musulmans, il y a des lois contre nous à chaque fois ? Quand c'est pas le voile, c'est autre chose, y a toujours quelque chose de nouveau qui sort contre nous, on n'avait plus de dignité. Moi j'ai connu beaucoup de musulmans qui disent : “Nous, on est musulmans, mais on pratique pas.” On dirait qu'ils ont besoin de s'excuser d'être musulmans. Moi, je voulais pas ça. Moi, j'étais très fière d'être musulmane. C'est la plus belle chose que j'avais. Avant mes parents, avant tout, j'aime Allah. J'aime le Prophète SAWS[2], plus que mes parents. Il fallait qu'on retrouve cet honneur. La *hijra*, c'est une obligation. Je me sens pas française, je me sens musulmane. J'ai pas besoin de nationalité. Leurs lois de déchéance, ça me fait ni chaud ni froid. Mon identité, c'est d'être musulmane. Je supporte pas les Occidentaux, ils sont dégueulasses. Je veux pas faire vivre mes enfants où à l'école on va lui apprendre pourquoi il faut respecter une personne qui change de sexe, pourquoi un homme aime un autre homme. On peut pas accepter ça. »

D'abord la bascule vers une radicalité non violente

Cette rhétorique est récitée par cœur après avoir été apprise sur internet au format PDF, loin des mosquées que toutes deux rejettent en bloc. Elle tient lieu de structurant identitaire et psychologique. Safya l'avoue aujourd'hui : « La radicalisation, c'était plus une barrière pour moi. J'étais dans ma bulle, personne ne pouvait m'atteindre. Je me sentais protégée. Et je pense que toutes les sœurs de *dawla* ressentent ça. » La propagande transforme ses angoisses en sentiment de toute-puissance. L'adhésion à l'EI et à sa logique communautaire extrêmement forte et normée fonctionne sur un mode cathartique. L'entrée dans cette idéologie pulvérise toutes les frustrations. « Je me disais que le pouvoir en France n'appartient qu'aux mécréants alors qu'il devrait appartenir aux musulmans, explique Safya, C'est nous qui devrions être supérieurs, pas l'inverse. J'avais l'impression d'être inférieure avant de rentrer dans *dawla*. Quand je suis rentrée dans *dawla* je me sentais puissante, supérieure à tout le monde. Genre : "Ouais j'appartiens à *dawla*, qu'est-ce qu'il y a ? Vous avez rien le droit de me dire, je suis meilleure que vous." »

Pour elles, les premiers contacts jihadistes se sont noués sur les réseaux sociaux, après avoir opéré un retour vers une radicalité religieuse, d'abord non violente. La mère de Safya, non pratiquante, est de culture musulmane ; son père est de confession juive. Elle se considère donc comme « reconvertie ». Sa mère exerce une profession indépendante, son père tient une petite entreprise dans le bâtiment. Sa réislamisation s'est jouée dans le sillage de ses frères barbus portant le kamis, adeptes récents du salafisme quiétiste. « Au début, oui, c'est eux qui m'ont influencée puisque, avant, mes frères, ils étaient rien du tout, ils sortaient le soir, ils fumaient et quand ils sont rentrés dans la religion, je les sentais super apaisés et en fait ça m'a attirée. Après je fréquentais des sœurs voilées, jilbeb et tout. Je les trouvais trop bien dans leur tête, j'avais l'impression qu'elles n'avaient aucun souci, elles vivaient bien, quoi. Et voilà je suis rentrée dedans moi aussi. Au début, j'étais modérée mais après je suis passée moins modérée. »

Avant de partir en Syrie, elle ne pratique l'islam que depuis deux ans. Avant de rejoindre l'État islamique, elle n'affichait des convictions jihadistes que depuis six mois. Comment a-t-elle noué des contacts dans ces milieux ? « Facebook. C'est tout, répond-elle. Sur Facebook, je me suis bien renseignée sur la *dawla* pendant bien six mois avant d'adhérer à ce *minhaj* [courant de l'islam, NdA] parce que, avant, comme la plupart des gens, je disais que c'étaient des terroristes qui comprenaient rien à l'islam, etc. Et quand je m'y suis vraiment intéressée, j'ai vu que je m'étais trompée. » Sur les réseaux sociaux, elle rejoint des groupes jihadistes. Le processus d'idéologisation de Lena est quasi identique. Toutes deux ont été amenées à partir après des échanges numériques quotidiens avec une jeune Française du même âge qu'elles, faisant la promotion de l'État islamique depuis la Syrie.

Le rejet total des valeurs sociétales françaises va de pair avec une adhésion rationnelle à un projet de vie perçu comme idéal au sein de l'État islamique. De France, la proclamation du califat offre une perspective, un espoir qui comble un vide idéologique et une incapacité à se projeter de façon purement matérielle. « Bah, bien sûr. Ça a joué. Les frères se prenaient en photo avec des appartements, des maisons, c'était l'époque où ils disaient : "Regardez les piscines qu'on a derrière

nous.” Toutes les filles s’imaginaient vivre une vie de princesse Shéhérazade des *Mille et Une Nuits*. Pourquoi toutes les petites sont parties ? Elles se disaient : “Ah, je serai avec mon amour, mon petit prince barbu, on va faire des enfants, on va vivre une vie dans notre maison, je lui servirai de bons petits plats”, c’était comme ça. Si on leur avait dit : “Tout est détruit, vous allez rester dans des tentes, ça va être une vie difficile mais venez”, y aurait eu moins de femmes et d’enfants. » Des jeunes femmes, parfois encore adolescentes, qui partent sans grandes connaissances religieuses. « Y en a, tu parles avec elles, elles ont pas 1 % de science. C’est limite si elles savent faire la prière. Et y a des filles qui en avaient marre de la France, juste parce qu’elles trouvaient pas de travail. »

« Trop bien comme une princesse »

Cette logique très concrète de partir pour fonder une famille et vivre sous l’aile d’un partenaire idéal en Syrie a fortement joué pour Safya, comme pour Lena. Cette image d’Épinal est à la fois diffusée par la propagande officielle des groupes jihadistes, mais aussi par des femmes actives sur internet pour inciter au quotidien d’autres femmes à les rejoindre. « Et comment ils montraient la vie là-bas, tu te dis c’est bon, c’est parfait, le discours de certaines sœurs qui disaient : “Là-bas, c’est la vie de rêve. Tu vas vivre trop bien comme une princesse, on n’est qu’entre musulmans.” En plus quand t’écoutes les vidéos et les *nashid* t’as trop envie de partir. » Cela, ajouté à l’image de virilité véhiculée par les photos de propagande, qui ont, d’un côté, répondu aux paradigmes de genre occidentaux qu’elles rejettent et, de l’autre, aux canons de beauté masculine qu’elles recherchent. Dans la société contemporaine, les hommes ne seraient plus des hommes, les femmes plus des femmes. « Il n’y a plus d’hommes en France, les frères ne nous défendent même pas. Là-bas, c’est des vrais hommes. Ils ont troqué leur vie avec Allah pour nous. Pour retrouver la dignité des musulmans. Bien sûr, tout ça, ça jouait. »

Ces convictions religieuses et politiques livrées en kits de prêt-à-penser idéologique s’installent d’autant plus facilement dans un esprit postadolescent perméable à toute forme de radicalité. Elles ne résultent pas moins d’une lecture littéraliste de textes religieux qui existent, mais dont les jihadistes refusent toute interprétation et toute contextualisation, contrairement à l’écrasante majorité des musulmans. Les discours conspirationnistes, communautaires, antisémites et anti-France ont souvent préparé le terrain à cette bascule, sur fond de relégation de certaines catégories de populations et, bien souvent, comme nous l’avons constaté dans nos entretiens, de cellules familiales monoparentales ou dysfonctionnelles.

Dans certains cas, dont l’ampleur est impossible à déterminer, toujours selon les enseignements tirés de nos nombreux entretiens avec des jihadistes français, des violences sexuelles sont également

à prendre en compte dans la quête de purification. La banalité des mécaniques de séduction 2.0 à l'heure de Tinder, le site de drague, fonctionne aussi dans les milieux jihadistes. Cette pensée fondamentaliste s'engouffre dans les confusions identitaires, joue des volontés de puissance, de réalisation personnelle et de rédemption contrariées. Elle offre l'illusion d'appartenir à un groupe social protecteur et puissant. L'ensemble de ces facteurs parfois combinés résultent d'une détermination sociale, mais ne font pas moins de l'engagement jihadiste une démarche rationnelle, mue par d'authentiques convictions religieuses, l'espoir d'inverser les rapports de forces sociaux et de tromper les déterminants sociologiques.

En partant, Safya et Lena étaient parfaitement conscientes de la nature terroriste du groupe qu'elles rejoignaient. Son ultraviolence, ses exactions étaient perçues comme légitimes, au nom d'un projet supérieur présenté comme révolutionnaire et universaliste, mais qui faisait finalement écho à leur individualité humiliée. Une fuite en avant animée par un espoir transcendantal de vengeance sociale ou familiale. De la même manière, et avec la même détermination, que les hommes.

---

1. C'est le représentant légal de la femme, son tuteur, littéralement, un homme qui lui est interdit de mariage : père, grand-père, oncle ou frère. En l'absence de *mahram* familial, chez les jihadistes, un émir peut faire office de *mahram*. Pour conclure un mariage, la présence d'un *mahram* est obligatoire pour la femme. Selon une lecture littéraliste de l'islam, la femme ne peut voyager sans son *mahram*.

2. Chaque fois qu'un musulman mentionne le nom du Prophète, il est censé y ajouter la formule « *salla Allah alayhi wa salam* » signifiant « paix, bénédiction et salut sur lui », donnant à l'écrit l'acronyme SAWS ou PBSL en français.

Mariages express et divorces à la chaîne

C'est sur Skype, seule dans sa chambre en France, sous un voile intégral, à l'insu de sa famille, que Safya s'est mariée. Néophyte dans le milieu jihadiste qu'elle ne fréquente virtuellement que depuis six mois, ce mode d'union religieuse la laisse d'abord songeuse. « Y avait personne, j'étais toute seule dans ma chambre. Je me suis vraiment posé des questions. » En dehors de leurs échanges en ligne depuis quelques semaines, elle n'a encore jamais rencontré physiquement son futur mari. Elle a simplement vu ses selfies de Syrie sur Facebook, jouant d'une iconographie à mi-chemin entre le hip-hop de quartier et le Bédouin du VIIIe siècle, posant en valeureux mujahid, avec sa kalachnikov, son turban, son kamis et ses baskets.

Medhi et Safya ne viennent pas de la même région, mais ont à peu près le même âge et des codes sociaux communs. Ils ont tous les deux grandi en cité. Avant d'embrasser le *minhaj jihadi*, ils se sont tous les deux réislamisés au contact de proches salafistes quiétistes. Tous les deux sont nés en France, issus de l'immigration maghrébine, de milieux populaires, et ont reçu une éducation religieuse. Lui est alors à Raqqa, cette ville syrienne dont l'EI a fait sa capitale à partir de 2014. Ils ont été mis en relation par l'intermédiaire d'une « sœur » que Safya a connue sur Facebook, dans des groupes de discussions pro-EI, réservés aux femmes. Derrière son écran en France, Safya s'étonne de la situation. Mais, de Syrie, son futur époux religieux la rassure. « J'ai dit : "Attends, c'est trop bizarre de faire ça sur Skype." Il m'a dit : "Non, t'inquiète, ça se passe comme ça." »

Dans les unions jihadistes, les sentiments amoureux priment moins que les convictions religieuses et politiques. Les rencontres ne sont jamais le fruit du hasard. Elles résultent souvent de petites annonces postées sur les réseaux sociaux. Au début des années 2000, elles étaient diffusées sur Paltalk, un des ancêtres du web social actuel, puis sur Facebook et aujourd'hui le plus souvent sur Telegram. Elles fleurent autant la poésie et le romantisme que celles sur LeBonCoin. fr pour la revente d'un meuble d'occasion : « Annonce mariage. Salam alaykoum, un frère de 16 ans cherche une sœur de la *aqida* pour mariage in sha Allah. Pas sérieux s'abstenir » ou « Une sœur de 21 ans d'origine africaine souhaite se marié. Elle est débutante dans le din. Avec un frère converti de

préférence. Elle est de la région parisienne. Contactez-moi pour plus d'information bi iznilah » ou encore : « Salam alaykoum je cherche à me marier je suis reconvertie et accepte un homme de maximum 27 ans insha Allah dans le nord », ou « homme prêt a demenager dans le nord car probleme familiale ! j'ai 17 ans. Pour les interesser contactez moi in sha Allah ». Sur internet, des unions virtuelles sont ainsi nouées entre des femmes en France et des hommes en Syrie, en Irak ou même au fond de la cellule d'une prison française.

« C'est ridicule quand j'y pense »

Mehdi et Safya ont fait connaissance ainsi. « Moi, c'était pas de l'amour au début, j'ai mis du temps. Je voulais voir Mehdi, je le cache pas, mais c'est plus d'un point de vue religieux que je voulais vraiment partir. » Pour leur mariage, dans son appartement de Raqqa, Mehdi n'est pas seul. Lui qui confesse avoir commencé à prier seulement en Syrie a demandé la présence de « deux frères » de l'EI pour faire office de témoins. Présent aussi à ses côtés, un troisième Français, un *charai*, caution religieuse de l'union. « Il m'a dit que c'était un *charai*, celui qui connaît la *charia* sur le bout des doigts, après il a ramené deux témoins et on s'est mariés. » Dans cette cérémonie, Safya doit donner son approbation mais sans prononcer un mot. « C'est super rapide sur Skype. Cinquante secondes. La femme, elle dit juste oui. Mais il faut pas qu'on entende sa voix. Il faut juste qu'elle fasse un petit hochement de tête en sitar. Le *charai*, il dit un truc en arabe que je comprenais rien. Après il pose la question à Mehdi s'il accepte. Il dit oui. Après il me pose la question. Je fais mon hochement de tête et voilà. »

Avec le recul, Safya se livre à une introspection critique. « Peut-être que j'ai été naïve. C'est ridicule quand j'y pense. J'étais toute seule dans ma chambre. C'était trop con en fait. Y a aucun mariage qui se passe comme ça. » Par ailleurs, derrière son ordinateur, Safya n'imagine pas encore l'importance de l'homme chargé de sceller son mariage numérique, à plusieurs milliers de kilomètres de sa chambre d'étudiante.

Ce *charai* est en effet considéré comme l'un des jihadistes les plus dangereux et les plus recherchés de l'État islamique. Abou Muqatil al-Tunisi, alias Boubaker el-Hakim, fait partie des cinq Français les plus importants dans la hiérarchie de l'organisation. Cet émir trentenaire, rompu à la clandestinité, affiche déjà quinze ans de jihad au compteur. Et son parcours résume quinze années d'actualité jihadiste internationale. En 2003, à 19 ans, ce natif du XIXe arrondissement de Paris est un ancien de la filière des Buttes-Chaumont[1], celle de ses anciens amis, les frères Kouachi. Il était des tout premiers Français partis combattre les Américains en Irak, dont le régime baasiste accueillait alors à bras ouverts les volontaires étrangers avec la complicité du pouvoir Assad de l'époque. En

2004, après la mort de son frère durant la bataille de Falloujah, il est arrêté en Syrie, renvoyé en France. Condamné à sept ans de prison, il est libéré en 2011, pile au moment de la révolution tunisienne. Étant lui-même d'origine tunisienne, dès sa sortie, il rejoint le mouvement jihadiste local Ansar al-Charia alors en pleine ébullition, et s'installe près d'une de ses mosquées, dans un quartier de la classe moyenne tunisoise.

Entre 2011 et 2013, il se livre à un trafic d'armes lourdes de la Libye vers la Tunisie. Il contribue à militariser le mouvement jihadiste tunisien qui se prépare à l'insurrection. En 2013, il fait partie du commando qui assassine Chokri Belaïd, figure historique de la gauche tunisienne, et abat lui-même, quelques mois plus tard, le député de Sidi Bouzid, Mohamed Brahmi. Ces deux assassinats politiques manquent de faire dérailler le processus de transition démocratique et basculer le pays dans le chaos. Boubaker el-Hakim se réfugie alors dans le maquis jihadiste tunisien sur le mont Chaambi, à la frontière algérienne.

Il quitte ensuite la Tunisie pour la Libye. Là, il participe à la fondation d'un camp d'entraînement où seront formés les kamikazes des attentats du Bardo et de Sousse en 2015 et qui servira d'embryon à la branche libyenne de l'État islamique. De Libye, le Français part ensuite s'installer à Raqqa, au sein de l'État islamique en Syrie où sa solide réputation lui permet une ascension fulgurante. « Tout ça, ça appuie son CV, on va dire », résume Safya.

Le tuteur de Safya

Abou Muqatil est également le *mahram* de Safya, c'est-à-dire son tuteur, son « représentant légal ». Quelques semaines après son mariage Skype et un vol pour la Turquie, Safya le voit pour la première fois en vrai en Syrie, à Raqqa. « Il faisait très peur, il était vraiment impressionnant, dit-elle, il est petit de taille mais il a une carrure… il doit faire une tête de plus que moi alors que je fais qu'un mètre soixante, mais il a une carrure de malade. Il doit peser 110 kilos mais c'est que du muscle, ça fait super peur. Tout le monde le connaît. Tout le monde parle de lui comme si c'était je sais pas qui. C'est un exemple en fait. Ils savent qu'il a fait des opérations importantes. »

Selon plusieurs sources au sein de l'État islamique confirmées par Safya, Abou Muqatil, parfaitement francophone et arabophone, est actuellement une sorte d'émir français des attentats, l'un des principaux responsables des opérations extérieures de l'EI, celles chargées de former des combattants, pour les renvoyer mener des actions terroristes en particulier en France et en Tunisie. Il est d'ailleurs soupçonné d'être le réel commanditaire des attentats du 13 Novembre. « Il entraînait des frères pour faire des attentats en France, dit Safya, il avait vraiment une bonne place dans le gouvernement. C'est des unités spéciales. Ils prennent pas n'importe qui. Ils prennent vraiment des

gens qui sont capables et qui vont pas faire marche arrière. Il faut juste qu'ils soient vraiment à fond dans la religion, dans l'optique de *dawla* et qu'il faut tuer tout le monde. »

Lorsque Safya arrive en Syrie, l'État islamique est en train de revoir sa position sur les mariages Skype. Désormais, l'organisation impose de valider une seconde fois l'union à la *marqama*, le tribunal islamique de Raqqa. Sur place, Safya avait d'ailleurs demandé à Mehdi de renouveler leur union de façon plus formelle. « Comme je me suis posé trop de questions, j'ai dit à Mehdi : "Viens, on va au tribunal." Tous les mariages sur Skype, ils se font comme ça, en fait. Il suffit que tu prennes quelqu'un qui est bien calé en religion et tu le désignes comme celui qui va réciter la *fatiha* et après, voilà, t'es marié. Mais ça a changé par contre, ils acceptent plus, *dawla*, faut vraiment que tu passes à la *marqama*, le tribunal islamique, que tu passes devant le *wali* et là vraiment t'as un contrat de mariage. » Tous deux passent donc devant le *wali* de Raqqa, l'un des plus hauts cadres de l'organisation, le Syrien Abou Loqman. Chacun a deux témoins. « Deux frères que j'avais jamais vus de ma vie. » Après enquête de personnalité, le *wali* demande à chacun de prononcer une phrase que Safya, non arabophone, ne comprend pas. « Il me fait répéter un truc, une sorte de serment. Je sais même pas ce que ça voulait dire, j'ai répété. »

Ensuite, vient la question de la dot, dont la femme est censée déterminer le montant. En guise de dot, Safya ne demande symboliquement que deux dattes. « Parce que je m'en foutais du matériel. Et le *wali* il a rigolé et il a pas voulu. Il a dit non, je lui ai dit si. Il a dit : "Non, tu demandes de l'argent." Mais en fait il m'a expliqué qu'y a beaucoup d'hommes qui se marient gratuitement, sans rien donner à la femme, genre deux dattes, ou un coran qu'ils ont acheté 1 euro, et après ils consomment le mariage et ça se passe mal, et c'est facile de divorcer. Même quand ils divorcent, il est obligé de rendre la moitié de la dot. Et franchement rendre une datte, c'est bon, c'est vite fait. C'est pour ça qu'ils demandent une somme d'argent comme ça si le mari il veut divorcer, il doit rembourser la dot. Alors le juge a pas voulu, il m'a forcée à prendre de l'argent, donc j'ai demandé 700 dollars. Le juge était pas français, mais on avait un traducteur. Il disait que la femme elle valait plus que des dattes. »

En guise de cadeau de mariage, pour se défendre en cas d'attaque et éviter les kidnappings, toutes les femmes de l'EI se voient offrir une ceinture explosive et une kalachnikov. « La première chose qu'on nous donne quand on se marie, c'est des ceintures d'explosifs, donc elles ont toutes ça, confirme Lena. Toutes les femmes, elles sont armées là-bas. Après t'as le droit de les refuser. Moi j'ai même pas osé la toucher, maladroite comme je suis, j'ai eu peur de me faire exploser. »

« Franchement, en moyenne, une femme elle a eu trois ou quatre maris, là-bas »

Pour les femmes de l'État islamique, les mariages peuvent se multiplier, sur une courte période. D'abord en raison du taux de mortalité masculin très important. Safya et Lena, qui n'ont pourtant elles-mêmes eu qu'un seul mari pendant leur séjour au sein de l'EI, sont d'accord sur ce point. « Oui c'est vrai, j'ai connu une sœur qui en était à son quatrième mari, raconte Lena. Là, j'ai eu des nouvelles d'une sœur, elle en est à son deuxième mari alors qu'elle venait de se marier y a quelques mois, son premier mari il est mort. » Safya ajoute : « Franchement, en moyenne, une femme elle a eu trois ou quatre maris, là-bas. C'est choquant parce que tu dis, oui c'est un pays musulman, mais vraiment c'est un truc de fou. Là-bas c'est trop simple de se marier. » Pour autant, avant de se remarier, les femmes doivent respecter un délai de viduité de quatre mois et dix jours. Selon Lena, « les périodes de *ida* sont respectées, ça, j'ai jamais vu le contraire, j'ai jamais vu une sœur qui se marie plus vite que prévu ». Safya n'est pas du même avis, selon elle, ce délai de viduité n'est pas toujours respecté à la lettre.

Dans tout groupe jihadiste, se pose aussi très vite la question de la polygamie. Et ce n'est pas toujours l'homme qui cherche sa coépouse. Lena et Safya le confirment, c'est bien souvent sa première femme qui s'en charge pour lui. « Oui, toutes les femmes font ça, elles cherchent leur coépouse. C'est pas le mari qui va chercher une autre épouse, explique Lena. Parce que c'est déjà un grand bien que la femme accepte une deuxième, troisième ou quatrième épouse, donc elle lui dit : "Déjà, c'est bien que j'aie accepté ça", donc son mari la laisse choisir. J'en connais une qui cherchait une deuxième épouse et qui disait : "Je veux le meilleur pour mon mari. Je veux qu'elle soit plus belle, plus intelligente que moi"… C'est ce qu'elle disait, en tout cas. Après, je suis pas dans son cœur, je sais pas si c'est vrai ou pas. C'est fatigant de vivre là-bas, on devient vite fatiguée, donc le fait de se dire aussi ça va nous apporter un soutien, dans le sens où on va se partager les tâches, et puis y a des femmes elles aiment pas forcément avoir leur mari tous les jours avec elles. »

À les croire, le nombre élevé de mariages s'explique aussi par le nombre important de divorces. « Oui, y en a c'est affolant, pour moi c'est… je trouve qu'elles se respectent pas. Je connais une femme elle a eu neuf maris, c'est dégueulasse. C'est une Marocaine tu vois, et comme je comprends un peu le marocain, elle me disait qu'elle avait eu neuf maris, mais après je lui ai pas dit en face "t'es dégueulasse" tu vois, mais vraiment je l'ai pensé pour moi, c'était horrible. En Syrie, le divorce il est trop simple, c'est un truc de ouf, il suffit que t'aies une petite embrouille et, ça y est, tu divorces. Après c'est vrai que le *wali* essaie d'arranger les choses, mais vraiment quand la femme veut divorcer, elle divorce quoi, ou quand un homme il veut divorcer, il divorce, donc c'est super facile. C'est pas comme en France où y a six mois de procédures, où c'est la galère, là-bas ils divorcent parce que aussi elles savent qu'elles vont vite se remarier. » Car, même au sein de l'État islamique, conformément à la *charia*, une femme est en droit de demander le divorce. Safya a connu ce cas de figure. « Oui, oui. Bah c'est ce qui est arrivé à mon ex-belle-sœur. Elle est partie à la *marqama*, bon elle a raconté des trucs bizarres. Et voilà, ils l'ont écoutée, ils ont prononcé le

divorce. Ils ont même menacé son mari : s'il recommençait ses conneries, ben il allait en prison. Elle disait qu'il l'obligeait à faire des trucs qui étaient hors religion. Elle disait qu'elle avait plein de bleus partout, mais ça, ils pouvaient pas le voir vu qu'elle était voilée de la tête aux pieds. Genre elle pleurait, elle sait très bien faire la comédie cette fille, donc c'est passé. C'est une folle, cette fille, elle a vraiment des problèmes psychologiques. Elle cherche la merde tout le temps même à son mari, après elle se demande pourquoi il la frappe. »

Le beau-frère de Safya n'est pas n'importe qui au sein de l'EI. Après avoir tenu une sandwicherie en région parisienne, il a fait partie des commandos de l'État islamique, ces petites unités cagoulées, en tenue de camouflage clair, chargées d'exécuter les prisonniers dans les vidéos. Puis il est devenu émir d'une *katiba* à majorité francophone. « Avant il faisait partie des commandos. Mais après il a voulu se marier. Les commandos, ils signent des contrats tous les six mois. Ils ont pas le droit de se marier. Ils doivent rester tout le temps dans la *katiba*. Les commandos, c'est les plus proches de Baghdadi. C'est la garde rapprochée de Baghdadi. Mais je pense pas qu'ils le protègent tout le temps parce qu'ils ont d'autres boulots à faire. Ils exécutent très facilement. La décapitation, ça prend du temps. Eux, leur boulot, c'est de passer dans toutes les vidéos et faire peur. C'est quand même dur de décapiter, t'as vu tout ce qu'ils décapitent. Après y en a quand ils ont fini leur contrat, ils partent parce qu'ils ont envie de se marier et ils les remplacent. Dans les vidéos, c'est toujours les mêmes. Les commandos qui décapitent, c'est une quinzaine de personnes. C'est pas une nationalité précise. C'est pour ça qu'ils sont cagoulés dans toutes les vidéos, sauf une. Le but principal d'une vidéo, c'est vraiment de faire peur. Tuer pour eux c'est devenu banal, c'est normal. Mon beau-frère, il était avec eux. Il est parti de France sur un coup de tête. Avant c'était un mec normal qui sortait en boîte et, voilà, après il a pété les plombs, il est parti en Syrie. »

Un jeune Français dont la vie antérieure n'était en rien compatible avec aucune forme de conservatisme religieux. Comme c'est le cas de la grande majorité des hommes et des femmes jihadistes.

---

1. Démantelée par la police en 2005 dans une mosquée de la rue de Tanger dans le XIXe arrondissement de Paris, cette cellule jihadiste s'est formée autour d'un jeune homme de 19 ans, lié au GSPC algérien (ancêtre d'Aqmi), Farid Benyettou. Cette filière, dite des Buttes-Chaumont, envoyait des combattants chez Al-Qaïda au Yémen et en Irak dès 2003. Dans ce groupe figurent les noms des frères Kouachi, auteurs de la tuerie de *Charlie Hebdo*, ou celui de Boubakeur el-Hakim.

Dans l’usine matrimoniale

L’évocation du mot suffit à donner des sueurs froides aux femmes de l’État islamique. *Maqqar*. Toutes redoutent cette étape. Toutes ou presque doivent y transiter durant leur séjour. Pour une durée variable. Lena et Safya ont vécu l’expérience, l’une quelques heures à peine, l’autre de longs mois. « En partant je me suis dit, on va me protéger, je vais être tellement importante, parce que voilà, on nous voit un peu comme des perles, on est des femmes, donc on doit être protégées. Et en fait, pas du tout, vraiment pas du tout. »

Ces maisons de femmes ont été installées dans chacune des villes contrôlées par l’EI. Il s’agit d’immeubles de plusieurs étages. Une centaine de femmes en moyenne y sont entassées. Une vie de promiscuité, d’insalubrité et d’arbitraire. Un passage obligé pour toutes celles qui perdent la tutelle de leur mari : les plus nombreuses sont les veuves – le taux de mortalité des jihadistes français est d’un sur cinq –, les divorcées et les nouvelles arrivantes de l’étranger qui y séjournent brièvement, le temps qu’un homme vienne les réceptionner. Il n’y a qu’un seul moyen de quitter le *maqqar* : le mariage. Mais encore faut-il, pour celles qui ont perdu leur mari, respecter le délai de viduité de quatre mois et dix jours. Un délai parfois insupportable, en raison des conditions de vie éprouvantes.

Pour quitter le *maqqar*, certaines ont préféré tenter le suicide ou la fuite. « Tellement c’est horrible, y en a une elle a pété les plombs, se souvient Safya, elle a menacé de faire tout exploser avec sa ceinture explosive s’ils la laissaient pas sortir du *maqqar*. Finalement, elle a sauté par la fenêtre du troisième étage. Elle s’est pété la jambe. » Lena avait également connu cette jeune femme convertie, originaire d’Europe. « Qu’Allah la préserve, elle est tellement malheureuse là-bas. Elle a aussi voulu fuir. Mais ils l’ont rattrapée à la frontière. Elle voulait pas venir avec eux dans la voiture et ils ont tiré deux coups de feu, du coup ça lui a fait peur. Elle était malade psychologiquement. Quand elle est venue chez *dawla*, elle était très bien et elle s’est dégradée psychologiquement. Elle ne savait même plus son âge. Elle craint vraiment Dieu, elle a une foi extraordinaire. Elle m’a permis de tenir le coup quand… quand je ne pouvais pas tenir. Chaque jour, elle perdait un peu la raison. Cette fille m’a vraiment bouleversée. »

Durant leur cohabitation, Lena pense avoir décelé chez elle des stigmates de violences sexuelles, sans savoir si elles avaient été subies avant ou depuis son arrivée dans l'EI, ou les deux à la fois. « Elle a été mariée deux fois, le premier mari elle a été tellement traumatisée qu'elle voulait pas me raconter. Le deuxième, elle me disait qu'il la forçait à faire des choses et qu'elle n'était pas d'accord. Je pense que c'était des choses intimes. Elle ne voulait jamais en parler quand on était toutes les deux le soir. J'essayais de lui poser un peu des questions sur sa vie, mais elle était vraiment terrifiée. Elle ne dormait pas tranquille. Y avait beaucoup de signes qui montraient qu'elle a subi soit des attouchements sexuels, soit une agression sexuelle. »

Les maisons de femmes ont une vocation similaire à celle des *Lebensborn*, ces pouponnières destinées à créer la « race pure » du régime nazi en favorisant les unions entre « aryennes » et SS. Ce sont des usines matrimoniales, au cœur de la politique nataliste de l'État islamique, ayant pour objectif de faire émerger une prochaine génération du jihad. Une relève plus fanatisée encore que la précédente puisque née, élevée et conditionnée dans ce système totalitaire. Dans les *maqqar*, tout est fait pour rendre les conditions de vie insupportables. Il s'agit d'inciter les occupantes à ne pas y rester et donc à se remarier le plus vite possible. « Toutes les conditions sont réunies pour nous faire craquer pour qu'on épouse quelqu'un. »

Souffre-douleur d'Oum Adam

Cela passe d'abord par la toute-puissante autorité de la matrone. Celle qui dirige l'un des deux *maqqar* de Raqqa, la célèbre Marocaine Oum Adam, surnommée « la veuve noire d'Al-Qaïda », est décrite par Lena comme « dominatrice, hautaine et vachement intelligente ». Une femme « dans l'ombre de son mari. Elle disait tout le temps : “Vous êtes rien, moi, mon mari a fait l'Afghanistan. On est toutes l'ombre de notre mari.” Pourtant moi le mien il avait tout donné pour l'État islamique ».

Avec Oum Adam, mieux vaut entretenir de bonnes relations. « Elle se comporte comme une baronne, elle croit qu'elle dirige une mafia. Elle est presque admirée par les hommes. Elle est écoutée et respectée. Ils la voient vraiment comme une grande femme, donc il suffit qu'elle le demande pour que la personne soit punie. » C'est ce qui est arrivé à Lena parce que, toujours amoureuse de son mari décédé au combat, elle refusait de se remarier. « Elle me cherchait que des poux. Elle a tout fait pour que je souffre. Résultat, je me suis fait frapper et enfermer pendant des jours. Mes affaires avaient disparu, plus de quoi me changer, j'étais pas payée[1]. Je croyais mourir de froid tellement je n'avais plus d'affaires. » Après un différend avec la maîtresse de cette *madafa*, d'autres ont été emprisonnées, accusées d'espionnage ou même de sorcellerie. Des accusations pour lesquelles la peine capitale est encourue.

Dans l’insalubrité, l’absence de confort et d’intimité, les relations entre femmes de dizaines de nationalités différentes sont décrites comme électriques et délétères. « Le pire, c’est les sœurs entre elles. Clairement, les sœurs, elles se font du mal, elles se critiquent, elles s’accusent toutes les unes contre les autres… C’est… c’est très difficile vraiment et j’en souffre. J’en souffre parce que j’ai mis tellement d’espoir sur l’État islamique et, aujourd’hui, d’être déçue, ça me fait souffrir. C’est comme si c’était un rêve brisé un peu. »

Elles vivent en vase clos, dorment ensemble avec leurs enfants sur des matelas posés au sol dans de grandes pièces communes. Des écrans diffusent en boucle les vidéos de l’État islamique et en particulier celles dans lesquelles des enfants sont mis en scène pour exécuter des prisonniers. « Au *maqqar* y a des télés où les vidéos sont passées, repassées et repassées toute la journée. Ça devenait une overdose pour moi. Le petit Kazakh de 14 ans qui tire une balle sur un Russe, il passait constamment à la télé du *maqqar*, je pouvais plus me le voir. Pourtant il était tout mignon, tout beau. Mais ça saoule. »

L’accès à internet, les sorties à l’extérieur sont interdits à de rares exceptions, en groupe, une à deux fois par semaine. Enfermées, certaines supportent d’autant plus mal les bombardements aériens. « Elles faisaient des crises d’angoisse. Elles se mettent à pleurer, à paniquer. Elles voient vraiment la mort, la différence entre le réel et le virtuel. »

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les femmes restent entre elles dans le bâtiment, sans occupation, dans une atmosphère de suspicion collective permanente. Lena raconte l’anecdote d’une Belge qui avait un jour décidé de préparer un repas pour les autres et qui a finalement disparu. « Elle a cuisiné et une fille est tombée malade. Elle a dit : “Je me sens pas bien”, elle a demandé à sa copine, elle a dit aussi : “Oui, je me sens pas bien”, explique Lena et, soi-disant, après la rumeur a couru que la sœur avait fait de la sorcellerie et elles l’ont dénoncée. Et plus de nouvelles depuis un an. On sait pas si elle a été décapitée ou pas. » La rumeur de la décapitation de cette jeune Belge pour sorcellerie a en effet couru au sein de l’État islamique sans jamais être officiellement confirmée par l’organisation.

Des esclaves capturées en Irak

Dans les *maqqar*, toutes les tâches ménagères sont effectuées par des esclaves. La plupart sont des Yézidies[2] capturées en Irak. Lena explique s’être émue du sort de l’une d’entre elles. « Je me souviens, une fois j’ai pris une douche et dans la salle de bains, je vois l’esclave nettoyer le parterre. Et vraiment, presque elle mangeait par terre, elle nettoyait avec une sorte de serpillière, une sorte de

grande éponge. Et donc je lui ai dit en arabe : “Mais non, lève-toi, fais pas ça, je vais nettoyer.” Et elle me regarde et me disait : “Mais non, c’est moi qui dois faire ça”, comme si c’était obligé pour elle. Je me souviendrai toujours de ce moment-là. »

Le sort réservé à ces esclaves ferait passer celui des autres femmes du *maqqar* pour une villégiature de luxe. « Y avait une esclave, elle faisait des crises tous les soirs. Elle se mettait par terre et elle pleurait parce qu’elle a été arrachée à son père et sa mère et ça m’avait tuée parce que moi j’étais là-bas, je n’avais pas de nouvelles de mon père ni de ma mère depuis trois mois à peu près. J’essayais d’imaginer ce qu’elle vivait. Elle avait décidé de se convertir à l’islam et son petit frère aussi parce qu’elle a fait croire que c’était son fils, il me semble, pour ne pas être séparés. C’était l’esclave d’Oum Adam mais, quand elle faisait trop de crises, quand elle pleurait, elle se prenait des gifles. C’est elle qui ramassait, désolée du terme mais vraiment, la merde des sœurs, c’était l’esclave qui allait nettoyer, qui servait à manger. Bah c’est une domestique un peu on va dire. »

Speed-dating quotidien

Comme pour faire leurs courses au supermarché, des hommes de l’État islamique se présentent tous les jours à l’entrée du *maqqar* pour choisir une épouse ou une coépouse. Cette sélection maritale est maîtrisée de bout en bout par l’EI dès la première étape des *mouqabala*[3] organisées à la chaîne. « Ça dure quinze minutes, explique Lena, ils se parlent, il a le droit de voir son visage mais pas ses cheveux, donc elle soulève le sitar. “Tu t’appelles comment ? Tu viens d’où ? Tu fais quoi dans la vie ? Quel est ton poste ici dans la *dawla* ? Tu cherches quoi dans le mariage ? Quels sont tes critères ?” Des trucs basiques. C’est un speed-dating. Vite fait bien fait. Si ça te plaît, tu te maries, si ça te plaît pas, t’attends le suivant. » Ces rencontres expéditives sont toujours menées sous la surveillance de la matrone du lieu. Elles expliquent en partie le taux de divorces important. « Il y a un gros taux de divorces dans la *dawla*. Le plus gros mariage, il a fait deux ans. Une sœur, elle nous a dit : “Ça faisait deux ans que j’étais avec mon mari”, on était choquées. Parce qu’elles craquent dans les *maqqar* et elles prennent le premier venu, à la première *mouqabala*. Elles se rendent compte qu’elles s’entendent pas avec lui, qu’elles ne l’aiment pas, qu’elles le trouvent pas à leur goût et elles demandent le divorce. »

Et même durant ces speed-dating, malgré la forte pression au mariage, la soumission féminine est loin d’être absolue. L’un des critères les plus décisifs reste le physique. Pour l’homme, comme pour la femme. Car chacun a le droit de refuser. Et en fonction de leur appartenance ethnique, tous ne rencontrent pas le même succès. « Les femmes noires cherchent de beaux Blancs mujahid avec la

belle chevelure, et les Noirs *muqatil*, les combattants noirs, cherchent de belles Blanches avec de beaux yeux en amande, c'est comme ça, explique Lena, y avait une sœur noire avec moi qui venait d'Angleterre et un jour au *maqqar*, celle qui faisait les *mouqabala*, elle a dit que quelqu'un avec une *kunya en ifrikya*, donc qui vient d'Afrique, allait se présenter pour la *mouqabala*. Et la sœur elle a dit : "Non, moi je veux pas de Noirs." Et la femme elle lui a dit : "Mais t'es noire, toi ?" Elle a dit : "Bah alors, je veux pas de Noirs." La fille, elle vient, elle émigre, elle sait qu'elle a le choix sur les garçons. Si elle veut un Blanc ou un Noir. Elle va choisir le beau Blanc avec de beaux cheveux longs, bien sûr, c'est logique. »

Lena se souvient des nombreuses tentatives infructueuses d'un Français d'origine coréenne. Chaque semaine, il frappait à la porte du *maqqar*, bien coiffé, habillé de sa plus belle chemise, dans l'espoir de séduire une femme. Et chaque semaine, il repartait bredouille de la *mouqabala*. Pourquoi ? En raison, selon Lena, du racisme qui continue de prévaloir au sein des membres de l'EI, organisation qui prétend pourtant l'avoir fait disparaître, l'avoir dissous dans une seule et même oumma – la communauté de tous les musulmans – dans laquelle tous sont des musulmans égaux. « Il venait tous les jours devant la *madafa* de Oum Adam en gros pour dire : "Voilà je suis célibataire, je suis là." Mais du fait qu'il était coréen, personne ne le voulait. Il était asiatique, il avait les yeux trop tirés, donc non. » Selon elle, les Noirs ont aussi des difficultés à trouver une femme. Et l'inverse vaut également pour les critères masculins. « Y avait l'autre Anglaise qui était éthiopienne, elle est arrivée, elle a même pas eu le temps de s'asseoir, c'était un frère allemand d'origine marocaine qui lui dit : "Non, non, non, moi je veux pas de Noire." Donc ils sont vachement culottés et sans gêne. Il y a énormément de racisme vis-à-vis des Noirs. Les Noirs n'ont pas le même niveau que les Blancs ou les Arabes. Vraiment, la "race suprême", c'est bien les Arabes. »

« On en a marre, ils veulent tous des Kim Kardashian »

Et pour les hommes, les critères de beauté restent ceux forgés par les codes esthétiques de la téléréalité. « Les frères, ils veulent des bombes atomiques, c'est clair, entre eux ils disent : "Ta femme, elle connaît pas une bombe atomique ?" Y a des sœurs au *maqqar*, elles disaient : "On en a marre, ils veulent tous des Kim Kardashian." Ce problème d'apparence, on en souffre encore à l'État islamique. Au *maqqar*, des sœurs se faisaient carrément rejeter par des frères après la *mouqabala* en disant "non je ne veux pas" parce qu'elles ne correspondaient pas à leurs critères. C'est-à-dire eux, ils veulent des formes pulpeuses, des cheveux longs bruns, des yeux marron, voilà, une sorte de stéréotype oriental. Et quand la fille ne correspond pas à leurs critères, les frères sont tellement en

manque qu'ils vont dire oui, mais un mois après, y a un divorce qui suit, c'est obligé. J'ai vu tellement de filles se faire répudier pour trop peu. »

L'une des nationalités les plus mal perçues par les femmes était les Tchétchènes, réputés aussi brutaux combattants qu'amants. Lena ne peut s'empêcher de rire en rapportant l'échange surréaliste entre une Française et un combattant caucasien lors d'une *mouqabala* dans un *maqqar* de Raqqa. « Il parlait un peu français en lui disant : "Moi, écoute, j'ai déjà femme sur chemin qui va venir dans trois semaines", se souvient-elle en imitant son accent russe, il disait : "Toi accepter, bien ; toi pas accepter, pas bien, toi tu restes à la maison, moi j'aime faire l'amour." Et elle nous racontait, c'était horrible. » Lena se souvient aussi du passage d'une postadolescente britannique en *mouqabala* avec un jeune Australien converti, grisé par sa récente notoriété médiatique dans son pays après un passage dans une vidéo de l'État islamique qui lui avait valu le surnom de « Jihadi Ginger » en référence au célèbre bourreau britannique « Jihadi John ». « Il était roux. Et d'entrée il lui dit : "Je m'appelle Jihadi Ginger." Donc, après Jihadi John, c'est Jihadi Ginger, Ginger parce qu'il était roux. C'est marrant, y avait plein de choses comme ça. »

Une autre *mouqabala* tourne court lorsqu'un jihadiste confesse détenir deux esclaves et avoir des relations sexuelles régulières avec elles. « C'était un frère français d'origine mauritanienne qui est venu faire une *mouqabala* avec une sœur, et la sœur est revenue de la *mouqabala* en disant : "Ah, mon Dieu, il a deux esclaves !" Elle nous racontait comment il traitait ses esclaves, il les faisait tourner aux frères, donc c'était une partie de tournante, voilà quoi. »

Comme on l'a vu, l'EI a en effet instauré, à l'été 2014, l'esclavage pour des milliers de captives yézidies d'Irak et autorisé ses hommes à leur imposer des relations sexuelles. « Pour les maîtres qui couchent avec leurs esclaves, c'est seulement pour se vider, elles, on voit qu'elles ont de la tristesse, explique Lena, bien évidemment c'est rare qu'ils tombent amoureux de leur esclave, qu'ils la désirent ou qu'ils veulent faire des enfants avec. Pour eux, le top du top, c'est une *muhajira*, une personne qui vient émigrer d'un autre pays. »

C'est cette réalité des maisons pour femmes de l'État islamique que Lena a voulu fuir. « Je veux pas me marier encore pour reperdre un autre mari dans trois mois. C'est horrible psychologiquement. On ne se rend pas compte en France. Nous, on est là, on suit l'État islamique de manière virtuelle en France, on se dit on est fortes. Allah aime le musulman fort et pas faible. Donc on est forts, on va tout surmonter. Les épreuves d'Allah, elles sont belles et j'étais prête à tout supporter. Mais psychologiquement, ça atteint. Tu te maries, tu commences à avoir des sentiments, il tombe. Tu te remaries, tu recommences à avoir des sentiments, tu tombes enceinte, il tombe. Après t'accouches, t'attends, ça dure un an, tu te remaries et là il retombe. Psychologiquement, elle est dure, la vie de jihad. »

En France, Lena avait fui le regard masculin, pensant découvrir une pureté des relations de genre en Syrie. Au sein de l'État islamique, elle a souffert des mêmes regards qu'en France,

l'enfermement physique en plus, à des années-lumière de la vision idéalisée derrière son écran d'ordinateur.

---

1. En théorie, les veuves sont censées toucher le salaire de leur mari.
2. Cette communauté kurdophone tombe sous le joug de l'EI lors de la prise de Sinjar en Irak en août 2014. Considérant cette population comme des adorateurs du diable (*ibliss*) en raison de leur croyance vieille de plus de quatre mille ans, les jihadistes décident de tuer la plupart des hommes faits prisonniers, et de réduire femmes et enfants en esclavage. Cette instauration de l'esclavage est officialisée par l'EI dans son magazine *Dabiq* en octobre 2014 en ces termes : « Après leur capture, les femmes et enfants yézidis ont été divisés entre les combattants de l'EI qui ont participé à la prise de Sinjar, conformément à la *charia*. Cette esclavagisation à large échelle des familles polythéistes est une première depuis l'abandon de la *charia* », sous-entendu à l'époque médiévale. Conformément à sa lecture du verset 50 de la sourate 33 du Coran, l'EI autorise les relations sexuelles forcées à ces femmes qualifiées de « captives », *sabyya* en arabe. Elles sont vendues selon leur âge, leur beauté et leur nombre d'enfants entre 1 000 et 15 000 dollars.
3. Littéralement « rencontre » en arabe. Dans un cadre marital, c'est une rencontre de prémariage, selon les règles de l'islam pratiquées dans les milieux musulmans conservateurs.

CINQUIÈME PARTIE

KEVIN ET QUENTIN

L’ex-enfant de chœur breton

Au commencement, Kevin était enfant de chœur à l’église. « Un peu de scoutisme aussi. » Une quinzaine d’années plus tard, en juin 2016, il fuit l’État islamique où il a passé deux ans, en traversant la frontière turque avec ses quatre femmes et leurs six enfants. Il est fiché en tant que terroriste international sur la liste noire du Conseil de sécurité de l’ONU. Entre ces deux moments, que s’est-il passé ? Comment le Kevin scout de France est-il devenu le Kevin jihadiste, ce « gros poisson » dépeint dans la presse ?

Kevin a suivi le catéchisme, mais n’est pas pour autant l’archétype du jeune homme de bonne famille. Il s’exprime lentement, cherche laborieusement des mots simples. Son élocution poussive trahit un parcours scolaire chaotique et un faible niveau de qualification. Après le collège, il n’est pas allé au terme de son apprentissage, lâchant prise dès la seconde, avant de tenter un CAP maintenance. Il n’a aucun diplôme. Kevin est un décrocheur du système scolaire. Pour toute ressource, il vivote du RSA et de petits boulots, payés au noir. Avec sa barbe, son teint pâle de Breton, ses cheveux châtain clair tombant à hauteur des épaules et sa petite taille, il ressemble plus à un hobbit tout droit sorti du *Seigneur des anneaux* qu’à un énième avatar postmoderne du jihad irakien.

Nous ne l’avons jamais rencontré, seulement aperçu sur des photos et vidéos, mais nous avons mené avec lui des entretiens téléphoniques pendant plus d’un an et demi. Kevin a été élevé par sa mère en Bretagne. Ses parents se sont séparés peu après sa naissance. Il n’a jamais eu beaucoup de contacts avec son père. « La relation était pas tip top », dit-il. Les individus issus de familles monoparentales avec une figure paternelle défaillante sont surreprésentés dans les milieux jihadistes. Leurs proches estiment souvent qu’ils ont ainsi retrouvé, dans cette idéologie, la symbolique d’une autorité paternelle qui leur avait fait défaut.

Converti à 14 ans

Dès l'enfance, Kevin reçoit donc une éducation religieuse catholique qui scelle en lui la crainte et la foi en Dieu. Ou plutôt, sa croyance en l'existence d'un monothéisme. À l'image de deux autres jihadistes issus d'une éducation chrétienne, que nous avons également interrogés, il explique que le catholicisme lui semblait parfois trop complexe à appréhender. Des piliers du dogme romain, tels que la Trinité, ressentis comme polythéistes, le laissent perplexe. « C'était trop difficile à comprendre. Avec l'islam les choses sont tellement claires et faciles à comprendre. Ça m'a énormément attiré. » L'islam répond à ses interrogations métaphysiques. Il s'y intéresse dès l'adolescence parce que, dans son entourage, dit-il, plusieurs de ses amis sont musulmans. Il se convertit à l'âge de 14 ans dans une mosquée du mouvement de prédication fondamentaliste tabligh[1]. Sa conversion coïncide également avec l'apparition dans sa vie du nouveau mari de sa mère. Un musulman peu pratiquant, par ailleurs chanteur de raï. Kevin fréquente les tablighi pendant trois ans, avant de rompre avec eux. « Je les ai quittés parce que c'est une secte. »

Pour approfondir sa nouvelle religion, il s'informe en parallèle sur internet où il pense découvrir « le réel islam ». Sur Facebook, il s'abonne à la page d'un groupe de jihadistes nantais qui va donner une orientation différente à ses convictions religieuses : Forsane Alizza, les « Cavaliers de la fierté » en français. Les frasques provocatrices de l'émir de ce groupuscule, dissous après l'affaire Merah en 2012, ne le laissent pas insensible. Abou Hamza, un trentenaire français d'origine marocaine aujourd'hui en prison, est notamment connu pour ses manifestations contre la loi interdisant le niqab dans l'espace public et pour avoir brûlé un Code pénal sous les fenêtres d'un commissariat en région parisienne. À 17 ans, Kevin rejoint Forsane Alizza, les rencontre plusieurs fois et participe à leurs activités. C'est à leur contact qu'il adopte l'idéologie jihadiste. « Ils m'ont fait découvrir cette *aqida*[2] sur le *takfir*[3], sur les *tawaghit*, les personnes qui font des annulatifs de l'islam[4], le *shirk*, etc. Moi, j'avais pas de science, j'étais ignorant. Ils rapportent des versets et des *hadith* qui sont vrais, mais ils les tournent à leur sauce pour mieux égarer les gens. »

Dans ces cercles, il fait la connaissance de sa femme, Salma. « Je l'ai rencontrée par le biais de Forsane Alizza, c'est-à-dire sur Facebook. » À cette période, il rencontre aussi ses premières difficultés avec les services de renseignement. Peu après la dissolution de l'association Forsane Alizza et l'incarcération de son leader, ses avoirs et ceux de sa femme sont gelés par arrêté ministériel. « Quand ils se sont fait soulever par la police, nous on faisait des appels aux dons sur internet pour leurs familles qui se sont retrouvées sans argent vu que leurs comptes ont été gelés et qu'ils pouvaient plus recevoir leur CAF. Donc ils nous ont gelé nos comptes aussi. »

Départ en Syrie

C'est à ce moment que Kevin, alors âgé de 20 ans, part en Syrie avec sa femme. « J'avais rencontré un Tunisien sur Facebook. Il avait son cousin en Syrie. Et c'est lui qui m'a conseillé de rentrer chez Jabhat al-Nusra. Il m'a dit que c'était possible avec une grande facilité de rejoindre le Sham en famille, que y aurait tout sur place. J'ai pas hésité un instant. » En 2012, ils sont parmi les tout premiers Français à tenter l'expérience de la *hijra* au Levant. Sauf qu'une fois sur place, l'intégration est moins aisée que prévu. Il frappe à la porte du Front al-Nosra, or chez Al-Qaïda, n'entre pas qui veut. Il n'a pas de *taskia*, de recommandation. « Toute personne qui veut rentrer chez eux, surtout un *muhajir*, faut qu'il ait une personne au sein du groupe qui le connaisse. » Sans contact, Kevin est refoulé et se rabat faute de mieux sur des unités dites modérées de l'Armée syrienne libre. Il participe à sa première bataille aux côtés du groupe salafiste Ahrar al-Sham. La réalité du front lui fait tout drôle. « Ils nous tiraient dessus avec des roquettes, des mitrailleuses, des obus, c'était le carnage de partout. Celui qui était à côté de moi, il s'est levé pour tirer et il s'est mangé une balle dans la tête. Le deuxième pareil et le troisième il était là pour ramener les corps en arrière et il s'est pris une balle, il est mort aussi. »

Il passe plusieurs mois au sein de ces groupes rebelles avant de rejoindre l'EIIL, actuel EI, dès l'officialisation de sa présence en Syrie, au printemps 2013. « Leur beau discours du début au moment de leur première annonce, c'était comme des fleurs qu'ils nous jetaient. Ils disaient qu'ils voulaient consolider tous les groupes pour être plus forts. Donc, nous, avec plus de la moitié de mon groupe on est partis prêter allégeance à *dawla*. Et eux, ils acceptaient tout le monde, toute personne *muhajir* ou syrien, donc c'était un peu la facilité aussi. C'était un appel d'union pour tous les musulmans pour installer la *charia*. C'était tout ce que les musulmans ils voulaient. Et aussi c'était un groupe de *muhajir*, je me suis dit peut-être que je vais pouvoir rencontrer des Français, ça va m'aider face aux Arabes avec qui je parlais pas la langue, c'était pas facile pour moi. »

Et en effet, à Raqqa, il se retrouve immédiatement avec de nombreux Français. Il y côtoie même tout le gratin jihadiste francophone et notamment plusieurs de ceux qui formeront plus tard le commando du 13 Novembre. Extrêmement enthousiaste, sous sa cagoule, il participe avec eux à des vidéos de propagande pour inciter d'autres Français à les rejoindre. Avec sa femme, sur internet, il attire notamment des jeunes femmes en Syrie. C'est ainsi qu'il se marie une deuxième fois, puis une troisième. Deux Françaises d'origine sénégalaise. C'est cette activité de recrutement qui lui vaut d'être placé en septembre 2014 sur la liste très VIP des terroristes sanctionnés par le Conseil de sécurité de l'ONU « pour avoir concouru à organiser, financer, faciliter, préparer ou exécuter des actes ou activités de l'organisation Front al-Nosra ». En réalité, il ne s'agit pas du Front al-Nosra, mais, à cette époque, les institutions internationales ne savent pas encore faire le distinguo entre la branche syrienne d'Al-Qaïda et l'État islamique. Quand il découvre son nom et celui de sa femme sur

cette liste, Kevin s'étonne. « J'ai pas compris. Ils disent que je suis un soi-disant recruteur. Alors que j'ai jamais recruté personne. » Il reste pourtant très actif sur Facebook, participe en 2014 aux premières vidéos de propagande en français de l'État islamique et tente d'attirer une quatrième jeune fille, mineure, mais sans succès. « Après on a pas la même définition eux et nous de recrutement. » Manifestement.

Genre famille nombreuse

De Syrie, Facebook lui permet, avec son épouse Salma, non seulement de faire venir des femmes de France, mais aussi de collecter de l'argent. Car pour ceux qui ne partent pas de France, financer le départ ou la vie des autres en Syrie fait également gagner des points pour le paradis. « Les personnes qui ont pas pu faire *hijra*, elles prennent récompense en aidant les personnes qui ont fait *hijra* dans le besoin, comme moi et ma femme. Et moi j'avais pas d'argent. Je faisais des appels aux dons sur internet pour pouvoir vivre. C'était des mini-dons de 300, 500, 800, 1 000 euros, tous les deux ou trois mois. »

Ses assauts de séduction sur Facebook poussent même sa propre mère dans les filets de la justice antiterroriste. De Syrie, prétextant une dette, Kevin lui avait en effet demandé d'envoyer de l'argent à une jeune fille de 16 ans avec laquelle il souhaitait se marier de façon à financer son voyage en Syrie. Mais la lycéenne a été arrêtée sur le chemin, en Allemagne. Les enquêteurs n'ont pas eu de mal à retrouver l'origine des fonds qui lui avaient permis de payer son billet.

Kevin s'épanouit dans la polygamie. « J'ai décidé de prendre quatre femmes parce que Allah il me l'a autorisé, tout simplement, et que le prophète SAWS aussi il l'a pratiqué. Et aussi parce que, entre coépouses, elles s'entraident dans la cohabitation, dans les travaux ménagers, avec leurs enfants et dans la religion. Et j'aime avoir plusieurs enfants. Et le fait d'avoir plusieurs femmes, ça permet d'avoir plusieurs enfants. »

Et, en effet, Kevin est plutôt du genre famille nombreuse. À 24 ans, il a déjà au total six enfants avec ses quatre femmes, dont quatre, nés en Syrie, sont de lui, sans aucune existence administrative. À quoi il convient d'ajouter son autre enfant né en France d'une première union. « C'est ma première femme avec qui j'ai divorcé. » C'est donc avec l'aide de sa femme Salma et de Facebook qu'ils sont parvenus à agrandir leur foyer. Deux mariages sur internet, confirmés, dès l'arrivée des épouses, au tribunal islamique. Sa quatrième épouse est une Française qui elle-même a déjà une fille, mais il est allé les chercher dans un *maqqar*. C'est Kevin qui l'avait fait venir, mais elle s'était d'abord mariée avec un Jordanien mort au combat avant d'être envoyée dans cette maison de femmes.

Cette quatrième union, explique-t-il, est censée faciliter leur départ à tous de Syrie. La quatrième jeune femme souhaite elle-même rentrer en France, mais a besoin d'un homme pour le faire. De France, sa famille propose donc à Kevin de participer financièrement au coût d'un passeur s'il accepte de l'aider en se mariant avec elle. En outre, chaque mariage donne lieu à une prime de l'État islamique. Entre 800 et 1 500 dollars pour un premier mariage, puis 800 euros en cas de mariage avec une veuve, ce qui est le cas de la jeune femme.

« La secte de *khawarij* »

Pourquoi ont-ils décidé de rentrer en France après quatre années passées en Syrie ? Kevin explique que la première raison n'est autre que la peur de mourir. Les bombardements s'intensifient, l'EI recule sur tous les fronts. « C'est ça qui m'a fait le déclic en moi. » Kevin a également peur d'être exécuté par l'EI. « Je crains les *emni* parce que *dawla*, plus le temps avance, plus l'étau se resserre sur eux, plus ils deviennent paranoïaques. À la moindre faille, par la parole ou une action banale, tu peux vite monter dans leur suspicion. Ils vont te soupçonner, t'arrêter. Ils vont dire que je suis un espion, que je donne des endroits à cibler à la coalition. Vu que, eux, ils sont frappés par la coalition, tu peux te faire exécuter ou forcer à partir combattre pour leur prouver quelque chose. »

Et le combat, Kevin en a peur aussi. Depuis des mois, il fait tout pour l'éviter. Il est allé jusqu'à se fouler volontairement la cheville dans ses escaliers pour éviter d'être envoyé au front. Depuis une blessure par éclat d'obus lors d'une bataille, il se dit traumatisé par les batailles et les exactions. « J'ai très peur. Ça arrête pas de cogiter dans ma tête. J'ai quand même beaucoup subi psychologiquement ici. J'ai vu des personnes crucifiées, les têtes ça saute vite ici, peur de sauter sur une mine aussi, d'être tué. »

Au-delà de la question sécuritaire, Kevin se dit désormais en rupture avec l'EI d'un point de vue religieux. Après avoir lu des textes des « savants de l'islam en Arabie saoudite », il se dit maintenant salafiste quiétiste et qualifie les jihadistes de « secte de *khawarij* », c'est-à-dire d'égarés. « Je me désavoue d'eux complètement. J'ai hâte de partir d'ici. Pour moi il n'y a pas de jihad concret maintenant dans les règles de l'islam. Niveau religieux, après avoir été dans cette idéologie, je me suis rendu compte, à la suite de recherches religieuses auprès des *hadith* du prophète SAWS, de ce que les savants disent et que j'étais en totale contradiction avec l'islam. Moi je peux pas concevoir des personnes qui font des attentats, qui font couler le sang des musulmans. »

Mais quitter l'État islamique, qui condamne toute désertion, n'est pas chose aisée. Surtout avec quatre femmes, six enfants, dont certains en bas âge. Kevin y réfléchit depuis un an et demi. Il s'est alloué les services d'un avocat qui, en France, se charge des procédures avec les autorités,

notamment pour faire reconnaître l'existence administrative des enfants nés en Syrie et prévenir de leur retour. Une première tentative de fuite s'est déjà terminée dans les geôles de l'État islamique. Kevin avait contacté et donné toutes ses économies à un passeur qui promettait de lui faire traverser la frontière avec sa famille. Manque de chance, ce passeur travaillait avec l'État islamique. Arrivé au point de rendez-vous fixé, ce sont des hommes armés et cagoulés qui les attendent : les *emni*. Ces services de renseignement de l'EI les conduisent tout droit en détention pour y être interrogés. Kevin et ses femmes échappent de peu à une condamnation à mort pour espionnage. Heureusement pour eux, leurs versions coïncident. Lors des interrogatoires, ils prétextent tous avoir voulu se rendre en Turquie pour y soigner une des femmes souffrant d'une phlébite. Malgré les doutes, ils sont relâchés au bout de deux semaines. Mais ils sont dans le collimateur. D'autant qu'une de ses femmes avait déjà frôlé l'exécution pour sorcellerie en raison de ses crises d'épilepsie. Ils vivent donc dans l'angoisse permanente d'être démasqués. Finalement, ils parviennent à fuir deux mois plus tard, avec l'aide d'un autre passeur.

Passé la frontière, Kevin et ses femmes sont arrêtés et placés dans un centre de rétention administratif. Quatre mois plus tard, en septembre 2016, toute la famille comparait dans un box du tribunal de Gaziantiep. Les femmes et les enfants sont expulsés pour être remis aux autorités françaises. Kevin doit encore purger une peine de prison en Turquie avant d'être lui aussi extradé vers son pays. Il espère refaire sa vie en bon père de famille et passer son bac. « J'ai totalement changé, assure-t-il, maintenant je suis quelqu'un de mature et responsable. » C'est le jury d'une cour d'assises qui devra en juger.

---

1. La Jamaat Tabligh est un mouvement de prédication fondamentaliste et missionnaire fondé en 1920 en Inde, introduit en France sous forme d'associations dès les années 1960. Ce courant très prosélyte se présente comme apolitique et pacifique. Ses membres se donnent pour mission d'aller au contact des non-croyants dans un but affiché de réislamisation, notamment des quartiers populaires. Même si celles-ci ne diffusent pas d'appel au jihad, en France, les mosquées tenues par le mouvement tabligh, adepte d'une lecture littéraliste des textes, sont parfois fréquentées par des salafistes quiétistes et des jihadistes.

2. *Aqida* : « dogme » en arabe. Entre eux, les jihadistes s'appellent souvent « frère ou sœur de la *aqida* », sous-entendu de la bonne croyance.

3. Chez les jihadistes aussi, on peut s'accuser d'extrémisme. *Ghulat takfir* est une expression utilisée uniquement par les jihadistes qui signifie littéralement « les exagérateurs dans le *takfir* », « ceux qui accusent d'autres musulmans de mécréance de façon excessive ».
Takfiri : pour celui qui fait l'objet de cette appellation, le mot est avant tout reçu comme une insulte. Ce seraient les forces de sécurité égyptiennes qui auraient inventé ce terme dans les années 1980 pour désigner les jihadistes. *Takfiri* est dérivé du mot *takfir*, c'est-à-dire le fait de « rendre mécréant », en clair, d'excommunier d'autres musulmans en raison de leur pratique, considérée comme déviante. Accusation lourde de conséquences puisque, dans le contexte du jihad syrien, cela revient à appeler à tuer la personne dont on fait le *takfir*. Même s'ils ont tendance à excommunier tous les musulmans qui leur résistent, les jihadistes rejettent le terme, d'autant qu'en leur sein même, les accusations de

takfirisme sont régulières. Chez l'EI, des dizaines, peut-être même des centaines de personnes ont été exécutées pour ce motif. Les jihadistes parlent alors de *ghulat takfir* [voir note 2], littéralement des « exagérateurs » ou « extrémistes » qui, euphémisme, « exagèrent dans le *takfir* ». Au Nigeria, le leader de Boko Haram, Aboubakar Shekau, a ainsi été écarté en 2016 du leadership de la branche africaine de l'EI après avoir été accusé d'être un *ghulat*.

4. Annulatifs de l'islam : il s'agit des « actes annulatoires de l'islam » qui valent apostasie instantanée. Selon Ibn Abdelwahab, l'un des principaux inspirateurs historique du salafisme, il y a dix principaux annulatifs : donner un associé à Dieu (le *shirk*), mettre un intermédiaire entre soi et Dieu pendant la prière (culte des saints), ne pas excommunier les idolâtres, croire qu'une autre religion puisse être valide, détester une pratique du Prophète, se moquer de la religion, pratiquer la sorcellerie, s'allier avec les mécréants contre les musulmans, dire que certains seraient dispensés de suivre les règles de l'islam, délaisser l'islam.

À Nice, la promenade des jihadistes

Quentin est tombé dedans quand il était petit. Il n'a guère eu le choix. Pendant plusieurs années, l'endoctrinement s'est déroulé dans son HLM, à Nice. En toute quiétude. Une prédication jihadiste de proximité, du quotidien. Un travail de fond patient, efficace et finalement meurtrier. C'est dans ce bastion de droite aux 1 300 caméras de vidéosurveillance qu'ont émergé des figures politiques comme Éric Ciotti et Christian Estrosi, ardents promoteurs du tout-sécuritaire. Dans cette ville réputée pour sa douceur de vivre méditerranéenne et sa mythique promenade des Anglais, prisée par un électorat de seniors aisés et de touristes étrangers fortunés.

C'est bien sous ce doux vernis du microclimat azuréen que, dès 2014 et loin du label French Riviera et bien avant l'attentat du 14 juillet 2016 qui a fait 86 morts et 400 blessés, Nice est devenue la ville qui détient le record de France du nombre de jihadistes partis en Syrie. En tout, en comptant les hommes, les femmes et les enfants, plus d'une centaine de départs entre 2013 et le tassement de l'été 2016. Comment expliquer un tel paradoxe ? En grande partie par la présence dans ses quartiers populaires, jusque fin 2013, d'une des personnalités les plus influentes du jihad français : Omar Diaby.

Omsen, la contraction d'« Omar Sénégal »

Lorsque Quentin commence à assister aux « réunions » d'Omar dans sa cité, il doit avoir 11 ou 12 ans. Il ne sait plus très bien. « Au début, dit-il, je le voyais commencer son travail, mais je rentrais pas encore dans ses débats. J'allais pas le voir. Je lui disais même pas bonjour. Mais au bout d'un certain temps, vu que tous mes potes allaient le voir, moi aussi j'ai commencé à vouloir savoir ce qu'il disait, par curiosité. »

À cette époque, vers 2011, Omar Diaby, dit Omsen – la contraction d'« Omar Sénégal » –, exerce déjà un ascendant très fort sur une cinquantaine de jeunes. Il est bien connu des services de renseignement pour avoir tenté de se rendre en Afghanistan et au Yémen avec une dizaine de personnes. Mais l'équipe a été arrêtée le jour du départ à la gare de Nice. Après leurs gardes à vue, tous sont laissés libres et placés sous surveillance policière.

Sa fiche S et son bracelet électronique n'ont pas empêché Omar de poursuivre ses activités de prédication à Nice et bien au-delà. « Il venait juste en bas de la pente de mon bâtiment et, là, il allait voir les jeunes parce que les jeunes se posaient là-bas. "Salam alaykoum, etc. Alors vous allez pas à la mosquée ? Qu'est-ce que vous faites là ? Allez à la mosquée, apprenez la religion, c'est mieux." Ceux qui avaient un joint dans la main, il disait : "Arrête de fumer, c'est *haram*, tu vas aller en enfer." Je me rappelle d'une de ses phrases quand quelqu'un lui avait dit : "Je peux pas aller à la mosquée, je vais à la plage." Omar lui a répondu : "Ben t'iras bronzer en enfer alors"… »

Si Omar déploie tant d'efforts pour culpabiliser les jeunes et les pousser à aller à la mosquée du quartier, ce n'est pas parce que celle-ci prône le jihad. Au contraire. Mais, en parallèle du prêche officiel, il utilise cette salle de prière pour délivrer ses propres cours, dans lesquels il chante les louanges d'Al-Qaïda et de l'émigration en terre d'islam. « L'imam n'était pas du tout radical, mais Omar Diaby était un imam autoproclamé. Il prenait son groupe à part dans la mosquée et, à la fin de la prière, il faisait encore un autre rappel sur le jihad *fissabililah*. Le jihad "sur le sentier d'Allah", il appelait ça comme ça. Des fois, il faisait la prière collective au stade de foot avec une dizaine de personnes. Des fois, il faisait des réunions chez lui où y avait pas que des jeunes de Nice, mais aussi d'un peu partout. Il nous parlait toujours de l'importance de la *hijra*, de l'émigration, de la sortie de ce pays de *kouffar*, de partir d'un pays mécréant pour aller rejoindre un pays de croyants. Quand on lui disait : "La Tunisie ?" il disait : "Non ! C'est des pays *kouffar* parce qu'ils appliquent la démocratie, c'est des mécréants." Quand y avait pas encore la Syrie, c'était l'Afghanistan. Mais y avait toujours un pays en guerre qui lui, soi-disant, voulait appliquer la loi d'Allah, comme Omar disait. Il savait comment parler pour activer les jeunes du quartier, parce que beaucoup étaient captivés par lui, sous son emprise. »

Omar est éloquent, intelligent et manipulateur. Il promet la félicité éternelle à ceux qui le suivent, l'enfer à ceux qui le rejettent. Il cible en particulier une assistance plutôt adolescente, plus malléable et perméable à sa lecture très personnelle de la religion. « Certains des plus grands, c'est-à-dire dans la vingtaine, trentaine, ils disaient que c'était n'importe quoi, mais ça a eu une influence sur les plus petits. » Omar sait trouver les mots qui convainquent. Il séduit. Il menace. Il hypnotise. « Il nous mettait beaucoup d'ultimatums : "Oui, si tu fais pas ça, c'est l'enfer." Parfois ça pouvait atteindre la psychose, c'est un truc de malade. Je pense que c'est son charisme, je sais pas, s'interroge Quentin, il avait quelque chose qui arrivait à donner satisfaction aux gens, en fait. Les gens étaient satisfaits de ce qu'ils entendaient de la bouche d'Omar. Il arrivait à bien faire passer ce

qu'il disait. Quand il parle par exemple du jihad, il en parle comme si c'est un truc magnifique, alors que c'est une chose horrible. »

En cinq ou six ans, à Nice, Omar constitue une petite communauté de fidèles à ses ordres, prête à le suivre aveuglément. Tel un gourou, il décide déjà de certains mariages, beaucoup lui envoient aussi de l'argent pour financer ses activités. Son emprise se fait si insistante que les réfractaires qui souhaitent lui résister ont du mal à esquiver ses activités de rabatteur permanent dans la cité. « Oui, les jeunes avaient honte de lui dire qu'ils ne voulaient pas aller à la mosquée. Soit ils se cachaient dans les blocs pour l'éviter, soit ils lui trouvaient une excuse du style : "Je vais aller me changer, m'habiller, je reviens." C'est déjà arrivé qu'il y en a qui s'en foutent, mais la plupart n'osaient pas lui dire : "Non je veux pas aller à la mosquée." Et d'ailleurs la plupart de ces jeunes ne priaient pas à la base. »

Le boss

Dans les quartiers populaires de Nice, Omar Diaby n'est déjà pas n'importe qui lorsqu'il se lance dans ses logorrhées jihadistes acharnées. Ce grand gaillard hâbleur traîne avec lui un CV de gangster qui lui vaut le respect des jeunes de la cité. Dans les quartiers niçois, c'est lui le boss. Celui qui a toujours été craint et écouté. Passé 35 ans, Omar a déjà plusieurs braquages de bijouteries à son actif, une tentative d'homicide et de nombreuses années de prison derrière lui. Il n'est pas issu d'un foyer rigoriste, mais d'une famille adepte d'un islam traditionnel tidjian, une des trois confréries les plus importantes au Sénégal.

Lorsque nous l'interviewons pour la première fois en 2013, il explique avoir eu une révélation en sortant de prison. Une vision de Dieu et de l'ange Gabriel. Un brin mégalomaniaque, profondément narcissique, c'est à partir de cette apparition qu'il commence à se rêver en grand émir d'Al-Qaïda. En Ben Laden de la Riviera. Il raconte qu'en levant les yeux vers le ciel, il voit le chiffre 19 se dessiner dans les nuages. Il deviendra son chiffre fétiche. Dans un cumulonimbus, il voit aussi deux lettres : « HH ». Elles deviendront la marque de fabrique de ses vidéos pour « histoire de l'humanité ».

Car Omar voit plus large et ne se contente pas de son intense *street dawa* niçoise. Les réseaux sociaux lui offrent une résonance bien au-delà de la baie des Anges. Il passe ses journées derrière son ordinateur à monter les dizaines d'épisodes de sa série *19 HH* qui entend retracer la vraie histoire cachée de l'histoire de l'humanité. Ses vidéos sont diffusées sur sa page Facebook, qui compte plusieurs milliers d'abonnés, et sur laquelle il apparaît sous son pseudonyme d'Omar Omsen. Dans ces interminables montages artisanaux, il vocifère ses prêches sur des images mêlant des

extraits de chaînes info, de clips d'Al-Qaïda, de films américains, de discours politiques et de séries télé, récupérés sur les plateformes de partage de vidéos en ligne.

Dans un embrouillamini de conspirationnisme, d'eschatologie musulmane, d'interprétations de versets et de *hadith* dans lesquels il va jusqu'à trouver l'annonce du 11 Septembre, Omar Omsen présente la société française comme viscéralement corrompue, perverse, ennemie de l'islam. Il insiste par conséquent sur l'obligation pour tout musulman d'accomplir sa *hijra* et son jihad à l'étranger. Mais où partir ? Existe-t-il un territoire garant d'un islam authentique ? Dès la fin 2012, ses vidéos se focalisent sur un pays décrit comme le plus sacré en islam, où les musulmans sont décimés, autant de signes apocalyptiques censés présager le retour sur terre du Mahdi[1], à l'approche de la fin des temps : c'est la Syrie.

Son message peut paraître loufoque, mais son écho est considérable. Plus seulement à Nice, mais partout en France. À tel point qu'Omar Omsen devient, entre 2012 et 2013, la figure majeure de la jihadosphère francophone. Sur internet, il est contacté par un certain Abou al-Hassan, très admiratif de son travail. Ce Lyonnais d'origine marocaine, natif de Haute-Savoie, lui propose de l'aider à réaliser ses vidéos pour augmenter la cadence de diffusion. Il s'appelle Mourad Farès, il est âgé de 29 ans et il devient son bras droit.

À eux deux, ils génèrent en 2013 des dizaines et des dizaines de vocations dans toute la France. Leurs pages Facebook fédèrent toute une communauté idéologique et donnent lieu à des rencontres physiques tout au long de l'année 2013, en vue de préparer les premiers départs massifs vers la Syrie. Avec ses abonnés numériques, Omar tient de nombreuses réunions, notamment à Lyon et à Paris. L'objectif est de réunir tous ses partisans dans une même brigade, en Syrie, sous la bannière d'Al-Qaïda.

Mourad Farès

De son côté, Mourad sillonne également l'Hexagone. Il rencontre notamment à trois reprises le groupe de Strasbourg parti en Syrie à dix, par grappes de deux ou trois, à partir de décembre 2013. Un groupe de copains d'enfance, de maternelle, peu diplômés. Un réseau d'affinités de quartier, de club de foot et de bars à chicha, dont les membres sont abonnés aux petits boulots. Parmi eux, figure un certain Fued, qui deviendra l'un des trois kamikazes du Bataclan, après avoir ouvert le feu sans hésiter sur la foule et exécuté de sang-froid des jeunes du même âge que lui, le soir du 13 novembre 2015 à Paris. La bande de potes avec laquelle il part en Syrie était jusqu'alors plus assidue des boîtes de nuit que de la mosquée.

Pour eux, tout commence par un simple abonnement à la page Facebook de Mourad. C'est le cas de Karim, le frère de ce kamikaze, qui, lors d'un entretien téléphonique en prison en 2016, où il est incarcéré depuis son retour de Syrie en 2014, raconte : « J'étais un petit peu utopiste. Je suis parti en Syrie avec un idéal, après avoir visionné depuis mon petit écran, bien au chaud sous ma couette, en France, des images sur les exactions, les tortures, les bombardements massifs contre le peuple syrien. Je suis parti pour combattre le régime de Bachar avec des gens qui voulaient instaurer la *charia*. Qu'est-ce qui m'a séduit ? Franchement, c'est beaucoup les vidéos d'Omar Omsen et de Mourad, comme *Al-Mahdi et le second Khilafah*. Ça m'a vraiment captivé. »

Mourad Farès part en Syrie en juillet 2013. C'est un Français converti de l'EIIL, actif sur zone depuis 2012, qui le fait entrer après de simples échanges sur Facebook. En attendant l'arrivée d'Omar Diaby en octobre, il monte leur brigade francophone au sein de l'EIIL. Très vite, ils sont près d'une centaine. Mis à part quelques Belges et deux Suisses, presque tous sont Français et viennent en majorité de Nice. Sur place, sa page Facebook est une véritable agence de tourisme jihadiste. Tous les jours, Mourad Farès va chercher les nouveaux arrivants à la frontière. Tous les jours, il poste des messages audio, des photos où s'exhibe son sourire ultrabright, index levé et lunettes d'aviateur dans son 4x4, en armes, ou en majesté sur un cheval, pour rappeler l'imaginaire des années afghanes d'Oussama ben Laden. La réalité est pourtant beaucoup plus proche d'une colonie de vacances de pieds nickelés, avec pour seules références théologiques des traductions mal écrites par des Français aux mêmes profils sociologiques qu'eux, mais Omar et Mourad parviennent à faire de la Syrie le nouveau cool.

Et ainsi de suite

« Si j'avais pas rencontré Omar, dit Quentin, je pense pas que je me serais intéressé à tout ça. J'ai vu ensuite ce qui se passait en Syrie, ça m'a quand même touché, mais je serais certainement pas parti si je n'avais pas rencontré Omar Diaby. » Sans doute pas plus que les 130 autres personnes parties de Nice pour la Syrie. Toutes sous l'influence directe ou indirecte d'Omar. C'est lui qui glisse le logiciel. Lui qui contribue à lancer l'engrenage des départs exponentiels en 2013 et en 2014. Au-delà de Nice, des dizaines viennent aussi d'autres régions de France : du Nord à Paris, en passant par la Normandie ou la Martinique. De toutes les minorités également : deux frères de son groupe sont par exemple des convertis issus de la communauté des gens du voyage.

Tous sont partis après avoir vu les vidéos d'Omar Diaby et de Mourad Farès. Et eux-mêmes, sur les réseaux sociaux, incitent ensuite leurs proches à venir en Syrie. Après une année d'hésitation, plusieurs des amis de Quentin sont déjà sur place. Sans grandes connaissances religieuses, suivant

plutôt une logique mimétique d'effet de groupe, il décide de les rejoindre en novembre 2013. Avec son frère aîné, âgé de 22 ans, et un voisin d'origine tchétchène, ils prétextent auprès de leurs parents une sortie en boîte de nuit, comme à leur habitude, mais ils partent en réalité à Marseille prendre un avion pour Istanbul. « Tout s'est enchaîné. Omar est parti, son frère Moussa l'a rejoint, sa famille, ses deux fils, ses femmes, puis deux personnes du quartier sont parties. Et ensuite ça a été à notre tour, tout simplement. » Et ainsi de suite.

Lorsque Quentin arrive en Syrie et poste son premier selfie en kalachnikov sur sa page Facebook, il n'a que 16 ans. « Quand on est partis, on pensait que c'était bien ce qu'on faisait. » Avec son frère dont le prénom semble emprunté à une série B américaine, ils ont grandi dans un milieu paupérisé. L'année de son départ, Quentin est élève en CAP et travaille comme vendeur, le week-end, dans un petit magasin de Nice. Sans antécédents judiciaires, il est inconnu de la police, force un peu sur la fumette mais n'a jamais trempé dans la délinquance. Son père, né en Tunisie, musulman pratiquant, leur a prodigué, à lui et son frère, une éducation religieuse, mais a tenu à leur donner des prénoms occidentaux pour faciliter leur intégration dans la société française. C'est un homme à la personnalité écrasante, qui se déplace dans les rues de Nice sur sa vieille mobylette et vit du RSA. Il est de santé fragile. Leur mère, française de confession chrétienne, ne travaille pas non plus. Très dégradée physiquement, jusqu'à avoir des difficultés à s'exprimer, elle souffre, depuis la naissance de Quentin, d'une grave maladie, difficile à assumer socialement.

Déjà vulnérables, les parents sont dévastés par le départ de leurs deux fils en Syrie. Sur Facebook, leur père maintient un contact constant. Son obsession est alors de les convaincre de rentrer. Et il finit par y parvenir avec Quentin, le moins idéologisé des deux. Au bout de sept mois sur place, le père emprunte de l'argent à ses proches pour financer un voyage en Turquie. Dans le sud du pays, il donne rendez-vous à son fils. Quentin est alors dans la ville frontalière d'Atma. Il profite de la prière collective du matin pour échapper à la vigilance de sa brigade et fuir en courant. Il traverse les quelques kilomètres de frontière et retrouve son père de l'autre côté. De retour à Nice, il est immédiatement interpellé à l'aéroport par deux agents des renseignements territoriaux. « Je descends, je passe la douane, je marche deux mètres et on me dit : "Jeune homme, arrêtez-vous." On m'amène dans le commissariat de l'aéroport, on me met dans une cellule, j'attends l'arrivée de la DGSI. »

Quentin est ensuite placé en détention en région parisienne. Il y reste une année avant d'être libéré sous contrôle judiciaire, sans ses papiers d'identité, qui lui sont confisqués par la justice. Ses parents, qui préfèrent le savoir en prison en France, respirent. Mais ils désespèrent pour leur second fils qui refuse catégoriquement de quitter le jihad. Ils sont convaincus que le grand frère de Quentin ne rentrera jamais. Il est déterminé à mourir en Syrie.

Dans la gueule du loup

Pourquoi Quentin a-t-il fini par accepter de rentrer ? Il explique que ses premiers doutes remontent à son arrivée, lorsqu'il se retrouve dans un camp d'entraînement de Jabhat al-Nusra, dirigé par un Égyptien, vétéran d'Al-Qaïda en Afghanistan. « C'était en arabe, mais y avait un Français qui parlait arabe qui faisait la traduction. Ça fait bizarre, du jour au lendemain, on se retrouve avec des armes entre les mains à se faire réveiller par des grenades factices. Là je me dis : “Ah ouais quand même.” Je me pose pas vraiment de question sur un retour à ce moment-là, mais je commence quand même à réfléchir et je réalise que je suis dans un pays en guerre. » Le changement d'ambiance avec la quiétude niçoise est en effet brutal pour l'adolescent de 16 ans. Et ce, dès son arrivée dans la ville frontalière d'Atma. « Quand j'arrive là-bas, je suis confronté à la réalité directement. Ce n'est plus la France, c'est plus “*pump it up*”. Y a des avions, des hommes armés. Les avions, je les ai vus bombarder deux heures après être arrivé. Dès le début, on voit ce que ça va être. Une fois y a eu une voiture piégée à Atma qui a fait exploser tout le deuxième étage d'un hôpital. Elle avait explosé sur le parking de l'hôpital. Les corps des gens touchés par cette explosion étaient totalement disloqués. Y avait pas de survivants en fait. Il fallait juste évacuer les corps. J'avertis certains Français qui veulent partir. S'ils partent, faut qu'ils aient le cœur bien accroché. Je suis quand même resté un long moment, sept mois, donc je pense que y a que deux solutions. Soit on rentre pas et on devient fou à cause de tout ce qu'on a vu et vécu, parce que voir des morts à longueur de journée, ça fait quelque chose, ça peut choquer la plupart des personnes. Soit on revient avec une leçon de vie. Celle qui nous dit que la vie c'est vraiment, vraiment, vraiment important. Et on peut la perdre à n'importe quel moment. Aller là-bas, c'est se jeter dans la gueule du loup tout simplement. »

Un mois après son arrivée en Syrie, au sortir de sa formation militaire, commence la *fitna*, la grande discorde. À partir de fin 2013 et début 2014, une guerre fratricide s'engage entre les groupes rebelles (Armée syrienne libre, ASL) et les jihadistes de l'EIIL, et, par voie de conséquence, entre Français. Les causes précises de cette lutte intestine et meurtrière lui échappent encore aujourd'hui. Quentin se souvient simplement que, lorsque les premiers coups de feu ont crépité, il était sereinement attablé en terrasse à Haritan, en train de déguster un kebab avec d'autres Niçois. À cette époque, toutes les brigades coexistent encore pacifiquement dans cette petite ville de la banlieue d'Alep. Tous les jihadistes étrangers s'y croisent. « On mange tranquille, on est posés, on parle de tout et de rien, on essaie d'oublier les bombardements, et d'un coup une personne de l'EI vient nous voir et nous dit : “Vous n'êtes pas au courant ?” en arabe. C'était un Syrien de l'EI. Et il nous dit que ça va péter avec l'ASL parce qu'il y a eu des problèmes d'attaques faites par l'EI sur l'ASL. »

« En fait, chacun se renvoyait la balle. L'ASL disait que l'EI les avait attaqués. On finissait nos sandwichs parce qu'on pensait pas que ça allait vraiment péter. On croyait juste que les chefs des groupes allaient se rencontrer, que y allait avoir une tension, mais certainement pas que ça allait

partir carrément en tirs de mortier et que chacune des armées enverrait ses soldats pour combattre l'autre armée. » En quelques instants, c'est pourtant bien ce qu'il se passe, la ville se transforme en champ de bataille, au milieu des civils syriens.

« D'un coup on entend que ça mitraille de partout, c'est venu d'un coup. Les 14,5, les grosses mitrailleuses derrière les voitures, commencent à tirer, on voit les gens courir de partout, la panique, les civils qui s'enfuient et tout… Des gens qui viennent armés et qui nous prennent à partie, chaque groupe pensant qu'on était dans un groupe ennemi. L'EI pensait qu'on était Jabath al-Nusra et l'ASL pensait qu'on était EI. »

Feux croisés

Or son groupe de novices français, qui n'a encore jamais combattu, n'est en fait rien de tout cela. Quand Omar arrive en Syrie, il décide avec son adjoint Mourad de rompre l'allégeance à l'EIIL. Chose qui était encore possible au moment où le groupe commençait à consolider son implantation en Syrie, mais qui eût été impensable quelques mois plus tard. La petite centaine de Français se retrouve alors en délicate position. La tête d'Omar Omsen est mise à prix. Un groupe d'*emni* français de l'EIIL le recherche partout dans Haritan pour l'exécuter. Pour sauver sa vie, Omar doit alors se cacher et cherche à se réfugier sous l'aile protectrice de Jabhat al-Nusra, Al-Qaïda étant son idéal absolu depuis ses débuts dans le jihadisme. Mais face à des vétérans d'Afghanistan, d'anciens compagnons de route de Ben Laden, l'ancien braqueur niçois et son groupe de post-adolescents sans la moindre expérience militaire peinent à convaincre.

« Omar voulait les rejoindre, c'est ce qui était prévu. Au final, c'est ce qu'il a fait, mais son allégeance a été refusée. C'est très confus. Omar nous donnait pas trop de détails. Mais ça m'a fait poser des questions, parce que j'ai entendu un émir égyptien de Jabhat al-Nusra dire que les Niçois, ils seraient mieux chez eux en France. »

Pendant plusieurs jours, le groupe vit alors reclus, avec familles, femmes et enfants, dans un immeuble de la banlieue d'Alep. Ils sont pris au milieu des feux croisés des rebelles qui se font la guerre, partout dans la ville. « Il fallait mettre des gens en surveillance en bas de notre immeuble et en haut. Y avait quatre personnes à l'entrée et quatre personnes sur le toit pour empêcher des snipers d'éventuellement se poser sur notre toit. Personne n'a tiré, c'était pas le but, parce que nous, on voulait éviter toute attaque. La seule chose qu'on faisait si quelqu'un d'armé se présentait devant l'immeuble, on le prévenait que nous ne faisions partie ni de l'EI ni de l'ASL, que ce n'était pas notre combat. Sur le toit, la nuit, on voyait bien, tellement y avait de tirs. On voyait comme s'il faisait jour. Là tu te dis que ça rigole plus. Tu vas peut-être perdre la vie. Là vraiment ça allumait de

partout. Juste en bas du bâtiment, y avait des morts partout. Là on décide de quitter la ville, le problème, c'est que c'est pas si facile de la quitter sans se faire allumer. Donc on a dû attendre que ça se calme un peu. Et donc on a évacué les familles en premier lieu avec un bus qui a ramené les familles à Idlib. Et on a dû attendre deux ou trois jours pour pouvoir être évacués. Le problème, c'était que Bachar avait réussi à prendre beaucoup de terrain en profitant de ces combats entre rebelles syriens et EI. Trois jours après, on a rejoint les familles. J'ai vu que c'était vraiment pas le pays des bisounours que Omar m'avait vendu. »

Dissensions

À peine constituée, la brigade des Niçois connaît ses premières dissensions. Omar Diaby part au Sénégal chercher des membres de sa famille et revient début 2014. À son retour en Syrie, Mourad Farès conteste sa légitimité et refuse de lui céder le poste d'émir. C'est le clash. Une première partie du groupe le quitte. Peu de temps après, isolé, acculé face à un État islamique dont l'ampleur est désormais considérable et qui cherche aussi à le tuer, Mourad se réfugie en Turquie. Sans autre choix, il finit par se rendre à l'été 2014 aux autorités françaises. Il envoie même un mail désespéré à la DGSI dont le contenu n'a pas dû manquer de surprendre les enquêteurs : « J'aimerais que vous écoutiez ce que j'ai à vous dire, ensuite vous aviserez. Vous aurez sûrement du mal à le croire mais je suis de votre côté. » Il est depuis en prison en France à l'isolement, dans l'attente de son procès aux assises. Son nom, comme celui d'Omar Diaby, apparaît dans la majorité des dossiers judiciaires de jihadistes partis entre 2013 et 2014.

Pendant ce temps, la brigade d'Omar Omsen s'est encore réduite. Les plus âgés, déterminés à combattre, l'ont quitté, cédant aux sirènes de l'État islamique. Seuls les plus jeunes, encore fascinés par son aura, sont restés à ses côtés. En conflit avec les émirs de Jabhat al-Nusra, menacé d'exécution par l'État islamique, Omar Omsen décide alors de se faire passer pour mort au combat pendant neuf mois. Lui qui n'a peut-être jamais combattu. « Omar Diaby n'a jamais tiré un coup de feu, dit Quentin, d'ailleurs beaucoup de personnes lui reprochaient de se prétendre émir alors qu'il en avait clairement pas les capacités. Dans une armée correctement constituée, jamais un tel homme n'aurait été envoyé au front. Omar Diaby, moi, personnellement, je ne l'ai jamais vu partir au combat, après si il y est parti après mon départ, je sais pas. »

Lorsqu'il réapparaît d'entre les morts présumés au bout de neuf mois, son unité baptisée *firkatul ghuraba*, la « brigade des étrangers », regroupe encore une quarantaine de personnes, en comptant les hommes et les femmes. Pour une part, ce sont toujours des ados niçois. Ils vivent dans la région d'Idlib, sous la protection de jihadistes chinois du Parti islamique turkestanais, le PIT, venus de la

région séparatiste ouïghoure. Omar Diaby envoie parfois certains de ses jeunes, dont ses deux fils mineurs, combattre à leurs côtés. Depuis 2014, pour contrer les critiques disant que son groupe est aux abonnés absents sur les lignes de front, il a fièrement annoncé la mort présumée de six de ses Français. Un premier en 2014, un licencié d'économie, autrefois pompier volontaire à Grenoble. Un deuxième originaire du vivier jihadiste normand d'Hérouville-Saint-Clair en 2015, et l'un de ses cousins parti de Nice. Puis trois en 2016 : un jeune converti, également de Nice, un autre converti issu de la communauté des gens du voyage et enfin son propre frère Moussa. « Moussa était humble », indique sobrement le communiqué posthume du groupe à son sujet.

Lorsque nous menons un dernier entretien avec Omar Diaby durant l'été 2016, il est en cours de montage, depuis des mois, d'une vidéo d'hommage aux frères Kouachi pour célébrer la tuerie de *Charlie Hebdo*. Il reconnaît un différend avec Abou Firas al-Sury, l'ancien porte-parole officiel de Jabhat al-Nusra, « droné » depuis par les États-Unis. Mais il explique avoir directement prêté allégeance à la maison mère d'Al-Qaïda. Ce qu'Al-Qaïda Central n'a pourtant jamais confirmé. « Sache que je prends Allah en témoin, s'énerve Omar Diaby, ceux qui t'ont dit qu'Abou Firas, qu'Allah l'accepte, a refusé la *bay'aa* [allégeance, NdA] ont menti et ce, même s'ils étaient cent. Abou Firas nous a formulé la parole à répéter pour prêter serment et, dans cette parole, il a dit : "La *bay'aa* à Jabhat al-Nusra." Et là, je lui ai dit non. Nous voulons directement prêter allégeance à Al-Qaïda. Alors il a dit : "Al-Qaïda et Jabhat al-Nusra c'est pareil." J'ai insisté et, de là, nous avons fait directement la formule avec Al-Qaïda et non avec Jabhat al-Nusra. Après cette *ba'yaa*, dix personnes ont quitté le groupe pour aller chez *dawla*. Abou Firas m'a demandé d'emmener tous les célibataires dans la région d'Idlib, j'ai refusé. Ils ont alors essayé de casser notre *ba'yaa*, mais un *char'i* [juge, NdA] a dit que la *ba'yaa* était maintenue. »

« Leur sang licite »

Son influence n'a en tout cas plus rien à voir avec ce qu'elle était jusqu'en 2014. Dans les milieux jihadistes, Omar est largement décrédibilisé. En 2014, l'arrivée des vidéos de l'État islamique, inspirées des films d'action hollywoodiens, inaugure une propagande à un degré de sophistication jamais atteint par aucune organisation jihadiste auparavant et ringardise et éclipse la sienne. D'autant que les membres de l'EI ont rendu Omar Omsen, son groupe et même Jabhat al-Nusra, apostats, c'est-à-dire qu'ils ont rendu « leur sang licite », selon la formule consacrée, en les sortant de l'islam. « C'est bien la preuve que c'est vraiment de l'endoctrinement parce que des personnes qui avant auraient dit Omar il est bien *mash'Allah* et tout, en arrivant en Syrie, du simple fait qu'ils se retrouvent pas avec lui mais avec l'EI, leur discours change totalement. Un jour, c'est un

vrai bon croyant et le lendemain c'est un apostat et il faut le tuer. C'est absurde. Avec ça, c'est pas possible de pas se poser de questions. Mais c'est parce qu'on leur met quelque chose dans la tête et on les coupe de la vie réelle. Et l'influence de l'EI est devenue de plus en plus grande. »

À partir de 2014, la quasi-totalité des Français partent en effet en Syrie pour rejoindre l'EI. Les capacités d'attraction d'Omar Omsen sont aujourd'hui limitées. Durant l'été 2016, pour nous contredire sur ce point, son groupe tient néanmoins à nous annoncer l'arrivée dans ses rangs d'un nouveau Français. Ironie de l'histoire, il s'agit d'un des deux mineurs toulousains dont l'affaire avait été le premier cas de jihadistes provenant des filières syriennes médiatisé en France, début 2014.

Ces deux lycéens avaient passé trois semaines chez Omar Omsen avant de rebrousser chemin sous la pression de leurs parents. Deux ans plus tard, les deux ados, se présentant comme repentis, n'ont été condamnés qu'à six mois de prison avec sursis par la justice en juin 2016. Après avoir dupé les magistrats, un mois plus tard, l'un des deux prenait à nouveau le chemin de la Syrie.

Retour à Nice

En juillet 2015, nous sommes de retour à Nice, en compagnie de Quentin, sur la promenade des Anglais. Nous étions déjà en contact avec lui depuis son arrivée en Syrie. Nous profitons de sa libération de prison pour mener de longs entretiens. Pour comprendre et expliquer. Libre, le jeune homme ne tarde pas à reprendre ses habitudes de minet niçois. Il a 18 ans, les cheveux mi-longs, enduits de gel, porte un T-shirt moulant, des lunettes de soleil et parle avec un léger accent du Sud. Joli garçon, souriant, il drague les filles de la prom' avec un certain succès. Le deuxième soir après sa libération, il a d'ailleurs amené une touriste anglaise à l'hôtel, pour y passer la nuit. « Je me sens très bien aujourd'hui. Tout ça maintenant, c'est derrière moi. »

Il éprouve tout de même un vif ressentiment à l'encontre de deux personnes. D'abord bien sûr, celui qui l'a embrigadé. « J'ai été embobiné par Omar Diaby. La guerre, c'est pas *Assassin's Creed*, c'est pas un jeu. Vu comment il traite le sujet dans ses vidéos, je pense qu'il n'est pas conscient de ce qu'est la vie humaine et que nous ne sommes sur terre qu'une seule fois. » Mais Quentin en veut également beaucoup à l'ancien maire de Nice, Christian Estrosi, dont il dénonce la passivité. Car tout au long de son mandat, Omar Omsen a pu aisément infuser en profondeur, en toute impunité, et recruter à Nice, plus d'une centaine de jihadistes. Au point d'en faire aujourd'hui la ville la plus touchée en France par le phénomène.

« Pourquoi avoir attendu notre départ, avoir attendu le départ de tous ces Niçois et de tous ces Français pour enquêter, alors que Omar Diaby était bien connu ? Quand je suis parti, ça devait être la sixième ou septième saison de ses vidéos, ça faisait des années qu'il était dessus, pas juste quelques

mois, donc ils savaient les intentions d'Omar Diaby. Il avait été arrêté en partance pour l'Afghanistan. Il savait très bien ce qu'il faisait au quartier Saint-Charles. J'en veux au maire de Nice parce qu'il était au courant de tout ça, il a laissé faire. »

Enfin, Quentin en veut aussi au célèbre réseau social américain utilisé par les jihadistes pour faciliter et décupler les départs en Syrie. « Sans Facebook y aurait moitié moins de Français sur place. Même si ça n'a pas été sur Facebook que j'ai découvert le jihadisme, j'ai été sur place avec Facebook. J'ai eu les contacts grâce à Facebook. Facebook a une part de culpabilité là-dedans. »

Aujourd'hui, Quentin pratique toujours sa religion mais affirme rejeter le jihadisme. Il dit même soutenir les bombardements français contre l'État islamique en Syrie et en Irak. En flânant en bord de Méditerranée, il parle de se réinsérer, d'obtenir un CDI.

Presque un an jour pour jour après cette discussion, sur cette même promenade des Anglais, un camion de 19 tonnes fonce sur la foule le soir du 14 juillet, 86 personnes sont tuées et près de 400 blessées. L'attentat est revendiqué par l'État islamique. Omar Omsen nous confie avoir connu à Nice l'auteur de cet assassinat de masse, mais estime ne pas avoir eu d'influence sur la radicalisation de ce Tunisien.

Le drame complique en tout cas la situation de Quentin. Après avoir travaillé six mois dans la chaîne de fast-food Subway, il trouve un CDD chez Burger King. Au moment de transformer son emploi en CDI, son employeur lui demande ses papiers d'identité. Problème. Quentin tend alors une carte rouge que les autorités lui ont donnée en échange de ses papiers confisqués. Il est obligé de fournir une explication et raconte son histoire au directeur de l'établissement. Ce dernier préfère ne pas prendre de risque et décide de ne pas reconduire son contrat. En septembre 2016, pendant trois semaines, Quentin, dépité, se laisse aller au désœuvrement, écumant les bars de Nice, le soir. Il manque à trois reprises de se présenter au commissariat, comme son contrôle judiciaire l'y oblige. La police vient frapper à la porte de son domicile familial. Il est placé en garde à vue et présenté à un juge. Le magistrat évoque le précédent d'Adel Kermiche (qui avait commis l'attentat de l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray malgré son bracelet électronique) et le contexte d'angoisse générale après l'attentat de Nice. Quentin a été renvoyé en prison.

---

1. L'une des forces de la propagande jihadiste est de s'inscrire dans le récit de l'eschatologie musulmane, celle du retour du Mahdi (le Messie attendu), de l'Antéchrist et de Jésus à Damas avant la fin des temps. Pour les jihadistes, les signes de cette apocalypse sont aujourd'hui nombreux, en particulier dans la société occidentale, en proie à la fin des idéologies et au libéralisme. Et, selon eux, cette fin des temps aura lieu en Syrie. Dans ses productions médiatiques, l'État islamique (mais aussi Jabhat al-Nusra) fait souvent correspondre cette prophétie avec des événements de l'histoire immédiate et surtout avec chacune de ses actions, de manière à se présenter comme le seul groupe authentiquement musulman.

SIXIÈME PARTIE

ILS NE SONT PAS REVENUS

Shit, rap, *nashid* et terrorisme

Derrière son écran, Abou Mujahid profite du wifi d'un cybercafé de Mossoul, deuxième ville d'Irak, occupée par l'État islamique depuis juin 2014. Durant cet été 2016, l'euphorie jihadiste est terminée. La pression militaire est de moins en moins tenable. Les défaites s'accumulent. Les bastions tombent les uns après les autres. Les forces irakiennes et leurs alliés, soutenus par les raids de la coalition internationale, sont aux portes de la ville, quasiment assiégée. Cela ne semble pas inquiéter outre mesure ce Français. Au calme, il vient de se commander un smoothie melon-pastèque au coin de sa rue. Sur sa photo de profil WhatsApp, la messagerie sur laquelle nous menons des entretiens pendant un mois, il pose crânement avec une large casquette à visière plate, enfoncée jusqu'au bas du front. La Snapback Hip Hop noire est frappée de l'insigne blanc que l'État islamique s'est approprié : le sceau du Prophète. Il ne représente plus son département, son *crew* ou son quartier, mais l'État islamique. Sa vie d'avant a laissé des traces, indélébiles.

« Je suis un simple soldat », dit-il, tout en se présentant aussi comme un imam. « Mais pas imam genre professeur, précise-t-il. Je dirige juste la prière à la mosquée. Parfois je fais la *khotba*[1]. En France, j'étais un *takfiri*[2] *khawarij*[3] mal-aimé des musulmans, même dans ma propre maison familiale, parce que j'aimais le jihad ! Ici tous les Irakiens me connaissent et quand j'arrive à la mosquée, t'sais quoi ? On m'attend même si j'arrive vingt minutes après l'appel et on se lève quand j'arrive. J'essaie de faire ça bien devant Dieu, sans ostentation. » En Irak, chez l'EI, il a gagné un statut social, simplement par son allégeance au groupe. Il est sans doute plus craint par les habitants que respecté. Il se pense notabilisé, mais, sous son habit jihadiste, il est resté ce « petit bandit » biberonné au rap, immature et vantard, qu'il explique avoir été en France, dans les grands ensembles parisiens où il a grandi. Et vis-à-vis de son pays natal, cet ancien rappeur reconverti dans le jihadisme entretient un sentiment de dualité, entre la frustration refoulée d'un amoureux éconduit et la détestation revancharde.

Mourir vite

À tout juste 20 ans, son projet de vie est de mourir vite. Il déroule la rhétorique des durs de l'EI. Ceux qui seront du dernier carré de fidèles fanatisés, impatients d'être tués sur place ou de ne rentrer en France que pour commettre un attentat. La phase d'expansion triomphante de l'EI entre 2013 et 2015 est terminée et Abou Mujahid ne peut que reconnaître les reculs. « Mossoul va bientôt se faire encercler comme Ramadi, Falloujah, Manbij [4] avant. C'est pour ça que j'ai dû trouver une ceinture explosive pour ma femme, explique-t-il, elle pourra alors combattre l'ennemi et ce sera pour elle une grande victoire dans ce bas monde et dans l'au-delà. Ouais, je sais… ça peut te paraître un peu féerique ce que je dis, mais j'y crois fermement, je suis décidé à rester à Mossoul avec ma femme, même si on risque le siège. »

2016, c'est l'année du reflux et du retour progressif à la situation d'avant 2014 : celle de la clandestinité. Depuis 2012, un peu plus d'un jihadiste français sur cinq a préféré rentrer de Syrie et d'Irak. Un sur cinq a été tué. Quasiment sept cents sont encore sur place. Mais l'organisation trouve toujours le moyen de présenter ses échecs comme des demi-victoires. La propagande ou l'art de sortir vainqueur d'une défaite. « Beaucoup ont flippé, ils ont eu peur de la mort, ils sont rentrés dans leur pays. On s'en fout, l'EI n'a pas besoin d'eux. En Irak, en Syrie, on est en train de reculer. Mais on garde toujours la foi aussi forte. Tu sais pourquoi ? Parce que c'est une épreuve de Dieu et c'est une purification des rangs. On est prêts à combattre jusqu'à la mort. Ils peuvent nous faire la même chose qu'à Falloujah, on n'en a rien à foutre. Ma femme, elle prend ses cliques et ses claques, boum va te faire exploser, toujours avec l'intention de tuer l'ennemi. T'es en état de faiblesse, OK. Qu'est-ce que je fais ? Eh ben je vais faire des dommages collatéraux chez l'ennemi et en même temps je vais me tuer. »

Comme tout jihadiste, Abou Mujahid habille son discours d'arguments d'autorité religieux puisés dans la biographie du Prophète. « C'est comme le Prophète lorsqu'il parlait avec un compagnon avant la bataille, ça c'est des *hadith* authentiques. Le compagnon lui a dit : “Oui, mais si je vais à la bataille là, je vais au paradis ?” Il a dit : “Oui, tu vas au paradis.” Il avait trois dattes dans les mains. Il a jeté ses trois dattes, il a foncé sur l'ennemi, jusqu'à la mort. »

Mais l'EI n'a pas attendu d'être en situation de faiblesse pour mettre en œuvre sa stratégie de terrorisme total. Dès les premières frappes de la coalition en Irak en août 2014, l'organisation, qui se concentrait jusque-là uniquement sur la construction de son proto-État transfrontalier sur la Syrie et l'Irak, bascule d'une stratégie uniquement régionale vers une stratégie de jihad global. En septembre 2014, son porte-parole officiel, le Syrien Abou Mohamed al-Adnani, appelle simultanément à rejoindre ses territoires pour construire le califat, mais aussi, pour la première fois, à tuer des ressortissants des pays de la coalition partout où cela est possible et par tous les moyens

possibles, en représailles aux frappes. Deux ans plus tard, à partir de mai 2016, ses appels à un terrorisme de jihad individuel se durcissent encore.

Face aux reculs sur tous les fronts et à la fermeture progressive de la frontière turque, l'EI ne demande désormais plus à ses partisans de le rejoindre. Mais, au contraire, de rester chez eux pour frapper directement sur leur sol, de préférence des civils, avec tous les moyens possibles. De Syrie ou d'Irak, tous les appels de l'organisation incitent dès lors leurs sympathisants à tuer, dans leur pays.

« Ils nous tuent, on les tue »

En bon petit soldat, Abou Mujahid valide tous ces éléments de langage, à la lettre. Ses appels au crime vengeur sonnent comme un morceau de rap. « On est des soldats de l'État islamique, ils nous tuent, on les tue, lance-t-il. Tu tues ma femme, je tue ta femme. Tu tues mon enfant, je tue tes enfants. C'est clair. Le mec de la coalition qui a tué je sais pas combien de musulmans à Manbij, il va rentrer chez lui, il va faire l'amour avec sa femme et il va boire son café au lait le lendemain tranquille. Donc nous on s'en fout, on tue femmes, enfants, chiens, chats, chameaux ! On tue tout ! On explose tout ! On explose l'économie du tourisme. On veut faire couler ces pays. Mais on fait pas ça juste comme ça. Y a un intérêt, l'EI, il a pas attaqué la France avant qu'ils viennent avec leurs avions. »

Pour fonder religieusement la légitimité de l'EI à appliquer la loi du talion, Abou Mujahid sort des documents en français de son smartphone, références coraniques à l'appui. « Si tu veux les preuves islamiques sur quoi les mujahidin se basent pour frapper les mécréants sur leurs terres, eh ben tu peux lire ces PDF et tu vas tout savoir. Ils s'appuient sur des versets du Coran très clairs, y a le nom de la sourate et le numéro du verset : sourate An-Nahl, verset 126 : "Et si vous punissez, infligez [à l'agresseur] une punition égale au tort qu'il vous a fait." Ensuite sourate Al-Baqarah, verset 194 : "Donc quiconque transgresse contre vous, transgressez contre lui, à transgression égale". »

Un autre de ses PDF s'intitule « Clarification sur le fait de viser des femmes et des enfants ». Un autre légitime les opérations kamikazes : « L'avis islamique concernant la possibilité de réaliser des opérations de sacrifice, suicide ou martyre ? » Inutile de le lire pour en connaître la réponse. Enfin un dernier visuel, réalisé après l'attentat de Nice dans lequel un tiers des 86 tués étaient de confession musulmane, légitime le fait de tuer des musulmans, considérés comme dommages collatéraux en cas d'attentat en « terre de mécréance ». « Pour nous, il n'y a plus de débat là-dessus », martèle Abou Mujahid.

Les raisons de frapper la France

Mais derrière cette doxa littéraliste dispensée au format PDF, d'autres logiques sont à l'œuvre dans le fait terroriste. Car le code génétique de l'EI et de ses émules est bel et bien celui du jihad global. Dès 2013, avant même les frappes, tous les Français de l'EIIL interrogés sur ce point magnifiaient les crimes de Mohamed Merah et rêvaient de mener des assassinats du même type en France. Seulement, ce n'était pas encore le bon timing. L'intervention de la coalition leur a offert le prétexte idéal, doublé de l'ordre hiérarchique, pour tuer des civils français. Abou Mujahid le reconnaît. « Bien sûr qu'il y a des raisons de frapper la France avant même qu'elle intervienne dans la coalition. » Il évoque un climat politique qui « met la haine dans le cœur des musulmans les plus modérés », citant pêle-mêle la polémique sur les pains au chocolat de Jean-François Copé, les caricatures de *Charlie Hebdo*, la laïcité et, bien sûr, les lois sur l'interdiction du niqab dans l'espace public et du voile à l'école. Mais aussi les interventions extérieures de l'armée française en Afghanistan et au Mali. Il remonte même beaucoup plus loin, jusqu'aux crimes de la colonisation. « Nous, on est des Marocains, des Algériens, et la France elle est venue en Algérie, elle a fait la guerre, elle a exterminé, elle a fait un génocide, dit-il, elle a tué, elle a égorgé les têtes des Algériens. Donc il y a non seulement sa guerre contre l'islam dans sa politique actuelle, mais il y a aussi sa guerre contre l'islam dans son histoire. Voilà pourquoi la France est une des premières cibles. » Bien au-delà de son intervention au sein de la coalition en Syrie et en Irak, de sa politique actuelle jugée hostile à l'islam, la France paierait donc aussi, sur le tard, les blessures issues de la colonisation.

Au cours de l'été 2016, Abou Mujahid apparaît dans une vidéo officielle de l'État islamique en hommage aux tueurs de Magnanville et d'Orlando, diffusée sur internet. « Al hamdoulillah, nos frères les mujahidin aux États-Unis et en France ont répondu favorablement à l'appel d'Adnani [porte-parole de l'EI, NdA] *hafidu'Allah*, s'exclame-t-il avec son accent de lascar parisien, Allah nous ordonne de combattre les mécréants pour obtenir la vraie vie, c'est-à-dire troquer cette *dunya*[5] pour l'au-delà. Maintenant j'ai un message pour le peuple démocrate, le peuple *kaffir* : oh, vous les Européens, les Occidentaux qui voulez la laïcité dans le monde arabe, suivez l'exemple du peuple espagnol en 2004 lorsqu'ils sont entrés dans une coalition contre l'Irak. Ils ont été tués sur leurs terres par les mujahidin. Alors le peuple espagnol est sorti dans la rue et a appelé à la démission de son gouvernement criminel. Alors sortez et dites à Barack Obama et François Hollande, ces chiens, dites-leur de démissionner ! Car leur politique extérieure ne fait que vous tuer doucement ! »

Un petit dealer sans envergure

En France, à la vue de cette vidéo postée sur Twitter, ceux de son ancien quartier le reconnaissent immédiatement. Non sans un brin d'étonnement. À Montreuil, en Seine-Saint-Denis, Abou Mujahid avait plutôt laissé le souvenir d'un petit dealer de shit sans envergure, un squatteur de cages d'escalier rêvant de percer dans le rap, sans jamais dépasser le stade de reconnaissance de la kermesse municipale. Une *jahilya*[6] fréquente de jihadiste, qu'il assume aujourd'hui. « Oui, j'étais rappeur, dit-il, je chantais à la fête de la musique à Montreuil. J'ai même gagné le Montreuil Mix Festival, je sais plus quelle année. J'avais des projets de rap, j'étais calé. » Avant de partir, il était par ailleurs lycéen en terminale technologique et ne se plaignait pas de sa vie en France. « Je vendais mon shit, j'allais à l'école, salut papa-maman. J'étais bien. Toutes les semaines j'avais ma petite paire de Nike, j'avais mon petit ensemble Lacoste tous les mois. J'étais tranquille. J'étais intégré dans la société. Mais c'était ma *jahilya*. Quand Dieu il m'a guidé, c'est un acte de foi, c'est direct. Ça a chamboulé ma vie. » Chamboulé, le mot est faible.

Contrairement à beaucoup de jihadistes français, Abou Mujahid n'a pas été initié sur internet ou en prison, mais dans une mosquée de son quartier. Un quartier de Seine-Saint-Denis, département qui détient le record de France de départs en Syrie. Élevé dans la religion musulmane, il a fréquenté la mosquée de façon discontinue, sans rigueur, comme un réflexe identitaire. « T'sais, entre nous, dans les quartiers, dans les cités, on est toujours là "ouais, viens, on va à la mosquée". C'est pas une mode, c'est un truc entre les gens. » Gare aux conclusions hâtives cependant : s'il a découvert le jihadisme à la mosquée, ce n'est pas en raison de prêches vengeurs d'un imam du haut de son minbar, sa chaire. Au contraire. En France, quasiment aucun lieu de culte musulman ne diffuse cette idéologie.

Mais les salles de prière sont parfois utilisées par les jihadistes pour se regrouper et pour inciter d'autres fidèles à les rejoindre. C'est ce qui s'est passé pour Abou Mujahid. Un jour, dans cette mosquée, il est abordé par deux hommes, deux frères, Yassin et Tarek. À l'écart des autres fidèles, ils lui proposent de « suivre des cours ». Des cours bien différents de ceux dispensés par l'imam des lieux. « Ils nous ont dit : "Venez, on va s'asseoir au fond de la mosquée, on va vous parler *al-wala wal al-bara*[7], du *kufr bi taghut*[8]", et moi direct j'ai entendu ça, bam, j'ai pris les feuilles, j'ai pris les noms des trucs, ils m'ont expliqué que y avait ça, ça, ça à savoir dans l'islam, du jour où j'ai appris ça, du jour où j'ai compris, j'ai accepté. »

L'évocation de ces notions phares du dogme salafiste provoque en lui un déclic. Son profil de jeune rappeur ambitieux mais sans relief, de dealer bas de gamme, présente des prédispositions idéales à la réception de cette pensée de rupture. Elle s'enracine autant dans le substrat de la radicalité « de la street » et de ses bribes de conscience politico-religieuse que dans l'absence de bases culturelles solides le dotant de capacités de mise à distance et de contextualisation. Elle structure son fatras intellectuel antisystème en lui apportant une onction religieuse. Avant, il chantait « nique l'État français » ou « nique la police ». Désormais, le dogme d'*al-wala wal al-bara* lui explique que se « désavouer » de toute autorité qui ne procède pas de la *charia* jusqu'à la combattre

par les armes est une obligation pour tout musulman. Refuser ce commandement serait même un « annulatif de l'islam[9] ».

Quand son rap mythifiait l'esprit communautaire des « khos du ter ter » – les copains du quartier – en défiant le reste de la société, le dogme de l'alliance et du désaveu lui intime de rompre toute relation avec les mécréants et même de les combattre tout en s'alliant, dans la douceur et la fraternité, avec les musulmans. Il rappait contre l'oppression de l'État, le dogme du *kufr bi taghut* lui explique que cet État démocratique est par nature source de mécréance parce qu'il procède de la souveraineté populaire et qu'il faut également s'y opposer par la force. Lui qui rappait contre la France et contre ses institutions découvre soudain que la religion reçue de ses parents dès l'enfance ne lui intime pas uniquement de se confronter avec son pays en paroles, mais aussi et surtout de l'affronter en actes. Tout coïncide. Tout prend sens dans son esprit post-adolescent. Pour lui, c'est une secousse.

La bascule est instantanée. « En une semaine, le temps de comprendre que j'allais me lancer dans un truc de ouf. Directement, j'ai compris à travers les cours que c'était ça la vérité. J'ai accepté cette *aqida*, je l'ai étudiée pendant six mois pour bien tout comprendre et après je suis passé au jihad. C'était très rapide. »

« Ce que j'appelle la vérité »

Passée cette fulgurante révélation, il délaisse le rap et se plonge dans ses lectures religieuses. « Pendant une année entière, j'étais cloîtré chez moi à lire des PDF, à lire des PDF et à lire des PDF. Des PDF comme “Ceci est notre *aqida*” de cheikh Al-Maqdisi, et moi c'était direct, j'ai basculé en quelques jours dans ce que j'appelle la vérité, le *haqq*. OK, Dieu il m'a ordonné ça, je suis obligé de le faire. Et, tu sais, je les prenais en débat, je les écrabouillais, les chefs des mosquées, les imams des mosquées laïques. Je leur faisais du mal devant les gens. Après ils m'insultaient en disant “ouais, toi, t'es un jeune”. » Les cours de Tarek et Yassin finissent par être interdits dans cette mosquée. Mais il est déjà trop tard.

Les deux frères partent en Syrie fin 2014 et sont tués quelques mois plus tard à Deir ez-Zor.

Après moins d'un an d'apprentissage en autodidacte et l'obtention de son bac, Abou Mujahid suit leur chemin et part pour la Syrie avec sa compagne, après l'avoir convertie à son idéologie et tenté d'embrigader le maximum de personnes de son entourage. « Les femmes, c'est plus difficile. Une femme, c'est vraiment tordu. Faut vraiment lui expliquer. Je faisais même des cours dans mon lycée en cachette. Dans ma cité, je fumais du shit, parce qu'avant de partir j'étais retombé, je faisais *dawa* dans ma cité. Et aujourd'hui je parle avec des mecs de tess [cité, en verlan] qui fument du shit,

ils me disent : “Ouais, bien vu l’attentat là, c’était un truc de fous, que Dieu vous facilite.” Ils aimeraient tellement venir, mais ils ont pas la force. »

En un an, Abou Mujahid est donc passé d’un « baise la France » au sens figuré, dans ses *punchlines* de rap, à un « faites exploser la France » au sens propre, dans ses vidéos de l’EI, convaincu qu’il s’agit là d’une prescription divine. « J’ai une arme, j’ai un M16, j’ai une kalach, j’ai un Glock », dit Abou Mujahid qui pose avec dans une vidéo jihadiste comme il aurait pu le faire dans un clip de rap. Le discours anti-France, antiflics du rap a-t-il préparé le terrain de son adhésion au jihadisme ? Lui juge que non. Il explique n’avoir jamais eu de détestation pour son pays avant de basculer dans cette idéologie. « Quand j’étais dans ma *jahilya*, j’avais pas la haine de la France. Je regardais la France au foot, j’étais pour la France, j’avais plein de meufs, je fumais du shit en France, je parlais avec les policiers alors que faut les tuer ces connards, je m’entendais bien avec tout le monde. J’avais fait des petites conneries, je faisais mes rééducations, j’allais voir les éducateurs correctement. J’ai obtenu mon bac avec la mention, je me sentais bien en France avant de venir dans le *minhaj*. On balançait des “nique sa mère la France, on s’en bat les reins de la France, on brûle la France, nous, on défonce la France”, mais poto, je te dis la vérité, moi la France c’est là que j’ai grandi, on va pas se mentir, j’ai fait tout là-bas. Donc je suis français, j’ai une nationalité française, j’ai pas d’autre nationalité. Je suis marocain et algérien certes, mais je suis français. Sauf que Dieu il m’a guidé vers “non, t’intègres pas en France, combats la France et tu obtiendras le paradis”. »

« Mais j’en veux ni à Jacquie ni à Michel »

Aujourd’hui, il dit à la fois détester la France mais ne pas en vouloir aux Français, qu’il appelle pourtant à tuer. À Montreuil, de la fenêtre de sa chambre, il raconte avoir longtemps fantasmé sur la femme de son voisin. Avant de s’offusquer que celui-ci la laisse sortir en jupe. Aujourd’hui il dit ne voir dans la France que le reflet d’une décadence morale et du délitement des mœurs. Il cite l’exemple des acteurs pornos amateurs Jacquie et Michel dont il continue manifestement à suivre l’actualité depuis Mossoul. « À Lyon, j’étais choqué, ils viennent d’ouvrir un Jacquie et Michel TV Shop, dit-il. Moi je résume la société française à ça : libertine et extra-corruptrice. Ouvrir un magasin de pornographie qui appelle les meufs à postuler pour faire des vidéos de cul. Mais j’en veux ni à Jacquie ni à Michel. Pourquoi ? Parce qu’ils ont pas eu la guidée. Pour eux ils vont mourir et y a plus rien après la mort. Nous, c’est pas comme ça. »

Encore un signe de la décadence de cette société qu’il semble pourtant avoir beaucoup aimée et désirée. « J’étais trop bien en France, explique-t-il, sur mon ancien Facebook, tu vois mes statuts j’avais que des 400, des 500 “j’aime”. Des photos avec des meufs, j’avais plein de potes, je sortais

dans des soirées avec des Françaises aux yeux bleus, j'étais le seul Arabe. J'étais trop intégré. Niveau statut social, j'étais vachement bien. Donc j'ai pas fait ça pour avoir un meilleur statut. » Comment ne pas entendre l'inverse dans son « j'étais le seul Arabe » ?

Ce profil d'ancien rappeur gagné par la cause de l'État islamique est loin d'être isolé. Comme lui, la quasi-totalité des hommes jihadistes que nous avons pu interviewer (une centaine depuis 2012) expliquent avoir baigné dans le rap avant de passer au jihad. Beaucoup étaient eux-mêmes des rappeurs ratés, ou amateurs. Et ce point commun n'est pas spécifique aux Français. Parmi les jihadistes étrangers, plusieurs rappeurs connus mais au succès relatif ont rejoint l'EI. C'est le cas par exemple de l'Allemand Deso Dogg ou du Tunisien Emino.

En juin 2013, nous étions d'ailleurs chez lui, en Tunisie, dans le home studio qu'il s'était aménagé dans la maison de sa mère à La Manouba, une banlieue de la classe moyenne tunisoise. Entouré de bouteilles de Jack Daniel's et de cendriers débordants de mégots de joints fumés la veille, Emino chantait sa haine de la police et son penchant pour les filles, la fête, l'alcool et la fumette. Deux ans plus tard, il postait sur Facebook une photo de lui à Mossoul au pied d'un drapeau géant de l'État islamique. Il a ensuite troqué son rap bling-bling pour des *nashid* en arabe, à la gloire de l'EI.

Du rap aux *nashid*

Au sein de l'EI, la musique est interdite. « Tu crois pas qu'on écoute du Kaaris[10] ici ? » s'offusque Abou Mujahid. Pourtant, la musique n'a pas disparu. Si les instruments sont jugés illicites en islam et régulièrement brûlés, la voix chantée ne l'est pas. Les jihadistes écoutent donc du soir au matin des *nashid*, ces chants religieux lancinants *a cappella*, qui entretiennent leur détermination guerrière et les galvanisent. Fort de son expérience dans le rap, Abou Mujahid espère d'ailleurs enregistrer un *nashid* en français. Il en parle comme d'une mixtape qui aurait accroché l'oreille d'une maison de disques. « J'ai écrit le *nashid* avec un frère et normalement je vais l'enregistrer parce que… ça se fait pas par piston mais comme partout, moi je connais lui, je connais lui, bah vas-y. Parce que c'est mon ami, le chef des médias. C'est un Français. On a envoyé le texte, tu vois. Et normalement ils vont l'accepter. Donc je vais enregistrer mon premier *nashid*. J'espère qu'il va tout éclater. On est sur un gros projet avec les médias, là. Une grosse vidéo, mais je sais pas c'est pour quand. Moi je fais mon *nashid* et je vais au combat. » Dans « sa *jahilya* », il aurait peut-être simplement ajouté « un gros son, lourd ».

Du rap aux *nashid*, tout change pour que rien ne change. Dans les deux cas, le besoin de reconnaissance, le narcissisme, les cibles sont les mêmes. Mais ses victimes symboliques sont

devenues physiques et bien réelles. Le premier *nashid* en français de l'État islamique a été enregistré par l'un des frères Clain, Jean-Michel, un converti réunionnais originaire de Toulouse. Le groupe des Toulousains est composé d'anciens proches de Mohamed Merah qui sont souvent des vétérans du premier jihad irakien en 2003. C'est le cas de l'ex-beau-frère du tueur de Toulouse, Sabri Essid, ou du seul Français occupant un poste religieux important au sein de l'EI, Abou Omar al-Madani, Thomas de son prénom, un converti dont les parents sont instituteurs, surnommé ainsi parce qu'il a étudié l'islam et l'arabe pendant plusieurs années à Médine, en Arabie saoudite.

Chacun est apparu dans des vidéos officielles. Le premier a fait exécuter un prisonnier par son beau-fils âgé d'une dizaine d'années. Le second, cagoulé, a brûlé son passeport et appelé à commettre des attentats en France. Derrière la Seine-Saint-Denis, les Yvelines et les Alpes-Maritimes, la Haute-Garonne est le quatrième département le plus touché par les départs en Syrie. Les Toulousains sont réputés pour être les plus durs, au sein même des milieux jihadistes. Basée autour de Raqqa, cette poignée de Français est aux manettes de la principale partie francophone de la propagande officielle de l'État islamique. Sa fameuse branche médias Al-Hayat est notamment chargée de vendre l'EI comme un État idéal et de menacer la France *via* le magazine francophone *Dar al-Islam*, équivalent en moins dense de son aîné anglophone *Dabiq*.

Ce sont eux qui se chargent également du bulletin quotidien de sa radio Al-Bayan. Un journal audio, lu à tour de rôle, en forme de litanie célébratoire de toutes les opérations militaires du groupe dans le monde, mais qui ne communique jamais sur la moindre de ses défaites. C'est sur cette radio que Fabien Clain a été amené à lire le communiqué de revendication des attentats du 13 Novembre. Attentats qui ont d'ailleurs donné lieu à un *nashid* dédié qui n'était pas sans rappeler les grandes heures du R'n'B, à ceci près… qu'il s'enthousiasmait en chanson de la mort de 130 civils tués à Paris.

« Un *nashid*, c'est comme une poésie, explique Abou Mujahid, tu l'écris comme une musique avec le rythme que tu veux. Et après tu le chantes, mais sans instru. Ça poussera à plus d'opérations en Europe mais spécialement en France, pour chauffer un peu les frères. »

Rachid Kassim

« Chauffer les frères » en France, c'est la spécialité du voisin d'Abou Mujahid à Mossoul. Sa femme passe régulièrement boire le thé avec la sienne dans leur appartement. Lui aussi est un ancien rappeur raté, originaire de Roanne. Avant de rejoindre la Syrie, il avait d'ailleurs sorti un maxi intitulé *Je suis terroriste*. Auparavant inconnu, il est devenu en six mois l'un des principaux ennemis publics des services de renseignement, après être apparu dans une vidéo de l'EI se félicitant des

86 morts de l'attentat de Nice, tout en décapitant un prisonnier sur une place publique de Mossoul. « C'est ma star, il l'a fait, s'amuse Abou Mujahid. C'est bien, ils leur ont donné un prisonnier à égorger, moi j'aurais pas pu. Je tue oui, je combats pour tuer, avec une balle dans la tête peut-être, mais j'arriverais pas à égorger un mec. »

Sa « star » n'est autre que Rachid Kassim qui apparaît dans toutes les attaques de l'été 2016. De celle de Magnanville, en passant par l'assassinat du prêtre de Saint-Étienne-du-Rouvray, à l'attentat raté à la voiture piégée aux bonbonnes de gaz, mené par trois femmes en plein Paris. En moins de six mois, une douzaine de personnes sont arrêtées en France alors qu'elles sont sur le point de passer à l'acte et toutes sous son patronage. Certains sont âgés de 15 ans, et la moitié sont des femmes. Chaque jour, sur sa chaîne privée Telegram, il diffuse depuis son cybercafé de Mossoul des messages au flow furieux de l'ancien rappeur qu'il est, incitant à tuer en France, et proposant des modes d'emploi pour réussir les tueries de masse les plus meurtrières. Il diffuse aussi des listes nominatives de personnalités à exécuter. Parmi ces noms figurent plusieurs rappeurs français qui « égarent la jeunesse » selon ses mots. Quand Booba chante « je veux devenir ce que j'aurais dû être », lui semble hurler « je voudrais tuer ce que j'aurais voulu être ».

---

1. La *khotba* n'est autre que le sermon de l'imam aux fidèles lors de la grande prière du vendredi.

2. *Takfiri* : pour celui qui fait l'objet de cette appellation, le mot est avant tout reçu comme une insulte. Ce seraient les forces de sécurité égyptiennes qui auraient inventé ce terme dans les années 1980 pour désigner les jihadistes. *Takfiri* est dérivé du mot *takfir*, c'est-à-dire le fait de « rendre mécréant », en clair, d'excommunier d'autres musulmans en raison de leur pratique, considérée comme déviante. Accusation lourde de conséquences puisque, dans le contexte du jihad syrien, cela revient à appeler à tuer la personne dont on fait le *takfir*. Même s'ils ont tendance à excommunier tous les musulmans qui leur résistent, les jihadistes rejettent le terme, d'autant qu'en leur sein même, les accusations de takfirisme sont régulières. Chez l'EI, des dizaines, peut-être même des centaines de personnes ont été exécutées pour ce motif. Les jihadistes parlent alors de *ghulat takfir* [voir note 2], littéralement des « exagérateurs » ou « extrémistes » qui, euphémisme, « exagèrent dans le *takfir* ». Au Nigeria, le leader de Boko Haram, Aboubakar Shekau, a ainsi été écarté en 2016 du leadership de la branche africaine de l'EI après avoir été accusé d'être un *ghulat*.

3. *Khawarij* : pluriel de *kharijite*, historiquement, les *khawarij*, « chiens de l'enfer » selon un *hadith*, sont considérés par les sunnites comme l'une des premières hérésies de l'islam du premier siècle [voir note 1]. Actuellement c'est devenu une appellation polémique pour désigner des extrémistes égarés de l'islam. Selon de nombreux musulmans antijihadistes, et en particulier les salafistes, toutes les caractéristiques des *khawarij* s'appliquent aujourd'hui à l'État islamique.

4. Falloujah en Irak et Manbij en Syrie sont deux villes qui ont été reprises à l'EI à l'été 2016 par des forces locales soutenues par les raids de la coalition internationale. Dans ces deux villes, l'EI a enregistré de très lourdes pertes humaines. Durant le siège de Manbij, un raid de la coalition a tué un nombre record de civils, ce qui n'a pas manqué d'être copieusement repris par la propagande de l'EI.

5. La *dunya* (*Hayat al-dunya*) est la vie terrestre et matérialiste d'ici-bas. Par nature tentatrice, la *dunya* fait appel aux passions humaines pour détourner des impératifs religieux. Les jihadistes appellent donc à devenir des *ghuraba*, des étrangers à ce monde terrestre, pour ne chercher que la « vraie vie », celle de l'au-delà, à travers la mort. D'où l'expression répétée comme un mantra : « Nous aimons la mort comme vous aimez la vie. »

6. Littéralement, le mot signifie « l'époque de l'ignorance » en arabe. Dans la tradition musulmane, il fait référence à la période préislamique, celle des polythéismes avant l'arrivée de l'islam en Arabie au VII[e] siècle. Les jihadistes se réfèrent souvent à ce terme dans la mesure où presque tous ont vécu une vie avant l'islam. Leur *jahilya* est, dans la plupart des cas, récente et très éloignée de toute piété.

7. *Al-wala wal al-bara* – « l'alliance et le désaveu » en francais – est un des socles essentiels du salafisme et du jihadisme [voir également note 2]. Selon le chercheur Romain Caillet, c'est même une spécificité du salafisme. Théorisé pour la première fois par un petit-fils de Mohamed ibn Abdelwahab au XIX[e] siècle, il enjoint au croyant respectueux du monothéisme de s'allier aux musulmans et de « se désavouer » des non-musulmans. Appliqué avec plus ou moins de rigueur, l'*al-wala wal al-bara* peut s'exprimer par un rejet au quotidien du non-musulman jusqu'à le combattre par la force. L'*al-wala wal al-bara* oblige donc à rejeter toute collaboration avec la démocratie, par nature source de mécréance, car issue de la souveraineté populaire et non divine.

8. *Taghut*, *tawaghit*. Littéralement, le mot signifie « idole ». Par extension, il est entendu par les jihadistes comme « tyran mécréant », car c'est celui qui n'applique pas ou qui procède d'une autre législation que la *charia*. Le vocable renvoie à toute forme d'autorité « associatrice » en ce sens qu'elle associe une autre divinité à Dieu et devient de ce fait une idole. L'injonction des jihadistes est donc non seulement de rejeter, mais aussi de combattre le *taghut* partout où il se niche. Par nature la démocratie est un régime *taghut* puisque procédant de la souveraineté populaire et non divine. Le *kufr bi taghut*, rejet de la mécréance par essence du *taghut*, est un des piliers du dogme salafiste [voir également note 1].

9. Annulatifs de l'islam : il s'agit des « actes annulatoires de l'islam » qui valent apostasie instantanée. Selon Ibn Abdelwahab, l'un des principaux inspirateurs historique du salafisme, il y a dix principaux annulatifs : donner un associé à Dieu (le *shirk*), mettre un intermédiaire entre soi et Dieu pendant la prière (culte des saints), ne pas excommunier les idolâtres, croire qu'une autre religion puisse être valide, détester une pratique du Prophète, se moquer de la religion, pratiquer la sorcellerie, s'allier avec les mécréants contre les musulmans, dire que certains seraient dispensés de suivre les règles de l'islam, délaisser l'islam.

10. Kaaris est un rappeur à succès originaire de Sevran. Se présentant comme musulman pratiquant, il s'est pourtant fait connaître avec des textes faisant l'apologie de la délinquance, de la fête alcoolisée et du sexe, souvent à la limite de la pornographie.

De l’armée française à celle du califat

C’est l’une de ces milliers de scènes d’épouvante quotidienne dans l’État islamique. Deux colosses cagoulés, armés, habillés de noir, conduisent à la mort un prisonnier en tenue orange, les yeux bandés, en le tenant chacun par le bras. Ce Syrien d’une vingtaine d’années a été reconnu coupable d’« insulte à Allah » et condamné à la peine capitale par un tribunal islamique. Une foule de badauds s’est formée tout autour. Seul, au milieu du cercle, un troisième homme cagoulé patiente, armé d’un gigantesque sabre. À ses pieds, un rondin de bois sur lequel il coupera la tête de sa victime ce matin-là. Celui qui est chargé de procéder à la décapitation a été tiré au sort parmi les volontaires de la police islamique. C’est une exécution publique dans une petite ville du nord de la Syrie, en grande partie administrée par des jihadistes français et tunisiens de l’État islamique. La scène se déroule sous les objectifs des appareils dernier cri des brigades médiatiques de l’EI et sera ensuite diffusée sur internet par ses organes officiels de propagande. Montrer la terreur est un instrument essentiel du contrôle social exercé par l’organisation qui gouverne avant tout par la peur. Les deux hommes qui maintiennent fermement le condamné ont à peu près le même âge que lui. Et ils sont tous les deux de nationalité française. Ils sont convertis. Autrefois hors la loi dans leur pays, ils sont désormais détenteurs du monopole de la violence légitime, garants de l’application de leur propre autorité. Ils sont les maîtres de la ville. Avant de partir en Syrie, l’un était poursuivi en France pour agression sexuelle. L’autre, après avoir été dealer en cité, a fait un passage de quelques mois sous les drapeaux de l’armée française.

Cet ancien soldat français devenu jihadiste ne cache pas que tuer lui procure une jouissance. Il aime tuer. Et en Syrie, il tue beaucoup. « Des exécutions, y en a tous les jours, dit-il, ça n’a rien d’exceptionnel. » C’est d’ailleurs sa fonction principale dans l’organisation. Il est désormais l’un des bourreaux du proto-État. Ses pulsions meurtrières, qui tiennent de la psychopathologie, l’animaient avant le jihad. Chez l’État islamique, il intègre la *shorta*. Contrairement à la *hisbah*, l’autre bras armé de la police religieuse chargé de faire respecter le port du voile, les heures de prière ou

l'interdiction de fumer, la *shorta* est chargée de réprimer les actes passibles d'amputation ou de peine de mort : vols, viols, meurtres, espionnage, sorcellerie, adultère, blasphème ou homosexualité. Dans cette unité, il peut désormais assouvir pleinement son envie de tuer au nom d'une cause perçue comme transcendante.

« L'important, c'est comment tu meurs »

Mais une autre ambition le hante depuis son arrivée en Syrie dès 2012, bien avant l'entrée en guerre de son pays contre son organisation : rentrer en France, pour « assassiner le maximum de gens », dit-il, et se faire tuer, car « tout le monde va mourir, l'important c'est comment tu meurs ». Au-delà de ses pulsions criminelles, il est absolument convaincu du bien-fondé de sa conception de la religion et de son assurance de gagner les faveurs du martyre dans l'au-delà en réalisant un attentat en France. Il réfléchit à son attaque et nous en parle depuis 2013, c'est-à-dire un an avant l'intervention de la France au sein de la coalition en Syrie et en Irak.

« Oui, j'ai une liste d'objectifs organisationnels et humains, détaillait-il quelques mois avant le 13 novembre 2015, des organisations, des groupes politiques, des entreprises et telle ou telle personne. C'est pas compliqué. Je commence petit, du simple meurtre, sans revendication, et j'augmente les cibles, petit à petit. Et quand l'objectif est atteint, on revendique avec toutes les preuves et avec moquerie, de manière à dire, on fait ce qu'on veut, où on veut. Lorsque le *khilafah* [califat] veut la mort de quelqu'un, ce n'est qu'une question de temps. Allah est avec les patients. »

Avant même sa conversion à l'islam, avant même d'avoir porté l'uniforme militaire, ce Français, qui n'a pas encore passé les 25 ans, avait déjà du sang sur les mains et raconte s'être enrôlé dans l'armée non pas par patriotisme mais « par simple attrait pour le meurtre légal rémunéré. Tuer avec un permis, c'est ce qui m'a beaucoup attiré, confesse-t-il. Je n'avais aucun respect pour la vie avant l'islam, poursuit-il, maintenant je n'ai du respect que pour le sang du musulman ».

Comme lui, au moins une dizaine d'anciens militaires français ont rejoint les rangs jihadistes en Syrie. Pas toujours pour les mêmes raisons. Certains y ont passé beaucoup plus de temps, parfois dans des unités d'élite. Ils se font très discrets, ne cherchent pas la publicité. C'est le cas d'Abou Souleymane, un résident français d'origine marocaine venu de Lunel dans l'Hérault, qui a passé deux ans sous le drapeau tricolore, dans la Légion étrangère, et a de nombreuses opérations extérieures à son actif, notamment en Afghanistan. L'État islamique n'a pas tardé à tirer profit de son expertise acquise dans les rangs de l'armée française. En 2015, Abou Souleymane a ainsi monté sa propre brigade et son propre camp d'entraînement près de la ville de Deir ez-Zor. Il est ensuite devenu émir d'une des principales unités de *jaysh khilafah*, l'armée du califat. Cette *katiba* baptisée « Tarik ibn

Zyad » et composée en majorité d'Européens, dont de nombreux Français, est de toutes les batailles en Irak.

Younes le déserteur

Un autre Français affiche un profil similaire. Dans la jihadosphère, il était connu sous le pseudonyme de « Younes le déserteur ».

Son surnom était tout trouvé : ce Français raconte en effet avoir intégré l'armée dans l'espoir d'y bénéficier d'une formation aux armes pour ensuite déserter et partir au jihad. Il a toujours refusé de délivrer le moindre élément biographique le concernant. En revanche, il a accepté le principe d'un entretien uniquement axé sur son passage au sein de l'armée française et, plus précisément, des commandos parachutistes, une unité d'élite dont sont souvent issues les forces spéciales. En s'engageant dans l'armée à 18 ans, il explique que ses connaissances et sa pratique de la religion sont faibles. « À cette époque, j'étais dans une volonté de changement, dit-il, après avoir observé le monde autour de moi, sa décadence et sa perte de valeurs morales, j'avais décidé, aux alentours de mes 17 ans, de me reprendre en main et de retourner vers mon Seigneur. C'est à cette période que je suis rentré à l'armée. J'avais à l'époque lu le chapitre du jihad dans le *Sahih al-Boukhari*[1] et je venais de découvrir le mérite des combattants dans le sentier d'Allah et du haut rang dont jouissaient les martyrs auprès d'Allah. »

La première année de ses classes, tout en suivant son enseignement militaire, il poursuit en parallèle son retour vers l'islam et se radicalise encore en lisant des textes, sur internet, « parce que c'est sur internet qu'il y a les livres interdits à la vente en France ». Au sein de l'armée, ses capacités lui permettent ensuite de s'orienter vers les unités de commandos parachutistes. Et c'est à leur contact qu'il explique avoir eu une nouvelle révélation. « La louange est à Allah qui m'a ouvert les yeux et qui m'a sorti des ténèbres vers la lumière. Je me souviens exactement des pensées qui m'ont traversé l'esprit en les voyant. J'ai vu des tueurs de talibans, des ennemis de l'islam. J'ai eu l'impression de faire un saut de 800 ans en arrière et d'atterrir au Moyen Âge. J'ai vu des croisés, sans exagérer, ils avaient vraiment des têtes de chevaliers, à la seule différence qu'au lieu de porter une soutane blanche avec une croix rouge, ils étaient habillés du treillis réglementaire vert et noir français et de l'insigne de l'unité. »

Il ajoute : « Comme si cela ne suffisait pas, le bâtiment de l'unité portait le nom d'un des leurs qui avait été tué durant la guerre d'Algérie. J'ai aussi appris que notre unité commando avait été dissoute après la guerre d'Algérie pour crime de guerre. Elle avait ensuite été divisée et renommée en trois unités différentes. Et cerise sur le gâteau, ils nous ont donné un livre de chants militaires.

L’un d’eux disait : “Et nous ferons flotter le drapeau français sur les terres de l’islam.” Fut un temps où j’essayais de concilier armée et islam, mais, à partir de ce moment, mon désaveu fut total, je décidai de me ranger du côté de mon Seigneur pour défendre ma religion. »

Dès lors, Younes s’isole au sein de son unité. Il est plus que jamais décidé à déserter et rejoindre le camp ennemi. Mais d’abord, il patiente. « Plutôt que de déserter, j’ai préféré me taire et rester parmi eux pour économiser de l’argent qui me servirait à rejoindre le jihad et accumuler un savoir-faire militaire qui me permettrait de servir la cause d’Allah. » Dans les commandos, il continue ses lectures, fait ses prières, hésitant entre perpétrer une attaque au sein même de son unité ou partir. « J’ai continué mon cheminement vers Allah et j’ai renforcé la base de ma religion. Je lisais et relisais quotidiennement le Coran, ainsi que la biographie du Prophète. » Il participe à une dernière action au Tchad, mais ses intentions sont repérées par ses supérieurs qui décident de le mettre à l’écart, de l’interdire d’opérations extérieures et finissent même par lui confisquer ses armes. Younes quitte son régiment et part alors en Syrie. « Si après cela tu te demandes encore mais pourquoi je fais le jihad, je te répondrai simplement que je suis un serviteur parmi les serviteurs d’Allah qui a su que la promesse de son Seigneur est vérité et que sa menace est vérité. J’ai quitté père et mère sans espoir de les revoir jamais et je me suis élancé dans la bataille. »

Au sein de l’État islamique, il a toujours refusé de donner des détails sur son activité réelle, mais il participe activement à toutes les batailles en Syrie et en Irak. Chose rare, il se montre très critique sur la propagande triomphante de l’EI qui ne communique que sur ses victoires sans parler des défaites ni du nombre de jihadistes qui ont sacrifié leur vie pour ces batailles. Il ne cache pas non plus son mépris pour les Français qui se réfugient loin des fronts dans la police islamique, les brigades médiatiques ou qui passent leurs journées à draguer sur internet et à faire des vidéos pendant que d’autres combattent pour leur faire profiter de nouveaux territoires et des butins de guerre : « Matériels, argent, meubles, femmes… des Kurdes, des chrétiennes et des Yézidies. »

Très actif sur le front, lui n’a jamais été tenté par l’acquisition d’une esclave, ces captives réifiées. Il parle de la situation de ces femmes de façon totalement déshumanisée. Comme s’il s’agissait d’un animal domestique. Au fond, pour lui, une femme, c’est trop de souci. Il raconte l’expérience d’un jihadiste libyen de son voisinage qui a rencontré trop de problèmes avec la sienne. « Il avait acheté une *sabbyia* de 14 ou 15 ans. Et il n’a jamais consommé sans l’accord de la fille, il lui avait même offert des cadeaux, des robes, etc. Et elle ne voulait toujours pas. Elle le refusait. Jusqu’au jour où elle a pris une grenade et elle l’a jetée dans la maison alors qu’il était parti. Donc en rentrant, il l’a tapée violemment, ce qui est normal. Il a dû être trop gentil avec elle. Elle avait pris la confiance. Et après elle a accepté, elle est devenue gentille d’elle-même. Y en a qui ont tué leur propriétaire. Y en a une qui s’est suicidée avec sa fille. Après, y en a qui sont achetées avec leur enfant entre 1 500 et 12 000 dollars. Mais la vérité, vu la tête des Kurdes, même si on me la donnait, je sais pas si je la prendrais. Donc je suis pas intéressé. »

Younes préfère en effet le combat. Il réfléchit parfois à rentrer pour organiser un attentat en France. « Œil pour œil », justifie-t-il. Mais finalement, deux ans après son arrivée, sa mort présumée nous est annoncée par un de ses proches en Syrie, début 2016. « Il est tombé près d'Alep. Avec sa *katiba*, ils ont essayé de prendre une entreprise de blé, mais les *koffar* se sont réfugiés en haut de la cuve de blé. En voulant récupérer un frère au sol il s'est fait rafaler. Il avait apparemment une lumière impressionnante sur le visage. Il était serein. Il est parti avec le sourire. »

---

1. Sahih al-Boukhari et Sahih Muslim sont deux imams médiévaux dont les recueils de *hadith*, parfois appelés les livres mères, font l'unanimité auprès de la quasi-totalité des musulmans, considérés comme les plus authentiques. Ils ont respectivement apporté plusieurs milliers de *hadith*. Les *hadith* sont classés en fonction de leur authenticité, selon une chaîne d'évaluation de leur transmission depuis l'époque du Prophète.

Épilogue

La France est le pays occidental le plus menacé, le plus ciblé et le plus touché par le jihadisme. À la fois par l'État islamique, mais aussi par Al-Qaïda, qui est loin d'avoir dit son dernier mot. De Khaled Kelkal au gang de Roubaix en passant par Mohamed Merah, ce phénomène n'est pas nouveau, mais, à partir de 2012, deux paramètres l'ont propulsé vers des ampleurs quantitatives inédites. D'une part, la proximité de la guerre en Syrie et ses capacités d'accueil de volontaires étrangers quand, à l'été 2012, des jihadistes s'emparent de certains quartiers d'Alep. Les groupes jihadistes abreuvent les plateformes de partage vidéo en ligne d'images d'exactions contre des civils commises par le régime syrien, avec pour message « Venez sauver le peuple syrien », qui suscitent alors une émotion sincère, ravivée par l'inaction de la communauté internationale et une politique étrangère de la France ambiguë vis-à-vis des rebelles syriens. Jamais une terre de jihad n'avait été aussi facile d'accès, aux portes de l'Europe. D'autre part, il y a la diffusion sur des réseaux sociaux grand public d'une propagande jihadiste francophone extrêmement sophistiquée et attractive. Avant l'époque des réseaux sociaux, la propagande se diffusait dans une sphère de l'internet encore confidentielle, sur des forums réservés à des initiés. Le forum Ansar al-Haqq (« Les partisans de la vérité ») a notamment joué un rôle majeur dans la traduction de textes d'idéologues jihadistes qui étaient et demeurent absents des librairies les plus extrémistes de France : c'était comme une bibliothèque du jihadisme en accès libre.

D'une manière générale, la nouveauté tient plutôt au fait que les jihadistes se mettent à utiliser internet comme tout le monde. Ils sortent de la clandestinité. La diffusion ouverte de cette idéologie dans l'internet public émerge véritablement en 2012 : c'est à partir de ce moment que des Français commencent à poster des photos d'eux en armes sur leur page Facebook. Or ce sont ces selfies postés de Syrie qui ont vraiment provoqué une accélération du phénomène. C'est une sorte de stade ultime de la téléréalité qui vend un « jihad 5 étoiles » comme expérience « LOL ». Pour capter le regard d'autrui, ses acteurs s'exposent avec un narcissisme et une quête de célébrité warholienne en

prétendant agir en uniques garants de la religion. Cet engagement relève souvent d'un choix rationnel égoïste, mû par une volonté de jouissance purement individualiste.

Beaucoup d'interviewés avancent des motivations aussi banales que le fait de vouloir tromper une vie d'ennui sans perspectives en France par une vie exaltante en Syrie. Tous évoquent un sentiment de frustration et d'humiliation en France. Chez beaucoup, être issu d'une minorité donne l'impression de vivre en situation d'infériorité, en raison de réelles discriminations et d'une faible représentativité dans les sphères politiques et médiatiques françaises. Un Français qui combattait dans une brigade anglophone de l'EI va même jusqu'à estimer que, pour cette raison, la détestation des jihadistes britanniques envers leur pays d'origine est moins grande que celle des Français.

L'État islamique propose à ces ego froissés une dignité, un statut, une revanche sociale et la foi en une transcendance spirituelle. La propagande occupe le vide idéologique de la postmodernité en leur vendant un projet, là où les sociétés capitalistes sécularisées ne sont plus en capacité de produire une politique génératrice d'espoir. Ce projet jihadiste, c'est l'utopie d'une cité idéale pour tous les musulmans, au nom de laquelle toutes les exactions sont légitimes. Dans ce jihad, les perdants deviennent seigneurs, ils croient accéder au statut de super-héros de l'islam avec l'assurance obsessionnelle d'accéder au paradis dans l'au-delà. Souvent minimisée, la puissance des convictions religieuses réelles et du mythe des faveurs du martyre dans le déclenchement du passage à l'acte violent ne peut être ignorée.

Mais ces dynamiques ne sont pas uniquement religieuses. De dominés en France, ils deviennent dominants en Syrie. Soumis à une législation qui, estiment-ils, les opprime, ils deviennent, en Syrie, les seuls dépositaires, par la terreur, de leur propre législation et du monopole de la violence légitime. Ils s'amusent et ils tuent en direct sur Facebook au nom de la défense de « l'islam authentique » et du mythe de la oumma.

Dès 2013, des Français live-tweetent leur départ en Syrie. En 2016, en France, l'un d'eux utilise l'application Facebook Live du domicile de ses victimes tout juste assassinées pour revendiquer son attentat. Grâce à la parfaite maîtrise du web social par ses organes médiatiques officiels, l'État islamique a donné une puissance industrielle à cette tendance en inventant le jihadisme viral. Il « ringardise » ainsi la vieille propagande d'Al-Qaïda, pour reprendre l'expression du chercheur Romain Caillet. Cette viralité et son relativisme morbide banalisent l'ultraviolence en atteignant instantanément un public jeune et large au sein de ce que nous avons appelé la jihadosphère, cette matrice numérique d'un engouement collectif, qualifié par un « revenant » de « transe collective ».

Mais ils trouvent aussi dans ces outils les grandes facilités offertes aux candidats au jihad qui cherchent toutes sortes d'informations sur leur voyage, si bien que les réseaux sociaux sont devenus, entre 2012 et 2016, une sorte de « guide du routard » des apprentis jihadistes. Dès 2014, avec les

tutoriels diffusés chaque jour en français pour réussir un attentat de masse ou un assassinat ciblé au travers de moyens rudimentaires, c'est aussi, au quotidien, « le terrorisme pour les nuls ».

Le discours institutionnel rappelle souvent qu'il est difficile de dresser une typologie de profils. Pourtant des tendances lourdes se dessinent clairement. S'il existe un dénominateur commun entre tous les « Français jihadistes », au-delà des générations et des époques, c'est qu'ils se reconnaissent tous une *jahiliya*, c'est-à-dire une période d'« ignorance préislamique ». Avant le jihad, tous évoquent une vie en dehors de toute piété, souvent dans l'excès, avant de retourner, d'une manière vécue comme pulsionnelle et rédemptrice, à un islam religieux et pas seulement culturel. Le jihad, c'est pour eux l'absolution de tous les péchés, de tous les vices, de toutes les frustrations.

Auparavant, certains étaient dans la musique, beaucoup venaient du rap. Des lycéens, des étudiants ou des sans-emploi vivant des minima sociaux. D'autres étaient militaires, chauffeurs de taxi, de bus, sportifs, intérimaires, ouvriers ou petits employés. Dans des cas plus exceptionnels, médecins ou ingénieurs et, beaucoup plus fréquents, délinquants. D'autres encore menaient une existence familiale rangée. Contrairement à une idée véhiculée par les autorités, le jihadisme n'arrive peut-être pas qu'aux autres, mais il n'arrive pas non plus à tout le monde. Au moment de rompre en quelques mois avec cette *jahilya*, un substrat bien spécifique a souvent créé un contexte favorable à la bascule rapide.

L'un des principaux facteurs de facilitation est, sans surprise, sociologique. Mais relever la réalité des déterminismes sociaux n'excuse ni n'explique vraiment. Car le jihadisme n'est pas exclusivement une idéologie de pauvre. Il ne se résume pas à la seule équation immigration-délinquance-banlieue. Ce livre raconte notamment l'histoire d'une famille aisée de médecins, partie en Syrie pour y chercher son fils au sein de l'EI. Ou celle d'un ex-enfant de chœur breton revenu en France avec quatre femmes et six enfants après quatre ans passés en Syrie. Les classes moyennes et parfois même, dans des cas très exceptionnels, supérieures de la société peuvent être concernées par ce phénomène. Mais ce « jihad de bonne famille » n'existe qu'à la marge. Car ce sont les milieux populaires qui sont surreprésentés dans le jihadisme français. La majorité des acteurs de ce milieu ont grandi dans les quartiers populaires français et en ont conservé tous les codes. À tel point qu'en Syrie, c'est ce qui leur vaut leur mauvaise réputation et cette accusation d'avoir importé de France « leur *jahilya* de cité », c'est-à-dire leur habitus des quartiers sensibles.

La géographie du jihad français valide ce constat. Certes, la quasi-totalité des régions sont concernées. Mais à des degrés divers. Des tendances cartographiques se détachent. Quatre départements sont en tête. Le plus touché reste celui de la Seine-Saint-Denis, dépassant largement la centaine de départs depuis 2012. Les chiffres officiels sont à prendre avec précaution car les recensements du ministère de l'Intérieur ne sont pas toujours identiques à ceux des préfectures à l'échelon local, lorsque les femmes et les enfants sont comptabilisés ou non. Par ailleurs, une marge d'erreur de 10 à 15 % est communément admise. Mais les tendances sont justes. Après le 93, vient un

bastion de la droite bourgeoise : les Yvelines. Non pas que son chef-lieu de Versailles soit un vivier, mais les chiffres de certains points rouges comme Mantes ou Trappes, ville la plus touchée de France en proportion de sa population, propulsent le département en haut du classement. Trappes, c'est plus de 80 départs pour 30 000 habitants. Le ratio le plus élevé de France. Les jihadistes locaux ont d'ailleurs surnommé leur ville le « Trappistan ». Viennent ensuite les Alpes-Maritimes et la Haute-Garonne. En chiffres absolus, avec plus de 100 départs, mais pas en proportion de sa population, Nice est ainsi la ville la plus touchée en France. Cela s'explique par la prédication extrêmement soutenue dans ses quartiers populaires, longtemps assurée par une personnalité charismatique du jihadisme français, avant son départ en Syrie.

Mais localement, des villes petites ou moyennes ont également constitué des bassins de recrutement affichant entre 20 et 50 départs pour 20 000 à 50 000 habitants. C'est le cas par exemple de Nîmes, de Lunel, de Roubaix ou d'Hérouville-Saint-Clair. La logique mimétique du « groupe de potes » n'est pas universelle, mais elle est aussi un facteur important. C'est celle qui a prévalu à Strasbourg pour le groupe d'un des kamikazes du Bataclan, ou à Lunel, d'où on a compté une vingtaine de départs parmi un même réseau d'affinités scolaires ou de quartier. Après eux, le mouvement s'est tari. L'un d'eux me racontait d'ailleurs qu'un de ses frères, qui dealait du shit et faisait du rap, avait été attiré en Syrie par son grand frère pour « le remettre sur le droit chemin ». Il posait avec chaîne en or et casquette bas du front devant une BMW tunée quelques semaines avant de partir. Il n'a commencé à prier qu'en Syrie. Tous deux sont morts à Deir ez-Zor quelques mois après son arrivée. Certains sont ainsi partis en Syrie sans aucune conviction, pour rejoindre un copain du quartier ou un frère, et se sont, seulement ensuite, initiés à l'idéologie, endurcis et enfermés dans sa spirale meurtrière.

Le jihadisme séduit d'autant plus aisément des individus qui cultivent déjà un ressentiment antisystème et une hostilité envers les institutions publiques françaises. Une majorité d'interviewés ont ainsi baigné dans la radicalité du « nique la France et la police » du rap français, mais également dans les théories conspirationnistes volontiers antisémites. La population délinquante, de même que carcérale, présente de ce fait des prédispositions idéales à la réception de cette idéologie. Celle-ci ne propose pas tant au mode de vie délictuel de changer que de rester le même, tout en étant religieusement légitimé. Tout change pour que rien ne change.

Les mots et les usages semblent se métamorphoser alors qu'ils s'islamisent en apparence pour rester les mêmes en réalité. Les codes iconographiques et les normes sociales de ces deux univers paraissent aux antipodes les uns des autres. Ils sont en réalité très proches et tout à fait solubles les uns dans les autres. Dans le jihad, on ne représente plus son quartier, mais la *dawla*. On passe du rap aux *nashid*, du vol et des braquages à la *ghanima*, avec facilité et rapidité. Tout en jouissant d'une hypersexualité potentielle au titre de la polygamie, des réservoirs de femmes dans les *maqqar* et même de l'esclavage des Yézidies.

Les dynamiques de jihadisation de la délinquance sont d'autant plus favorisées qu'elles mettent en conformité islamique un mode de vie délictuel ou criminel du point de vue du droit républicain, devenu antinomique avec celui de Dieu, non pas en lui intimant le changement, mais, au contraire, en lui offrant une onction transcendantale. Les prédispositions à la radicalisation religieuse sont ainsi, par nature, plus fortes que la moyenne dans les milieux du petit banditisme, mais aussi en prison. Or ces deux univers, à la composition sociologique similaire, aux codes et aux normes fortement compatibles, non seulement se croisent en détention, mais sont condamnés à une cohabitation forcée et durable. Ces ingrédients font donc de la prison un lieu de diffusion idéal de la pensée jihadiste à un public particulièrement susceptible d'y être réceptif. Et ce, aujourd'hui plus que jamais, le nombre de détenus terroristes atteignant en effet des proportions inédites. Pour autant, gare, là aussi, à une généralisation excessive. Si les anciens délinquants sont surreprésentés dans les attentats, ils le sont moins dans la sociologie générale des Français actifs en Syrie. Et 70 % des détenus terroristes n'étaient encore jamais passés par la case prison. La tentation de réduire la sociologie jihadiste à la délinquance est donc grande. Elle fonctionne souvent, mais pas à tous les coups.

Avant de passer au jihadisme, beaucoup ont par ailleurs été sensibilisés à l'islam par des familiers, ou dans les mosquées de musulmans très prosélytes, rigoristes mais non violents – des salafistes, des tablighi. Nombre de ces personnes se sont d'abord tournées vers un salafisme quiétiste, et ont eu le sentiment de ne pas pouvoir exercer leur religion en France en raison de la place de la laïcité. Ces personnes perçoivent la législation française comme un instrument tourné contre l'islam. Ce sont des néo-pratiquants, se considérant presque tous comme des convertis, et qui se coupent dans un second temps de ces milieux quiétistes qu'ils jugent compromis à cause de leur acceptation des pouvoirs séculiers. Il est à noter aussi que la quasi-totalité des interviewés venaient de foyers hostiles au jihadisme, mais avaient reçu dans leur enfance une éducation religieuse. Cette éducation a, selon leurs dires, été influente. En son absence, beaucoup estiment que l'idéologie jihadiste n'aurait peut-être pas coïncidé avec leur radicalité politique initiale.

Cette idéologie offre en outre un cadre psychologique structurant, et apaise aussi des identités complexes, confuses et conflictuelles. De façon empirique, nous pouvons estimer qu'environ 70 % des acteurs concernés sont issus de foyers de tradition musulmane parfois conservateurs, mais quasiment jamais sympathisants jihadistes. Les 30 % restants sont des convertis venus du christianisme et qui étaient souvent pratiquants. Chez eux, une spécificité est signifiante : ils sont eux-mêmes pour la plupart de milieux prolétaires et sont sans doute, au moins dans la moitié des cas, issus d'autres minorités. Les jihadistes convertis se prénomment plus souvent Kevin que Jean-Eudes. Et quand ils s'appellent Jean-Édouard, Jean-Michel ou Willy, ils sont en général antillais. La proportion de ceux élevés dans des foyers chrétiens issus de l'immigration subsaharienne, mais aussi souvent portugaise ou, dans une moindre mesure, asiatique (coréenne ou vietnamienne), est très importante. La France d'outre-mer est aussi très fortement représentée parmi les jihadistes convertis.

Quelques individus issus de la communauté des gens du voyage sont même recensés. Pour eux aussi, en majorité issus des couches populaires de la société, le jihadisme offre une cuirasse identitaire qui transforme un vécu humilié, l'intériorisation d'une infériorité sociale, en un sentiment cathartique de surpuissance, en prétendant faire table rase des nationalités, des inégalités ethniques, tout en se posant comme unique détenteur et garant de la Vérité islamique.

À tous ces éléments, s'ajoute souvent un contexte familial particulier. L'institution présente la famille comme une solution. Dans bien des cas, elle semble être au contraire une partie du problème. Sans verser dans la facilité analytique d'une psychologie de comptoir, et tout en rappelant que beaucoup aussi ont leurs deux parents, on note cependant que de nombreux interviewés évoquent une relation fusionnelle avec leur mère et l'absence d'un père. Autre schéma récurrent, celui d'enfants issus de couples ethniquement ou religieusement mixtes. Chez ces enfants éduqués dans une France blanche, républicaine et universaliste, une contradiction identitaire peut se heurter aux injonctions assimilationnistes face auxquelles le jihadisme confère un rempart, là aussi, structurant.

Parfois des cellules familiales sont même totalement dysfonctionnelles. Citons par exemple le cas de cette jeune femme du sud de la France, actuellement en Syrie, et qui s'était convertie au jihadisme après avoir été élevée par des parents toxicomanes. Sa mère avait fini par se prostituer et par mourir d'une overdose. Citons aussi le cas de cette autre convertie originaire du centre de la France et dont le père, alcoolique, les battait, elle et sa mère, ouvrière besogneuse en usine. Citons enfin le cas de cette Française convertie après avoir subi des violences sexuelles et s'être prostituée.

Certains parlent aussi de violences sexuelles au sein même des familles. D'autres ont été confrontés à la mort brutale, la maladie d'un parent ou ont été abandonnés. Des dysfonctionnements, parfois imperceptibles de prime abord au sein des cellules familiales, sont donc souvent aussi à prendre en compte. Les acteurs concernés vivent ainsi le jihadisme comme une purification qui les laverait de ce qu'ils perçoivent comme étant des souffrances ou des péchés qu'eux ou leurs proches auraient commis. En ce sens, cette idéologie les soulage et leur redonne foi en un avenir promis comme paradisiaque dans l'au-delà, avec un code de conduite qui régit tous les aspects de la vie terrestre et qui leur redonne un sentiment de fierté, de supériorité sur les non-croyants, l'impression d'une renaissance en appartenant à la communauté des élus.

Bien sûr, l'addition de ces cas particuliers ne suffit pas non plus à dresser des tendances lourdes, tout simplement parce que beaucoup de jihadistes n'ont jamais vécu le moindre traumatisme et affichent un parcours scolaire et familial qui frappe uniquement par sa banalité.

Sans nier l'existence de cas cliniques, les jihadistes ne sont pas tous fous ou stupides. Appréhender uniquement le jihadisme sous le prisme d'une pathologie mentale ou d'un enrôlement sectaire vise à permettre aux autorités de nier la rationalité de l'engagement individualiste, politique et religieux qu'il représente indéniablement auprès des acteurs concernés. Mais cette réalité est plus dérangeante à admettre politiquement. Pour autant la donnée psychopathologique ne peut être éludée.

Là encore, aucun chiffre, mais quelques exemples. Un Français qui se réjouissait de pouvoir amener le mercredi après-midi ses trois enfants voir un homosexuel être jeté d'un toit puis lapidé, en Syrie, me confiait avoir été traité psychiatriquement pour schizophrénie durant sa *jahilya*. Un autre, qui hésitait entre rentrer en France et faire une opération kamikaze en Irak, me confessait avoir multiplié, avant le jihad, les séjours en hôpital psychiatrique pour de graves dépressions chroniques et plusieurs tentatives de suicide. Un autre, devenu bourreau de l'EI, me disait, lui, prendre du plaisir à tuer, dans un sadisme religieusement sublimé. Le meurtre ainsi légitimé lui a permis d'assouvir pleinement ses pulsions criminelles antérieures au jihad. Enfin, de nombreuses femmes évoquent le paramètre de troubles psychologiques dus à des violences sexuelles ou domestiques subies antérieurement.

Parfois les refoulés sexuels peuvent constituer une donnée de compréhension. Un « revenant », actuellement en détention après deux ans au sein de l'État islamique, me confesse, lui, avoir toujours été homosexuel, sans pouvoir expliquer dans quelle mesure son engagement jihadiste pourrait avoir un lien avec son orientation sexuelle. Mais ce cas de figure n'est pas unique. Cela étant, la majorité des jihadistes interrogés disaient ne pas afficher de troubles ni de traumatismes psychologiques particuliers dans leur parcours de vie antérieur au jihad.

Jusqu'à la fin 2016, les sphères politique et judiciaire se sont laissé duper par un biais de genre sexiste au sujet des femmes, qui les a poussées à considérer ces dernières comme des victimes. Or si celles-ci vivent le port du voile intégral comme une libération en raison d'un rapport traumatique à l'altérité masculine, elles partent en Syrie volontairement et font montre d'une détermination idéologique sinon supérieure, du moins identique à celle des hommes. Elles rejettent tout aussi violemment et combattent à la fois le modèle de société que leur impose la République française mais aussi les obligations perçues comme étant celles de la femme contemporaine : l'égalité de genre qu'elles estiment contraire à la religion, l'injonction sociétale de réussir sa vie professionnelle, sociale et familiale dans un contexte concurrentiel entre les individus. Dans cette idéologie, elles disent trouver la satisfaction de ne plus être jugées sur le physique ou sur la marque de leurs vêtements, de se retrouver dans une situation d'« égalité ».

C'est une soumission volontaire, même si elle résulte également d'un certain déterminisme. Mais leur adhésion au jihadisme relève des mêmes convictions religieuses, du même désir de revanche sociale et du même rejet des valeurs occidentales que ceux des hommes. Leurs motivations de départ en Syrie, voire d'attaques terroristes, sont identiques. Dans certains couples, la femme est même le moteur de la radicalisation, et certaines sont plus favorables aux attentats terroristes que leurs époux.

Dans leur propagande, les jihadistes français mettent en avant les profils d'ingénieurs ou de médecins dans leurs rangs. Ces cas existent, mais ils sont exceptionnels. En réalité, le niveau général d'instruction est relativement bas. Ce qui ne préjuge en rien de leur degré d'intelligence. Aussi vrai

que les jihadistes sont loin d'être tous fous, ils ne sont pas non plus tous idiots, même s'il serait tentant et rassurant de le croire. En l'absence de chiffres, il est difficile de dire quoi que ce soit de précis concernant le niveau de formation des Français jihadistes. Si je m'en tiens aux personnes étudiées dans mon premier livre et dans celui-ci, quelques-unes ont fait des études universitaires – en lettres, en sciences, en droit ou économie… –, mais la majorité se sont arrêtées après le bac, voire après un BEP, un CAP ou ont même décroché sans obtenir de diplôme. Cela s'explique aussi par la tranche d'âge concernée. La plupart ont basculé autour de 20 ans. C'est du reste un motif de moqueries entre eux, ce qui prouve l'existence d'une certaine conscience collective de ce niveau général d'instruction universitaire et religieux assez bas. Entre eux, les insultes de « cas soc' » ou de « Segpa » – les sections d'enseignement adapté – du jihad sont permanentes.

La lecture psychologisante du phénomène ne doit pas faire oublier la réalité des convictions et du conditionnement provenant de textes religieux et de livres d'idéologues. Ils vivent le jihadisme comme un engagement religieux et politique, assis sur la conviction absolue qu'il s'agit de la seule lecture authentique de l'islam. Cette certitude de vivre la pureté de la religion du Prophète s'opère dans un huis clos idéologique qui rend d'autant plus difficile sa remise en question. Ils n'ont pas le sentiment d'être dans une secte, mais simplement d'appliquer le seul vrai islam. Cette conception politico-religieuse est en réalité « rationnelle », ou en tout cas cohérente : les jihadistes combattent la démocratie parce que la souveraineté populaire usurpe le droit à produire la loi, qui n'appartient qu'à Dieu, et parce que, ce faisant, elle met l'homme à la place de Dieu.

Voilà pourquoi le simple fait de leur présenter en miroir un autre islam, normatif, républicain, en leur répétant comme à des alcooliques anonymes qu'ils se trompent pour les « déradicaliser », ne fonctionne pas. Car les jihadistes n'inventent pas les textes de la tradition musulmane, ces versets du Coran et ces centaines de milliers de *hadith* sur lesquels ils fondent religieusement chacune de leurs actions. Y compris les plus violentes. Mais quand l'infinie majorité des musulmans martèle que ces textes sont à replacer dans le contexte médiéval du VIIe siècle, qu'ils ne correspondent plus à l'époque contemporaine, les jihadistes eux, au contraire, insistent sur ces notions de combat, les interprètent à leur manière, et vont jusqu'à les utiliser pour disqualifier les autres musulmans et justifier leurs meurtres.

Ils appliquent de façon littérale ces textes dont ils n'ont souvent eu accès qu'en version traduite en français sur des documents PDF. Ils cherchent à vivre dans l'imitation de la vie du Prophète et de ses compagnons des VIIe et VIIIe siècles, tout en gardant leurs Air Max aux pieds et leur iPhone à la main, à mi-chemin entre le consumérisme capitaliste et l'imaginaire des batailles médiévales des premiers temps de l'islam.

L'EI est particulièrement habile à établir des correspondances entre ces textes scripturaires et l'actualité contemporaine, dont la force est telle que rien ne semble pouvoir les combattre. Un Français, que j'avais rencontré à Paris en 2013 avant son départ, me contacte ainsi à l'été 2014 de Syrie pour me faire part de son désir de rentrer en France. Blessé au combat, il souffre et se lasse.

Mais en août 2014, les premières frappes américaines contre les positions de l'EI balayent tous ses doutes. Car, à ses yeux, cette intervention occidentale est un signe clair validant la prophétie eschatologique musulmane. À Paris, il nous expliquait qu'il allait participer à la construction d'un califat. Il disait aussi qu'une fois ce califat proclamé, selon un *hadith*, une coalition de 80 étendards se mettrait en branle contre eux pour le détruire. « Tu te souviens du *hadith* des 80 étendards dont je te parlais à Paris avant de partir au Sham ? » demande-t-il, extatique, en août 2014, comme hypnotisé par son propos, « je t'avais dit qu'il y aurait une coalition contre nous après le retour du *Khilafah* ! L'intervention de la coalition contre nous, c'est la preuve que le *hadith* disait vrai, c'est la preuve que le *hadith* des 80 étendards il est authentique, c'est la preuve que la *dawla* elle est sur la voie prophétique ! Donc maintenant je me pose plus de questions, moi je bouge pas d'ici, je veux mourir ici ».

Le *hadith* en question a pourtant été utilisé par tous les groupes jihadistes, depuis la naissance du jihad contemporain en Afghanistan dans les années 1980, pour galvaniser leurs volontaires. Mais, pour lui, l'intervention de la coalition est un signe divin incontestable, la preuve que le projet de l'État islamique est porté par la providence.

De fait, la mise en relation par la propagande des prophéties et des événements fournit aux yeux de nombreux jihadistes la preuve de la vérité coranique dont ils pensent détenir le monopole. Et ce n'est pas un hasard si l'EI inonde chacune de ses productions médiatiques de *hadith* ou de versets du Coran. Le titre de la vidéo de revendication des attentats du 13 Novembre s'intitule ainsi : « Et tuez-les où que vous les rencontriez. » C'est un extrait du verset 5 de la sourate 9 : « Après que les mois sacrés expirent, tuez les associateurs, où que vous les trouviez. Capturez-les, assiégez-les et guettez-les dans toute embuscade… » Les jeunes qui découvrent ces versets et ces *hadith* sur internet sont complètement sourds à tous ceux qui, à la mosquée ou ailleurs, peuvent essayer d'expliquer que le sens des prophéties s'inscrit dans un contexte symbolique, inapplicable aujourd'hui : pour eux, qui sont venus aux textes seuls, ou avec la propagande jihadiste, l'interprétation moderniste figurée est une « innovation », c'est-à-dire la pire des choses, puisqu'elle dénature et biaise le sens qu'ils pensent être original.

Pour eux, les musulmans qui refusent leur interprétation littérale des textes apostasient leur religion dans la mesure où ils rejettent une partie des textes saints « pour plaire aux mécréants ». Or, en l'absence de clergé, même si une autorité spirituelle structurée existe en Arabie saoudite pour les salafistes quiétistes, aucune n'apparaît comme suffisamment légitime pour remettre en cause cette lecture ultraminoritaire de l'islam. Refusant d'admettre cette réalité d'un lien entre les textes de la tradition musulmane et le jihadisme, le paradigme médiatique français préfère se réfugier dans la rhétorique du « cela-n'a-rien-à-voir-avec-l'islam », quand des leaders musulmans influents se murent, eux, dans un déni complotiste, qui revient à ne voir dans le jihadisme qu'une création de l'Occident ou du sionisme.

C’est ainsi qu’un des « revenants » de ce livre se présente comme un repenti, mais continue de penser que cet islam est le seul authentique. Il a rejoint les rangs des « ex-muslims », ainsi qu’ils se nomment, en reniant en bloc sa religion. Plusieurs autres disent avoir quitté le jihadisme pour revenir au salafisme quiétiste. Enfin, une majorité d’entre eux, et surtout ceux qui sont en prison, sont rentrés déçus par ce qu’ils ont vécu, mais pas repentis. Ils restent fidèles et profondément ancrés dans le jihadisme. Deux femmes revenues de l’État islamique disent vouloir repartir. L’une d’entre elles dit même espérer de nouveaux attentats en France.

Depuis le printemps 2016, l’État islamique recule sur tous ses fronts et a perdu ses postes-frontières avec la Turquie. Il n’est plus en capacité d’accueillir massivement des nouvelles recrues de l’étranger. Désormais, en France, la courbe des départs et celle des retours de jihadistes risquent de s’inverser. Les autorités, submergées, tâtonnent, expérimentent, sans savoir comment gérer cette population potentiellement très dangereuse. Alors qu’Al-Qaïda n’a jamais disparu, l’État islamique entame un déclin militaire et médiatique, mais continue d’exister sous une autre forme. Et son message reste. Ses vidéos sont de moins en moins nombreuses et, en France, ses partisans se font discrets à cause de la multiplication des peines de prison ferme pour apologie du terrorisme. Ils n’osent plus se montrer à visage découvert sur les réseaux sociaux. Pour eux, c’est la fin de l’euphorie.

Mais ce retour progressif à la clandestinité n’est pas forcément une bonne nouvelle pour la France. Car la stratégie terroriste globale de l’EI s’est inversée pour se calquer sur celle d’Al-Qaïda. Alors que son porte-parole incitait à rejoindre ses territoires, en mai 2016, dans son dernier message avant d’être « droné » par les États-Unis, il n’appelle plus ses partisans à la *hijra* mais leur ordonne de rester dans leur pays pour y tuer le maximum de civils par tous les moyens possibles. La menace est triple : celle des retours d’éléments formés militairement et missionnés pour tuer. Celle des « revenants » déçus mais non repentis, capables de passer à l’acte violent individuellement. Et celle des sympathisants restés en France et pénétrés par ce discours. De l’avis de certains « revenants », ces derniers sont parfois plus fanatisés encore que ceux partis en Syrie. Un péril décennal résumé dans ce slogan tiré de la propagande de l’État islamique après la perte de la ville de Manbij en Syrie : « Nous avons perdu une bataille, mais nous avons gagné une génération qui connaît son ennemi. »

Les protagonistes

Abou Bakr al-Baghdadi
Calife de l'État islamique

Âgé d'une quarantaine d'années, inconnu du grand public avant 2014, Abou Bakr al-Baghdadi est l'émir de l'État islamique depuis 2010, date de la mort de son prédécesseur Abou Omar al-Baghdadi. Depuis la proclamation du califat le 29 juin 2014, il a pris le nom de calife Ibrahim. Ancien détenu des prisons américaines en Irak, il était, avant l'invasion de 2003, imam à Falloujah, diplômé d'un doctorat de sciences islamiques de l'université de Bagdad. Il appartient à la tribu des Bou Badri de Samara, qui se dit descendante du Prophète.

Abou Maryam
Le jihadiste avec lequel Bilel a rejoint l'EI

Kevin, de son vrai prénom, est un converti de 25 ans, originaire du quartier du Mirail à Toulouse, connu en France pour son addiction à la fumette, des faits de petite délinquance, trafic de drogue et cambriolages. En 2013, il a rejoint la Syrie et Harakat Sham al-Islam, l'unité de jihadistes marocains où il a fait la connaissance de Bilel. Une fois rallié à l'État islamique, Abou Maryam s'est fait connaître dans une vidéo où il brûlait son passeport avec un message de menace pour les Français, sabre et kalachnikov à la main. Il a trouvé la mort dans un attentat suicide en précipitant un camion bourré d'explosifs contre une base de l'armée irakienne.

Abou Mujahid
20 ans, resté en Syrie

Son rêve est de mourir sous la bannière de l'État islamique et de combattre la France pour atteindre le paradis. Soldat et imam de l'EI à Mossoul, sa vie d'avant le jihad n'avait rien de religieux. Né en France de parents issus de l'immigration maghrébine, il était lycéen, rappeur et dealer de shit dans son quartier de Montreuil en Seine-Saint-Denis, département le plus touché en France par les départs de jihadistes en Syrie. Au sein de l'EI, Abou Mujahid est passé du rap aux nashid *et diffuse des vidéos sur internet pour inciter d'autres jeunes à commettre des attentats contre des civils, en France.*

Bilel

27 ans, de retour de l'État islamique

Depuis qu'il a passé la frontière de la Syrie, Bilel (son prénom a été modifié) est le premier Français à avoir été poursuivi sur le sol turc pour des faits de terrorisme. Titulaire d'un bac, Bilel vivait du RSA et enchaînait les boulots d'intérim. Il explique avoir basculé dans l'idéologie jihadiste après un bref passage par le salafisme quiétiste. Il raconte être arrivé en Syrie au printemps 2014. Bilel a d'abord rallié une brigade proche d'Al-Qaïda avant de rejoindre l'État islamique où, affirme-t-il, il n'a jamais combattu. Ce sont les attentats du 13 Novembre qui l'ont, explique-t-il, décidé à rentrer en France.

Fayçal

Le père de Yassin

Légèrement barbu, très élancé et discret, Fayçal, père de Yassin, est un médecin libéral installé en France depuis près de trente ans et né en Algérie. Âgé d'une cinquantaine d'années, musulman pratiquant, de nationalité française, il est également le père de trois filles. Chaque été, il offre à sa famille nombreuse des vacances confortables dans des hôtels à l'étranger : Dubaï, Turquie… Ses enfants sont nés et ont grandi en France dans un milieu favorisé, élevés dans une tradition musulmane libérale et poussés à réussir leurs études.

Ibrahim Benchekroun

Fondateur de la brigade Harakat Sham al-Islam

Harakat Sham al-Islam est une brigade jihadiste proche d'Al-Qaïda et composée essentiellement de combattants marocains. Ce groupe a été créé en 2013 par des anciens du jihad en Afghanistan et notamment par Ibrahim Benchekroun. Ancien détenu des prisons américaines de Bagram en

Afghanistan, puis de Guantánamo, il a été libéré en 2004, puis réincarcéré au Maroc pour terrorisme. Il est ensuite parti en Syrie en 2012 où il a formé et dirigé le groupe Harakat Sham al-Islam. Avant ses 40 ans, Benchekroun a été annoncé tué au combat en Syrie en 2014 pendant la bataille de Kassab contre le régime syrien, dans la région du littoral de Lattaquié. Classée terroriste par les États-Unis, cette brigade a largement perdu de son influence après la mort de son émir fondateur, une partie ayant fusionné avec d'autres groupes jihadistes pro-Al-Qaïda, tandis que d'autres de ses membres ont préféré rejoindre les rivaux de l'État islamique.

Kevin

21 ans, de retour de l'État islamique

Élevé dans le catholicisme, ce Breton se convertit à l'islam à 14 ans, bascule dans le jihadisme à 17 ans et finit quelques années plus tard chez l'État islamique, sur la liste des terroristes internationaux sanctionnés par le Conseil de sécurité de l'ONU. Kevin est pourtant loin d'être un haut cadre de l'organisation, mais il s'est fait remarquer sur internet en faisant venir au sein de l'EI plusieurs Françaises, notamment pour les marier. Au bout de quatre ans passés en Syrie, inquiet des reculs militaires de l'organisation, il se dit en rupture avec cette vision de l'islam et décide de rentrer en France avec ses quatre femmes et leurs six enfants.

Les anciens soldats français de l'EI

Nés en France, ils ont tous les deux moins de 30 ans, sont d'anciens militaires français et ont rejoint l'État islamique. Le premier avoue s'être enrôlé dans l'armée française avant sa conversion à l'islam par simple désir de tuer. Le second a fait ses classes au sortir de l'adolescence puis a intégré les commandos parachutistes français au sein desquels il a effectué plusieurs opérations extérieures. Il s'était engagé sous le drapeau français pour bénéficier d'une solide formation militaire afin de rejoindre ensuite un groupe jihadiste et combattre dans le camp ennemi. Tous deux ont mis leur expertise militaire française au profit de l'armée du califat.

Nabia

22 ans, la femme de Bilel

Nabia (son prénom a été modifié) est une jeune Française d'origine algérienne. Elle a connu Bilel via *Facebook et a quitté la France pour rejoindre l'État islamique en compagnie de ses deux filles. À son arrivée, elle a été envoyée dans l'une des maisons pour femmes de Raqqa. Bilel et*

Nabia se sont mariés à Raqqa et ont donné naissance à un garçon. Après avoir quitté l'EI, Nabia et ses trois enfants ont été expulsés de Turquie vers la France.

Nadia

La mère de Yassin

Nadia, quinquagénaire, fait figure de meneuse de la famille. Médecin libéral, comme son mari, également née en Algérie, également de nationalité française, elle est chaleureuse, énergique et décidée. Musulmane pratiquante, elle ne porte pas le voile. Mère de quatre enfants, elle explique être prête à tout pour sauver son fils Yassin et ne regrette rien de ses choix.

Quentin

17 ans, en prison en France

Quentin incarne la mécanique du recrutement jihadiste à la sauce niçoise. Il aurait pu rester ce banal minet dragueur de la promenade des Anglais, s'il n'avait pas croisé la route d'Omar Omsen. Pendant plusieurs années, cet ancien braqueur s'est livré à une prédication jihadiste de fond dans le quartier populaire où il a grandi. À 16 ans, Quentin abandonne ses parents, allocataires du RSA, son CAP vente et part rejoindre Omar Omsen en Syrie avec son frère aîné et un copain du quartier. Sur place, il découvre une réalité bien différente de celle qui lui avait été vendue et revient sept mois plus tard en France, sans son frère, avec des projets de réinsertion, mais il termine en prison, pour terrorisme.

Yassin

23 ans, de retour de l'État islamique

Yassin – dont le prénom a été modifié et la région de résidence en France n'est pas précisée pour des raisons de sécurité – est arrivé en Syrie en septembre 2014. Il a été blessé trois semaines plus tard. À 23 ans, il est désormais de retour en France. Avant de partir en Syrie, Yassin, sans aucun antécédent judiciaire, avait obtenu son bac S avec mention bien.

Zoubeir

20 ans, de retour de Syrie

Né en France, Zoubeir a grandi dans un quartier HLM plutôt calme de Seine-Saint-Denis. Enfant discret, solitaire, intelligent et plein d'humour, il est élevé dans une pratique conservatrice de la religion musulmane par des parents originaires du Maghreb, travaillant en France. Au moment de son départ en Syrie, Zoubeir est un élève de terminale sans histoire, à la vie monotone. Amateur de mangas, de rap et de jeux vidéo, il n'a jamais trempé dans la délinquance. Il confesse cependant avoir toujours eu un penchant pour la radicalité politique. Rentré volontairement en France, dégoûté de son année passée chez Al-Qaïda et l'État islamique en Irak et au Levant (l'actuel EI), Zoubeir va maintenant jusqu'à rejeter sa religion, après un an en prison. Il est aujourd'hui le premier Français de retour de Syrie à accepter de collaborer avec les autorités, pour raconter son expérience afin de lutter contre le discours jihadiste.